REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXIXe ANNÉE. — CINQUIÈME PÉRIODE

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXIX[e] ANNÉE. — CINQUIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE-ET-UNIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1909

PIERRE ET THÉRÈSE [1]

TROISIÈME PARTIE [2]

I

Il y a une heure, dans les fêtes mondaines, parfois moins qu'une heure : quelques minutes, un instant, où leur caractère se transforme. Les passans, venus comme en visite, pour accomplir un devoir social ou pour être vus, sont partis ; seuls sont demeurés ceux qui veulent jouir de la fête, ou ceux qui poursuivent un autre objet, masqué par le divertissement officiel du lieu. Le divertissement officiel, pour la majeure partie des assistans, ne compte guère. N'est-il pas d'ailleurs, presque toujours, d'une médiocrité décourageante? Musique, danse, batelage d'amateurs ; vrais comédiens, musiciens ou danseurs empruntés au théâtre et moins à l'aise, en parade moins illusionnante que sur leurs tréteaux : combien écoutent, combien regardent avec attention, parmi les spectateurs distraits qui chuchotent d'autre chose tout en applaudissant ostensiblement, sous l'œil des maîtres du logis? Un intérêt fort étranger à ce coûteux et banal spectacle retient la plupart : un spectacle qui se joue entre eux, spectateurs, et les passionne. Ou bien ils en observent l'intrigue, ou bien ils y participent. Intrigue au sens moliéresque et âpre du mot, intrigue au sens léger, voluptueux de

(2) Voyez la *Revue* du 1er et du 15 avril.

la comédie italienne, intrigue de politique mondaine ou de licence parée, — en voici la minute venue. Quelques arrivistes anxieux ont attendu l'occasion propice de s'asseoir à côté du détenteur supposé de leur fortune ; quelques « associées » infatigables ont guetté l'influente femme du monde, le politicien puissant, le financier de qui dépend l'avenir de leur mari, et le chambrent de leur mieux, à grand effort de sourires et de flatteries. Mais le drame le plus commun est toujours le drame du désir humain. Sous la chaleur accrue des salles, l'humanité mondaine tend à prendre ses aises. Des jalousies s'éveillent et se dévoilent, des yeux espionnent, d'autres menacent ; de brèves répliques jaillissent des lèvres à peine desserrées, entre les « charmans ! » et les « bravos ! » Des scènes de consentement, de reproche ou de rupture s'amorcent, s'achèvent... Voici le solstice de la fête, l'instant où la vraie nature des êtres s'affirme, lasse de deux heures de contrainte. Moins déguisés que le jour, presque apparens, décolletés pour ainsi dire comme les bustes des femmes, — voici l'heure d'observer la passion du gain, l'envie fielleuse, la frénésie de paraître, le désir masqué en haine, le désir masqué en amour.

Ce torride solstice des réunions mondaines, la fête des Hountacque venait de l'atteindre, la fête qui inaugurait, vers la fin de novembre, leur installation récente dans l'hôtel de l'avenue du Bois de Boulogne. Le cadre était somptueux. Sur ce grand marché d'art et de luxe qu'est Paris, le goût, servi par l'argent, n'est-ce pas la baguette de l'enchanteur ? Cinq mois avaient suffi pour transformer un logis quelconque de milliardaires américains en une demeure de style français parfaitement pur, tendue de précieux Beauvais, discrètement ornée de toiles rares, meublée sans surcharge de pièces de premier ordre. Aux innombrables Parisiens curieux de telles solennités, les maîtres du lieu, comme un couple de souverains nouveaux, offraient en joyeux avènement le « vernissage » de leur palais. Ils l'agrémentaient de ce qu'il faut de divertissement organisé pour retenir ses hôtes jusqu'aux environs d'une heure après minuit : pas plus ; car Paris moderne, qui se lève de bonne heure, se couche tôt, et le temps est fini où les aubes d'hiver, envahissant les salles de bal, éclairaient les pirouettes lasses, les visages fanés des danseurs.

Le haut monde parlementaire, le haut monde financier, le haut monde des affaires, avaient amplement répondu à l'appel. Les files de voitures et d'automobiles refluaient jusqu'à la place de l'Étoile, jusqu'à l'avenue Malakoff, jusqu'à l'avenue de la Grande-Armée. Quant au « monde » tout court, si nettement défini à Paris, malgré l'apparente fusion des groupes sociaux, — le monde, plus important, sinon plus influent à mesure que toutes les organisations sociales se détraquent alentour, — il n'était là que peu représenté, et surtout par les hommes. La beauté célèbre de Thérèse en attirait plusieurs, parmi ceux que l'opinion conservatrice ralliait, dans le Parlement, à Paul Dautremont. Quelques vraies mondaines, les plus hardies, sortes de prospectrices des régions nouvelles de la fortune et du plaisir, avaient accompagné leurs maris. Tout naturellement, elles formaient un groupe, à l'avant-garde des assistantes qui écoutaient la *Petite Fée*, poème et musique de Ludovic Archères. Et l'œil d'un Parisien avisé les eût distinguées aussitôt, à je ne sais quoi de moins provocant dans la toilette, de plus mesuré dans le geste, de plus « chez soi, » — à cet ensemble de traits, de costumes, de façons qui, sauf quelques exceptions notoires, traduit une réalité considérable : l'hérédité dans une situation supérieure.

Sur la scène improvisée, luxueusement improvisée au fond de l'immense salon principal, un éclatant décor représentait un coin de parc Louis XV, de parc à la Verlaine avec des verdures bleutées enlaçant des architectures de treillage. Dans ce décor, sous les feux électriques aménagés comme en un véritable théâtre, des ballerines prêtées par l'Opéra achevaient un pas de bergers et de bergères. A l'avant-scène, le baron Moulier en Sylvandre, Suze en Cydalise figuraient les premiers sujets : Suze, gracieuse naturellement, et juste assez empruntée pour que le piquant de sa danse en fût aiguisé ; Moulier, si parfaitement danseur qu'on sentait que c'était là sa véritable vocation, et qu'il était créé par la nature pour faire des pointes, des ronds de bras et des jetés-battus, bien plutôt que pour administrer les diverses sociétés financières où il ambitionnait de toucher des jetons.

Sylvandre comme Cydalise étaient fort applaudis.

Sans que leurs fiançailles fussent encore officielles, on savait qu'elles étaient probables, que les instances du baron devenaient

pressantes, et que Suze, tout en le faisant un peu languir, n'avait pas dit non. On les guettait; les faciles plaisanteries qui sont les mêmes, aux termes près, dans les collèges, à l'atelier et dans la société fleurissaient sur les lèvres. Et, sous l'attention souriante des yeux qui suivaient leurs gestes rythmés, il y avait, à l'avance, un peu de la curiosité qui obsède les nouveaux époux. Cela, et la musique, et la lumière, et la parade de grâce nonchalante, voluptueuse de ce ballet, évocateur d'un siècle où l'amour léger, l'amour-goût, sans flèche empoisonnée dans son carquois, régna sur le monde, — tout incitait à la détente ce parterre composé surtout de gens de liesse, d'oisifs riches et de laborieux jouisseurs, chez qui le goût de la fête, l'ironie dissolvante, ou simplement l'absence de culture morale ont aboli la vie intérieure... De ceux qui souriaient, applaudissaient, chuchotaient ou rêvaient là, combien avaient d'autre philosophie qu'un épicurisme délicat dans la forme, presque sinistre dans le fond? N'importe! cela composait un ensemble de civilisation extrême, de luxe intelligent, de grâce somptueuse que seule peut offrir une telle fête, dans une ville comme Paris. Ce qu'elle révélait d'excessif et, par là, d'anormal, de menaçant pour le lendemain n'était plus perçu par personne, pas plus que personne ne se rendait compte que l'air de cette vaste salle eût semblé irrespirable à quelqu'un venant du dehors.

Solstice torride et voluptueux! Les conventions, observées le jour à la lettre, atténuaient leur rigueur. Chaise à chaise, des couples s'étaient formés, l'habit noir penché vers l'épaule nue. Archères, indifférent ou affectant l'indifférence pour son propre ballet, entraînait dans une embrasure la jolie Mme Hémery, et le masque immobile, mais les yeux fixés sur elle comme pour l'hypnotiser, se divertissait à jouer avec cette âme puérile, et tout de même honnête, à l'étonner, à la troubler, à la désorganiser un peu. Un groupe s'était formé autour de la vieille Mme Villoy, l'une des puissances mondaines de Paris. Veuve d'un parlementaire célèbre, célèbre elle-même par son esprit mordant et son humeur gauloise, elle lançait un mot de temps à autre, et elle était en verve, à en juger par les sourires des attentifs. Plus loin, sous l'*Enfant rose* de Gainsborough, toile sans prix que Pierre avait acquise à Londres quelques jours auparavant, Max Pergyl, beau jeune homme d'une extrême élégance, qui avait renouvelé dans la presse la chronique des salons parisiens

en y introduisant, outre l'esprit et le sens artiste, l'impertinence et l'ironie, accueillait les attentions un peu inquiètes de plusieurs maîtresses de maison. Dans le cadre d'une porte ouverte, Pontmagne impassible subissait l'assaut d'un grand industriel sucrier, engagé dans un formidable procès contre l'État. Une certaine Mme Furtier-Legrand, femme d'un maître des requêtes, brune agréable qui s'efforçait de ressembler à Joséphine de Beauharnais, les jambes croisées dans sa robe Directoire, un coude sur un genou et son fin menton sur la main savamment pliée, écoutait les propos que le directeur du Crédit Colonial, Hémery, lui murmurait de très près.

Cependant Pierre Hountacque, debout tout au fond de la salle, calme et parfaitement immobile, suivait le spectacle en spectateur, content du succès de sa fête. Aucune femme n'était près de lui, et, si ses yeux s'écartaient de la scène, ils passaient distraitement sur les visages et sur les bustes des invitées, cherchant une seule femme : sa femme... Un instant, elle avait disparu de la salle, occupée de donner un ordre pour le buffet où l'on allait se précipiter tout à l'heure : durant cette absence, une ombre soucieuse avait effleuré le visage du maître de la maison, aussitôt dissipée quand il la vit reparaître. Il la regarda, il reprit possession d'elle, à distance. C'était la fin du spectacle, la dernière danse. Une ballerine en libellule, avec deux diamans montés en antennes au-dessus du chignon, tournoyait, toupie animée, puis s'immobilisait, fleur de mousseline à double tige de chair, — tandis que les deux protagonistes, Suze et Moulier, sur le même siège de verdure, recevaient l'hommage de ses mines, de ses bras tendus en offrande, de ses sourires mécaniques... Mais Pierre ne regardait plus que Thérèse. Elle ne s'était pas assise; appuyée contre le rideau écarlate d'une fenêtre, elle se dressait, vraiment royale en une robe de crêpe bleu pailleté de bleu nocturne, d'une simplicité coûteuse. A peine reparue dans le salon, des hommes l'avaient entourée : Pierre fit cette remarque qu'ils semblaient d'une race humaine inférieure à elle, taillés pour la servir. Un seul la dépassait de quelques lignes; mais elle dominait celui-ci même, de cette hauteur sereine, non affectée, souriante, qu'elle portait sur son front comme une mystérieuse couronne. Pierre se redit les noms de ces fervens qui entouraient sa femme, tous quatre hommes du vrai monde, attirés par la beauté souveraine de cette fille de grands bourgeois :

le comte de Mareil, député de l'opposition; le prince d'Argy, marié depuis deux mois à une exotique contrefaite et milliardaire; Guy de Bonnefous, un capitaine de dragons qui revenait d'Afrique, célèbre tout jeune pour s'être défendu, trente heures durant, avec quelques goumiers, contre deux mille Marocains; et enfin le marquis de Tençay, ce haut gentilhomme dont la stature dépassait Thérèse, — belle figure de seigneur français, sénateur lui aussi d'un département de l'Ouest, membre de l'Institut pour avoir publié divers ouvrages d'économie rurale, et surtout pour appartenir à une famille où cet honneur était quasi héréditaire. Aucun des quatre ne dissimulait son attitude de courtisan, que la concurrence des trois autres rendait, sauf pour le marquis, un peu énervée et trépidante. Pierre les regardait sans jalousie :

« N'ai-je pas été pareil à eux? Seulement, ils ne la connaissent pas; ils ne soupçonnent pas l'imprenabilité de cette âme. Elle était pour un seul, et j'ai eu l'incroyable fortune d'être celui-là !... »

Quand il pensait cela, brusquement il avait cette étrange impression de vide intérieur qui fait un instant douter de sa propre personnalité et de la réalité des choses.

« Est-ce vrai? Est-ce bien moi?... »

Et soudain la réalité de son bonheur l'enveloppait, le comblait. Ah! lui aussi, il sentait qu'il était né pour une seule femme, pour celle-ci! Jusqu'au jour où il l'avait rencontrée, il n'avait connu ni l'émotion, ni même la tentation d'aimer. Il avait traité la femme, quelle qu'elle fût, avec une indifférence de lutteur affairé, un dédain d'Oriental. « Jamais je n'aurais imaginé, » pensait-il en regardant Thérèse, souriante et sereine, opposer à ses quatre courtisans son calme d'honnête femme, « jamais je n'aurais imaginé qu'un être féminin pût avoir de l'influence sur moi, devenir l'élément principal de ma pensée et de ma volonté, me dominer, me modifier. » Il s'étonnait de cette influence : mais, à la constater, son cœur s'échauffait de tendresse... Tendresse ardente, qui, — comme un feu souterrain change peu à peu la figure d'un continent, — lentement et sûrement, et sans qu'il mesurât lui-même toute l'importance du changement, le transformait, approchait sa nature indomptable, déréglée, formidable, de la juste, scrupuleuse et droite nature de Thérèse.

Quittant Thérèse, son regard se promena avec satisfaction sur

le cadre de luxe et de beauté qu'il lui avait fait, sur l'assemblée réunie pour fêter leur établissement. Comme tous les hommes qui ont créé leur propre fortune, il portait aux objets mêmes qui l'entouraient, qui tous avaient été réunis par sa volonté, par son effort, une sorte d'amitié confuse, comme à des prolongemens de lui-même, à des symboles, à des preuves de sa puissance. De telles joies, ceux-là les ignorent qui, dès leur berceau, ont tout reçu de la vie. Ils ignorent aussi la satisfaction d'un Pierre Hountacque contemplant ses hôtes d'un soir, dont il évaluait la valeur sociale avec une sûreté de connaisseur d'hommes, qu'il savait bien n'être encore qu'un choix secondaire dans le monde parisien, mais qui déjà représentaient une notable conquête pour un enfant perdu, jadis maître d'armes, ouvrier, comptable, secrétaire d'entrepreneur. « Un jour, j'aurai ici qui je voudrai, pensa-t-il... Je suis d'assez bonne famille pour que mon origine n'arrête personne, et Thérèse a l'étoffe d'une reine de Paris... » Vanité un peu puérile chez cet homme fort, ce désir d'avoir chez lui la plus fine, la plus difficile société ! Mais le « parvenu, » même dans le sens héroïque du mot, ne la dépouille guère ! Elle correspond à ce sentiment juste : se prouver à soi-même qu'on a conquis seul, au cours d'une seule vie, l'égalité avec ceux dont les siècles ont fait le nom et qu'on est, selon le mot d'un illustre parvenu, « soi-même un ancêtre. »

La musique de scène acheva d'enlacer ses arabesques aux gestes des ballerines ; Suze et le baron Moulier vinrent à la rampe et débitèrent les aimables strophes du « baiser » qui avaient, quelques semaines auparavant, retenti sous les ormes de Roquefon. Un silence s'était fait, l'attention s'était réveillée, car les vers plaisaient. Sylvandre et Cydalise les alternaient avec une grâce captivante ; leurs fiançailles pressenties enrichissaient les rimes d'une saveur goûtée par l'auditoire. A ce moment, Pierre, qui, du fond de la salle, continuait, comme un bon général, la revue de ses contingens, arrêta ses yeux sur le couple de Mme Furtier-Legrand et de Paul Hémery. Mme Furtier-Legrand quittait sa chaise et, avec des attitudes longuement étudiées devant sa psyché, applaudissait. Hémery se leva à son tour, promena les yeux autour de lui... Un instant, ses yeux rencontrèrent ceux du maître de la maison ; un instant très bref, car aussitôt Hémery se détourna vers la scène...

Pourquoi cet incident fit-il aussitôt une tache noire dans la pensée lumineuse et victorieuse de Pierre?

Comme presque tous ceux qui excellent au maniement des hommes, il était merveilleusement sensible à ces marques sincères, si fugitives, que la pensée secrète d'autrui laisse par momens paraître sur le visage, ou à travers les gestes des plus dissimulés. Il les reconnaissait avec la certitude quasi infaillible qui nous fait distinguer les écritures.

« Hémery a cessé de me regarder dès qu'il a rencontré mes yeux. Entre lui et moi, il y a *quelque chose;* et maintenant, tandis qu'il se tourne avec un sourire vers Suze et le baron, tandis qu'il les applaudit, c'est à moi qu'il pense... Que me veut-il? Je ne l'ai jamais considéré comme un ami. Il ne pardonne pas à l'ancien commis de Camboulives d'être devenu un puissant, dont il a besoin... Tiens! mais, c'est cela; c'est l'éclat de notre fête qui le blesse. Il pense à son quatrième de l'avenue de l'Alma, à ses stucs et à ses faux Louis XVI... Voilà la cause du mauvais regard! » Provisoirement, Pierre accepta cette explication: sa forte nature faisait spontanément, devant toute menace, une réaction d'optimisme pratique. Pourtant la tache noire de l'incident persistait en lui, au fond de ce paysage intérieur que chacun de nous porte en soi. Il essayait de ne pas la voir, comme on conseille aux malades de la rétine d'éliminer, par la volonté, les taches mouvantes qui voltigent dans leur champ visuel. Elle persistait quand il allait féliciter les acteurs, féliciter Archères; tandis qu'il recevait lui-même la salve banale des complimens; tandis qu'il offrait son bras à la marquise de Tençay pour la conduire au buffet.

Le remous des spectateurs libérés donne alors, à la plus mondaine assemblée, l'aspect mal policé d'une foule. Tandis que la masse refluait vers la salle à manger, délicieusement tapissée de gaies peintures de Huet, — des oiseaux dans des feuillages, — la partie masculine de la société se divisait.

Les uns, ceux que des liens plus forts rattachaient au monde où que surveillaient des yeux plus jaloux de mondaines, demeuraient aux côtés de celles-ci, profitaient même du remous de foule pour les courtiser de plus près, — tandis que d'autres, libres ou moins guettés, s'empressaient à rejoindre le quartier réservé au souper des ballerines...

Le remous charriait aussi des escouades de critiques volontaires, de « chineurs, » comme dit l'argot parisien, empruntant cette rude expression au parler des chiffonniers et des bas antiquaires. Tandis que Pierre conduisait la marquise au buffet, il entendit un invité, qui ne le croyait pas si proche, dire à Max Pergyl :

— Je lirai votre « Paris-qui-Passe » demain, avec un plaisir particulier, mon cher maître, et je compte sur des traits bien aiguisés... Quels vers de mirliton, hein?... Et cette musique!... Et ce décor d'ambassade!...

— Mais du tout, du tout, répliquait Pergyl, qui, plus attentif, avait aperçu le maître de la maison. Le divertissement m'a semblé fort aimable; et la maison porte la marque de la divine Thérèse.

Cette familiarité de parole : la « divine Thérèse, » fut plus désagréable à Pierre que l'impertinence de l'invité. La vanité de la parade mondaine lui apparut. « Vivre tout seuls, elle et moi, comme en Norvège, cet été!... » Mais déjà le flot de ses hôtes l'emportait, et la joie le grisait de nouveau d'avoir créé un palais, d'y entraîner Paris, d'être une façon de roi.

Cependant Sylvandre et Cydalise n'avaient pas suivi la foule. Des coulisses leur étaient ménagées à tous deux dans le petit salon que Thérèse avait fait installer à côté de sa chambre; ils s'y étaient habillés avant le spectacle, à deux toilettes distinctes séparées par un haut paravent. Suze, dont le froid tempérament s'alliait à une imagination d'allumeuse, avait inventé cela comme un épisode amusant de son flirt de fiançailles. Elle appartenait, en effet, à cette espèce assez rare en France, fréquente ailleurs, des coquettes froides, *civette a fredo*, comme disent les Italiens. Peu sensible elle-même, cela l'amusait d'inquiéter son fiancé, derrière la mince cloison de toile peinte, par le froufrou des soies, le frôlement des batistes, par les phrases dites exprès à la femme de chambre: « Mes bas, Justine... » ou bien : « Justine, ce corsage ouvre trop... Piquez-moi vite une rose! »

Maintenant que le spectacle était fini, les deux jeunes gens se retrouvaient dans la même pièce, pleine encore du désordre de leur récent habillage. Ils y furent seuls quelques instans: le valet de chambre du baron et la camériste de Suze, qui avaient suivi le spectacle par l'entre-bâillement d'une porte, n'avaient pas

battu en retraite assez tôt : la foule des invités leur barrait maintenant le chemin. Suze et Moulier se sourirent, se prirent les mains, grisés tous deux par cette atmosphère de cabotinage à laquelle résistent si peu de mondains.

— Eh bien ! cher Sylvandre, fit Suze. Il me semble que cela n'a pas trop mal marché, notre petite parade ?

— On vous a énormément regardée et applaudie, répliqua Moulier.

Au fond, il pensait :

« Elle a médiocrement dansé, mais elle a fait plus d'effet que moi. »

Sa vanité d'acteur se rebellait un peu, agacé qu'il était d'ailleurs en songeant à la joie physique causée à d'autres hommes par la beauté de Suze... Et ces deux sentimens, en se composant, faisaient un ensemble à la fois trouble et vif, qui combattait sa trop parfaite éducation, son goût démesuré de la mesure. Suze, avec cette perspicacité merveilleuse des femmes pour tout ce qui, chez autrui, les concerne, perçut cet état singulier. Elle s'en amusa, et, contente de ce tête-à-tête, ne se hâta pas de sonner la femme de chambre.

— Vous me semblez un peu nerveux, cher Sylvandre ? reprit-elle, s'approchant de lui jusqu'à lui mettre sous les yeux son visage et son buste.

De tout près, le baron regarda le rouge excessif des joues, les cils agglutinés par le kohl, le corsage échancré sur la gorge blanche de poudre. Tout cet artifice de théâtre, — si attristant lorsqu'il tâche à masquer les vices de la nature ou les outrages du temps, — donnait ici un ragoût plus piquant à la triomphante fraîcheur du teint, au printemps du regard, aux seins palpitans de vie jeune sous le fard inutile. Heureux et mal à l'aise, Moulier balbutia :

— Que vous êtes jolie !... Vous l'êtes par trop, ce soir !

Elle, coquette, reculait, divertie de le voir enfin troublé, moins correct que de coutume : c'était une victoire, cela, dont elle sut gré au vaincu autant qu'à elle-même. Si maîtresse de soi qu'elle fût à l'ordinaire, elle ne laissait pas, elle aussi, d'être gagnée par l'ivresse de la scène, par l'émoi des applaudissemens, par toute cette admiration mêlée de désir, qu'elle avait bien sentie monter tout à l'heure, quand elle déployait ses bras harmonieux, lançait la pointe de ses pieds, faisait mouvoir en

cadence ses jambes gantées de soie que la courte jupe découvrait jusqu'à la naissance du mollet.

— Vous avez beaucoup mieux dansé que moi, fit-elle sérieusement, vous avez eu beaucoup de succès. Et mon succès à moi, je vous le dois, puisque c'est vous qui m'avez fait répéter.

Elle ébaucha gaîment une mesure du pas, en fredonnant l'air. Réellement, elle savait gré au baron de la part qu'il avait prise à son succès de ce soir; sa frivole pensée l'estimait aujourd'hui plus haut que jamais. Pour les tempéramens calmes, certaines minutes d'excitation sont, en matière sentimentale, plus lucides que le calme. Suze comprit en ce moment que personne ne lui conviendrait jamais autant que ce joli garçon si parfaitement élevé, d'un cœur si honnête et d'un esprit si modéré, qui portait l'habit de soie à basques aussi élégamment que le frac et la jaquette modernes; qui aimait à la fois le plaisir, le monde, la respectabilité et l'argent; qui était non seulement un danseur de génie, mais un parfait maître à danser. « Oui, personne ne me plaira jamais davantage, » songea-t-elle; et un peu de mélancolie voila ses yeux rieurs, inutilement élargis par le kohl, — à la pensée que quelque chose de décisif allait sans doute se passer dans sa vie, ici, entre la porte et le paravent. Moulier, aussi amoureux que sa nature pondérée et ses excellentes façons le comportaient, aperçut cette vague favorable dans le regard de celle qu'il courtisait. Minute fatidique pour tous deux, où le laborieux échafaudage des convenances, des intérêts, des ambitions auxquels ils avaient, chacun de son côté, tant sacrifié déjà, s'anéantit, s'effondra, où ils ne furent plus que deux êtres jeunes, et qui se plaisaient, en face l'un de l'autre.

— Suzanne !... fit le baron.

Il ne put en dire davantage; il saisit la petite main empâtée de blanc et serra les doigts. Suze pâlissait sous son rouge et détournait la tête, sans retirer sa main.

— Suzanne... je vous en supplie, ne jouez plus à ce méchant jeu de m'énerver. Suzanne, dites que c'est fait... que nous sommes fiancés...

Si mutin à l'ordinaire, le visage de Suze était devenu grave, et cette gravité inattendue le rendait presque triste. Sans articuler un seul mot, elle fit, du front, un geste affirmatif. Alors il voulut l'attirer dans ses bras. Mais, d'une pudeur sincère, elle se dégagea. Vraiment épeurée, on eût dit que soudain elle comprenait

le sens de l'amour, et d'un baiser. Et comme il essayait de la rejoindre, elle le tint à distance, le bras joliment tendu, tandis qu'elle appuyait de l'autre main sur le bouton électrique. Elle lui souriait, en même temps, d'un sourire qu'il ne lui connaissait pas, plus féminin, presque tendre : tout ce qu'elle pouvait offrir de tendresse était dans ce sourire. Elle murmura :

— Soyez gentil!

Et, comme si elle continuait son rôle de Cydalise, elle lui envoya un baiser en disant :

— Sauvez-vous derrière votre paravent! On vient.

On venait en effet : Clément et Justine, qui avaient réussi à se frayer un passage à travers les invités. Le baron obéit. Il regagna sa toilette et, tandis qu'il était seul encore, se regarda dans la glace. Il se trouva séduisant, digne de son bonheur. Il en oublia un moment Clément qui attendait les ordres de son maître, un pot de vaseline et une fine serviette à la main.

De l'autre côté du paravent, il entendit clapoter les menottes de Suze.

« L'adorable petit être !... » pensa-t-il.

Et tout haut :

— Allons, Clément, débarbouillez-moi!

Telles furent les fiançailles de Sylvandre et de Cydalise.

II

Au buffet, la foule des invités commençait à devenir moins dense; les repus quittaient la place et regagnaient les salons. On visitait l'hôtel. Tout le rez-de-chaussée, plus une vaste galerie au premier étage et l'atelier destiné à Thérèse, étaient laissés accessibles. Un tel étalage de luxe excitait naturellement le fiel des envieux. Thérèse et Pierre, engagés dans ces bouts de conversation successives qu'un maître et une maîtresse de maison doivent subir de leurs hôtes, sympathiques ou non, reçurent, au passage, quelques gouttes corrosives. Mme Furtier-Legrand, sans apercevoir Thérèse qui lui tournait le dos, disait au capitaine de Bonnefous, tout en surveillant le pli de sa traîne Directoire :

— Voilà, capitaine, une installation princière! Vous n'en avez pas rapporté autant de la terre d'Afrique, vous. Mais croyez-moi : mieux vaut votre belle renommée.

Et Thérèse entendit aussi, non sans tristesse, cet homme qu'elle estimait, répondre :

— Vous avez raison, madame : je n'échangerais pas.

Elle ne put désormais s'empêcher de prêter l'oreille. D'autres propos, surpris au vol, qui peut-être signifiaient tout autre chose, elle les interpréta comme des allusions directes ou détournées, mais toujours malveillantes, à leur richesse, à leur luxe.

— Il n'y a rien à dire, en tout cas, sur sa fortune à elle, déclarait Max Pergyl...

Ou encore ce lambeau de réplique entre le marquis de Tençay et M. de Lespaul :

— Si l'on regardait de près à l'origine des grosses fortunes...

Tout cela, naturellement, s'éteignait dès qu'on l'apercevait. Les gens qui la savaient proche faisaient assaut de commentaires gracieux. Elle démêlait même une réelle sympathie pour sa personne à elle : la beauté féminine, au degré où Thérèse en était douée, exerce la fascination universelle d'un beau jour d'été. Elle sentait donc que ce n'était pas elle que visait l'opinion jalouse, mais plutôt, mais seulement Pierre, son mari. C'est à lui qu'on ne pardonnait pas son insolent bonheur. Après ce succès le plus jalousé : la prompte fortune, — avoir encore gagné une autre partie, conquis d'emblée une des plus enviables héritières de Paris, avoir pénétré par ce mariage dans un milieu universellement respecté, qui mettait autour de sa chance comme un rempart d'honneur, c'en était trop. Les hommes surtout enviaient ce dernier quine, échu dans la loterie de l'amour à ce beau garçon solide, à l'air calme, un peu endormi. Et cette envie, cette sourde malice des hommes, Thérèse la percevait.

Son angoisse, préparée par les bribes d'entretiens entendues au passage, fut encore surexcitée coup sur coup par deux menus incidens. D'abord, la remarque que son père, Paul Dautremont, causait avec animation, bien qu'à voix basse, avec Hémery, volontairement à l'écart de tout le monde, auprès de la rampe maintenant éteinte. Thérèse connaissait le visage et les allures de son père : une certaine tension en avant de la mâchoire inférieure, accompagnée d'un geste rapide des doigts de la main droite pendante, signifiaient chez lui l'agacement, l'impatience, l'inquiétude... Autre choc léger : Thérèse avait pensé soudain : « Pourquoi Maxence n'est-il pas venu? » Dans la bousculade de la réception, elle n'avait pas pris garde à son absence. « Je

l'ai invité pourtant, comme je le lui avais promis à Roquefon. » Depuis que Mme Chrétien et Maxence avaient quitté Roquefon, Thérèse avait vu une seule fois Mme Chrétien : quant à Maxence, il avait dû, disait sa mère, se rendre en Belgique, pour la réparation d'une pièce d'orfèvrerie ancienne, si précieuse qu'elle ne pouvait être déplacée... Tout cela était plausible. Maxence, depuis longtemps, n'écrivait plus à Thérèse; Mme Chrétien, très discrète, n'avait plus rien à faire chez les Hountacque. « Mais pourquoi Maxence n'est-il pas venu ce soir? J'avais ajouté un mot amical sur la carte... » Anxieuse, elle chercha son mari du regard. Elle l'aperçut au buffet; sa perspicacité d'amoureuse lui devina des soucis analogues aux siens... Elle ne se trompait pas. Pierre, depuis que le regard d'Hémery l'avait mis en éveil, et que la fin du spectacle avait libéré les assistans de leur contrainte, sentait peser sur lui la même atmosphère de basse jalousie, de dénigrement... « Bah ! — pensait-il, secouant ses fortes épaules, — ils ne peuvent rien contre moi... Et, avant un an, les plus fielleux seront ralliés ou muselés !... » A ce moment, Thérèse le rejoignit. Leurs mains s'effleurèrent; ils avaient besoin de se toucher, de se réchauffer l'un à l'autre.

— Tout va bien, n'est-ce pas? dit Thérèse, se forçant à sourire.

— Tout va à merveille... mais j'ai hâte d'être seul avec toi.

— Moi aussi. Comme nous étions heureux en Norvège, loin de tout !

— Oui, bien heureux, murmura Pierre. Il faudra être seuls ensemble, souvent. Tiens ! ton père qui vient à nous !

M. Dautremont s'avançait vers eux, sans prendre la peine de contenir sa hâte. Il ne regarda pas son gendre et dit à demi-voix à Thérèse :

— Peux-tu me donner quelques minutes? J'ai à te parler.

— Mais oui, père.

— Monsieur Hountacque, votre protection peut-elle m'obtenir une coupe de champagne? minaudait au même instant Mme Furtier-Legrand, offrant à Pierre un sourire aussi travaillé que la draperie de son corsage.

Et tandis que Pierre s'empressait, il vit, cependant, M. Dautremont entraîner Thérèse vers un angle vide du grand salon, l'installer dans une encoignure de fenêtre, derrière le rempart de quelques chaises de louage. Pierre, le verre de champagne

remis à Mme Furtier-Legrand, eût souhaité les rejoindre, entendre ce que son beau-père disait à sa femme. Mais à cette minute, Suze et le baron Moulier, toujours en costume, ayant seulement, grâce au frottage de vaseline, recouvré leur figure naturelle, faisaient leur entrée au buffet. Avec eux, les entourant, les poursuivant d'un murmure d'applaudissemens discrets, rentraient les invités épars dans les salons et dans la galerie. Pierre dut serrer la main du baron, et embrasser sa jolie belle-sœur. Il s'entendait très bien avec elle. Elle l'amusait par sa frivolité consciente, méthodique; il lui plaisait d'abord par sa beauté physique, qualité qu'elle goûtait fort, et aussi parce qu'elle trouvait, — c'étaient ses termes, — qu'il avait « son chic. » En se laissant effleurer la joue, elle lui glissa à l'oreille :

— Vous ne savez pas? C'est fait... Henri et moi, nous sommes fiancés.

— Vrai! quel bonheur!

La nouvelle réjouit Pierre. Un homme de sa trempe devait juger Moulier un peu ridicule; mais la famille du baron, et le baron lui-même, jouissaient d'une honorabilité inattaquable. En outre, par ce mariage, les Dautremont s'alliaient à un monde plus réservé, plus fermé, plus « gratin, » aurait dit Suze. Dans un moment où sa situation à lui, Pierre Hountacque, arrivait brusquement en vue et par conséquent s'exposait à une plus âpre discussion, c'était un événement propice que cette alliance, un affermissement de son propre ménage. La joie qu'il en conçut balança momentanément la légère anxiété ressentie tout à l'heure, quand son beau-père avait entraîné Thérèse. Encore une fois, la réaction d'optimisme remit en équilibre cette nature de conquérant. « De quoi m'inquiétais-je? Vais-je m'étonner d'entendre des propos d'envieux, quand j'ai fait cette fortune insolente et quand j'ai pris pour moi Thérèse?... Allons! je leur donnerai encore bien d'autres occasions de vider leur poche à fiel... » Ces fumées d'ambition, qui de temps à autre lui montaient au cerveau, il sentit avec bonheur qu'il les humait, qu'il s'en grisait de nouveau, tandis qu'il secouait, rasséréné, la main de Pontmagne, et recevait les félicitations de ce loyal ami.

« Non, pensa-t-il... Il ne faut pas rêver seulement de la vie à deux, isolée, stérile. La bataille est bonne; peu à peu Thérèse l'aimera et m'y aidera. Abdiquer, vouloir à tout prix la paix, c'est, plus qu'à demi, mourir.. »

Il ne voyait plus, séparé d'eux par une foule, ni M. Dautremont, ni Thérèse. Il offrit son bras à sa belle-sœur, qui s'arrachait enfin aux bravos, et la mena se réconforter d'une tasse de bouillon et de quelques viandes froides : Suze avait un solide appétit de sportswoman et dédaignait les sucreries. La réaction d'optimisme était complète. Archères, qui, dans un coin, causait avec Pergyl, remarqua le rayonnement de cette allure, ce visage d'homme victorieux, confiant en l'avenir.

— Regardez Hountacque, dit-il au chroniqueur : donne-t-il assez l'impression du beau lutteur, du tombeur élégant de la destinée ? Il exulte, il est magnifique.

Pergyl, dont l'œil professionnel ne perdait rien de ce qui se passait autour de lui, murmura :

— S'il observait sa femme en ce moment, il triompherait moins.

— Où donc est-elle, la divine Thérèse ?

— Là-bas... dans la fenêtre, avec son père.

L'œil d'Archères suivit la direction que Pergyl indiquait. Dautremont et sa fille ne se parlaient plus, ou du moins n'échangeaient que de très rares paroles ; mais leur habitude de tenue mondaine ne parvenait pas à masquer la profonde altération de leurs visages.

— C'est vrai qu'ils ont un air bizarre, murmura Archères. Que se passe-t-il donc ?

— Ah ! cela, je n'en sais absolument rien, dit Pergyl. Le beau-père et le gendre ne s'aiment guère... le mariage de toquade qu'a voulu Thérèse n'a pas comblé d'orgueil le vieux Dautremont... Alors, il y a probablement des passes difficiles, où Thérèse est obligée de jouer la Sabine, entre son père et son époux. Ce soir, évidemment, cela va mal.

Les deux amis, se taisant, continuèrent d'observer. Maintenant, Thérèse parlait avec animation ; M. Dautremont écoutait d'un air hostile.

— Qu'ils sont intéressans, murmura Pergyl, ces petits drames familiaux qui se jouent en pleine fête, comme cela !... Un spectacle supplémentaire, en sus du programme, après le spectacle officiel que nous vous devons, Archères. C'était charmant, votre *Petite Fée*... Mais il ne dépend pas de vous que ce bout de réalité, joué dans l'entre-bâillement de ces rideaux pourpre, ne passe la *Petite Fée* en intérêt dramatique... Re-

gardez ! Ils sont tous deux absens ; ils ne pensent qu'au sujet de leur entretien... et on les dérange à chaque instant... Il leur faut serrer des mains, écouter et dire des banalités, sourire... Ah ! la jolie scène poignante ! Seulement, voilà !... il n'y a que nous deux pour en jouir, et encore, sans moi, elle vous échappait.

Max Pergyl disait vrai : la scène qui s'achevait, en cette minute, encadrée par les rideaux rouges, entre le père et la fille, n'avait été remarquée que par lui, étrange veilleur de nuit, des nuits de foule parée. Mais elle surpassait en intime angoisse ce que l'ironique chroniqueur, habitué à tout juger avec la nonchalance d'un Parisien du monde, était capable de prévoir. Elle s'aggravait du décor de joie et de parade qui l'environnait. Quel supplice, cette foule grisée et bruyante autour d'une de ces crises familiales où l'on souhaite la solitude entre avertis, où l'on a peur d'être guetté, de se trahir par un geste, par une intonation !

Voici ce qui se passait entre le père et la fille.

Aussitôt que M. Dautremont avait emmené Thérèse dans l'embrasure de la fenêtre, et, d'un geste instinctif, barré par une chaise volante le cirque vide où ils se réfugiaient, il avait dit :

— Écoute... et n'aie pas l'air d'apprendre quelque chose de grave, car c'est grave, et on peut nous observer.

— Mon Dieu ! quoi donc ? fit Thérèse qui pâlit.

— Hémery, dont j'avais remarqué toute la soirée l'attitude préoccupée, a profité de la fin du spectacle, du passage au buffet pour me prendre à part... très gêné... très hésitant. Il m'a dit qu'en raison de nos anciennes et excellentes relations, il croyait devoir m'avertir d'un gros ennui, d'un vrai danger même, qui nous menace.

— Qui, nous ?

— Toi, moi, nous tous par contre-coup, et ton mari directement... Ton mari ! Ah ! c'est bien toi qui as voulu...

— Pas de récriminations, papa, fit Thérèse, que les mots « ton mari » rendirent soudain défensive. « Pierre chéri ! » pensa-t-elle.

Et tout haut :

— Encore des calomnies contre Pierre ? tu n'es pas blasé ?

— Ce ne sont pas des calomnies, hélas ! reprit M. Dautremont. Une accusation positive, cette fois.

— De quoi?

— De faux.

— Rien que ça! fit en riant Thérèse rassurée.

— Ne ris donc pas! reprit son père avec impatience. Je te dis que c'est tout ce qu'il y a de plus grave. En deux mots, voilà le fait : cet abominable petit jacobin de Maxence Chrétien... Ah! charmé que vous vous soyez amusés, — interrompit-il en serrant les mains du prince et de la princesse d'Argy, qui, ayant aperçu le père et la fille, venaient prendre congé avec des complimens hyperboliques. — Au revoir, cher prince!... Princesse!... Cet abominable petit jacobin de Maxence, reprit-il, qui m'a toujours été suspect et pour qui tu as un faible, aurait découvert avec l'aide d'un certain Couderc (suppose Hémery) que Pierre, pendant les travaux du port de Bizerte, a fait de faux chèques pour se procurer de l'argent. Il voulait prendre la succession de l'entrepreneur Camboulives, alors mourant, dont il était le secrétaire : il lui fallait des fonds. Tu comprends : il signait les chèques « Camboulives. » Ces chèques étaient tirés précisément sur la succursale du Crédit Colonial dont Hémery était alors le directeur.

— Hémery a vu ces faux chèques? questionna Thérèse du même air d'incrédulité.

Mais, à partir de ce moment, ils furent dérangés presque à chaque réplique par des partans, qui les découvraient dans leur retraite. Tout en proférant des formules gracieuses et en se contraignant à sourire, Thérèse pensait :

« Ce n'est pas vrai, ce n'est pas possible! La veille de mon mariage, j'aurais pu douter. Mais le Pierre que maintenant je connais, avec qui j'ai vécu seule à seul pendant cinq mois, n'est pas un criminel. J'en suis certaine. »

Au premier intervalle de répit, elle répéta sa question :

— Hémery a vu les faux chèques?

— Il ne dit pas cela, répondit M. Dautremont.

— Qu'est-ce qu'il dit, alors?

— Hémery, tu le sais, n'est pas des plus francs. C'est un homme médiocre, parvenu à une situation au-dessus de son mérite, grâce justement à sa prudence, à son art de ne pas se créer d'ennemis. Il a peur et besoin de Pierre; d'ailleurs, depuis trois ans, il me fait la cour pour que je l'accepte au conseil des Moulins de Prévannes ; il est donc, dans cette affaire, notre

allié. Sans consentir à donner son opinion personnelle, il m'a seulement avisé que Maxence l'ayant mis en demeure de faire vérifier les chèques en question (la scène a eu lieu cet après-midi, dans son cabinet où ton cher protégé est venu le trouver), il lui avait répondu qu'il n'en ferait rien, qu'il était trop sûr de la correction parfaite de M. Hountacque pour accueillir de pareilles imaginations... Il me dit qu'il a répondu cela à Maxence; mais, quand je lui demande son opinion sur le fait même, il se dérobe. Perçois-tu la nuance? Il se dérobe alors, fait observer que, de toute manière, une enquête où le nom de ton mari serait frappé de suspicion aurait un effet déplorable, qu'il faut à tout prix couper le mal dans la racine, désarmer le Maxence et le Couderc. A mon sens, il est convaincu que les faux ont été commis.

— Alors pourquoi ne le déclare-t-il pas franchement?

— Parce que, je le répète, il est prudent à l'excès, qu'il espère sincèrement que l'affaire sera étouffée, et qu'il ne veut pas avoir l'air de soupçonner Pierre. Et aussi par raison professionnelle, parce que le Crédit Colonial se trouverait compromis : les histoires de faux chèques sont toujours incommodes pour un banquier. Elles alarment la clientèle, la jurisprudence est variable: le Crédit pourrait avoir à rembourser la forte somme aux héritiers de Camboulives. Mais crois-moi, Thérèse, je connais l'homme: il est convaincu, et même il en sait plus qu'il ne dit... Ah! Mme Villoy qui s'en va!

Mme Villoy s'en allait, en effet, trimballant dans le vaste salon sa robuste et joyeuse rotondité. M. Dautremont et Thérèse durent la saluer, la reconduire. Thérèse ne pensait qu'aux paroles qu'elle venait d'entendre. La conviction d'Hémery et de M. Dautremont ne l'effleurait même pas. Mais elle souffrait de la souffrance qui menaçait Pierre: elle se sentit vraiment un seul être avec lui, et il lui parut alors, pour la première fois, que le passé de Pierre, même dans ce qu'elle en ignorait, était à elle, lui appartenait, était comme son propre passé. Elle se voulut responsable au même degré que Pierre.

— Adieu, chère madame, dit-elle à Mme Villoy en l'embrassant... Vous trouve-t-on toujours le mardi?... Oui?... vers six heures? .. Alors, à mardi, comptez sur moi.

La grosse dame s'engouffra dans l'escalier, appuyée sur le bras de son valet de pied. Puis ce fut Pontmagne qui vint saluer

Thérèse. Elle lui tendit avec plaisir sa main, qu'il baisa ; elle le savait fidèle et sûr, celui-là. De plus en plus rassurée et décidée, elle se hâta de rejoindre son père qui avait regagné le grand salon.

— Je ne crois pas qu'il y ait rien de fondé dans tout cela, je t'en préviens, lui dit-elle. Cependant ton avis est bon et je t'en remercie. En m'avertissant, tu as une idée ; que faut-il que je fasse ?

— Prévenir Pierre et l'interroger, en tête à tête... Savoir le fond de l'affaire. A toi, il se confiera, je suppose, si tu ne lui dissimules rien des choses graves que je t'ai dites. Moi, il m'enverrait promener ; car il ne brille pas par le respect des ancêtres, mon gendre.

— Sois tranquille, il saura tout... On s'en va. Dans un quart d'heure, il n'y aura plus personne ici. Je l'interrogerai dès que nous serons seuls. Et toi, père, que vas-tu faire?

— Parler à Pontmagne, sans tarder d'une minute.

— Pontmagne est parti.

— Tu en es sûre?

— Il m'a dit adieu dans la galerie, à l'instant.

— Ah ! tant pis. Mais je peux lui téléphoner de chez moi.

— Oh ! père !... ne fais pas cela. Attends que j'aie causé avec Pierre. Un étranger de plus au courant de cette affaire... Qu'est-ce qui presse?

— Mais tout nous presse, imprudente ! Maxence, en quittant Hémery, a déclaré que, devant sa fin de non recevoir, il allait s'adresser au parquet. Si une action judiciaire est imminente, il nous faut quelqu'un dans la place pour la retarder à tout prix, gagner le temps de désarmer ce bandit. D'ailleurs, Pontmagne est discret.

Thérèse médita une seconde.

— Soit! Téléphone à Pontmagne, à mots couverts, bien entendu. Et viens me voir dès demain matin, ici.

— Convenu. Je serai ici de bonne heure.

Les derniers groupes d'invités, qui se disloquaient, s'éparpillaient, et peu à peu quittaient la place, les séparèrent. Max Pergyl prit congé d'elle ; elle comprit qu'il l'observait avec curiosité ; la nécessité de défendre son mari et son bonheur lui donna la force de sourire. « D'ailleurs j'ai confiance, pensait-elle ; tout cela est une calomnie absurde, que Pierre bousculera d'un coup

d'épaules... » Cependant sa force et sa patience s'usaient à suivre les hésitations, les retards, les faux départs des derniers hôtes. Elle souhaitait maintenant avec passion la solitude dans la maison vide. Déjà les salons étaient déserts. Il restait une dizaine de personnes, dont Suze, Moulier et Archères, autour de Pierre, dans le buffet... Mme Furtier-Legrand et le comte de Mareil flirtaient à voix basse, avec des allures de confession, dans un coin de la salle à manger. En revanche, la galerie était pleine de couples qui se faisaient apporter leurs manteaux; d'autres attendaient, en haut de l'escalier principal, l'appel des valets de pied... Quittant sa fille aînée, M. Dautremont alla chercher Suze au buffet, pour l'emmener. Alors, privée de cette présence protectrice, soudain Thérèse se sentit moins ferme, moins confiante. Elle eut envie de rejoindre son mari, qu'elle apercevait, causant gaiement avec le baron, adossé à la table du buffet. Elle craignit de trahir son angoisse en l'abordant, et gagna la galerie. Elle eut de courts entretiens avec les uns, avec les autres; elle ne savait guère quelles paroles elle prononçait; malgré elle, toute son attention se concentrait sur le roulement des voitures, devant le perron, le retentissement des appels: « Les gens de Mme la marquise de Tençay... Les gens de M. le docteur Bourguet! » et le bruit des portières brusquement repoussées... « Encore une!... encore une!... » pensait-elle. Il n'y eut plus que quelques personnes... plus que dix (elle les compta) plus que quatre... plus qu'une dame affolée, Mme Furtier-Legrand, de qui l'automobile demeurait introuvable, et qui répétait, invectivant son mécanicien absent, oubliant dans sa colère le personnage de Joséphine et les allures étudiées :

— Ce Camille!... il y a longtemps que j'aurais dû le renvoyer! Mais ce soir, chère madame, ce soir même, je vous le garantis!...

— On va vous chercher un fiacre, chère madame, fit Thérèse.

Et elle donna des ordres. Juste à ce moment, Suze et M. Dautremont pénétrèrent dans la galerie. Suze, en s'emmitouflant dans un manteau de soir en crêpe de Chine bleu brodé de merveilleux ramages, dit à sa sœur:

— Ma chérie, Pierre te donnera des détails, puisque je n'ai pas pu te les donner à toi; mais je veux tout de même t'annoncer la grande nouvelle; je suis fiancée.

— Avec le baron?

— Naturellement!

— Oh! ma chérie!

Elles s'embrassèrent; Thérèse retint Suze contre son cœur. Elle était heureuse, et profondément troublée en même temps. Quel rappel de ses propres fiançailles, et dans quel instant!

M. Dautremont, déjà en pardessus et la gorge protégée par un foulard, s'impatientait:

— Allons, allons! vous vous embrasserez demain; filons!... À demain, Thérèse.

— Oui, à demain, dit Thérèse.

— A demain, chérie!

Le pimpant sourire de Suze, un sourire plus aigu, nouveau, semblait-il, sur les lèvres de sa sœur, resta dans les yeux de l'aînée, avec un dernier regard de M. Dautremont, qui signifiait : « Hâte-toi de savoir et de prendre garde! »

— Tout le monde est parti? demanda-t-elle au maître d'hôtel.

— Il n'y a plus que M. Archères qui cause avec Monsieur, au buffet.

— Bon... Vous direz à Monsieur que je suis dans ma chambre... j'ai un peu de migraine.

Elle regagna sa chambre où Gertrude l'attendait. Elle se fit seulement enlever sa toilette du soir, et passer une *night-gown*. Puis elle renvoya la femme de chambre.

— Je n'ai plus besoin de vous. Allez vous reposer.

III

Seule, elle demeura debout, les mains pendantes et jointes, le regard à terre. Le silence s'épaississait sur l'hôtel, autour de l'hôtel. Il sembla à Thérèse qu'elle percevait les battemens de son propre cœur, et que ces coups sourds, précipités, étaient l'unique bruit de la nuit.

Ses yeux se relevèrent, parcourant le ravissant décor de la chambre, copie de celle de Marie-Antoinette aux Tuileries, d'après les estampes du temps, le lit seulement agrandi aux proportions modernes, — le lit où, depuis que le couple nouveau s'était installé dans l'hôtel, Pierre, délaissant la chambre voisine qui était la sienne, venait dormir contre son cœur.

Ce décor de richesse, ces salons princiers, cette fête, ce lit de reine, tous ces signes d'excessive fortune autour d'elle, elle les

détesta. Elle entrevit que tout cela était la cause lointaine de la tourmente qui s'abattait sur eux. Comme tant de riches, comme tant d'heureux à de certains momens, elle souhaita, elle envia l'obscurité. La petite villa de bois, en Norvège, au bord du lac mélancolique, s'évoqua dans sa pensée, le logis modeste où ils avaient vécu les plus rayonnantes semaines de leur vie, tout entiers l'un à l'autre, ayant oublié leur fortune comme un bagage superflu, et ignorés... oh! ignorés!

— Comme il tarde, dit-elle tout haut. Il ne se doute donc de rien?

Des larmes d'impatience mouillèrent ses yeux. Elle se dirigea vers la cheminée, — marbre blanc, guirlandes de cœurs et carquois d'or, — pour appuyer sur le bouton de la sonnette. Mais au moment de sonner, elle se contint.

« Pourquoi l'inquiéter? Il me croirait malade... »

Elle se laissa tomber sur un fauteuil. Aussitôt, elle se remit debout. Elle entendait des pas dans la chambre voisine. Oui... C'était Pierre, Pierre que son valet de chambre déshabillait. Elle eut envie de frapper, d'appeler. « Dans notre maisonnette d'Aaberg, c'était si simple! nous vivions comme deux étudians, et nos gens n'étaient pas sans cesse autour de nous, pour nous entraver, nous épier et nous séparer! Ah! la pauvreté! la liberté de s'aimer! » Mais son oreille, tendue à recueillir les moindres échos de la chambre voisine, perçut le pas vif de Pierre qui s'approchait de la porte. Elle n'eut que la force d'ouvrir cette porte et de tomber sur la poitrine de son mari.

Il s'écria :

— Ma Thérèse! tu es souffrante?

L'une de ses mains était embarrassée par son courrier, un assez fort paquet de lettres qu'il n'avait pas ouvertes. Il enlaça Thérèse de son bras libre, voulut la guider vers un fauteuil. Elle s'attachait à lui, visage contre visage, en murmurant :

— Non! non!... ce n'est rien, je ne suis pas malade. Seulement, j'étais impatiente de te voir, de te parler...

Pierre sentit des larmes couler contre ses joues. Mais c'étaient des larmes qui la soulageaient. Il la laissa pleurer contre lui sans l'interrompre, sans lui parler même. L'amour avait enseigné à ce rude lutteur, si peu féminisant avant son mariage, le secret des nerfs féminins et l'art de les ménager. Déjà Thérèse se calmait. Elle se dégagea, tamponnant ses yeux, se contraignant à sourire.

— Pardonne-moi. C'est absurde, vraiment! je ne sais ce que j'ai... C'est cette longue soirée qui m'a énervée, tout ce monde... J'avais perdu l'habitude. Mais c'est fini, tu vois... c'est fini!

Il posa les lettres sur la tablette de la cheminée, et lui sourit. Elle se jeta de nouveau à son cou et l'embrassa passionnément. « Je suis sûre de toi, mon Pierre, pensait-elle... sûre... sûre... »

Pierre, la sentant plus calme, la prit doucement par le haut du buste et la contempla :

— Toi, si équilibrée, si peu nerveuse! Il y a une raison...

— Oui, fit-elle. Il faut que je te parle, Pierre.

Reculant doucement, elle laissa glisser ses bras dans les mains de son mari, jusqu'à ce que leurs mains se joignissent. Elle cherchait les formules qui lui étaient venues à l'esprit, tout à l'heure, quand elle imaginait la scène présente. Elle avait pensé : « Je commencerai par lui dire ceci... puis je lui dirai ceci... » toutes sortes d'atténuations pour amortir le coup, pour ne pas meurtrir sa chère victime. Maintenant, elle ne trouvait plus rien, rien que les mots exprimant le fait brutal.

— Mais parle, ma Thérèse!

Elle se taisait encore. Alors Pierre se rappela M. Dautremont venant chercher sa fille, pendant que lui-même causait avec elle.

— Je suis sûr que c'est cette conversation avec ton père?

Thérèse fit signe que oui. Et elle ajouta :

— Mon père avait, l'instant d'avant, reçu une confidence d'Hémery.

Oh! ce regard d'Hémery fixé sur lui à travers toute la longueur du salon, Pierre se le rappela, ce regard qui s'était dérobé aussitôt, mais comme se dérobe une épée, pour mieux frapper après!...

— Ah! fit-il. J'aurais dû m'en douter. L'oiseau de malheur! Qu'est-il venu chanter à ton père?

Non pas comme un juge d'instruction guette un coupable, mais comme un naufragé surveille l'épave qui le soutient, Thérèse, avec une attention décuplée, observait le visage de son mari en même temps qu'elle écoutait ses paroles, et le son de sa voix. Or Pierre ne parut nullement bouleversé par l'annonce d'une confidence d'Hémery à son beau-père : hostile et agacé, seulement.

« Ah! je savais bien! » pensa Thérèse.

Elle se reprocha sa propre anxiété comme une injure à l'égard de Pierre. Son cœur et tous ses sens, pour ainsi dire, eurent une détente. Elle s'assit devant Pierre resté debout et respira largement.

— Hémery a dit à mon père, reprit-elle (et un demi-sourire exprimait son jugement sur le fait), que, cette après-midi même, Maxence Chrétien était venu le trouver.

Elle s'arrêta; Pierre, immobile, ne la pressa pas de continuer, ne manifesta aucune impatience. Elle poursuivit, tout à fait rassurée :

— Maxence lui aurait déclaré son intention de te dénoncer au parquet, comme ayant, il y a moins de dix ans, touché des chèques falsifiés par toi.

Pierre, toujours calme, et vraiment comme s'il se fût agi d'un tiers, répondit :

— Maxence a fait cela? C'est étonnant. Même si j'avais commis des faux et qu'il en eût la preuve entre ses mains, je n'attendrais pas cela après ce que j'ai fait pour sa mère et pour lui. Je le crois déséquilibré, mais non pas vil.

— Vil? Oh! non, appuya Thérèse. Seulement... il a peut-être appris ton duel avec son père. On le lui a peut-être présenté de telle façon qu'il se croit libéré de toute reconnaissance envers toi.

— Après tout, c'est possible.

Les deux époux se regardèrent quelques instans en silence. Le même sourire vague se reflétait d'un visage à l'autre.

— Naturellement, reprit Pierre, ton père croit ce que Maxence raconte?

— Il incline à le craindre.

— Et toi, le crois-tu?

— Ah! pas une seconde, mais...

Elle hésita.

— Mais quoi? insista Pierre.

— Eh bien! (et Thérèse ne sourit plus, et l'effort de traduire sa pensée en termes tout à fait précis se lut sur ses traits, se marqua dans la lenteur mesurée de sa parole)... eh bien!... ce que je crois, ou plutôt ce que je sens, ce dont j'ai l'intuition, c'est que des ennemis en veulent à ta situation, à ton repos, à ton honneur, et que tu n'es pas aussi armé que tu le voudrais pour les convaincre de mensonge. Et cela m'alarme. J'ai une foi absolue

en toi, Pierre. Je réponds de toi comme de moi. Mais, je t'en supplie, sois toi-même assez confiant pour me dire ce qui t'empêche de confondre les calomniateurs.

Pierre accentua son sourire.

— C'est peut-être que Maxence et ton père ont raison contre toi. Qui te prouve que je ne suis pas un faussaire?

— Ah! fit vivement Thérèse, ne raille pas!... Je sais bien que ce n'est pas vrai, mais le mot seul me terrifie. Pourquoi me tourmentes-tu? Tu me regardes d'un air singulier et il y a de l'ironie méchante dans ta voix. Pourquoi? Si je t'ai rapporté les paroles de mon père, c'est parce que je crois utile de te renseigner. On dirait que tu veux m'en punir en m'affolant!

Il n'eut pas l'élan de tendresse qu'elle attendait. Il répliqua d'une voix ferme, presque rude :

— Écoute : jamais, entends-tu? jamais je n'ai signé, ni sur un chèque, ni sur un papier quelconque, un nom qui ne fût pas le mien. Voilà pour te tranquilliser... Car je vois bien qu'on a réussi à te troubler, à t'inquiéter; j'avoue que cela m'irrite; ceux qui ont fait cela me le paieront. Pour le moment, si tu veux bien, nous laisserons de côté ces niaiseries. Tu dois être lasse : je suis fatigué moi-même. Reposons-nous.

Il s'approcha d'elle comme pour l'embrasser. Elle devina qu'il allait se retirer dans sa chambre. Une vive angoisse lui comprima le cœur. Toujours assise, elle se recula, la main un peu en avant pour l'empêcher de la toucher.

— Comme tu me parles! fit-elle. Jamais, depuis que je suis ta femme, tu ne m'as parlé ainsi. Encore une fois, c'est injuste de me rendre responsable des propos de Maxence, d'Hémery et de mon père. C'est injuste et indigne de toi!

Pierre balaya son front de sa main; tout son visage se contracta.

— Tu as raison, fit-il. Je suis une brute. Excuse-moi. La lâcheté haineuse des gens, autour de notre bonheur, me révolte.

De nouveau, le silence pesa entre eux. Une petite pendule anglaise, sur un guéridon près de la fenêtre, sonna deux coups. Thérèse ne quittait pas des yeux son mari, qui maintenant semblait oublier sa présence. Il reprenait, une à une, les lettres qu'il avait, en entrant, posées sur la cheminée. Il crevait l'enveloppe d'un brusque coup d'ongle, la vidait, la jetait dans le foyer, parcourait le contenu de la lettre, puis empilait méthodiquement

les feuillets les uns sur les autres. Tout à coup Thérèse perçut une fugitive surprise sur son visage. Ce ne fut qu'un éclair. Déjà il souriait, plus ironiquement encore que tout à l'heure. Il posa le reste du courrier sur la cheminée, sans l'ouvrir, et gardant deux papiers à la main.

— Voilà le jeune Maxence qui se libère, fit-il. Un chèque de dix-huit mille francs, un calcul précis de capital et d'intérêts. Pas un mot d'explication. Diable ! cela devient sérieux. Pour que ce petit sans-le-sou ait trouvé dix-huit mille francs comptant, il faut qu'il y ait un syndicat constitué contre moi.

Il ne dit rien de plus. Thérèse se leva de son siège et vint devant lui.

— Alors? fit-elle.

— Alors, rien ! Maxence me renvoie de l'argent qui, dans ma pensée, était à lui, parce que je le lui avais donné. Je ne connais pas de moyen pour le forcer à le reprendre.

Il se retourna vers la cheminée, et recommença à ouvrir des lettres. Mais Thérèse lui mit la main sur le bras, et le contraignit doucement à la regarder.

— Pierre, dit-elle, parle-moi, je t'en supplie ! Ne joue pas avec mon angoisse. Il y a des choses que tu ne me dis pas et qu'il faut que je sache. Rassure-moi et, du même coup, soulage ton cœur.

Elle le sentit hésiter, fléchir une seconde. Puis il reprit, d'une voix presque sans accent :

— Que veux-tu que je te dise de plus ? Je t'ai rassurée sur le fond des choses. Pourquoi cette persistance à m'interroger, puisque tu m'as dit que tu ne doutais pas de moi ?

Elle s'attacha à lui, de ses mains contractées.

— Mais comprends donc, dit-elle, que je vois que tu souffres, que tu étouffes de tes réticences ! Pour un être qui t'appartient comme je t'appartiens, qui s'est donné à toi comme je me suis donnée, c'est un supplice de sentir que tu souffres, et que tu ne veux pas me dire de quoi ! Aie pitié de moi ! Aie pitié de toi ! Allons-nous souffrir tous les deux, l'un près de l'autre, et chacun de nous avec la sensation d'être seul ? Ce n'est pas possible. Sois confiant. Parle !

Le regard résolu et triste de Pierre se fixa sur sa femme avec une tendresse passionnée. Il répondit :

— Je ne parlerai pas. Si tu m'aimes, épargne-moi. Je t'assure que ton insistance me fait beaucoup de mal.

— Mais ton mal vient justement de ce que tu me résistes, Pierre! Voyons, poursuivit Thérèse en s'appuyant sur lui, le visage tendu vers son visage. Nous ne faisons qu'un, nous nous adorons. En te confiant à moi, tu ne divulgues rien, tu ne risques rien. Et tu as beau être fort, tu seras plus fort quand nous serons deux à réfléchir ensemble, à nous défendre ensemble contre tes ennemis.

Pierre se recula comme pour échapper à la suggestion qu'exerçaient sur lui le contact de sa femme, son regard trop proche. Il dit froidement, énergiquement:

— Je me moque de ce que tu appelles mes ennemis. La meute peut bien foncer sur moi, je lui tiendrai tête. Et même si elle me déchirait, cela m'est encore égal, pourvu que tu ne sois pas effleurée, toi, et que tu n'aies pas de souci.

Et saisissant à pleines mains le buste frémissant de Thérèse, et lui parlant dans les yeux, avec une passion qui la bouleversa :

— Tu ne comprends donc pas, à ton tour, que c'est à toi seule que je pense, dans tout cela! On peut me ruiner, me déclasser, me détruire, cela m'est égal, si on ne m'arrache pas de toi, si on ne me détruit pas dans toi, dans ton cœur!

Il imprima ses lèvres sur les lèvres de Thérèse, si fougueusement qu'elle pâlit comme au premier baiser. A demi défaillante, elle ne put que murmurer:

— Pierre.... Mon chéri!

D'une voix plus basse, après s'être éloigné d'elle de quelques pas, il murmura :

— Alors, vois-tu, mieux vaut me laisser me débrouiller tout seul. Ne t'alarme pas. J'en ai vu bien d'autres! J'ai culbuté des assauts plus rudes que celui-ci! Laisse-moi me tirer d'affaire sans me harceler de questions qui m'énervent, qui m'affaiblissent. Garde-moi seulement ta confiance et ta présence. Aime-moi, voilà le meilleur réconfort.

Thérèse questionna:

— Si tu me confiais ce que tu t'obstines à me cacher, tu supposes donc que je t'aimerais moins?

— Est-ce qu'on sait?

Il dit cela de cette voix détimbrée qu'il avait eue déjà tout à l'heure, quand il se dérobait aux premières questions de Thérèse. Puis, comme accablé de lassitude, il se laissa tomber dans une bergère.

— Ah ! que la vie est ignoble, par momens ! murmura-t-il.

Thérèse était restée debout. Elle ne le regardait plus. Son sentiment impérieux d'équité était heurté, froissé par l'attitude de Pierre ; elle se révoltait contre son silence comme contre une injustice, une atteinte à son droit de compagne.

— Prends garde, Pierre ! dit-elle.

Il releva la tête :

— A quoi ?

— A ne pas briser cette union que tu dis réconfortante, indispensable pour toi. Comment ! tu me connais ; tu sais bien que ce n'est pas une vaine curiosité qui me pousse à te questionner : c'est la nécessité même de notre union, de notre cœur-à-cœur. S'il y a quelque chose de muré entre toi et moi, tu ne comprends donc pas que ce n'est plus *nous deux*, que ce n'est plus Pierre et Thérèse ?... Et puis, comme il est vain, ton silence ! Ne conçois-tu pas que je commence à deviner ce que tu ne veux pas me dire ?

Pierre ne put contenir un sursaut.

— Qu'est-ce que tu devines ?

— Que certaines choses de toi, de ton passé, tu ne me les a pas confiées, tu me les a cachées malgré mes instances, malgré ton serment ! Ah ! Pierre, c'est mal d'avoir fait cela ! Et c'est mal de te taire encore, à présent.

Avec une sorte de violence, Pierre, détournant les yeux, murmura :

— Je ne veux pas parler.

Alors Thérèse eut la soudaine intuition que le secret, entre eux, était encore plus redoutable qu'elle ne l'avait craint. Il lui sembla que son mari et elle-même étaient perdus, ensemble. Elle éclata en sanglots :

— Oh ! mon Dieu ! mon Dieu ! soupira-t-elle, parmi ses larmes... Mais c'est donc si grave, si grave !

Pierre se leva, bouleversé par cette désolation :

— Je ne veux pas que tu pleures, dit-il. Je t'en conjure, ne t'épouvante pas. Fais-moi confiance. Je te dirai tout, le moment venu. C'est juré. Ne me harcèle pas !

Thérèse essuyait ses larmes ; mais son visage restait désespéré.

— Tu vois ! dit-elle ; tu avoues au moins cela : que tu m'as caché des choses de ton passé. Imprudent ! comment ! comment ! tu nous as laissés partir dans la vie, entourés de mensonge ! Et

à présent tu t'imagines encore que nous allons continuer à vivre dans du mensonge ! Pierre ! C'est tellement coupable contre moi, si confiante, si droite avec toi ! Je me demande comment tout ne se brise pas, d'un coup, en ce moment, entre toi et moi !...

Il essaya de s'approcher d'elle, de la toucher. Elle se déroba, frissonna.

— J'ai peur, dit-elle.

Une paix tragique les enveloppait, une paix de désert.

— Ne me condamne pas, dit Pierre. Ce que je ne t'ai pas dit, je ne pouvais pas te le dire. Et encore maintenant, je ne peux pas.

— A quoi bon ta résistance ? fit Thérèse tristement. Tu comprends bien que je comprends ! Ce passé louche dont on chuchote autour de nous avec réticence, et auquel je n'avais pas voulu croire, je n'ai qu'à te regarder en ce moment pour imaginer ce qu'il fut.

Pierre chercha sa respiration, qui s'étranglait dans sa gorge :

— Ne me parle pas comme cela, murmura-t-il. Ne me laisse pas entendre que tu t'éloignes de moi, que tu m'abandonnes !

— Je ne t'abandonne que si tu choisis, toi-même, d'être abandonné, si tu veux agir, penser, souffrir à l'écart de moi.

Elle s'arrêta, devinant, à la contraction de son visage, à la tension des veines de son front qu'il allait parler, qu'une sorte de mystérieuse et douloureuse parturition de vérité s'élaborait en lui.

— Allons ! dit-il, tu as raison. Il vaut mieux que tu saches tout : et puis, je te le dois. Je vais me livrer à toi. Après, tu feras ce que tu jugeras convenable.

De nouveau, il reprit haleine avec effort :

— Mais d'abord, poursuivit-il, plus ferme à mesure qu'il avançait dans sa confession, je te demande pardon de t'avoir associée à moi. Je croyais être sûr de l'avenir, et puis... que veux-tu ? je t'aimais. Si je n'ai pas parlé, c'est que j'avais peur... oui, égoïstement, lâchement... J'avais peur de te voir me repousser.

La même exclamation que tout à l'heure revint aux lèvres de Thérèse :

— Mon Dieu ! c'est donc si grave !

Pierre répondit :

— Oui, c'est grave. Je n'ai jamais signé un nom qui ne fût pas le mien. Mais...

— Quoi ?

Il eut un geste brusque des poings crispés :

— Non, décidément, je ne te dirai rien de plus. Ce que j'ai dit doit te suffire... Je ne prononcerai plus un mot devant toi, là-dessus... Laisse-moi !

Thérèse regarda fixement son mari. Tous deux semblaient également résolus :

— Prends garde, Pierre, répéta-t-elle. Si tu ne me dis pas à l'instant ce que j'ai le droit de savoir, je ne finirai pas la nuit dans cette maison.

— Prends garde, toi aussi ! répliqua-t-il, d'un ton moins impérieux, mais échauffé d'une conviction aussi ardente. Prends garde ! Épargne-moi ! Épargne-nous !... Dès que j'aurai parlé, tout va se briser entre nous, autour de nous, Thérèse !... Tandis que si tu me fais crédit, si je puis lutter seul, sûrement j'aurai le dessus, car ma force est intacte, va ! Et alors... nous oublierons ce cauchemar... Notre vie continuera comme avant.

— Notre vie ne peut pas continuer comme avant, avec ce mur entre nous. Et rien ne sera brisé si tu te confies à moi.

— Tu me le jures ?

Elle fit un geste de la main, non pour jurer, mais pour signifier : « A quoi bon ? » Pierre se recueillit un instant, puis, avec le calme absolu que sa volonté eût imposé à ses nerfs en face d'un peloton d'exécution, il dit :

— Voilà : un homme m'a proposé, un jour, il y a neuf ans de cela, de faire de faux chèques à mon nom.

Il se tut. Presque à voix basse, Thérèse demanda :

— Tu as accepté?

Il fit signe que oui. Leurs yeux à tous deux ne pouvaient se quitter, comme si leurs regards s'étaient unis dans cet aveu formulé et reçu; mais ce double regard ne signifiait qu'une sorte de coma moral, le regard d'êtres qui viennent d'assister à une explosion et se demandent : « Vivons-nous ? » Le silence, entre eux, le silence de stupeur, dura longtemps.

Pierre répéta :

— Voilà !

Sans rien ajouter, il se dirigea vers la porte de sa chambre.

— Où vas-tu? fit Thérèse.

— Je n'en sais rien, répliqua-t-il. Je m'en vais.

— Reste !

— Je t'assure... Il vaut mieux...

Elle eut un cri :

— Ne dis pas de folies! Reste, je le veux! Allons! reviens!

Il obéit, et reprit la place qu'il avait tout à l'heure, adossé à la cheminée. Thérèse le regardait avec une sorte de curiosité effarée, comme si elle le voyait pour la première fois. Et c'était bien lui, pourtant, lui tel qu'avant l'aveu : déjà son calme ordinaire masquait, sur son visage, le tumulte de son cœur.

— Tu as fait cela, toi ! murmura Thérèse.

Il répondit fermement :

— Oui, je l'ai fait.

— Tu me réponds comme si tu voulais dire : « Je le referais encore... »

Il prit un temps avant de répliquer, puis, sans hâte, comme s'il pesait ses mots :

— Je ne le referais pas aujourd'hui, parce que je ne suis certainement pas le même homme qu'il y a neuf ans, ni qu'il y a six mois. Maintenant je suis lié à toi, et tu disais toi-même que nous ne faisons plus qu'un : c'est vrai. A faire ce que j'ai fait alors, je sentirais que j'agis contre toi, que je blesse quelque chose de toi. A Bizerte, il y a neuf ans, cette raison-là n'existait pas, pour m'arrêter.

Il avait reconquis tout son sang-froid et s'expliquait tranquillement.

— Sais-tu que tu m'épouvantes? dit Thérèse. Tu parles de ce que tu as fait il y a neuf ans comme d'une chose naturelle comme si tu avais usé d'un droit?

— A quoi bon discuter là-dessus? répliqua Pierre, toujours calme. Le moment est de parer au danger, et non de discuter. Et puis, toute discussion préciserait notre désaccord, élargirait la coupure..., la coupure qui est déjà faite entre nous.

— Il n'y a pas de coupure entre nous ! protesta Thérèse. Sois sincère, au contraire ! Comme je préfère ta sincérité d'à présent à ton silence de tout à l'heure ! Je t'ai aimé sincère, fort, droit. Je ne puis pas croire que je me sois trompée ! Ouvre-moi toute ta pensée, même la plus opposée à la mienne. Cela seul peut empêcher la coupure de se faire entre nous, comme tu dis. Il faut à tout prix que je te comprenne, et il me semble que j'ai en ce moment devant les yeux un Pierre que je ne comprends plus. Tu as été le complice d'un faussaire et tu ne te condamnes pas?

— C'est la vérité que tu veux ?

— Oui !

Il secoua ses fortes épaules, comme pour rejeter un fardeau.

— Eh bien ! tu penses sur tout cela comme une femme, comme une enfant de bourgeois prospères qui ne sait pas ce que c'est que le commencement d'une fortune, n'ayant jamais vu que l'aboutissement de l'effort, la fortune gagnée par le père, par le grand-père, par des générations de bourgeois. Tu souhaites que je te parle à cœur ouvert et les yeux dans les yeux? Commence donc par faire table rase de toute cette moralité d'habitude qui est la tienne... Oui, d'habitude, répéta-t-il, répondant à une muette protestation de Thérèse... Imagine la mêlée où se bat un homme de vingt-sept ans, déraciné de son pays, sans famille, pauvre depuis dix ans malgré ses efforts, dénué de tout, et conscient d'être supérieur à tout ce qui l'entoure. Imagine que les circonstances, autour de lui, s'agencent tout d'un coup pour que cette fortune qu'il veut, qu'il sent lui être due par la destinée, devienne possible, prochaine... C'était à Bizerte... L'entrepreneur dont j'étais le principal agent...

— Oui, je sais... interrompit Thérèse.

— Cet homme, la paralysie en avait fait une ruine humaine. La reprise de son affaire n'était possible, pour moi, que si je trouvais les cinquante mille francs exigés en garantie par ceux qui le commanditaient. Je promis de les trouver, naturellement !... Alors un comparse a surgi, un employé d'Hémery au Crédit Colonial de Tunis, le père de Maxence, justement.

— Chrétien?

— Oui. Lui aussi était dévoré du désir de la fortune. Il voulait spéculer sur des terrains miniers, et, pour cela, se procurer une mise. Au Crédit Colonial, il avait le service des chèques. Il m'a donné un carnet tout établi, chaque feuille signée du nom parfaitement imité de Camboulives, l'entrepreneur, avec des valeurs et des échéances vraisemblables et payables précisément à l'agence de Tunis où Camboulives avait ses fonds de réserve. Depuis sept mois, c'était moi qui effectuais tous les paiemens de Camboulives; cela n'attirait nullement l'attention.

— Mais, objecta Thérèse, on devait donner avis à Camboulives des chèques payés? Cela laisse des traces...

— Les avis, émis par Chrétien, me revenaient, comme tout le courrier. Ah ! Chrétien avait bien saisi le joint. Lui au Crédit, moi

au bureau de Camboulives, rien de suspect ne pouvait apparaître.

Ils se turent quelque temps, tous les deux. Enfin, Thérèse murmura :

— C'est effrayant !

— Effrayant? releva Pierre... Pourquoi? Qui lésions-nous, je te prie? Camboulives a laissé des héritiers tellement indirects et dispersés qu'il a fallu presque un an pour les réunir... Quel droit réel ces paysans limousins avaient-ils sur le fruit du travail du tâcheron heureux, leur parent, dont plusieurs ignoraient même l'existence? A prendre les choses pour ce qu'elles sont, n'avais-je pas plus de droits qu'eux, moi qui avais contribué par mon labeur, par mon intelligence, au succès de l'entreprise? moi qui depuis des mois, depuis que le patron était devenu impotent, la préservais de la faillite ?... Oh ! j'entends bien ton objection : « Si tout le monde faisait ainsi ! » Mais voilà, je ne suis pas tout le monde, et tu le sais bien ! Avec la somme infime, avec les cinquante mille francs que m'a procurés Chrétien, avec cette somme qu'un coup du sort a mise entre mes mains, regarde ce que j'ai édifié, en moins de dix ans ! Aujourd'hui des centaines de gens vivent par moi, travaillent par moi. J'ai créé des usines, des cités ouvrières, des crèches, des hôpitaux. Le luxe dont je jouis moi-même n'est vraiment que le superflu de ce dont j'ai doté ceux qui ont servi mes entreprises. Tout cela, c'est moi qui l'ai fait avec l'argent qu'un hasard trouble a mis à ma disposition. J'ai ramassé une arme dans la boue, soit; mais avec cette arme-là, qui sans moi se perdait, ne servait à rien, j'ai vaincu, et ma victoire a été un bienfait humain.

— Tu devais chercher une autre arme que celle-là, fit Thérèse. Et tu aurais gagné la même victoire.

— Propos de femme, encore ! propos de jeune bourgeoise heureuse ! répliqua Pierre. Les premiers cinquante mille francs, voilà ce qui est difficile à trouver ! Il y avait si longtemps que je les poursuivais sans les atteindre !... Après, le premier million a mis moins de temps à venir...

— N'importe, tu as lésé quelqu'un.

— Comme quiconque fait fortune.

Thérèse protesta :

— Ce n'est pas vrai !... Mon père, mon arrière-grand-père maternel ont créé la fortune de ma famille : et personne n'a jamais été lésé par eux.

Pierre eut un rire bref.

— Ton arrière-grand-père, répliqua-t-il, je ne sais pas sur lui grand'chose de précis. Il était fermier du sel en Normandie : ignores-tu ce que cela signifie d'exactions, d'iniquités, d'exploitation sur la faiblesse et la misère ? Mais oui ! mais oui ! Thérèse !... Voilà l'origine de la fortune dont les parens de ta mère ont vécu, dont ta mère a été nourrie... ta fortune, en somme.

— Mon père, du moins...

— Ton père ? Il est tenu pour le plus honnête industriel du monde, et lui-même est convaincu...

— Je ne pense pas que tu le suspectes ?

— Je te dis sérieusement qu'il est le plus probe industriel du monde. Mais t'imagines-tu qu'il ait gagné sa fortune à fabriquer de la farine de blé, à trois sous de bénéfice par sac ?

— Je ne vois pas quel autre moyen...

— Allons donc ! Comme la plupart de ceux que l'industrie a enrichis, ton père est un spéculateur. Sa grande fortune sort de spéculations intelligentes. Or, gagner de l'argent dans une spéculation, c'est ruiner les gens qui spéculent contre vous... Vous gagnez, d'autres perdent. Tout récemment, quelques mois avant notre mariage, ton père a gagné trois cent mille francs en achetant, à la hausse, des blés de Roumanie. Il a gagné. Mais les Américains qui jouaient à la baisse ont perdu ce qu'il gagnait. Un meunier de Détroit, nommé Lawson, s'est suicidé. C'est ton père qui lui a mis le revolver à la main.

— Non ! non ! protesta Thérèse, ce n'est pas la même chose... Ce n'est pas la même chose que ce que tu as fait.

— Où est la différence ?

Elle médita, puis parla avec lenteur :

— Tout cela est certainement compliqué, obscur... Faire fortune, c'est peut-être nuire, comme tu le dis. La pauvreté est seule innocente : c'est la doctrine de l'Évangile. Mais l'acte de mon grand-père, profitant publiquement d'un abus légal, l'acte de mon père, spéculant et risquant de perdre ce qu'il a gagné, ce n'est pourtant pas la même chose que de s'approprier de l'argent en le prenant, dans une banque, sur le compte d'autrui.

— Tu le dis. Tu n'en donnes pas une preuve.

— Veux-tu que je te la donne, la preuve ? Si tu avais fait ce que firent mon grand-père ou mon père, peu t'importerait que cela fût connu, et nous ne serions pas ici, tous les deux, en

pleine nuit, à discuter les menaces que demain nous garde. Ton honneur, dans l'opinion du monde, ne risquerait rien. Et si tu me réponds que l'opinion ne compte pas, que toi, supérieur à la masse, tu as des droits que la masse n'a pas, je te demanderai pourquoi tu me le donnes si tard, cet argument du droit des forts? Pourquoi ne me l'as-tu pas donné à la veille de notre mariage, quand je te suppliais d'être sincère, de ne rien me cacher? Si tu ne te jugeais pas coupable, pourquoi as-tu dissimulé?

— Parce que je te sentais impossible à convaincre, irréductible, comme aujourd'hui.

— Non! non! non! Parce qu'au fond, tu reconnaissais ta faute! A ton vrai personnage tu en substituais un autre, parce que tu reniais le premier, le vrai!...

— En ta présence! parce que je savais que cet homme-là ne pouvait prétendre à toi!...

— Croyais-tu donc plus digne de moi l'homme qui ajoutait à son lourd passé un mensonge, un abus de confiance si formel, si direct? Ah! Pierre! ce crime-là est plus grand que l'autre. Tu m'as trompée, au moment où je me donnais à toi. Et tu as continué à me tromper depuis, tout le temps, sans relâche! tu as pu vivre cinq mois près de moi, me serrer dans tes bras, dormir à mes côtés et me cacher le vrai homme que tu es!... Il fallait me le dévoiler d'abord, cet homme sans loi, ce forban! Je l'aurais probablement aimé tout de même! J'étais déjà tellement conquise! Aujourd'hui je n'en serais pas à me dire que j'appartiens à un mari qui n'est pas celui à qui je me suis donnée, et que tu as faussé mon consentement! Pierre! Pierre! c'est à ce faussaire-là que je ne puis pas pardonner!

Le ton de Thérèse s'était monté peu à peu, accentué de reproche, et tellement chargé de dignité, que nulle réponse n'était possible. Pierre ne répliqua pas : son attitude signifia qu'il acceptait sa condamnation. Simplement, les yeux détournés de Thérèse, il fit encore le geste de se retirer.

Mais Thérèse le retint encore.

— Ne t'en va pas! dit-elle, d'une voix qui tremblait. Reste! ne vois-tu pas que je ne pourrais, en ce moment, demeurer une seconde hors de ta présence?

Pierre obéit. Thérèse reprit, se parlant à elle-même, et le regardant :

— C'est bizarre!... Je suis indignée contre toi, et j'ai besoin de t'avoir sous mes yeux. Je déteste ton passé, tout ce mensonge qui me l'a caché..., et je te regarde... et j'ai du soulagement à te regarder.

Comme si vraiment elle avait honte de cette servitude et s'efforçait d'y échapper, elle quitta la cheminée, traversa la chambre, gagna la fenêtre qui était fermée, mais sur laquelle on n'avait pas tiré les grands rideaux. Elle rafraîchit contre les vitres son front qui brûlait. Ses yeux voyaient, reflétés sur les persiennes closes comme sur le tain d'un miroir, l'angle opposé de la pièce, la cheminée aux carquois d'or, Pierre immobile...

Tout à coup elle se retourna:

— Pierre! dit-elle, à distance.

Il fit signe qu'il écoutait.

— Ce duel avec Chrétien... J'y repense...

— Eh bien?

— Tu m'as dit qu'il avait eu pour cause une querelle de jeu, et je n'avais pas alors de raison pour ne pas te croire. Dis-moi la vérité, à présent.

Pierre répondit sans hésitation.

— J'ai châtié un allié suspect, qui, exaspéré de me voir réussir alors qu'il échouait, menaçait de me vendre et tournait au chantage.

— Oh! s'écria Thérèse avançant de quelques pas, toute pâle d'angoisse... Tu savais que tu le tuerais!

Pierre haussa les épaules.

— Cela, on ne le sait jamais à l'avance. D'ailleurs, il ne tenait qu'à lui de vivre, et de me garder pour ami. Mais on a le droit d'écraser les serpens.

Les prunelles de Thérèse, élargies par l'émotion, ne pouvaient se détacher de Pierre, tandis qu'il parlait. Elle se rapprocha de lui, lentement. Elle pensait, avec une sorte d'effroi : « Cela encore ne m'empêche pas d'avoir besoin de sa présence. Oh! je suis sa complice, vraiment, sa complice... »

Quand elle l'eut de nouveau rejoint, ce fut cette constatation irritée qu'elle traduisit.

— Jamais, dit-elle, je ne pourrai me libérer de toi.

Pierre demeurait silencieux ; il ne cherchait plus à se défendre. Ce silence exaspéra Thérèse.

— Mais dis-moi donc que tu détestes ce que tu as fait, s'écria-t-elle, pour que j'aie moins de désespoir!

Elle regretta ces mots dès qu'elle les eut proférés, tant le visage de Pierre exprima de douleur. Il répondit, presque à voix basse :

— Je le déteste, puisque à cause de cela, je te perds.

Et, après une pause où il reprit son souffle qui s'épuisait, il ajouta :

— Le crime que je déteste, je l'ai commis contre toi : c'est mon silence ; celui-là, ce n'est pas d'aujourd'hui que je me le reproche. Mais tu sais bien que je l'ai commis pour t'acquérir, pour te garder... Pardonne-moi. Je me châtierai moi-même.

Elle demanda :

— Qu'est-ce que tu veux dire?

Leurs yeux ne se quittaient pas. Alors Thérèse se rappela une scène à laquelle elle avait assisté, à la veille de ses fiançailles, une scène entre son père et Pierre. Pierre, blessé par un mot de M. Dautremont, avait quitté la place ; elle, éperdue d'angoisse, lui avait fait parvenir sur-le-champ la promesse qu'elle serait sa femme, quoi qu'il advînt... Plus tard, Pierre lui avait dit : « Ton billet est arrivé à temps! » Elle reconnut sur le visage de son mari cette brusque et morne résolution qui l'avait naguère épouvantée. La bouche sèche, elle balbutia :

— Tu ne penses pas à te tuer?

— Je ne pense à présent, répondit Pierre, qu'à parer le coup qui te menace, à cause de moi.

— Et après?

Elle tendait instinctivement la main vers lui, comme pour le retenir.

— Après, dit Pierre... je crois qu'il vaudra mieux que je disparaisse de ta vie.

Elle lui saisit le bras si fortement qu'il sentit les doigts s'imprimer dans sa peau, à travers l'étoffe.

— Je ne veux pas, fit-elle. Tu n'as pas le droit... Te tuer serait un crime abominable, pire que tout le reste. Dis que tu le comprends!

— Il y a une chose que je comprends, murmura tristement Pierre: c'est que tu ne peux plus m'aimer.

Elle relâcha son étreinte et laissa pendre ses bras:

— Je ne sais pas... dit-elle.

Ils s'observèrent quelque temps. Chacun d'eux avait la sensation qu'il se trouvait en présence d'un être nouveau, d'un être auquel il n'était pas certain de pouvoir s'adapter sans une intolérable souffrance... Une seule certitude, Pierre la lisait chez Thérèse : toute parole, toute attitude qui eût manifesté l'amour, l'émoi des sens, eût causé à la jeune femme une sorte de terreur... Elle-même sentait qu'il le comprenait, sans qu'elle eût besoin de le lui signifier. Et sur les traits l'un de l'autre, ils cherchaient à reconnaître ce qui survivait de leur union.

Cependant Thérèse, hantée par un effroi persistant, reprit encore :

— Jure-moi que tu ne te tueras pas. Si tu laisses cette menace suspendue sur moi, tu me supplicies. Est-ce que je n'ai pas assez de souffrance?

— Je ne songe pas à me tuer en ce moment, dit Pierre.

— Tu le promets?

— Je te promets d'épuiser mon effort, avant...

Elle comprit qu'à l'heure actuelle elle n'obtiendrait rien de plus. Elle eut la conscience affreuse que, cette solution suprême, il ne dépendrait pas d'elle d'y mettre obstacle. Alors, l'idée qu'un jour, un jour qui pouvait être prochain, ces yeux, ce visage, ces mains, ce corps avec la force, la volonté et la pensée qui l'animaient, seraient pour elle insaisissables, disparus, — que rien ne saurait les lui rendre, passa sur son cœur comme une rafale. Ah ! l'horreur du présent, avec son fardeau de passé, n'était rien à côté d'un tel avenir!... Rien, les faux, le duel inégal.. Rien, la dissimulation de tout cela pendant cinq mois... Rien, pourvu que Pierre vécût, — pour qu'il demeurât présent, à portée de sa main et de ses yeux, cet être au sujet de qui, l'instant d'avant, elle se demandait : « Est-ce que je l'aime encore? » contre qui sa chair se révoltait en même temps que sa conscience, et à qui elle eût presque reproché les mois de caresses volées.

« Ainsi, pensa-t-elle, — et elle en éprouva à la fois de l'humiliation et du soulagement, — je n'ai pas cessé de l'aimer! »

Et, tout haut :

— Je veux que tu vives, dit-elle.

Comme il ne répondait pas, elle s'empara de l'argument que lui-même avait émis tout à l'heure :

— Tu me dois de vivre, ne fût-ce que pour me défendre.

Mais, tout de suite, elle fut choquée par l'égoïsme menteur de ses paroles. Elle les corrigea par un peu de douceur.

— Je serai avec toi dans ton effort, tu peux compter sur moi. Ce n'est pas parce que tu es la cause de notre misère présente que tu as le droit de m'en exclure.

Il se taisait toujours. Inquiète de ce silence obstiné, elle insista :

— Allons!... ne sois pas désespéré... Dis-moi que tu as de la force... que tu résisteras, et que tu t'appuieras sur moi pour résister.

Pierre répondit simplement :

— Je te le promets.

Encore un temps assez long, ils demeurèrent en présence l'un de l'autre sans plus rien se dire. Tous deux sentaient l'inutilité des paroles. C'était dans le cœur de chacun d'eux que se prolongeait maintenant l'effet de la crise.

Pierre reprit machinalement son courrier sur la tablette de la cheminée. D'un pas lent, il se dirigea vers la porte de sa chambre. Juste après l'avoir franchie, il regarda sa femme :

— Thérèse, dit-il... pardonne-moi.

Elle ne répondit pas, mais elle courut à lui, lui ôta les papiers des mains d'un geste impatient et les jeta sur un siège. Puis elle lui dit, d'une voix où il perçut autant d'effroi que de tendresse:

— Je ne veux pas que tu me quittes, cette nuit.

— Oh! fit Pierre... tu me gardes.

Ce fut tout l'aveu qu'ils osèrent du besoin que chacun avait de la présence de l'autre. Ils rentrèrent dans la chambre de Thérèse, les mains unies, silencieux!...

Et Thérèse s'étonnait de cette force persistante, qu'elle sentait en soi, qui la soudait à Pierre, et qui ne contenait plus de désir.

MARCEL PRÉVOST.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

LA DEMANDE DE GARANTIES

I

La manière dont Bismarck apprit l'effondrement de son plan est presque tragique. De la solitude où il était allé attendre l'explosion de sa mine, tenu heure par heure au courant par Abeken, il suivait d'une attention de plus en plus inquiète, puis irritée, ce qui se passait à Ems entre Benedetti et le Roi. Il avait été furieux que le Roi eût reçu notre ambassadeur avant d'avoir obtenu réparation de ce qu'il appelait les injures de Gramont; qu'il lui eût avoué sa participation à la candidature et les négociations avec le prince Antoine et lui eût promis, si Léopold se décidait à la retraite, de l'en instruire. C'étaient des concessions, et il aurait dû n'en accorder aucune, éconduire le négociateur au premier mot, non se prêter à une discussion quelconque. Il craignait que, sous l'influence pacificatrice de la reine Augusta, le Roi n'inclinât les princes à abandonner la partie. Quoique persistant à maintenir la candidature, il était tellement sûr de son candidat, si le Roi ne l'influençait pas, qu'il insistait pour qu'on ne s'occupât point des Hohenzollern et qu'on les laissât libres de leur décision (1). Il voulut couper court aux compromissions et arrêter le Roi sur la pente où il glissait. Il lui écrivit que, sa santé lui permettant de voyager, il était prêt à se rendre à Ems sur l'ordre de Sa Majesté. Le Roi lui envoya cet ordre, et Bismarck se mit en route le 12 au matin, ayant Keu-

(1) Lettre du Roi à la Reine du 12 juillet 1870.

dell dans sa berline de voyage. Il avait laissé Lothar Bucher à Varzin auprès de sa femme. « Il était, dit Keudell, plus taciturne qu'à l'ordinaire, bien que sa mine fût riante. » En passant à Wussow, son ami, le vieux pasteur Mullert, le salue amicalement, debout devant la porte de son presbytère ; du fond de sa calèche découverte il lui répond par un geste qui esquissait un coup de tierce et de quarte indiquant qu'il allait au combat. Il se proposait, après avoir conféré quelques instans avec Roon, arrivé de son côté à Berlin, de poursuivre jusqu'à Ems ; là, il mettrait fin aux complimens, aux courtoisies et aux condescendances ; il montrerait l'honneur du pays sacrifié et obtiendrait de notifier péremptoirement, et peut-être avec insolence, un refus des princes et du Roi ; il reprendrait d'un ton brutal les raisonnemens de Thile ; il n'admettrait pas que le Roi s'expliquât plus longtemps avec nous sur ses actes de chef de famille ; enfin il congédierait Benedetti, et proposerait la convocation du Reichstag en vue d'une mobilisation (1). Comme préliminaire à ces mesures, sentant la signification très grave de l'envoi de Werther à Paris, il télégraphia de le retenir, mais celui-ci était déjà en route.

Bismarck arriva à Berlin à six heures du soir, comptant prendre à huit heures trente le train d'Ems. En suivant les Tilleuls il croisa le prince Gortchakof; tous deux s'arrêtèrent et se serrèrent les mains. Dans la cour de son hôtel, avant même d'être descendu de voiture, parmi les dépêches qu'on lui remet, il en trouve une de Paris annonçant la renonciation du prince Antoine. Il demeure pétrifié. Il ne suppose pas qu'un prince aussi discipliné ait pris sur lui d'accomplir, sans l'autorisation ou plutôt sans l'encouragement du Roi, un acte qui, émanant de sa propre initiative, constituerait une trahison : un prince prussien, un ami, un confident, pouvait-il se permettre de défaire seul, par un coup de tête, sans entente préalable, ce qui avait été si laborieusement organisé en commun? Dans un éclair, il entrevit toutes les conséquences lamentables pour lui de l'événement (2). Il était déçu, battu, humilié, abandonné par son Roi,

(1) *Souvenirs*, t. II, p. 100 et suivantes.

(2) M. Paul Matter, dans son étude remarquable sur Bismarck, a le premier constaté en France cet échec de Bismarck : « Un travail de longs mois, une négociation mystérieuse et subtile, les excitations de la presse, l'irritation du peuple allemand, tout a été vain ; le roi de Prusse a cédé, et, pour la première fois de sa carrière politique, Bismarck le tout-puissant a éprouvé un échec. » (T. III, p. 53.)

par son candidat; il allait devenir la fable de l'Allemagne et de l'Europe, son édifice de ruse croulait sur sa tête. Qu'un Allemand apprenne à nos historiens l'étendue de cet effondrement : « Cette renonciation, dit Lenz, était la paix. Son voyage était devenu inutile, inutile le soulèvement de la nation, qu'il avait provoqué de toutes ses forces, inutile sa tentative ourdie avec une ruse savante pour préparer une contre-mine aux efforts français. S'il pouvait encore maintenir sa position pour la forme, la partie était perdue. Au lieu de surprendre la France comme il l'avait espéré, il voyait, à partir de là, sa route barrée par elle. Le moment de reculer était arrivé; pour la première fois de sa vie, le grand homme d'État avait subi une défaite (1). »

Ce résultat écrasant était dû en grande partie à notre déclaration du 6 juillet. Olozaga et Strat n'auraient pas réussi dans leur tentative, et n'en eussent même pas conçu l'idée sans les facilités que leur donna notre ultimatum courageux. Nigra l'a reconnu : « La renonciation du prince doit être attribuée principalement à son désir d'épargner une conflagration à l'Europe *ainsi qu'à l'attitude décidée du gouvernement français* (2). » La déclaration avait secoué l'apathie des Cabinets en leur montrant le péril, réveillé les scrupules de conscience engourdis du Roi, inspiré au prince Antoine une crainte salutaire; elle n'avait pas fermé la porte à la négociation, elle l'avait ouverte à deux battans. Grâce à la souplesse avec laquelle nous l'avions utilisée elle nous avait obtenu ce que la mollesse du langage ou le traînant des pourparlers craintifs ne nous eût pas donné. Nous avions dit le 6 : Nous ne tolérerons pas une candidature Hohenzollern, et le 12 la candidature Hohenzollern avait disparu. Nous n'étions pas tombés dans le précipice que Bismarck avait creusé sous nos pas, nous l'y avions jeté lui-même. En l'apprenant, Guizot s'écria : « Ces gens-là ont un bonheur insolent : c'est la plus belle victoire diplomatique que j'aie vue de ma vie. » Et Thiers : « Avoir forcé la Prusse à reculer dans une entreprise que le monde croyait très intentionnelle de sa part, cet avantage restait immense... Nous sortions d'embarras par un triomphe! Sadowa était presque réparé (3). »

Quoique Bismarck fût un de ces vaillans qu'un incident mal-

(1) Lenz, *Geschichte*, Bismarck, p. 349-350.
(2) Mars 1895.
(3) Déposition devant la Commission d'enquête sur le 4 septembre.

heureux ne jette pas dans le désarroi, son échec était tel qu'il eut un moment de prostration. Il l'a raconté dans ses *Souvenirs :* « Ma première pensée fut de donner ma démission. Après toutes les provocations offensantes qui s'étaient déjà produites, je voyais, dans ce recul auquel on nous forçait, une humiliation pour l'Allemagne, et je ne voulais pas en prendre la responsabilité officielle. L'impression de l'honnenr national blessé par cette retraite imposée me dominait tellement que j'étais déjà décidé à envoyer à Ems ma démission. Je considérais cette humiliation devant la France et ses manifestations fanfaronnes comme pire que celle d'Olmütz. Le fait d'Olmütz pourra toujours trouver son excuse dans l'histoire antérieure à laquelle nous avions été mêlés et dans l'impossibilité où nous nous trouvions alors de commencer une guerre. J'estimai que la France escompterait le renoncement du prince comme une satisfaction qui lui était accordée. J'étais très abattu. Ce mal envahissant qu'une politique timide me faisait redouter pour notre position nationale je ne voyais pas le moyen de le guérir sans nous engager maladroitement dans la première querelle venue, ou sans en provoquer une artificiellement. Car *je regardais la guerre comme une nécessité à laquelle nous ne pourrions plus nous dérober honorablement*. Je télégraphiai aux miens à Varzin de ne pas faire les malles, de ne pas partir ; je serais de retour auprès d'eux dans quelques jours. Je croyais à ce moment à la paix. Mais je ne voulais pas assumer la responsabilité de défendre l'attitude par laquelle on aurait acheté cette paix. J'abandonnai donc mon voyage d'Ems et priai le comte Eulenbourg de s'y rendre pour exposer à Sa Majesté mon point de vue (1). »

Il chargea Eulenbourg de porter le grand coup habituellement efficace de la démission et de dire au Roi « que Bismarck *considérait* la guerre comme *nécessaire* et qu'il retournerait à Varzin si cette guerre était évitée (2). » Il devança l'arrivée de son messager par un télégramme dans lequel il exprimait déjà sa résolution. « Il passa la nuit sans dormir, » ajoute Keudell. On le comprend. Se décider à la guerre était facile, mais il n'était pas un Frédéric disposant à lui seul de l'État. Il lui fallait se

(1) *Souvenirs de Bismarck*, p. 102.

(2) Ce sont les propres paroles de Bismarck dans un rapport du 25 septembre 1888 inséré dans le *Journal officiel*. C'est un aveu aussi important que celui de la dépêche d'Ems, et qui cependant a passé inaperçu.

découvrir, créer artificiellement une provocation, prendre le rôle d'agresseur, « de chercheur de noise (1), » auquel il avait voulu acculer la France. Mais où aurait-il trouvé cette noise? Eût-ce été dans les termes qu'il prétendait insolens de notre déclaration? Tout cela avait été couvert par la négociation d'Ems et par les concessions que le Roi nous avait accordées. « Après la question principale résolue, revenir en arrière eût été trop maladroit (2). » Pour ce prétexte, s'il le trouvait, il fallait l'assentiment du Roi, et il était à peu près certain qu'il ne l'aurait pas.

En effet, en recevant dans cette journée du 12 le message du colonel Strantz, le Roi en avait ressenti un véritable soulagement : « Cela m'ôte une pierre du cœur, écrivait-il à la Reine, mais tais-le vis-à-vis de tout le monde, afin que la nouvelle ne vienne pas d'abord de nous, et moi aussi, je n'en dis rien à Benedetti, jusqu'à ce que nous ayons demain, par Strantz, la lettre entre les mains. Il est aussi maintenant d'autant plus important que tu accentues aujourd'hui encore à dessein que je laisse tout aux Hohenzollern en ce qui touche la décision à prendre, comme je l'ai fait pour l'acceptation. » Gramont d'autre part avait, dès le début de ses négociations avec Lyons, promis qu'à défaut d'une renonciation ordonnée ou conseillée par le Roi, nous nous contenterions d'une renonciation spontanée de Léopold, pourvu que le Roi y participât d'une manière quelconque; cette participation n'étant plus douteuse, Benedetti a eu raison de dire que si, le 12, rien n'était conclu encore définitivement, la solution était un fait moralement certain, qu'elle avait à ce moment l'agrément des deux parties, et qu'il ne restait plus qu'à recevoir la déclaration du Roi.

Tout épanoui de n'avoir plus cette « pierre au cœur, » le Roi avait accepté à souper avec le prince Albrecht et quelques amis dans le jardin du Casino. Au moment même où il s'y rendait, Abeken arrivait avec le télégramme comminatoire de Bismarck. Le Roi s'approcha d'un bec de gaz et le lut. Son visage s'anima,

(1) Dans tout son récit, Keudell donne à son chef un rôle de pacifique imbécile qui ne se rend jamais compte de ce qu'il fait et il s'explique son arrêt à Berlin encore plus ridiculement. « Il s'arrêta, dit-il, parce qu'il n'était pas bien. » S'il veut parler moralement, oui, mais matériellement, c'est niais; les souvenirs de Bismarck sur la dépêche d'Ems rendent à l'événement sa véritable physionomie.

(2) *Souvenirs de Bismarck*, p. 102.

il s'écria : « C'est la dépêche la plus importante que j'aie jamais reçue. Dites à mon frère que je n'aurai probablement pas le temps de venir parce qu'il faut que je travaille avec Abeken et qu'il soit entendu que, si j'arrive plus tard, personne ne se lèvera. » Le souper était commencé depuis longtemps lorsque le Roi arriva tout seul, il fit signe qu'on ne se levât point et s'assit à la place qu'on lui avait réservée entre deux dames. Chappuis, qui remplaçait le maréchal de Cour, lui ayant demandé s'il devait lui verser du champagne, le Roi lui répondit : « Donnez-moi de l'eau de Seltz, il faut que je conserve mes idées claires. » La nuit du Roi fut sans sommeil, comme celle de Bismarck. L'ultimatum de Bismarck allait-il le rejeter en arrière et l'amener à rétracter les bonnes assurances données à Benedetti?

Les réflexions de l'insomnie ne furent pas favorables au Chancelier : Bismarck ne disposait de son roi que dans certaines limites, et à condition de ne pas heurter les idées irréductibles qu'il avait adoptées comme règles de conduite. Une de ces règles était de ne jamais prendre l'initiative d'une grande guerre, et Bismarck ne l'y avait entraîné deux fois qu'en lui persuadant qu'il avait été provoqué : or, dans ce cas, c'est la provocation de la Prusse qui eût été évidente. Une autre de ses règles était de permettre tous les conseils avant une résolution, mais, une fois cette résolution prise, de ne tolérer aucune contradiction : or, il avait, depuis plusieurs jours, tellement annoncé ce qu'il ferait après une renonciation de Léopold, qu'il ne pouvait revenir sur un parti aussi bien pris. Il persista donc dans la volonté de clore par la paix une aventure dont il avait hâte de sortir, de ne pas éconduire Benedetti et de lui communiquer lui-même la résolution spontanée des princes qu'il allait recevoir.

Si donc aucun incident nouveau ne surgissait, voici comment les choses se seraient passées. Le Roi, dans la journée du 13, aurait communiqué à Benedetti la renonciation qu'il attendait. Il eût ajouté qu'il l'approuvait et autorisé notre ambassadeur à transmettre cette double assurance à notre gouvernement. Ainsi eussent été obtenues les deux conditions posées par Gramont : l'abandon de la candidature et la participation saisissable du Roi à cet abandon. Notre victoire du 12 au soir eût été complétée le 13 et Bismarck eût été définitivement vaincu. Il se serait retiré au moins quelque temps des affaires, et le nuage gros de calamités que ce barbare de génie promenait sur l'Europe dispa-

raissait de l'horizon européen. Notre ministère, après avoir donné au pays la liberté, lui eût assuré le prestige d'une paix glorieuse.

Que ne puis-je m'arrêter ici! Pourquoi suis-je obligé de continuer? Au moment même où Bismarck essayait de se reconnaître au milieu de la confusion tumultueuse des projets risqués ou impossibles, d'autres travaillaient en France à le tirer d'embarras, à le relever de sa défaite, à lui rendre la position que nous lui avions fait perdre et à ramener la fortune dans son jeu. C'est l'œuvre que va accomplir notre Droite, conduite, quoique composée de gens irréprochables, par deux malfaiteurs, Jérôme David et Clément Duvernois.

L'Empereur, le 12 au matin, était venu aux Tuileries présider le Conseil des ministres. Nous délibérâmes sur la réponse à faire à la demande d'un délai, qui nous avait été adressée la veille par Benedetti au nom du Roi en termes assez vifs. Nous autorisâmes Gramont à télégraphier à Benedetti que notre dessein n'avait jamais été de provoquer un conflit, mais de défendre l'intérêt légitime de la France. Aussi, tout en contestant la justesse des raisonnemens du Roi et en maintenant nos prétentions, nous ne refusions pas le délai demandé, mais nous espérions qu'il ne s'étendrait pas au delà d'un jour. Cet incident réglé, nous nous occupions des affaires courantes, lorsqu'un chambellan entre, dit quelques mots à voix basse à l'Empereur, qui aussitôt se lève et sort. Il rentre quelque temps après et s'associe de nouveau à nos conversations d'affaires sans nous rien dire du motif de cette sortie inusitée. Il était allé recevoir Olozaga qui, n'ayant pu lui apporter à Saint-Cloud, pendant la nuit, le télégramme chiffré de Strat, avait instamment demandé à le voir tout de suite, malgré les usages, afin de faire cette information urgente. Le télégramme chiffré annonçait les télégrammes en clair que le prince Antoine avait expédiés le 12 au matin. Olozaga demanda à l'Empereur de tenir sa communication confidentielle jusqu'à l'arrivée de ces télégrammes, qui, seuls, donneraient un caractère irrévocable à la renonciation. Il est regrettable que l'Empereur ait accepté cette obligation d'un secret provisoire, vis-à-vis de ses ministres. S'il nous eût raconté alors la négociation occulte que nous ignorions, s'il nous en avait appris l'heureuse issue, nous n'eussions pas été surpris par la nouvelle, comme nous le fûmes quelques heures plus tard. Nous aurions échangé à loisir nos idées, réfléchi, délibéré, et nous

n'aurions pas été contradictoires ou embarrassés dans notre attitude devant la Chambre et devant le public.

Vers deux heures, je quittai le ministère pour me rendre à pied à la Chambre, à travers le jardin des Tuileries. J'étais profondément triste : il me paraissait évident que la volonté de la Prusse était de nous imposer la guerre et que nous y étions acculés. Cette perspective me désespérait. J'avais à peine fait quelques pas, absorbé dans mes pénibles réflexions, que je fus comme réveillé en sursaut par la voix d'un employé du ministère de l'Intérieur qui me remit une lettre de Chevandier. Cette lettre contenait la copie de la dépêche en clair expédiée par le prince Antoine à Olozaga, qui venait d'arriver et dans laquelle était inclus le texte de la renonciation de ce prince au nom de son fils. Il existait au ministère de l'Intérieur un service spécial chargé de prendre copie de toutes les dépêches traversant Paris, y arrivant ou en partant, qui, malgré leur caractère privé, étaient de nature à intéresser la paix publique. La dépêche du prince Antoine ayant ce caractère avait été copiée, et Chevandier me l'envoyait en même temps qu'à l'Empereur et à Gramont.

Je revins vivement sur mes pas pour donner la bonne nouvelle à ma femme, et je repris ma route. Quelques doutes m'assaillirent. Que signifiait cette renonciation qui tombait tout à coup du ciel? Était-elle sérieuse? N'était-ce pas une mystification de l'agiotage? Pourquoi Olozaga, avec lequel j'avais des relations journalières, ne me l'avait-il pas fait pressentir? L'Empereur ne paraissait pas s'en douter au Conseil : la connaissait-il? l'ignorait-il? En avait-on parlé à Gramont? J'écartai ces doutes. Il me parut impossible qu'un acte ainsi annoncé fût une mystification ; je le considérai comme certain. Je crus alors tout sauvé et telle fut ma joie de la paix ressaisie, telle ma crainte de la perdre de nouveau que les dispositions de combativité que j'avais manifestées dans ma note du 11 au soir fondirent sous la chaleur de la nouvelle inespérée. Il n'y avait plus à se montrer raide, mais accommodant, facile, et qu'à consolider le résultat obtenu au lieu de le compromettre. L'affaire était sûrement finie, si nous ne commettions aucune imprudence et j'en étais si heureux que, par momens, je ne pouvais pas y croire.

Toutefois il me parut que je ne devais pas divulguer le document que je tenais dans mes mains, que je relisais comme si j'allais y trouver le secret de l'événement. C'était un document

de police politique, sans caractère officiellement avouable et j'étais tenu à n'en pas révéler l'existence. Je le mis donc dans ma poche qu'il brûlait en quelque sorte. J'avais à peine fait encore quelques pas que je fus rejoint par un autre envoyé, celui-là de mon cabinet, Boissy. Il m'apportait un rapport dans lequel on relatait que, dans le local de la réunion de la Gauche irréconciliable, à la Sourdière, Gambetta venait de prononcer un discours superbe : le thème en était qu'il ne fallait considérer l'affaire Hohenzollern que comme un détail et demander résolument l'exécution du traité de Prague et la démolition des forteresses qui menaçaient notre frontière. « S'il prononçait ce discours à la Chambre, me disait-on, le ministère n'y résisterait pas. »

J'arrive au Corps législatif; on m'interroge : qu'y a-t-il de nouveau? Je me garde bien de dire ce que je venais d'apprendre. « Rien encore, dis-je, mais Gramont doit conférer avec Werther dans quelques instans et, à la fin de la journée, nous saurons à quoi nous en tenir définitivement. » A ce moment, Olozaga débouche dans la salle des conférences; le visage animé, agitant un papier, il se précipite vers moi et m'attire dans un coin. « Gramont est-il là? — Non, il est aux Affaires étrangères en conférence avec Werther. — C'est que j'ai une bonne nouvelle à vous donner. » Et il me lit le télégramme dont j'avais la copie. « La nouvelle est donc sérieuse? lui dis-je. — Oui, oui, n'en doutez pas; tout est terminé. » Et il me quitta pour se rendre auprès de Gramont.

Les députés qui avaient vu l'arrivée d'Olozaga, sa pantomime, le papier tendu, m'entourent dès qu'il m'a quitté : « Il y a quelque chose d'important? » Une délibération rapide comme la pensée eut lieu alors dans mon esprit. Divulguerai-je la dépêche ou la garderai-je pour moi? La copie, saisie au passage, d'une transmission par la haute police d'État, était devenue un texte authentique produit devant de nombreux assistans par l'ambassadeur auquel il était adressé. Une communication ainsi faite n'indiquait pas le désir du secret; le caractère même de la dépêche l'excluait : on n'expédie une dépêche en clair que lorsqu'on veut la rendre publique. Pourquoi aurais-je caché à ces députés, pour faire inutilement l'important, un fait que tout le monde allait connaître par les journaux du soir, que beaucoup connaissaient déjà, au ministère, au télégraphe, dans les ambassades,

dans les chancelleries, dans les offices d'agences, dans les bureaux de journaux? Les indignes adversaires avec lesquels j'étais aux prises n'auraient pas manqué d'incriminer ma réserve comme une complaisance aux spéculateurs. Certes, je n'aurais pas hésité à affronter ce risque, quoiqu'il me fût beaucoup plus sensible que d'autres auxquels je m'exposais quotidiennement, si un intérêt public l'eût exigé. Il n'y en avait aucun, car je ne pouvais regarder comme un intérêt public l'espérance vaine d'empêcher une manifestation parlementaire du parti de la guerre, manifestation qui, retardée au lendemain et mieux organisée, n'en eût été que plus violente. Je donnai donc lecture du télégramme à ceux qui m'interrogeaient. Un de mes auditeurs était le célèbre ingénieur Paulin Talabot, le créateur des chemins de fer français, ancien saint-simonien, pacifique par doctrine et par intérêt. « La Prusse se moque de vous, » murmura-t-il à mon oreille.

On m'appelle dans la salle des Pas-Perdus. Une cohue roule vers moi et m'interpelle. Je n'avais pas à cacher dans une salle ce que je venais de dire dans l'autre : — « Oui, répondis-je, il y a une dépêche adressée à Olozaga par le prince Antoine annonçant qu'il retire la candidature de son fils. — Et le traité de Prague? s'écrie une voix. — Nous n'en avons jamais parlé à la Prusse; nos pourparlers n'ont porté que sur la candidature. » « Est-ce la paix? » me cria-t-on encore. Je répondis en ouvrant les bras par un geste évasif qui voulait signifier : « Je ne veux pas vous répondre. » Mais si mes lèvres restèrent muettes, l'éclair de joie qui illuminait mon visage disait l'espérance qui remplissait mon cœur. Apercevant, parmi les auditeurs, Léonce Détroyat, le rédacteur en chef de la *Liberté*, j'allai à lui, et lui demandai d'engager son oncle à ne plus écrire des articles comme ceux des jours derniers et à travailler à prévenir la guerre puisque cela devenait honorablement possible : « Je vous en supplie, ayez le courage de lui refuser l'insertion de ses articles, vous lui rendrez un grand service en même temps qu'au pays. » Girardin, anxieux et trop nerveux pour venir jusqu'à la salle des Pas-Perdus, l'attendait au bout du pont, sur la place de la Concorde. Détroyat courut lui répéter ce que je venais de dire. Girardin le quitta brusquement dès les premiers mots, en haussant les épaules. En même temps débouchait du Palais législatif une bande agitée : c'était à qui envahirait les fiacres de la place, à qui les escaladerait, à qui les prendrait d'assaut.

— « A la Bourse ! à la Bourse ! criaient les hommes d affaires. Nous doublons le prix de la course, et au triple galop ! » Parmi les journalistes, même empressement et concert de même nature. « Aux bureaux de la *Marseillaise!* s'exclamaient les uns. Au *Réveil!* Au *Siècle!* A l'*Opinion nationale!* Au *Rappel!* » commandaient les autres, et, sous le stimulant du fouet, on voyait les haridelles de la place sortir l'une après l'autre de leur repos et s'élancer rapides comme des flèches.

Dans la salle des conférences des députés, Gressier, l'ancien ministre, esprit ferme, judicieux, nullement disposé à la guerre, m'aborde. Je lui exprime ma volonté, si la renonciation est sérieuse, de ne pas me prêter à ce qu'on ente une nouvelle exigence sur l'incident Hohenzollern, pas plus celle du traité de Prague que toute autre. « C'est bien, me répondit-il, vous ferez un acte de courage; mais ne vous y méprenez pas, c'est votre chute; le pays ne se contentera pas de cette satisfaction. » Un grand nombre de députés se forment en groupe autour de moi, m'interpellent. Plus libre d'exprimer ma pensée avec eux que je ne l'avais été quand je me trouvais au milieu de journalistes, je leur répétai ce que je venais de dire à Gressier. De nombreuses protestations s'élevèrent. A droite, ce fut un bouillonnement de colère : « Ollivier dit que tout est terminé. C'est indigne. La Prusse est venue nous chercher; il faut en finir avec elle. » Quelques membres se réunissent en hâte dans un bureau de la Chambre, décident qu'il ne faut pas tarder à protester contre la pusillanimité du Cabinet et rédigent une demande d'interpellation que Duvernois est chargé de porter immédiatement à la tribune.

J'entre dans la salle des séances. Clément Duvernois se lève et, d'un ton menaçant, comme réponse à mes espérances pacifiques, dépose en son nom et au nom de Leusse, l'interpellation suivante : « Nous demandons à interpeller le Cabinet sur les garanties qu'il a stipulées ou qu'il compte stipuler pour éviter le retour de complications successives avec la Prusse. » Il ajouta qu'il n'insistait pas pour la fixation d'un jour et qu'il s'en remettait à la Chambre et au gouvernement. « Le courant de la guerre, disait la *Gazette de France*, semble l'emporter. A la salle des conférences du Corps législatif, un député vendéen a dit hautement que, si le ministère se contente de la renonciation du prince Antoine au nom de son fils, l'Extrême-Droite ne s'en

contentera pas. En somme, la majorité semble portée à la guerre; il se pourrait que le ministère fût renversé s'il s'arrêtait maintenant. »

II

Duvernois venait de s'asseoir; un huissier m'avertit qu'un aide de camp de l'Empereur désirait me parler. Je sors, et l'aide de camp me remet le billet suivant : « Les Tuileries, 12 juillet 1870. — Mon cher monsieur Émile Ollivier, je voudrais pouvoir causer quelques instans avec vous avant de rentrer à Saint-Cloud. Vous connaissez la dépêche du prince de Hohenzollern au maréchal Prim. Si on annonce la nouvelle à la Chambre, il faut au moins en tirer le meilleur parti et bien faire sentir que c'est sur l'injonction du roi de Prusse que la candidature a été retirée. — Je n'ai pas encore vu Gramont. — Le pays sera désappointé. Mais qu'y faire ? Croyez à ma sincère amitié. » C'était la première note pacifique qui m'arrivait. Je devinai le désir qui se cachait sous le *si on annonce*. Évidemment l'Empereur eût voulu que je montasse à la tribune pour y lire la dépêche, insinuer que le résultat était dû à l'intervention impérative du Roi et que l'incident était clos. Lire la dépêche n'avait plus d'opportunité depuis que tous les députés en avaient connaissance. Quant au public, il l'apprendrait plus vite ou aussi vite par les journaux du soir. Une lecture, comme du reste l'indiquait le billet de l'Empereur, n'aurait eu de valeur que si elle avait été accompagnée d'un commentaire ou suivie d'une conclusion. Comment aurais-je pu me permettre un commentaire ou une conclusion sans m'être au préalable concerté avec mes collègues? Je les cherchais autour de moi : aucun n'était présent, et Gramont conférait avec Werther, venu d'Ems.

On peut juger, par la lettre suivante de Chevandier, de ce qui serait arrivé si j'avais obéi au désir implicite de l'Empereur « D'après ce que j'ai su de nos collègues du ministère, la Chambre serait très belliqueuse, et cela les impressionne quelque peu. — On se plaint, je vous aime trop pour ne pas vous le dire, de la communication que vous avez faite dans les couloirs d'une dépêche qui ne vous était pas adressée (à cet égard vous seriez couvert par la communication faite par l'ambassadeur d'Espagne) et dont, en tout cas, on trouve la communication

prématurée. — Je trouve que vous avez eu tort (1). — Vous savez que, sans craindre la guerre, je n'en suis pas partisan quand même. *Ne nous jetons pas tête baissée dans la paix.* Elle est le but auquel il faut tendre maintenant, mais il faut bien y arriver. » Ce langage du plus pacifique de mes collègues indique à quel diapason les esprits les plus modérés étaient montés. Que n'eût-il pas dit, que n'eussent pas dit avec lui nos autres collègues, et surtout Gramont, si, contre toutes les convenances, j'avais, de ma propre autorité, déclaré à la Chambre que je considérais le différend comme tranché par une dépêche encore énigmatique ? Je n'en eus pas même la tentation et je me rendis aux Tuileries pour m'en expliquer avec l'Empereur (3 heures). En traversant la salle des conférences je rencontrai Thiers. « J'aperçois, a-t-il raconté lui-même, M. Ollivier qui accourt vers moi et me dit : « Oui, nous avons réussi ; nous avons obtenu ce que nous désirions, c'est la paix. » La joie de M. Ollivier était extrême et manifestée sans réserve. » — Je lui fis lire la dépêche. Il me dit : « Maintenant il faut vous tenir tranquille. — Soyez rassuré, lui répondis-je, nous tenons la paix, nous ne la laisserons pas échapper (2). »

L'Empereur était dans le salon de service au milieu de ses officiers, causant familièrement avec eux ; il leur disait avec un accent de sincérité qui les impressionnait : « C'est un grand soulagement pour moi. Je suis bien heureux que tout se termine ainsi. Une guerre est toujours une grosse aventure... » L'huissier annonça : « M. Émile Ollivier est aux ordres de Sa Majesté. — Je viens, » dit l'Empereur. Et il sortit. Il me parut, en effet, très satisfait, mais cependant un peu inquiet : satisfait parce qu'il jugeait l'affaire Hohenzollern complètement terminée, inquiet à cause de la déception qu'allait éprouver le pays de ne pas vider définitivement sa querelle avec la Prusse. Je lui exposai les raisons de mon silence à la Chambre et je lui demandai si c'était véritablement sur l'injonction du Roi, malgré tous ses refus à Benedetti, que la renonciation avait été obtenue. Sans entrer dans aucun détail, l'Empereur m'apprit que la renonciation était due à l'initiative d'Olozaga *seul* agissant de son propre mouvement, à l'insu de Prim, mais autorisé par lui l'Empereur. « Dans

(1) Chevandier ignorait à ce moment les circonstances que je viens de raconter. Quand il les connut, il trouva que je n'avais pas eu tort.
(2) Déposition dans l'enquête du 4 septembre.

ce cas, répondis-je, il serait très risqué de se vanter, même indirectement, d'une soumission du roi de Prusse. La satisfaction que nous donnerions à l'opinion publique par cette assurance erronée ne serait pas de longue durée : Bismarck nous opposerait un démenti brutal, et l'affaire, qui paraît terminée, recommencerait. D'ailleurs, si Olozaga a agi sans mandat de son gouvernement, qui sait comment on accueillera son initiative à Madrid? Qui sait aussi quel sera, en présence de cette surprise, le langage du roi de Prusse qui, jusque-là, n'a rien répondu à nos demandes? »

L'Empereur reconnut la justesse de ces remarques. J'ajoutai que je ne pouvais pas présenter aux Chambres la communication faite par Olozaga comme une communication officielle. Olozaga n'était pas l'ambassadeur du prince Antoine, mais celui du gouvernement espagnol. Il n'y avait d'officiel que ce qu'il communiquait au nom de son gouvernement; la démarche du prince Antoine n'était, strictement parlant, qu'une démarche privée, dénuée de caractère officiel; dans cet état des choses, une déclaration était inopportune et pourrait devenir dangereuse. Nous étions entourés d'obscurités; nous ne nous rendions compte ni des intentions de Berlin, ni de celles de Madrid : l'attente n'était-elle pas le seul parti prudent? Quelquefois on est tout à coup saisi par un brouillard intense dans un sentier de montagne, le long d'un précipice. Que fait-on? On s'arrête jusqu'à ce que le brouillard soit dissipé. Gramont, à la suite de sa conférence avec Werther, nous instruirait peut-être des volontés du roi Guillaume; d'heure en heure Olozaga pouvait recevoir des réponses de Madrid : avant d'avoir obtenu et d'avoir pesé ces élémens de décision, il était imprudent de s'expliquer. L'Empereur adopta cette manière de voir, et il fut convenu que *rien* ne serait arrêté avant la réunion du Conseil à Saint-Cloud le lendemain à neuf heures du matin.

Nigra me succéda. L'Empereur l'avait mandé. Il lui tendit la copie du télégramme du prince Antoine à Olozaga. Nigra lut, félicita vivement le souverain. « C'est une grande victoire morale pour la France, d'autant plus précieuse qu'elle est gagnée sans avoir répandu le sang humain, et j'espère que l'Empereur s'en contente et qu'il m'a fait appeler ici pour m'annoncer la paix. — Oui, c'est la paix, répondit l'Empereur, et je vous ai fait venir pour que vous le télégraphiiez à votre gouvernement. Je n'ai pas eu le temps d'écrire au Roi. Je sais bien que l'opinion

publique en France, dans l'excitation où elle est, aurait préféré une autre solution, la guerre, mais je reconnais que la renonciation est une solution satisfaisante, et qu'elle ôte tout prétexte de guerre, du moins pour le moment. » L'Empereur paraissait donc résolu à se contenter du retrait pur et simple de la candidature et n'avait fait aucune allusion à des garanties à demander au roi de Prusse. A la réception du télégramme de Nigra racontant cette conversation, Victor-Emmanuel, qui était revenu de la chasse à Turin, remonta dans la montagne. Le Bœuf survenant ensuite, l'Empereur lui tint le même langage, à ce point que, rentré au ministère, le maréchal réunit ses chefs de service, leur annonce qu'on a la paix et leur prescrit d'arrêter les dépenses extraordinaires. Notre attaché militaire à Vienne, le colonel de Bouillé, alors en congé, averti de regagner son poste en toute hâte, venant prendre congé du ministre, celui-ci lui dit que l'affaire était arrangée, et qu'il pouvait différer son départ. Enfin Mac Mahon fut avisé de suspendre l'embarquement des troupes de l'Afrique.

III

Gramont, enfermé dans son cabinet, ne savait rien de ces agitations, de ces pourparlers, de ces va-et-vient. Prévoyant, d'après les avis reçus, que la candidature allait être retirée spontanément, sans l'ordre et le conseil du Roi, il télégraphie à Benedetti confidentiellement : « Employez votre habileté, je dirai même votre adresse, à constater que la renonciation du prince nous est annoncée, communiquée ou transmise par le roi de Prusse ou son gouvernement. C'est pour nous de la plus haute importance ; la participation du Roi doit à tout prix être consentie par lui ou résulter des faits d'une manière saisissable. » Il n'exigeait plus une participation directe et explicite ; il se contentait d'une participation indirecte et implicite résultant de la communication par le Roi du désistement du prince accompagnée de quelques bonnes paroles (12 juillet, 1 h. 40). Cette participation indirecte du Roi nous était assurée sans qu'il fût nécessaire d'employer ni adresse ni habileté. Cette excellente dépêche qui, restée la dernière expédiée, eût clos la crise à notre gloire, partait à peine que Gramont recevait lui aussi, de la main d'un envoyé du ministère de l'Intérieur, la

copie de la dépêche en clair du prince Antoine à Olozaga. Il n'accueillit pas la nouvelle avec la même joie que moi. Je n'y avais vu que la disparition de la candidature, me préoccupant peu de la manière dont elle avait disparu; lui s'arrêta surtout à la forme et, dans la notification directe faite par le prince Antoine à Prim, il vit l'escamotage de cette participation indirecte du Roi. A partir de ce moment, cessa l'accord complet qui avait existé entre nous : il continua à attacher une importance majeure à cette participation du Roi, qui devint secondaire à mes yeux.

Ce fait nouveau venait de lui être révélé quand Werther se présenta à son audience (3 heures moins le quart). Au moment de commencer l'entretien, on remit à Gramont un billet d'Olozaga demandant avec insistance d'être reçu immédiatement pour une communication de la plus haute importance. Werther voulut bien passer dans un salon voisin et autoriser Gramont à recevoir Olozaga. L'ambassadeur espagnol, en montrant à Gramont le télégramme du prince Antoine, le félicita de cette solution. Gramont répondit froidement à ces félicitations : sous cette forme, selon lui, le désistement, loin d'avancer nos affaires, les compliquait: pas un mot de la France, pas un mot de la Prusse, tout se passait entre le prince de Hohenzollern et l'Espagne; le texte de la dépêche froisserait le sentiment public : il semblait admettre que la France avait porté atteinte par ses réclamations à l'indépendance du peuple espagnol.

Plongé dans ces préoccupations il reprit l'entretien avec Werther. Il essaya d'obtenir de lui l'aveu que le Roi n'avait pas été étranger au désistement : la situation alors se redressait d'elle-même; il aurait pu faire, sans être contredit, la déclaration dont l'Empereur sentait la nécessité. Mais Werther ne se prêta pas à l'artifice : il contesta, sur un ton qui n'admettait pas de doute, « que la renonciation émanait certainement de la propre initiative du prince Léopold. » Et il recommença cette perpétuelle argutie dont nos lecteurs doivent être excédés, sur la distinction entre le souverain et le chef de famille, sur l'impossibilité pour le Roi de refuser son approbation du moment que le prince acceptait la couronne, sur la conviction du Roi que, eu égard aux liens de famille des Hohenzollern avec Napoléon III, cette candidature ne pouvait être désagréable à la France. Gramont réfuta patiemment les sophismes de la mau-

vaise foi borusque, rappela les précédens belges, grecs, etc., dit avec vivacité que dans les Hohenzollern l'Empereur ne voyait pas des alliés plus ou moins éloignés, pour lesquels il avait eu des bontés, mais des princes, des sujets, des officiers prussiens dont on s'était servi pour inquiéter et humilier son pays, et que rappeler cette alliance, c'était le blesser. « Vous dites que le Roi n'a jamais eu l'intention d'être désagréable et de porter ombrage à la France; je n'en doute pas, puisque vous l'affirmez; mais pourquoi le Roi ne nous le dirait-il pas lui-même? Pourquoi, dans une lettre amicale à l'Empereur, en s'associant à la renonciation du prince, ne dirait-il pas qu'on a mal interprété l'origine et exagéré les conséquences de cette candidature, qu'il attache trop de prix à l'amitié entre nos deux pays pour ne pas désirer qu'avec son abandon disparaisse toute mésintelligence et tout sujet d'ombrages? » Et il formula ses idées dans une note dont les termes, peu médités, n'étaient qu'une esquisse *ad memoriam* : « En autorisant le prince Léopold à accepter la couronne d'Espagne, le Roi ne croyait pas porter atteinte aux intérêts ni à la dignité de la nation française. Sa Majesté s'associe à la renonciation du prince et exprime son désir que toute cause de mésintelligence disparaisse désormais entre son gouvernement et celui de l'Empereur. »

En parlant ainsi, Gramont n'avait pas entendu commettre la grossièreté de réclamer une lettre d'excuses. On ne demande pas une lettre d'excuses à un Roi qui est en même temps gentilhomme, quand on est gentilhomme soi-même et qu'on a le sentiment de l'honneur. Il savait très bien qu'à une telle impertinence le Roi eût répondu en faisant conduire à la frontière l'ambassadeur chargé de la lui présenter et en ordonnant la mobilisation de son armée. La sincérité de ses intentions pacifiques, le respect avec lequel il parla du Roi, tout en exprimant avec force nos propres sentimens, ne permirent pas à Werther de croire un instant que cette suggestion fût blessante. Werther aurait coupé l'entretien s'il avait eu devant lui un homme préoccupé d'humilier son souverain, car, tout en se montrant animé des dispositions les plus conciliantes, il ne cessa de maintenir le point de vue de son gouvernement avec une invincible fierté. Gramont ne formula donc aucune demande : il suggéra un expédient à l'appréciation de l'ambassadeur, et cet expédient n'avait rien de nouveau ni d'insolite. L'Empereur lui-même avait donné l'exemple chevale-

resque que Gramont eût souhaité de la part du roi de Prusse. Après l'insertion au *Journal Officiel*, lors de l'attentat Orsini, de l'adresse des colonels, n'avait-il pas autorisé l'ambassadeur anglais Cowley à dire à la reine Victoria qu'il envoyait, comme ambassadeur à Londres, Malakoff, le plus grand soldat de l'armée, pour réparer l'offense faite par les adresses de l'armée? En vue de dissiper la défiance excitée partout depuis la guerre d'Italie, n'avait-il pas écrit une lettre apologétique publique à Persigny (20 juillet 1860) et protesté de son désir de vivre dans la meilleure entente possible avec tous ses voisins, et surtout avec l'Allemagne? N'avait-il pas sollicité une entrevue du régent de Prusse et des princes allemands réunis à Bade, et n'avait-il pas fait cette avance, bien autrement grave qu'une lettre amicale, de venir apporter en personne ses explications? Lors de l'affaire du Luxembourg, son ministre n'avait-il pas désavoué à satiété, par son ordre, « toute intention d'offenser et d'irriter la Prusse ? »

J'arrivai à ce moment au ministère des Affaires étrangères (trois heures et demie). On me dit que l'entretien avec Werther durait encore. Je me fis annoncer. Gramont vint me rejoindre, nous nous mîmes réciproquement au courant par quelques mots rapides, puis je le suivis dans son cabinet. Alors l'entretien changea de nature. Il cessa d'être officiel comme il l'avait été jusque-là et devint une de ces conversations libres que les hommes politiques ont entre eux quand ils sont en dehors de leur rôle officiel, dans lesquelles on échange ses idées sans s'engager soi-même et à plus forte raison son gouvernement, « conversations qu'on ne saurait supprimer sans rendre impossibles les relations familières qui facilitent la bonne entente entre ministres et gouvernemens. » Werther me parut inquiet, agité, attristé. Il lui échappa de dire, ce qu'il s'est bien gardé de rappeler dans son rapport : « Ah ! si j'avais été auprès du Roi, cette malheureuse affaire ne se serait pas engagée ! — Bien malheureuse, en effet, répondis-je, par ses conséquences lointaines plus encore que par elle-même, puisqu'elle paraît maintenant finie ou tout au moins en bonne voie d'arrangement. C'est l'état d'esprit qui va persister dans le pays après cette solution qui m'inquiète. L'œuvre d'apaisement à laquelle je travaillais péniblement est compromise : au lieu d'une opinion publique résignée, nous allons être aux prises avec une opinion irritée ; la question Hohenzollern est mise au second plan et on parle

d'exiger des garanties de la Prusse pour la fidèle exécution du traité de Prague; aurons-nous la force d'arrêter ce mouvement? Déjà on nous trouve trop accommodans, et le parti de la guerre se met en mesure de nous ôter la direction des affaires. Comme l'a dit le duc, le roi Guillaume rendrait à nos deux pays et au monde entier un service incomparable si, par la spontanéité d'une démarche amicale, il rétablissait la cordialité des rapports qu'il a lui-même troublés. En fortifiant notre position ministérielle il nous donnerait le moyen de poursuivre notre œuvre pacifique. »

Ainsi, pas plus après mon arrivée qu'avant, il ne s'agit d'une demande quelconque de nature à changer le caractère de la négociation. Comment me le serais-je permis? Comment n'aurais-je pas arrêté Gramont, s'il l'avait fait, puisque je venais de convenir avec l'Empereur, quelques instans auparavant, que nous ajournerions *toute décision* jusqu'au lendemain neuf heures en Conseil? Il y a des impossibilités logiques et morales qui sont des preuves. J'ai, il est vrai, appuyé la suggestion de Gramont, mais cette suggestion même, n'ayant été approuvée ni par l'Empereur ni par le Conseil, restait toute personnelle et n'avait aucune espèce de valeur officielle. Il est évident que, si nous avions réclamé une lettre d'excuses du Roi, par Werther, nous aurions aussitôt renouvelé notre requête par Benedetti, et celui-ci fût devenu le porte-voix naturel de cette nouvelle exigence comme il l'était déjà de nos autres réclamations. Gramont ne communiqua pas cette suggestion même à titre de renseignement, et il n'y eût certes pas manqué, versé comme il l'était dans les procédés diplomatiques, si elle avait eu une réelle importance. Avoir transformé une pensée sincère d'apaisement en une machination insolente et provocatrice, avoir fait de la suggestion d'une lettre d'amitié la demande d'une lettre d'excuses, c'est une des plus abominables calomnies de la légende de mensonge avec laquelle je suis aux prises.

Nous quittâmes Werther à quatre heures, Gramont partit pour Saint-Cloud. En nous séparant, il fut entendu, comme il l'avait été déjà avec l'Empereur, que nous ne prendrions de résolution que dans le Conseil du lendemain matin. En rentrant au ministère, je rencontrai, sur le pont, Pessard, le rédacteur du *Gaulois* aux articles si virulens. Je lui dis que je trouvais sa polémique absurde, et je le priai instamment, maintenant qu'il

n'y avait plus de candidature, de n'y pas persister. C'est ainsi que j'excitais les journaux. Et je tins le même langage à tous ceux que je trouvai sur mon chemin.

IV

Au sortir des Tuileries, l'Empereur était calme et apaisé. L'aide de camp de service qui l'accompagnait, Bourbaki, lui dit : « Faudra-t-il, Sire, faire seller mes chevaux de guerre ? — Pas si vite, général, répond l'Empereur ; supposez qu'une île surgisse tout à coup entre la France et l'Espagne : toutes deux se la disputent ; elle disparaît ; sur quoi continuerait-on à se quereller ? » Cependant l'Empereur est impressionné par les acclamations exceptionnelles élevées sur son passage et qui sont évidemment une incitation belliqueuse. A Saint-Cloud, il tombe dans un milieu encore plus excité. A la Cour, dominaient la Droite et le parti de la guerre : on n'y entendait de protestations que de la part de l'écuyer Bachon : « Je ne comprends pas, disait-il, qu'on songe à la guerre quand on ne peut plus se tenir à cheval. » On lui faisait froide mine. L'Impératrice convaincue, elle aussi, que la France était malade depuis Sadowa, s'était mise, après l'abattement passager signalé par le maréchal Vaillant, à écouter volontiers ce parti qui lui donnait des promesses de victoire. Le général Bourbaki, bon juge en matière de bravoure et de combat, connaissant à fond l'armée prussienne, lui prodiguait les assurances encourageantes : « Sur dix chances, lui disait-il, nous en avons huit. » Le plébiscite avait mis hors de toute atteinte la solidité de la dynastie, mais il n'avait pas rétabli la prépondérance de la France. Si la guerre n'était plus un intérêt dynastique, elle restait un intérêt national, et l'Impératrice croyait qu'il était du devoir de l'Empereur de relever notre prestige, d'autant plus qu'on ne pourrait plus le soupçonner d'être mû par une pensée personnelle. A son arrivée, elle accourt l'interroger : « Eh bien ! cela paraît fini. » Les visages s'assombrissent. L'Empereur s'explique. On l'écoute avec incrédulité, et on lui répète le mot courant : « Le pays ne sera pas satisfait. » Lorsque la nouvelle se répand dans le personnel du château, le mécontentement éclate comme au Corps législatif : — « L'Empire est perdu ! » s'exclame-t-on de toutes parts. « C'est une honte ! s'écrie l'Impératrice, l'Empire va tomber en quenouille. » Le général

Bourbaki, plus excité que les autres, décroche son épée, l'étend sur le billard et dit : « S'il en est ainsi, désormais je refuse de servir. » On apporte le texte de l'interpellation Duvernois. L'Empereur, qui en a deviné la maligne intention, la blâme; néanmoins, il y voit l'expression d'une exigence publique dont il sera peut-être difficile de ne pas tenir compte. Dans cet état des esprits, Gramont survient. Il raconte les échappatoires excédans de Werther, sa déclaration que le Roi est absolument étranger à la renonciation; il montre les défectuosités palpables de l'acte du prince Antoine. Alors l'Empereur oublie que toute résolution a été remise au Conseil du lendemain, « et, dit Gramont, des délibérations consciencieuses s'ouvrent aussitôt. »

Qui prit part à ces délibérations? Gramont ne le dit pas. Je sais seulement ceux qui n'y furent pas appelés. N'y furent pas appelés : le ministre de la Guerre, qui, rassuré, avait arrêté ses préparatifs, et dont cependant la responsabilité pouvait devenir si lourde; le garde des Sceaux, qui supportait presque seul le fardeau de la discussion publique dans les Chambres; le ministre de l'Intérieur, plus particulièrement informé des mouvemens de l'esprit public; le ministre des Finances, attentif aux perturbations du crédit de l'État; en un mot, en dehors du ministre des Affaires étrangères, aucun des membres du Cabinet. Le résultat de ces délibérations fut la dépêche suivante à Benedetti que Gramont alla immédiatement expédier (sept heures du soir) : « Nous avons reçu des mains de l'ambassadeur d'Espagne la renonciation du prince Antoine, au nom de son fils Léopold, à sa candidature au trône d'Espagne. Pour que cette renonciation du prince Antoine produise tout son effet, il paraît nécessaire *que le roi de Prusse s'y associe et nous donne l'assurance qu'il n'autoriserait pas de nouveau cette candidature*. Veuillez vous rendre immédiatement auprès du Roi pour lui demander cette déclaration, qu'il ne saurait refuser, s'il n'est véritablement animé d'aucune arrière-pensée. Malgré la renonciation qui est maintenant connue, l'animation des esprits est telle que nous ne savons pas si nous parviendrons à la dominer. Faites de ce télégramme une paraphrase que vous pourrez communiquer au Roi. Répondez le plus promptement possible. » C'est ce qu'on a appelé la demande de garanties.

Cette dépêche inconsidérée annulait la sage dépêche de 1 h. 40. Elle ne se contentait plus d'une participation du Roi au fait

présent, elle demandait un engagement en vue de faits problématiques de l'avenir et nous rejetait dans les hasards dont, sans elle, nous étions sûrs de sortir heureusement. Quelle nécessité de se précipiter ainsi? Quel péril était à redouter qu'on ne pût attendre avec patience une réponse de Madrid et de Berlin certaine dans quelques heures, et qui nous eût apporté des satisfactions suffisantes? Mais la Droite n'entendait pas que l'affaire se terminât pacifiquement. Cette demande de garanties était, comme on l'a vu, par l'interpellation de Duvernois qui l'avait précédée, sa conception. Au début, unissant sa voix à celle qui s'élevait de tous les cœurs français contre la candidature provocatrice, elle supposait que nous ne pourrions pas l'accepter, et que la Prusse ne voudrait pas la retirer. Dès que la perspective d'un retrait fut entrevue, elle changea de langage, et l'on entendit les mêmes personnes, qui avaient estimé la candidature Hohenzollern si menaçante que son succès eût été notre déchéance, affecter de ne la plus considérer que comme un événement secondaire, beaucoup trop grossi, dont on avait eu tort de s'alarmer, si on ne voulait pas y chercher l'occasion favorable de vider notre querelle permanente avec la Prusse. J'avais signalé à l'Empereur ce mouvement lorsqu'il commença à se produire, et je m'y étais opposé avec une intraitable résolution.

La Droite, n'espérant pas venir à bout de ma résistance, me déchirait rageusement. J'étais accusé de manquer de courage, de patriotisme et de clairvoyance. Le *Pays* et le *Public* avaient lancé les insinuations les plus désobligeantes. Oubliant qu'Olozaga était demeuré aussi étranger à la candidature Hohenzollern que moi-même, le *Pays* écrivait : « Quand M. Olozaga venait coqueter place Vendôme et offrir ses Toisons d'or, il savait sans doute que la vanité grise et trouble les têtes. Et si les yeux de nos gouvernans ont été fermés et aveuglés, c'est que peut-être tel grand cordon des Dames nobles leur servait de bandeau. » Le *Public* de Rouher était encore plus venimeux. Mais tout ce déchaînement de colère ne m'ébranlait pas. Gramont, après les engagemens pris envers moi et envers Lyons, l'Empereur, après l'assentiment qu'il avait donné à ses promesses, étaient aussi engagés que moi à ne pas élargir le débat. La Droite alors eut l'habileté infernale de ne pas braver en face une résistance dont elle était sûre de ne pas venir à bout; elle renonça à parler du traité de Prague et se mit à envenimer la

question Hohenzollern sur laquelle nous ne pouvions pas éluder la discussion. Elle saisit habilement ce qu'il y avait de critiquable dans la renonciation : les journaux anglais en constataient l'étrangeté ; elle était faite par le père pour le fils, et le *Standard* trouvait « ce procédé bizarre; » le *Times* s'étonnait de ne voir paraître nulle part le nom du prince Léopold lui-même, « qui est cependant majeur, âgé de trente-cinq ans et qui a eu une part active dans toute l'affaire. — Reste à savoir, ajoutait-il, jusqu'à quel point le jeune prince se croira lié par le désistement de son père. » La Droite raillait plus encore cette renonciation. « Le père Antoine, disait-elle, se joue de nous autant que l'a fait le père Augustenbourg. » Le 30 novembre 1852, le chef de la famille des Augustenbourg, sur l'honneur et la foi de prince, avait renoncé pour lui et son fils, moyennant un million et demi de doubles rixdales, à tous ses droits dans les duchés ; son fils n'en réclama pas moins cette succession, tout en gardant la somme reçue ; quand on lui contesta la validité de ses droits, il répondit : « Comment ! ils ne valent rien ! mais je les ai déjà vendus et ils sont encore bons ! » Que n'eussent pas dit les membres de la Droite s'ils avaient su que le prince Antoine n'avait renoncé au nom de son fils que parce que le prince Léopold avait d'abord refusé de le faire ?

Ils invoquaient ensuite des considérations historiques très spécieuses ; ils rappelaient cette pensée si forte de La Bruyère : « Ne songer qu'au présent, source d'erreur en politique. » C'est pourquoi, concluaient-ils, les hommes d'État sérieux ne sauraient considérer comme terminée une affaire de nature à recommencer tant qu'à la solution présente on n'aurait pas ajouté des mesures préservatrices contre un recommencement futur. Ils nous accablaient d'exemples d'affaires dont les solutions ont été subordonnées à une garantie pour l'avenir. A la suite d'un soulèvement, les Autrichiens, appelés par le Pape, avaient occupé les Légations ; Casimir Perier envoie aussitôt des troupes à Ancône et le Pape se décide à reconnaître cette mainmise sur une ville de son territoire, à la condition qu'elle sera temporaire et que les Français se retireront d'Ancône en même temps que les Autrichiens de Bologne. Nonobstant, Thiers, ministre des Affaires étrangères, subordonne le départ de nos troupes *à des garanties pour l'avenir* en cas d'une nouvelle intervention autrichienne, motivée par de nouveaux soulèvemens. Son successeur, Molé, les

Autrichiens s'étant retirés de Bologne, évacue Ancône, sans avoir obtenu ces garanties. Duchâtel, Thiers, Guizot, Broglie le lui reprochent au Parlement (1). Palmerston subordonna la fin de la guerre de Crimée à l'obtention des « *garanties pour l'avenir* contre les nouvelles entreprises possibles de la Russie (2). » La Prusse et l'Allemagne ne cessèrent de réclamer du gouvernement danois des *garanties pour l'avenir* en faveur des Allemands établis dans les Duchés. En 1869, lorsqu'on parla de la candidature Hohenzollern une première fois, si l'Empereur, fidèle aux exemples des politiques sérieux, n'avait pas regardé seulement au présent, s'il avait pris des sûretés pour l'avenir, il n'aurait pas été surpris par le guet-apens prusso-espagnol : on lui reprochait cette imprévoyance. Devait-il la commettre de nouveau, laisser ouverte la possibilité d'une troisième alerte ? Il fallait donc assurer l'avenir en demandant au roi de Prusse, non seulement l'approbation du retrait de la candidature, mais une garantie formelle qu'il n'autoriserait pas les princes à la renouveler.

Ces raisonnemens, en thèse, n'étaient pas dépourvus de vérité. Il est incontestable que, quand une affaire s'assoupit momentanément, il est prudent de prévoir par des garanties un recommencement possible. Mais tel n'était point le cas. L'aventure avait eu des conséquences si pénibles pour tous ceux qui y avaient été mêlés qu'on ne pouvait leur supposer la tentation de la recommencer, et le roi de Prusse, qui s'y était engagé à contre-cœur, ne voudrait certes plus en entendre parler. De plus, quand on délibère si l'on doit ou non accomplir un acte, il ne suffit pas de le considérer en lui-même : il faut tenir compte des circonstances au milieu desquelles il se produira. L'acquiescement du Roi à la demande de l'Empereur eût produit des conséquences déplorables pour lui. Si à la renonciation qui, malgré tous les démentis, lui était attribuée il avait ajouté un engagement quelconque, une clameur universelle se fût élevée contre son humiliation : c'était précisément la perfidie de la Droite d'avoir soulevé une exigence à laquelle il était impossible que notre adversaire fît droit. La demande de garanties ne pouvait être interprétée que comme une volonté d'amener la guerre.

La plupart des meneurs de la Droite (il convient toujours de faire une part aux sincères) se souciaient peu et de l'Espagne,

(1) Séance de la Chambre du 12 janvier 1839.
(2) Lettre de Palmerston à John Russell, 28 mars 1855.

et des Hohenzollern, et de l'avenir : le présent seul les occupait. Se flattant de la victoire que les généraux leur promettaient, ils voulaient d'une guerre dont nous ne voulions pas, afin de nous débusquer du gouvernement, de le reprendre et de jeter au ruisseau, comme une loque, le régime libéral. Ils attendaient de la mauvaise humeur du roi de Prusse le rejet de la demande de garanties : ils supposaient que ce refus aigrirait les esprits, que la querelle envenimée de part et d'autre les amènerait, par cette voie détournée, à la guerre.

Entre la poussée belliqueuse de la Droite et la politique pacifique du ministère, l'Empereur oscillait, se laissant tour à tour aller à l'une ou à l'autre de ces impulsions. La paix paraissait-elle assurée, il regrettait les satisfactions que la guerre eût données au pays et ressentait une secousse guerrière. La guerre semblait-elle imminente, il reculait et retombait sur son fond pacifique. Cette fois, en adoptant la demande de garanties de la Droite, il semblait bien qu'il eût pris parti pour la guerre, et comme il était certain que pour cette politique il n'obtiendrait ni mon concours, ni celui du Cabinet, il l'imposait par un acte de pouvoir personnel au seul de ses ministres qui pût se prêter à un tel oubli des règles protectrices du régime parlementaire. Gramont n'était pas imbu des exigences de ce régime; il restait l'ambassadeur habitué à obéir à tous les ordres de son souverain; de très bonne foi, il n'eut pas l'idée que ce n'était pas correct, et, ministre parlementaire, il s'associa à un acte destructif du pouvoir parlementaire. De sa part, ce n'était qu'obéissance et non préméditation belliqueuse; de la part de l'Empereur, j'en suis sûr, ce n'était que condescendance de la faiblesse, non volonté décidée de guerre. Mon habitude des procédés de son esprit et de la facilité avec laquelle, sans se laisser arrêter par des considérations d'amour-propre, il revenait sur ses pas s'il s'était trop avancé, me donne la conviction qu'une arrière-pensée le décida à passer de la sage résolution des Tuileries à la folle improvisation de Saint-Cloud. Il se dit qu'après tout cette demande de garanties, à laquelle il n'avait pas donné la forme d'un ultimatum public, n'était pas d'une telle nature qu'elle ne pût être abandonnée, si elle devait conduire à la guerre. Il oubliait que, dans des situations aiguës, certains actes produisent des effets immédiats et irrévocables et entraînent où l'on ne voulait pas aller.

Gramont put se convaincre, dès son retour au ministère, de la façon dont on interpréterait sa dépêche de Saint-Cloud. Lyons étant venu le voir, il ne lui dissimula pas ses objections sur le caractère insuffisant de l'acte du prince Antoine, et l'impossibilité, en présence de l'excitation de l'esprit public, de clore l'incident, sans avoir obtenu une satisfaction quelconque du roi de Prusse. Lyons exprima sa surprise. Il représenta que la situation était complètement modifiée : « Si la guerre survenait maintenant, toute l'Europe dirait que c'est le fait de la France, qu'elle s'est jetée dans une querelle sans cause sérieuse, par orgueil et par ressentiment. Peut-être, au premier moment, la Chambre et le pays exprimeraient quelque désappointement d'une résolution pacifique; mais le ministère est dans une meilleure situation s'il se contente de son triomphe diplomatique que s'il plonge le pays dans une guerre pour laquelle n'existe aucun motif avouable. » Il insista surtout sur les assurances qu'il avait été formellement autorisé à donner au gouvernement de la Reine, que, *si le prince retirait sa candidature, tout serait terminé.* C'était le langage même de la raison et de l'amitié. Gramont reconnut qu'il l'avait en effet autorisé à donner ces assurances, à la condition toutefois, que Lyons oubliait, que le prince Léopold retirerait sa candidature *sur le conseil* du roi de Prusse: ce conseil impliquait la garantie tacite que la candidature ne serait pas reprise. Le roi de Prusse avait refusé de donner ce conseil et il nous faisait déclarer par son ambassadeur qu'il était étranger à la résolution toute spontanée du prince Antoine; dès lors, la garantie sur laquelle nous comptions, à laquelle nous avions subordonné la fin de l'affaire, n'avait pas été obtenue. En raisonnant de la sorte, Gramont oubliait sa dépêche de 1 h. 40, dans laquelle, supposant une renonciation sans l'ordre ou le conseil du Roi, il se contentait d'une participation indirecte à une renonciation spontanée, et il n'avait aucune raison de croire, lorsqu'il consentit à lancer sa dépêche, que cette participation ne se produirait pas. Cependant, frappé des observations de l'ambassadeur, voulant, peut-être, se préparer une retraite, il dit à Lyons que la résolution définitive serait arrêtée dans le Conseil du lendemain et annoncée aussitôt après aux Chambres.

V

Je n'étais pas préoccupé de ce qui pouvait arriver de Berlin ou d'Ems. Je l'étais, au contraire, beaucoup de ce qui surviendrait de Madrid, et je redoutais toujours quelque nouvelle noirceur de Prim. Selon l'observation très juste de Gramont, le texte de la dépêche du prince Antoine était conçu de manière à soulever le sentiment public espagnol; on y remarquait comme une certaine affectation à admettre que la France portait atteinte à l'indépendance de ce peuple; on eût dit qu'il voulait établir une solidarité entre la candidature de son fils et la fierté nationale de l'Espagne. Il disait en effet : « Si je ne retirais pas la candidature de mon fils, le peuple espagnol ne pourrait prendre conseil que du sentiment de son indépendance, et l'élection serait assurée. Je la retire pour ne pas exposer l'Espagne à la nécessité de défendre ses droits. » Le gouvernement espagnol excité sous main par Prim, à l'exemple des Grecs après la renonciation du prince Alfred, ne se déciderait-il pas à passer outre et à proclamer roi le prince Léopold, à titre d'affirmation de son indépendance nationale? Le prince, qui personnellement n'avait pas renoncé, imitant la conduite de son frère Charles en Roumanie, ne débarquerait-il pas, à l'improviste, sur les côtes espagnoles? Une correspondance étrangère l'annonçait.

Dans la soirée, ayant ma femme à mon bras, je me dirigeai vers le quai d'Orsay où se trouvait alors l'ambassade d'Espagne. Olozaga dînait en ville. Nous l'attendîmes quelque temps en nous promenant sur le quai : il n'avait encore rien reçu de Madrid, mais il me rassura; il ne doutait pas que son initiative ne fût approuvée; si on la désavouait, il cesserait aussitôt d'être ambassadeur; il l'avait notifié, et l'on n'oserait pas s'exposer à cet embarras. Il me confirma ce que l'Empereur m'avait raconté de la manière dont la renonciation avait été amenée. « Malgré l'intimité de nos rapports, me dit-il, je ne vous ai instruit de rien, parce que le secret le plus absolu était la première condition du succès. Sur mon insistance, l'Empereur n'a pas gardé une réserve moindre. » Et il me conta alors sa visite pendant le Conseil du matin aux Tuileries. Il ajouta à ces confidences les avis les plus affectueux et les plus sensés : « Croyez-moi, de notre côté tout est terminé, la renonciation sera acceptée, la candidature ne sera

pas reprise; ne vous inquiétez pas, ne précipitez pas vos résolutions, et cela s'arrangera. »

Quoiqu'il fût tard, onze heures passées, nous montâmes ensuite chez Gramont, dont le ministère était à quelques pas, afin de lui redire ce que je venais d'entendre de la bouche d'Olozaga, et de savoir si d'Ems n'était pas venue quelque information. En réponse à ma demande, Gramont me présenta son télégramme de sept heures réclamant des garanties. Je n'en avais pas achevé la lecture qu'on annonça un aide de camp porteur d'une lettre de l'Empereur. Gramont la lut, puis il me la passa. Elle était ainsi conçue : « Palais de Saint-Cloud, le 12 juillet 1870. — Mon cher duc, en réfléchissant à nos conversations d'aujourd'hui et en relisant la dépêche *du père Antoine*, comme l'appelle Cassagnac, je crois qu'il faut se borner à accentuer davantage la dépêche que vous avez dû envoyer à Benedetti en faisant ressortir les faits suivans : — 1° Nous avons eu affaire à la Prusse, et non à l'Espagne. — 2° La dépêche du prince Antoine adressée à Prim est un document non officiel pour nous, que personne n'a été chargé en droit de nous communiquer. — 3° Le prince Léopold a accepté la candidature au trône d'Espagne, et c'est le père qui renonce. — 4° Il faut donc que Benedetti insiste comme il en a l'ordre, pour avoir une réponse catégorique par laquelle le Roi s'engagerait pour l'avenir à ne pas permettre au prince Léopold, qui n'est pas engagé, de suivre l'exemple de son frère et de partir un beau jour pour l'Espagne. — 5° Tant que nous n'aurons pas une communication officielle d'Ems, nous ne sommes pas censés avoir eu de réponse à nos justes demandes. — 6° Tant que nous n'aurons pas eu cette réponse, nous continuerons nos armemens. — 7° Il est donc impossible de faire une communication aux Chambres avant d'être mieux renseignés. — Recevez, mon cher duc, l'assurance de ma sincère amitié. »

Voici l'explication de cette lettre : dans la soirée, quelques membres de la Droite, parmi lesquels Jérôme David et Cassagnac, étaient venus à Saint-Cloud. Ils avaient raconté (ce qui était vrai) que la renonciation du père Antoine était la fable de Paris; ils avaient effrayé l'Empereur des périls et du ridicule auxquels il s'exposait en se payant d'une satisfaction dérisoire, lui avaient montré le mécontentement de l'armée, la désaffection du peuple, les ricanemens hostiles de l'opposition, notre abais-

sement définitif en Europe, et ils l'avaient menacé du discours furibond de Gambetta dont il était question dans les couloirs. L'Empereur, sous l'influence de leurs paroles, s'enfonçant dans sa défaillance, avait écrit à Gramont « d'accentuer davantage la dépêche qu'il avait dû envoyer à Benedetti. » La poussée intérieure de Saint-Cloud avait amené le télégramme de sept heures, la poussée extérieure des visiteurs du soir dicta la lettre à Gramont.

Quelque haut qu'on ait placé son âme au-dessus des susceptibilités vulgaires, il est impossible de ne pas ressentir certains procédés. Être demeuré d'accord avec l'Empereur, à trois heures, qu'aucune détermination ne serait prise avant le lendemain au Conseil, et apprendre après onze heures du soir, par hasard, qu'une détermination grave a été adoptée, mise à exécution, sans qu'on ait été ni consulté, ni prévenu; là où l'on arrivait pour une conversation dénouée se trouver en présence d'un fait accompli d'une importance majeure, il y avait de quoi justifier une explosion de rudes paroles. Cependant, je dominai mon sentiment. Cette lettre de l'Empereur, la première traçant une ligne de conduite au ministère qui ne me fût pas adressée, me faisait apparaître la demande de garantie, non comme l'incitation d'un collègue oublieux des devoirs de la solidarité ministérielle, mais comme un acte du pouvoir personnel auquel Gramont s'était prêté par habitude de métier. Ce ne fut pas à lui, ce fut à l'Empereur que je me réservai d'adresser ma plainte. A l'heure actuelle, que faire? Je n'avais pas le pouvoir d'exiger de Gramont qu'il reprît son télégramme de sept heures envoyé en vertu d'un premier ordre, pas davantage celui de lui interdire d'exécuter le second ordre qu'il venait de recevoir. Tout au plus aurais-je pu le prier de se rendre avec moi auprès de l'Empereur, afin de l'amener à rétracter ses injonctions. Si nous eussions été en plein jour, je n'y aurais pas manqué. Mais à minuit je n'y pouvais songer. Aurais-je réussi à aborder l'Empereur, l'aurais-je amené à révoquer ses instructions et à n'y point persister, ces démarches eussent employé une partie de la nuit et un contre-ordre ne serait parvenu à Benedetti qu'après qu'il aurait exécuté l'ordre. Le fait était irrévocablement accompli; je n'avais l'option qu'entre deux partis : ou protester par une démission, ou m'ingénier à annuler les conséquences de ce fait que je ne pouvais plus empêcher.

Quoique très blessé, je crus que je devais d'abord atténuer l'effet d'une démarche que je ne pouvais plus empêcher. Je dis à Gramont d'un ton navré : « On va vous accuser d'avoir prémédité la guerre et de n'avoir vu dans l'incident Hohenzollern qu'un prétexte de la provoquer. N'accentuez pas votre première dépêche comme vous le prescrit l'Empereur, atténuez-la. Benedetti aura déjà accompli sa mission lorsque cette atténuation lui parviendra, mais dans la Chambre vous y trouverez un argument pour établir vos intentions pacifiques. » Alors, je m'assis devant un bureau, et j'écrivis les deux paragraphes suivans : « Afin que nous soyons sûrs que le fils ne désavouera pas le père et qu'il n'arrivera pas en Espagne, comme son frère l'a fait en Roumanie, il est indispensable que le Roi veuille bien nous dire qu'il ne permettra pas au prince de revenir sur la renonciation communiquée par le prince Antoine. Dites bien au Roi que nous n'avons aucune arrière-pensée, que nous ne cherchons pas un prétexte de guerre, et que nous ne demandons qu'à sortir honorablement d'une difficulté que nous n'avons pas créée nous-mêmes (1). »

La différence entre ce texte et le premier était considérable. C'était une transformation plus qu'une atténuation : indépendamment de l'assurance pacifique qui ne se trouvait pas dans le premier, il contenait un amoindrissement de la demande de garanties ; la dépêche de sept heures réclamait une garantie générale en vue de toutes les éventualités de l'avenir, mon texte limitait cette garantie au présent et n'avait en vue que le cas où Léopold ne ratifierait pas la *renonciation actuelle* faite par son père. Le champ de la discussion se restreignait ainsi singulièrement.

Ces lignes écrites, je me levai, et comme je n'avais pas

(1) Voici le texte intégral : « L'Empereur me charge de vous faire remarquer que nous ne saurions considérer la renonciation que nous a communiquée l'ambassadeur d'Espagne et qui ne nous est pas adressée directement, comme une réponse suffisante aux justes demandes adressées par nous au roi de Prusse ; encore moins saurions-nous y voir une garantie pour l'avenir. Afin que nous soyons sûrs que le fils ne désavouera pas son père ou qu'il n'arrivera pas en Espagne comme son frère l'a fait en Roumanie, il est indispensable que le Roi veuille bien nous dire qu'il ne permettra pas au prince de revenir sur la renonciation communiquée par le prince Antoine. — M. de Bismarck arrivant à Ems, veuillez y rester jusqu'à ce que vous soyez appelé à Paris. Dites bien enfin au comte de Bismarck et au Roi que nous n'avons aucune arrière-pensée, que nous ne cherchons pas un prétexte de guerre, et que nous ne demandons qu'à sortir honorablement d'une difficulté que nous n'avons pas créée nous-mêmes. »

encore vu clairement la conduite que devait me conseiller l'acte grave qui venait de m'être révélé, je partis troublé et soucieux. Gramont trouva mon conseil bon, mais il ne le suivit qu'à demi. Il juxtaposa mon texte, qui restreignait la garantie au fait présent, à son texte précédent, qui la réclamait pour l'avenir, et il mit ainsi une contradiction dans la nouvelle dépêche qu'après mon départ il adressa à Benedetti. Du reste, ainsi que je l'avais prévu, cette dépêche expédiée à 11 h. 45 n'arriva à Benedetti que le lendemain à 10 heures et demie, lorsqu'il avait déjà vu le Roi.

VI

Au ministère, je trouvai Robert Mitchell. Il me demanda comment il devait présenter, dans le *Constitutionnel* du lendemain matin, la renonciation du prince Antoine. N'ayant pas encore réfléchi au parti que j'allais prendre, je ne lui parlai pas de la demande de garanties, et ne lui exprimai que ma pensée propre, ce qui était une manière de commencer la lutte avec Saint-Cloud : « Déclarez que nous sommes satisfaits et que tout est fini. » Mitchell, qui soutenait de la verve de son merveilleux esprit, et du courage d'un brave cœur, la cause de la paix presque seul au milieu des ardeurs guerrières de la plupart des journalistes parisiens, accueillit mes assurances comme une victoire personnelle, et, me félicitant chaudement, partit tout enchanté rédiger sa note pacifique.

Resté seul, je débattis, pendant une longue nuit d'insomnie, la conduite que je devais suivre, et je revins sur tous les incidens de la journée. Mon premier mouvement fut d'envoyer ma démission : « Vous étiez trop surchargé d'affaires, — m'a écrit un de mes collègues qui connaissait la Droite de près depuis longtemps, Parieu, — pour observer tout ce qui se tramait autour de vous. » Sans avoir eu, en effet, le temps d'observer leur trame, je l'avais devinée. Je me sentais trahi, mal servi, de tous les côtés ; il fallait faire une épuration de l'ancien personnel, et je n'avais pas la dureté de cœur de l'opérer. Je me sentais profondément blessé de cette renaissance du pouvoir personnel. J'étais las et désireux de reprendre haleine ; l'idée d'être obligé de donner le signal d'une guerre me bouleversait ; l'occasion de me retenir était opportune, j'eus une violente tentation de la saisir.

En creusant mes pensées, cette retraite me parut un acte d'égoïsme condamnable. C'eût été, comme les Saxons, au milieu de la bataille, passer à l'ennemi, donner raison à Bismarck, augmenter l'arrogance de ses refus, convier l'Europe à se prononcer contre nous, enfin détruire l'unique espérance de paix qui nous restait encore. Je n'avais aucun doute sur ce qui allait advenir. Le roi de Prusse approuverait la renonciation, mais il repousserait toute promesse de garanties. A la suite de ma démission, un ministère de guerre, tout préparé dans la coulisse, me remplacerait et répondrait au refus du Roi par de hautaines insistances dont la guerre serait inévitablement sortie. En demeurant aux affaires, j'avais au contraire l'espérance de faire annuler la demande de garanties et d'obtenir du Conseil et de l'Empereur lui-même qu'ils accepteraient le refus du Roi sans prolonger la crise par d'inutiles insistances. Quand Daru envoya son memorandum sans consulter le Conseil, je ne m'étais pas retiré, et j'avais réussi à anéantir ce memorandum. C'était encore la meilleure conduite à suivre. J'étais certain de la majorité dans le Conseil; la Chambre me suivrait-elle et ne succomberais-je pas sous une coalition de Droite et de Gauche? Je ne le croyais pas, tant que l'Empereur serait avec moi. Dans tous les cas, je tomberais noblement, n'ayant pas sacrifié l'intérêt de mon pays à une susceptibilité personnelle, quelque légitime qu'elle fût. Je n'envoyai donc pas ma démission. Par là, il est vrai, je me rendais solidaire officiellement d'un acte que je déplorais. En apparence, je m'y associais, mais comme le paratonnerre s'associe à la foudre pour la conjurer.

ÉMILE OLLIVIER.

CHAMFORT

A PROPOS DE LA SUPPRESSION DES ACADÉMIES EN 1793

I

L'ÉCRIVAIN ET LE POLITIQUE

Les Académies furent supprimées par la Convention en 1793 (1). Déjà en août 1790, à l'Assemblée nationale, elles avaient été fort menacées. Comprenant le danger, l'Académie française, la plus directement visée, avait accepté dans un projet soumis à la Commission d'Instruction publique de se réformer, de s'accommoder à l'esprit nouveau, de se plier aux modifications réclamées par l'opinion. Mais c'était bien de réformes qu'il s'agissait! On ne voulait rien moins que la détruire, et Mirabeau s'apprêtait à le lui faire voir clairement en prononçant contre elle un discours dû à la plume de son ami Chamfort, quand il mourut presque subitement le 2 avril 1791. Cette mort sauva les Académies, — non pas pour longtemps. Avec la Convention les attaques reprirent, de plus en plus fréquentes et violentes à mesure que la crise se précipitait. Enfin, dans la séance du 8 août 1793, sur

(1) Voyez la *Revue* du 15 août 1907. — Dans un article intitulé *la Suppression des Académies en 1793*, M. Boissier annonçait son intention de reparler quelque jour de Chamfort à propos du Discours sur les Académies. Ce projet, la mort ne lui a pas permis de l'exécuter entièrement. Mais les notes étaient recueillies, le travail de composition déjà commencé. D'après ces papiers, nous avons rédigé l'étude qu'on va lire. Nous espérons n'avoir pas été trop infidèle à la pensée qui l'a conçue. — *Edmond Courbaud.*

le rapport de Grégoire, on décida, sans discussion, « que toutes les académies et sociétés littéraires, patentées ou dotées par la nation, seraient supprimées. » Quatre jours après, on apposait les scellés sur les salles du Louvre où se tenaient les réunions académiques. C'était la fin.

De la polémique soulevée par cette suppression, il n'est guère resté que le discours de Chamfort, publié par l'auteur sous son nom après la mort de Mirabeau, et la réponse de Morellet à ce discours. Le premier de ces deux ouvrages est intéressant par lui-même ; mais il nous est surtout une occasion d'aborder l'homme qui l'a écrit. On verra qu'il n'est peut-être pas inutile d'étudier la place qu'a tenue ce curieux personnage dans la littérature et la politique de son temps.

I

Chamfort est l'un des hommes de la Révolution sur lesquels on a le plus de peine à s'entendre. Les discussions à propos de lui ont commencé presque au lendemain de sa mort. Quelques mois après le 9 thermidor, un journaliste refusait de le mettre parmi les victimes de la Terreur dont on célébrait pieusement le souvenir, sous prétexte qu'il était lui-même un terroriste : il ne convenait donc pas de le plaindre d'avoir subi le sort dont il menaçait les autres. A ces attaques Rœderer répondit dans le *Journal de Paris* (18 mars 1795) par un article spirituel et sensé qui n'était pas une apologie sans réserve (1). Tout en disculpant Chamfort de la plupart des reproches qu'on lui adressait, il avouait les faiblesses de son caractère. Ce n'était pas, disait-il, un esprit sage, ni même en politique un esprit éclairé. Il avait juré la guerre aux abus et aux vices de l'ancien régime ; mais « il croyait nécessaire de la faire à outrance, sans précaution comme sans mesure : voilà son erreur. »

La réponse de Rœderer n'a pas mis fin au débat. S'il dure encore, c'est peut-être que nous manquons, pour juger Chamfort, de renseignemens décisifs. Il est à remarquer que dans ses ouvrages, qui sont peu nombreux, il ne parle presque jamais de lui-même. Il n'a pas laissé de mémoires. Nous n'avons de lui

(1) Article inséré par Auguis dans son édition des *Œuvres* de Chamfort, V, p. 339 et suivantes.

qu'une vingtaine de lettres, assez inexactement recueillies et parfois écrites à des correspondans inconnus. C'est seulement dans ses *Maximes et Pensées* que se retrouve un accent personnel; c'est sur elles qu'on le juge. Si l'écrivain y gagne, il n'en est pas de même de l'homme. Nées d'un esprit aigri et d'une âme de misanthrope, elles ont presque toutes une âcre saveur et laissent après elles un goût amer. Cependant il s'y rencontre quelques traits qui pourraient nous donner de lui une meilleure opinion : il n'est que juste de le reconnaître d'abord.

Ainsi, on est blessé de la façon dont il juge ordinairement les femmes. Il ne les croit pas capables d'un sentiment sérieux. « Les femmes, d'après lui, ont des fantaisies, des engoûmens, quelquefois des goûts; elles peuvent même s'élever jusqu'aux passions : ce dont elles sont le moins susceptibles, c'est l'attachement. Elles sont faites pour commercer avec nos faiblesses, avec notre folie, mais non avec notre raison. Il existe entre elles et les hommes des sympathies d'épiderme, et très peu de sympathies d'esprit, d'âme et de caractère. C'est ce qui est prouvé par le peu de cas qu'elles font d'un homme de quarante ans : je dis même celles qui sont à peu près de cet âge (1). » Or il semble qu'il ait tenu à se donner à lui-même le plus éclatant démenti et à nous convaincre que ses affirmations étaient impertinentes. Une des rares lettres que nous ayons conservées parle de la rencontre qu'il fit « d'un être dont le pareil n'existe pas dans sa perfection, » et auprès duquel il goûta pendant deux ans le charme d'une société douce et d'une amitié délicieuse. « C'était une femme, nous dit-il; et il n'y avait pas d'amour, parce qu'il ne pouvait y en avoir, puisqu'elle avait plusieurs années de plus que moi (2); mais il y avait plus et mieux que de l'amour, puisqu'il existait une réunion complète de tous les rapports d'idées, de sentimens et de positions... Je l'ai perdue, après six mois de séjour à la campagne dans la plus profonde et la plus charmante solitude. Ces six mois, ou plutôt ces deux ans, ne m'ont paru qu'un instant dans ma vie (3). » Sa douleur fut si vive qu'il avouait à Mme Agasse, chez laquelle il l'avait connue, n'avoir pas eu le courage, aussitôt après ce coup terrible, d'aller lui faire visite.

(1) Chamfort, *Œuvres*, éd. Auguis, I, p. 412.

(2) Elle était la veuve d'un médecin du Comte d'Artois et s'appelait Mme Buffon elle avait au moins une douzaine d'années de plus que lui.

(3) Éd. Auguis, V, p. 274-75.

« J'ai craint votre présence autant que je la désire. J'ai craint d'être suffoqué en voyant, dans ces premiers jours, la personne que mon amie aimait le plus et dont nous parlions le plus souvent. » Et il terminait sa lettre par ces mots : « Je m'arrête, et ne puis plus écrire. Les larmes coulent ; et c'est, depuis qu'elle n'est plus, le moment le moins malheureux (1). »

Ici, la contradiction est complète ; il n'a pas cherché à la dissimuler. Ailleurs elle se devine. On ne revient pas de sa surprise, au milieu de toutes ces *Pensées* qui trahissent une si grande sécheresse, de lire ce qui suit : « Lorsque mon cœur a besoin d'attendrissement, je me rappelle la perte des amis que je n'ai plus, des femmes que la mort m'a ravies ; j'habite leur cercueil ; j'envoie mon âme errer autour des leurs. Hélas ! je possède trois tombeaux (2). » Mais ce sont là des éclairs fugitifs, et il n'y a guère, dans ce qu'il nous a laissé, de confidences de ce genre. Heureusement, c'était un personnage important, qu'on remarquait. Les gens qui l'ont rencontré dans le monde n'ont pas manqué de nous dire l'effet qu'il leur avait produit et l'opinion qu'ils en avaient prise. Puisqu'il n'a pas cherché à se faire connaître lui-même, interrogeons ceux qui nous parlent de lui.

II

Ils nous disent que c'était un causeur éblouissant : sur ce point, tout le monde est d'accord. Il n'avait guère de rivaux dans ces salons où fréquentaient pourtant Rulhière, Rivarol et tant d'autres. On se le disputait dans les sociétés les plus difficiles, à Chanteloup, chez les Choiseul, à l'hôtel de Vaudreuil, chez Mme Suard, chez Mme Helvétius. Plus tard, dans les jours troublés de la Révolution, Mme Roland prenait un très vif plaisir à sa conversation. Elle avait pourtant observé que, devant un auditoire nombreux et brillant, il lui arrivait d'être intempérant de paroles. C'est le défaut des beaux parleurs de s'emparer ainsi de l'entretien et de ne pas y faire toujours la part des autres. Aussi le prisait-elle davantage en petit comité, avec cinq ou six per-

(1) Ed. Auguis, V, p. 304.
(2) *Ibid.*, I, p. 408.

sonnes. Mais elle se hâte d'ajouter qu'après tout elle lui pardonnait facilement de parler plus qu'un autre, parce qu'il l'amusait plus qu'un autre. « Il a souvent, disait-elle, de ces boutades heureuses qui font, chose très rare, rire et penser tout à la fois (1). » Vers le même temps, Chateaubriand, tout frais débarqué de Bretagne et fort émerveillé de Paris, le rencontra plusieurs fois chez sa sœur, Mme de Farcy, chez qui Ginguené l'amenait. Il nous le dépeint dans un de ces momens où il s'abandonne à la fièvre de l'entretien (2), avec sa figure pâle, son teint maladif, son œil bleu, souvent voilé dans le repos, mais lançant l'éclair quand il venait à s'animer, ses narines un peu ouvertes, qui donnaient à sa physionomie l'expression de la sensibilité et de l'énergie, sa voix flexible dont les modulations suivaient les mouvemens de son âme. A la manière dont il parle de lui, malgré les raisons qu'il avait de ne pas l'aimer, on voit qu'il avait été sous le charme.

Les grands causeurs sont exposés à disparaître tout entiers. Il ne reste guère d'eux, après leur mort, que ce qu'ont bien voulu nous en dire ceux qui les ont entendus. Chamfort a eu plus de chance, et nous avons conservé quelque chose de ses conversations. Il s'était bien aperçu lui-même que le succès de sa parole tenait surtout à deux procédés qui lui étaient familiers : d'abord aux anecdotes piquantes dont sa mémoire était fournie, qu'il savait placer à propos et raconter avec beaucoup d'agrément; ensuite, et plus encore, au talent qu'il possédait, une fois son idée largement développée, de la résumer en une maxime brève, frappante, et qu'on n'oubliait pas. Voyant le plaisir que ces anecdotes et ces maximes faisaient à ses auditeurs, il songea à ne pas les laisser perdre. Il prit l'habitude de les écrire chaque jour sur de petits carrés de papier, qui furent trouvés par ses amis dans ce taudis de la rue Chabanais où il mourut. Les *Anecdotes* formaient ainsi « un immense répertoire (3); » il y puisait largement pour ses conversations ultérieures (4). Si ce recueil, très curieux, est moins consulté de nos jours, c'est qu'on n'a plus besoin d'aller y chercher les traits de mœurs ou les bons

(1) Mme Roland, *Mémoires* (*Portraits et anecdotes*), éd. Perroud, I, p. 180.
(2) *Essai sur les Révolutions*, liv. I, 1re partie, ch. XXIV (note de Chateaubriand).
(3) Lettre de Mirabeau, citée par Auguis dans son édition de Chamfort, V, p. 418.
(4) Chateaubriand trouve même qu'il y puisait trop et qu'il abusait de l'anecdote (*passage cité*).

mots qu'il renferme : la plupart d'entre eux courent le monde. Des *Maximes et Pensées* il s'occupait davantage. On sent qu'il prenait plus de soin à les rédiger; il en aiguisait la pointe. Il les groupait aussi en différens chapitres, d'après le sujet : maximes générales ou pensées morales, de la société, des grands, des femmes, de l'amour, du mariage, etc. On a des raisons de croire qu'il a commencé à les écrire vers 1780. Il y travaillait quand éclata la Révolution et, après la prise de la Bastille, il y ajouta un chapitre pour accabler d'injures la vieille société qui s'effondrait. Il ne songeait pas alors qu'il allait perdre lui-même beaucoup à sa ruine. Ces gens du monde dont il était l'homme, ces grandes dames pour lesquelles il faisait ses dépenses d'esprit, vont fuir Paris et la France. Les salons se fermeront. Où trouvera-t-il maintenant l'occasion de conter ses anecdotes? Comment pourra-t-il entretenir ses provisions d'idées, si l'on ne se réunit plus pour causer? L'ouvrage, qu'alimentent ses improvisations de tous les soirs, demeurera interrompu. Et c'est grand dommage; car il n'a rien fait de meilleur. N'importe; tel qu'il est et bien qu'inachevé, il suffit à lui assurer une place distinguée dans cette élite de grands écrivains moralistes qui sont l'honneur des lettres françaises.

De tous nos moralistes, c'est peut-être Chamfort qui a le plus malmené la société de son temps et l'humanité tout entière. Il a beau prétendre que la meilleure philosophie, quand on juge ses semblables, est d'allier le sarcasme de la gaieté avec l'indulgence du mépris (1) : l'indulgence est rare chez lui. Je ne crois pas qu'il ait épargné personne. Toutes les situations, tous les états, grands et petits, gens de robe et gens de plume, hommes et femmes, tout y passe. Les courtisans ne sont que des pauvres enrichis par la mendicité (2). Pour caractériser la manière dont ils vivent entre eux, il se contente de dire : « Amitié de cour, foi de renards et société de loups (3). » S'il leur arrive de protéger les beaux esprits, de se lier avec eux, ne cherchez pas à ces liaisons des motifs élevés; c'est uniquement parce qu'il y a des gens qui ont plus de dîners que d'appétit, alors que d'autres ont plus d'appétit que de dîners (4). Dans tous les cas, quand les

(1) Éd. Auguis, I, p. 345.
(2) *Ibid.*, I, p. 392.
(3) *Ibid.*, I, p. 379.
(4) *Ibid.*, I, p. 377.

grands s'attachent un homme de mérite, ils exigent de lui un avilissement préalable, et pour quelle récompense! « Ils veulent qu'on se dégrade, non pour un bienfait, mais pour une espérance; ils prétendent vous acheter, non par un lot, mais par un billet de loterie (1). » Les écrivains, qui acceptent d'être protégés, surtout les poètes, lui paraissent ressembler « à des paons, à qui on jette mesquinement quelques graines dans leur loge, et qu'on en tire quelquefois pour les voir étaler leur queue (2). » Ont-ils le désir de plaire : il faut qu'ils se résignent à choisir « entre le rôle d'une courtisane et celui d'une coquette, ou, si l'on veut, d'un comédien (3). » Mais il ne lui suffit pas de s'en prendre aux protecteurs insolens et aux protégés serviles, quoiqu'ils soient l'objet ordinaire de ses railleries; il s'attaque encore à tout le monde. « Le caractère naturel du Français est composé des qualités du singe et du chien couchant. Drôle et gambadant comme le singe et, dans le fond, très malfaisant comme lui, il est, comme le chien de chasse, né bas, caressant, léchant son maître qui le frappe, se laissant mettre à la chaîne, puis bondissant de joie quand on le délivre pour aller à la chasse (4). »

C'est à peu près sans doute ce que disait Chamfort dans ces conversations qu'on entendait avec tant de plaisir. Il est même probable qu'il y était plus emporté, plus fougueux, que ses invectives devenaient plus violentes, ses railleries plus cruelles, lorsqu'il cédait à l'enivrement de sa parole. Remarquons qu'en écrivant ses *Maximes* il a supprimé les noms propres. Dans les salons ils devaient lui venir naturellement sur les lèvres, et il n'était pas homme à les taire. Il a lui-même parlé « de cette âpreté dévorante dont il n'était plus le maître, » et il a l'air de se la reprocher, puisqu'il avoue « qu'elle le rendait odieux. » Mme Helvétius était parmi les personnes qui l'écoutaient le plus volontiers. Cependant, après s'être amusée des heures entières de sa malignité, après avoir souri à chaque trait, elle disait souvent à Morellet, quand l'impitoyable railleur était parti : « L'abbé, avez-vous rien vu de si fatigant que la conversation de Chamfort? Savez-vous qu'elle m'attriste pour toute la journée? » Et

(1) Éd. Auguis, I, p. 380.
(2) *Ibid.*, I, p. 429-430.
(3) *Ibid.*, I, p. 424.
(4) *Ibid.*, I, p. 436.

Morellet ajoute : « Cela était vrai (1). » Mais si les délicats témoignaient quelques scrupules au sujet de ces violences, il est bien certain qu'elles plaisaient au plus grand nombre, surtout condensées, comme elles l'étaient, en une formule rapide et marquées d'un trait incisif. Telle était la manière ordinaire de Chamfort; selon Rœderer (2), cette manière est la bonne. Les vérités les plus importantes se perdent, quand elles sont noyées dans des écrits volumineux. Il faut, pour qu'elles produisent leur effet, qu'une phrase énergique les dégage, les isole, leur donne leur relief, « comme un métal précieux qu'on met en lingot, qu'on affine, auquel on imprime sous le balancier » des caractères qui ne s'effacent plus. « Chamfort, continue Rœderer, n'a cessé de frapper de ce genre de monnaie et souvent il a frappé de la monnaie d'or. Il ne la distribuait pas lui-même au public; mais ses amis se chargeaient volontiers de ce soin. » Il en a cependant transmis directement quelque chose à la postérité. Ses *Maximes*, écrites au sortir des salons, nous renvoient l'écho immédiat de sa parole parlée. En lisant l'ouvrage, il nous semble l'entendre lui-même, cet homme « toujours en état d'épigramme (3), » ce mordant, sarcastique, mais bien spirituel causeur. Nous y retrouvons encore aujourd'hui les qualités qui le rendaient si brillant dans le monde.

III

Ce qu'il y a de tout à fait surprenant, c'est que ces qualités ne sont pas dans ses autres ouvrages. Rien chez lui, ni ses poésies, ni ses discours académiques, ni ses pièces de théâtre, ne ressemble aux *Maximes et Pensées*. Il suffit, pour s'en convaincre, d'un coup d'œil jeté sur ses œuvres.

On ne peut pas douter qu'il n'ait songé, dès qu'il eut quitté le collège, à tenter la fortune des lettres. C'était le rêve de presque tous les jeunes gens, quand ils n'avaient pour toute ressource qu'une bonne instruction et qu'ils devaient se faire eux-mêmes leur place dans la société. S'ils montraient quelque talent, comme

(1) *Mémoires* de Morellet, t. II, ch. II, p. 21 (Paris, Ladvocat, 1821).
(2) Article déjà cité du *Journal de Paris*, dans Auguis, V, p. 346.
(3) C'est ainsi, selon lui, que doit être « l'honnête homme, détrompé de toutes les illusions. » Ed. Auguis, I, p. 410.

on aimait avec passion la littérature, on leur était favorable. Quelques-uns arrivaient à percer les rangs de la foule. La célébrité de ceux qui réussissaient empêchait de voir l'échec des autres, et tous, avec confiance, se jetaient sur les pas des heureux à la conquête de la réputation et de la fortune. En général, ils débutaient par une publication poétique. Jamais le goût pour la poésie ne fut plus fort que dans ce XVIIIe siècle, le plus prosaïque qu'il y ait eu. Prose et vers d'ailleurs, presque tous les écrivains se piquaient de posséder la double vocation; mais c'est sur les vers surtout qu'ils comptaient pour se faire vite un nom. Rulhière, le futur historien de la Révolution de Russie, composa d'abord un poème sur les *Disputes*, qui eut la chance de plaire à Voltaire, et quelques lignes envoyées de Ferney suffirent pour le mettre à la mode. Ginguené, qui devait finir par composer une consciencieuse histoire de la littérature italienne, arriva de Rennes, pauvre et inconnu, sans autre bagage qu'un conte léger intitulé : *la Confession de Zulmé;* cette bagatelle lui ouvrit la porte de tous les salons (1).

Chamfort fit des vers comme les autres; seulement, il les fit plus mal que les autres. A la peine qu'ils lui coûtaient, il aurait dû s'apercevoir que ce n'était pas son talent. Il s'obstina : toute sa vie il a fait des vers médiocres. Il faut dire que l'Académie encouragea cette faiblesse. En 1764 elle avait mis au concours l'*Épître d'un père à son fils sur la naissance d'un petit-fils*. Chamfort eut le prix. Sa pièce ne vaut pas grand'chose, et l'on a peine à comprendre, quand on la lit, comment elle fut couronnée. Mais il faut se reporter à l'époque où elle parut. *La Nouvelle Héloïse* était encore dans la fleur de sa nouveauté; l'*Émile* venait d'être publié. Jean-Jacques avait remis en vogue la vie de famille; il suffisait de la peindre pour attendrir le public. Représenter un père qui prend son fils dans ses bras au moment de sa naissance, et, par un serment solennel,

Promet de l'élever dans le sein paternel,

(1) Cette *Confession de Zulmé* amena un incident curieux. Quelques personnes, profitant de ce que tout d'abord elle n'avait pas été publiée, s'en attribuèrent la propriété. L'une d'elles, quand l'auteur véritable réclama, poussa l'audace jusqu'à l'accabler d'injures et le menaça de le poursuivre en justice. « On a vu, dit Ginguené, des plagiaires s'attribuer l'œuvre d'autrui, mais non pas, que je sache, attaquer le véritable auteur. »

c'était s'assurer un succès de larmes : l'émotion empêchait d'être sévère. S'attaquer à ces prisons,

> Où le vil préjugé vend d'obscures erreurs
> Que la jeunesse achète aux dépens de ses mœurs

(entendez par là les collèges), c'était soulever les applaudissemens unanimes. Et quand, prévoyant et bénissant d'avance le futur mariage du nouveau-né, on s'écriait :

> Respectable hyménée,
> Que par toi de son être étendant le lien,
> Mon fils, pour être heureux, soit homme et citoyen,

l'admiration où plongeait ce dernier vers faisait oublier la platitude du précédent. En réalité, ce jour-là, le prix de l'Académie fut donné à Jean-Jacques Rousseau plus qu'à Chamfort.

C'est encore Rousseau que le public acclama à la Comédie-Française, le 30 avril 1764, quand Chamfort y donna *la Jeune Indienne*. On lui sut gré de mettre sur la scène un enfant de la nature

> En habit de sauvage, en longue chevelure,

qui ne comprend rien à nos conventions sociales, appelle l'or « un métal stérile » et s'indigne du prix qu'on y attache chez nous. Il a voulu, conformément au goût du temps, glorifier l'état sauvage dans sa Betti, bien qu'il lui prête par instans un langage qui ne convient guère à son rôle ; elle parle de sa *flamme*, de ses *feux*, comme une amoureuse de Racine, et elle reproche ses *forfaits* à celui qui la trahit. C'est sur elle que se concentre l'intérêt de la pièce ; les autres personnages ne sont que de misérables civilisés. Belton est l'amant infidèle. Recueilli presque mourant après un naufrage, soigné, nourri par Betti, il n'a guère su profiter de son séjour dans les forêts. D'abord il a tenu à revenir dans son pays de corruption ; il y a ramené la jeune Indienne, et il est si peu converti que son premier mot, à son retour, est de dire : « Je vis parmi des hommes. » Puis il se laisse séduire par la richesse. Il retrouve une ancienne prétendue, Arabelle, la fille d'un quaker, et, comme elle a une grosse dot, il est fort tenté de l'épouser et de se débarrasser de Betti. Mylfort, son ami, l'y encourage en des discours pressans :

> De l'hymen d'Arabelle observez l'avantage.

Et le quaker lui-même, l'homme vertueux, qui exige impérieusement qu'on le tutoie et se fâche quand on le salue, est de la même opinion. Seulement, il trouve inutile qu'on renvoie Betti chez elle. Ne peut-elle pas rester pour être la femme de chambre d'Arabelle ? Il le lui propose très franchement :

Tu serviras ma fille.

La Jeune Indienne répondait trop aux tendances de l'époque pour ne pas réussir, malgré ses faiblesses. *Le Marchand de Smyrne*, qui vint après, n'est qu'une suite de quelques scènes en prose, où Chamfort montre des esclaves chrétiens vendus sur un marché turc. Il en prend prétexte, comme faisait le satirique Lucien dans ses dialogues, pour railler la société du temps. Ici, les moqueries tombent sur les jurisconsultes, les abbés, les gentilshommes, *gens d'une dure défaite*, comme il dit, qui, ne servant à rien d'utile, rencontrent difficilement des acheteurs. Il ne vaudrait guère la peine de signaler l'ouvrage, si l'auteur, longtemps après, accusé lui-même de n'être qu'un aristocrate déguisé, jeté aux Madelonnettes et attendant l'échafaud, n'avait rappelé, pour se défendre, que, « dans une comédie faite il y avait plus de vingt ans, et encore fréquemment jouée, il avait mis les nobles sur la scène, les avait fait vendre *au rabais* et finalement *donner pour rien* (1). »

Ces deux pièces n'étaient que des œuvres sans importance, des bagatelles : on attendait mieux de Chamfort. Ce qui consacrait alors la réputation d'un poète, c'était une tragédie, et l'on savait qu'il en avait une sur le chantier; on disait même qu'il y travaillait depuis dix ou quinze ans. Ce n'est pas que le sujet lui eût donné beaucoup de peine à trouver : il s'était contenté de reproduire assez fidèlement une tragédie représentée en 1705, dont le sujet lui avait paru excellent et le style détestable. Elle était de Belin, auteur obscur, et s'appelait *Mustapha et Zéangir*. C'était l'histoire de deux frères, fils du sultan des Turcs, qui, malgré beaucoup de raisons de se haïr, se sacrifient l'un à l'autre. La pièce, enfin terminée, fut représentée à Fontainebleau, devant la Cour, en 1776, et y remporta un grand succès. On crut y voir des allusions touchantes à l'union qui régnait dans la famille royale. Les courtisans applaudirent aux bons endroits; le Roi fut

(1) Éd. Auguis, V, p. 395.

ému, autant que le lui permettait sa nature; la Reine daigna verser quelques larmes; l'auteur obtint des pensions, des places, et devint quelque temps l'homme du jour. Par malheur, l'engoûment ne se soutint pas. A Paris, où la pièce fut donnée l'année suivante, elle fut reçue sans enthousiasme, « avec une estime calme, » dit un contemporain (1). Très calme en effet; au bout de quelques représentations, elle disparut de l'affiche. Ce dut être pour Chamfort une déception cruelle. Il renonça désormais à laisser jouer aucune tragédie, quoiqu'il en eût, assurait-on, plusieurs en portefeuille.

La prose lui restait, et c'est bien pour elle seulement qu'il semblait fait. Nous avons surtout de lui deux éloges, qui ont obtenu des prix académiques et qui jouissent encore d'une certaine réputation. Son éloge de Molière ne se distingue pas beaucoup de ceux que l'Académie française couronnait tous les ans à la Saint-Louis. On n'y relève rien qui n'ait été déjà dit, rien qui frappe par la profondeur de l'idée ou le piquant du style. Il a tenté de replacer Molière dans son milieu et de peindre quelques tableaux de l'époque où il a vécu. Mais il n'y réussit guère; c'est le vague et la faiblesse mêmes. Et lorsqu'il remonte à l'antiquité, il la juge assez mal. Il veut bien accorder à Aristophane « une certaine verve comique et quelquefois une rapidité entraînante; voilà son seul mérite théâtral. » Quant à Plaute et à Térence, « on ne voit point qu'une grande idée philosophique, une vérité mâle, utile à la société, ait présidé à l'ordonnance de leurs plans. » — On sent qu'avec La Fontaine il est plus à son aise. Le personnage le domine moins, et il ose plus familièrement l'aborder. Cet éloge, qui fit du bruit et qui triompha de celui de La Harpe, contient de jolis détails, des citations bien amenées, des remarques fines; mais l'auteur n'a pu, malgré toute sa bonne volonté, éviter entièrement la pompe, l'emphase vague et déclamatoire, qui sont le vice du genre. A côté de passages simples et gracieux, on y trouve des artifices de rhétorique : « ici le poète des Grâces m'arrête, » des exclamations, des apostrophes : « O La Fontaine, ta gloire en est plus grande ! » — « O La Fontaine, essuie tes larmes ! » etc.

(1) Grimm, *Correspondance littéraire*, décembre 1777, éd. Tourneux, XII, p. 31.

IV

Trois pièces de théâtre, deux éloges académiques, voilà ce qui, avec la centaine de pages des *Maximes et Pensées*, compose toute l'œuvre véritable de Chamfort. Les cinq volumes que l'éditeur Auguis a présentés au public en 1824, ont été grossis avec des articles du *Mercure* assez peu intéressans. Au total, le bagage est mince, et, à y regarder d'un peu près, on s'aperçoit que l'importance, surtout celle des « grands » ouvrages, est petite. Il est incroyable à quel point Chamfort manque d'originalité. Tantôt il reprend un ancien sujet qu'il remet au théâtre sans le modifier; tantôt il suit le vent qui souffle et reproduit les idées que vient d'émettre un écrivain en vogue, quand elles passionnent l'opinion. Il n'y a pas une de ses trois pièces dont le fond lui appartienne. *Mustapha et Zéangir* était tiré, on l'a vu, d'une pièce identique de Belin; il tenait la *Jeune Indienne* d'une historiette racontée par le *Spectateur anglais;* le *Marchand de Smyrne* avait été déjà porté sur la scène par Fuzelier dans ses *Indes galantes*. Quant aux *Éloges*, ils sont taillés sur le modèle de ceux de Thomas. Thomas avait créé le genre; le public semblait s'y plaire; c'était la forme adoptée : Chamfort n'y changea rien. Cependant, vers la même époque, un homme qui n'était pas, tant s'en faut, un écrivain de génie, mais qui aimait les nouveautés, essayait de donner à l'Éloge un tour plus simple et, en le rapprochant du ton de l'histoire, de le dégonfler de son insupportable enflure. C'était Guibert, l'ami de Mlle de Lespinasse. La Harpe, il est vrai, lança l'anathème contre l'audacieux. Il lui reprocha d'oublier que l'Académie donnait un prix d'éloquence et qu'elle voulait couronner un orateur (1). Il prétend, disait-il, que sa manière est la meilleure pour louer son héros; c'est seulement la plus commode. « Vous sentez bien qu'en suivant cette méthode on se dispense de toutes les difficultés de l'art et de tous les efforts du talent (2). » Chamfort ne s'entendait guère avec La Harpe. Cette fois il lui donna raison et conserva fidèlement à l'Éloge son vieux cadre avec tous ses ornemens oratoires.

(1) Aussi La Harpe eut-il le prix et Guibert seulement l'accessit. Il s'agissait de l'éloge de Catinat.

(2) La Harpe, *Correspondance littéraire* (Paris, Migneret, 1804, 2e édit.), I, p. 246.

Il n'avait donc aucune invention; mais tout en n'étant pas original par le fond des choses, ne pouvait-il le devenir dans l'expression de ces idées qu'il empruntait au dehors? Il a fait remarquer très justement que La Fontaine, dans des ouvrages dont le sujet est rarement à lui, se place, par sa façon d'écrire, parmi nos plus grands écrivains. Que vaut le style de Chamfort? En poésie, il laisse beaucoup à désirer; la facture des vers est toujours pénible, souvent obscure : tout le monde le reconnaît. Assurément sa prose vaut mieux; et cependant, malgré la justesse de certaines réflexions, l'agrément même de certaines pages, elle mérite dans l'ensemble les reproches qu'on adresse à sa poésie. Trop souvent encore il lui arrive de s'encombrer d'expressions abstraites, de généralités vagues, qui sentent le mauvais style philosophique de l'époque. Jusque dans les meilleurs endroits rien ne ressort, rien ne frappe. C'est une froide correction, un coloris terne ou une absence complète de coloris. Il y manque surtout ces manières de s'exprimer qui trahissent une personnalité, l'âme même de l'auteur. En lisant ces phrases lourdes et banales, on se demande comment le même homme a pu écrire les *Maximes et Pensées*, où les traits sont si nets, dessinés avec tant de relief, d'où la figure d'un misanthrope se détache d'une façon si saillante. C'est évidemment qu'il les a composées dans des conditions différentes. Pour faire sortir de lui ce qui s'y trouvait, pour être lui-même, il avait besoin de l'excitation des entretiens. Rentré chez lui, seul devant sa table de travail, la plume à la main, il devenait timide et gauche, ne savait plus imaginer ni créer, perdait toute flamme et toute vie. Il travaillait, — et gâtait tout: c'est un curieux phénomène littéraire. Décidément, ses contemporains avaient raison : il était avant tout un admirable causeur, parce qu'il n'était qu'un improvisateur de beaucoup d'esprit.

Mais il aurait voulu être autre chose : un grand écrivain. Il rêvait la gloire, et, avec le bruit qu'avaient fait ses débuts, la confiance qu'il se sentait en lui-même, il ne doutait pas d'y arriver. Diderot, qui le vit alors, à l'époque de ses premiers succès, nous le dépeint comme un poète d'un visage très aimable, avec assez de talent, « les plus belles apparences de modestie et la suffisance la mieux conditionnée. » C'est, ajoute-t-il, « un petit ballon dont une piqûre d'épingle fait sortir un vent violent (1). »

(1) *Œuvres*, éd. Assézat, XI, p. 374-375 (*Salon* de 1767).

« Il avait une jolie figure, dit aussi Mme de Genlis, et beaucoup de fatuité. » Cette fatuité lui suscita bien des ennemis. Il s'en fit d'autres par son ironie impitoyable. Il avait pour principe de ne ménager personne ; il pensait que « quand on a la lanterne de Diogène, il faut avoir son bâton (1). » Aussi fut-il détesté d'un grand nombre de gens de lettres. Fier et indépendant (c'était une de ses meilleures qualités), il ne se mit sous l'aile de personne, ne s'affilia à aucune coterie. Il se tint loin des Encyclopédistes, Diderot, Grimm, d'Alembert, et ne flatta point leur puissance. Il ne mendia pas davantage l'appui de Voltaire et garda toujours, en face de lui, une attitude assez raide. Il se trouva ainsi très attaqué et fort peu défendu.

A quelques mots qui lui échappent, on sent que la critique l'a rendu des plus malheureux ; il parle « des méchancetés qu'on lui a faites à chaque succès qu'il a obtenu. » Ce qui le montre encore mieux, c'est que par momens Paris lui devient odieux. Il se décide à fuir les sociétés mondaines où sa conversation jetait tant d'éclat, à s'arracher à des situations qui paraissaient brillantes. Il veut se retirer dans une solitude où l'on n'entendra plus parler de lui. Il résiste à ceux qui essaient de le retenir ; il leur démontre qu'il s'appartient à lui-même et qu'il a le droit de vivre pour lui seul. Une fois même il fixe le jour de son départ : ce doit être « le 10 octobre de cette année 1784 (2). » Et il déclarait que ce départ serait sans retour. En réalité, il ne partit jamais. Il avait songé à s'établir en Languedoc ou en Provence, « dans un pays où les écus de trois livres valent six francs et où l'on n'a que les besoins de la nature, au lieu de ceux de la vanité et de l'opinion (3). » Il n'alla pas plus loin que Vaudouleurs, près d'Étampes, et il y resta six mois. — Une résolution à laquelle il fut plus fidèle et qui devait, semble-t-il, lui coûter davantage, fut celle de ne plus rien donner au public. Il la prit cependant sans hésiter et eut soin d'en informer ses amis :

Amis, penser, sentir, c'est vivre ;
Écrire, c'est perdre du temps (4).

Il disait à un autre avec plus de véhémence qu'il regardait

(1) Éd. Auguis, I, p. 397.
(2) *Ibid.*, V, p. 290.
(3) *Ibid.*, V, p. 292.
(4) *Ibid.*, V, p. 236.

comme un bonheur de se tenir éloigné non seulement de cette scène de folies et d'iniquités qu'on appelle le monde, mais de « cette scène d'opprobres qu'on appelle littérature (1). » Pour la littérature au moins, il a tenu parole. Après la chute de sa tragédie en 1777, il n'a plus rien publié que des articles de journaux, où il ne mettait pas son nom, et des pamphlets politiques, qu'il ne signait pas non plus. Or il faut songer qu'il était alors dans la force de l'âge (il n'avait pas quarante ans), qu'il était connu, discuté, presque célèbre, encouragé par ses partisans, provoqué par ses adversaires, sollicité de toutes parts à produire. Pourtant, dès qu'on lui parle de se mettre à l'ouvrage, il entre en fureur et pendant quinze ans il a le courage de se taire.

De la part d'un homme entré dans la carrière avec une si belle suffisance, si sûr tout d'abord de lui-même et du succès, ce silence obstiné paraît difficile à comprendre. En général, on l'attribue à l'injustice des critiques qui atteignirent ses ouvrages, et lui-même le laisse entendre. Mais ces blessures de la vanité suffisent-elles à tout expliquer? Qu'elles lui aient inspiré la défiance ou la haine d'une société qui a trop bien accueilli les railleries de ses rivaux; qu'elles l'aient poussé à fuir dans la solitude ce monde qui le méconnaît, à ne plus rien publier pour des gens dont il croit la malveillance incurable, nous l'admettons à la rigueur. Mais ne lui restait-il pas d'écrire pour lui-même et pour la postérité? Et comment supposer qu'il ait négligé cette ressource et refusé d'en appeler du jugement de ses contemporains? Sans doute il avait éprouvé un échec au théâtre, et ce sont les plus sensibles de tous. Pourtant des exemples étaient là, lui montrant qu'on se relève de la chute d'une tragédie. La Harpe ne réussissait guère à la scène : il ne se décourageait pas. Après chaque mésaventure, il se remettait au travail, pour composer une pièce nouvelle qui fît rougir le public de son injustice. La *Cléopâtre* de Marmontel avait été outrageusement sifflée. Au lieu de l'abandonner à son sort, l'auteur la reprit, la corrigea, la remania, et, trente ans plus tard, quand tout le monde, excepté lui, l'avait oubliée, il la fit reparaître au jour. Après tout, Chamfort avait le droit de prétendre que *Mustapha et Zéangir*, sa tragédie, avait remporté un demi-succès; on l'avait applaudie

(1) Éd. Auguis, V, p. 275.

à la Cour, on l'avait supportée quinze fois de suite à Paris. Enfin c'était un début. Déserter la lutte aussitôt, et quand l'épreuve pouvait paraître douteuse, c'était donner raison à ses ennemis. En renonçant à faire casser l'arrêt qu'on avait prononcé contre lui, il semblait l'accepter. S'il n'essayait pas de faire autre chose, n'était-ce pas qu'il se sentait incapable de faire mieux?

Voilà ce qu'on devait croire, — et peut-être n'avait-on pas tort. Est-il donc impossible que cet homme, si clairvoyant pour les autres, ait appliqué la même clairvoyance à sa personne, qu'il ait connu ses faiblesses comme il savait aussi sa force? Malgré les complaisances et les illusions de l'amour-propre, n'a-t-il pu s'apercevoir des lacunes de son talent? Il était un esprit critique. Il saisissait du premier coup le défaut en chacun, et c'est ce qui le rendait terrible dans les entretiens. L'étude avait fortifié encore cette sagacité naturelle. Reportant ses regards sur lui-même, comment se serait-il dissimulé qu'il manquait d'invention, qu'il n'avait trouvé le sujet d'aucune de ses œuvres dramatiques, qu'en prose il s'était borné à répéter, sans les rajeunir, sans y rien mettre de lui, les genres et les procédés ordinaires? Cette absence d'originalité avait-elle pour cause l'indolence d'un esprit qui s'épargne la peine de chercher du nouveau? C'était un laborieux, au contraire; le travail ne lui coûtait pas; il s'épuisait à la tâche, mais sans résultat heureux. De là cette tragédie refaite pendant quinze ans; de là ces ouvrages commencés et restant inachevés sur le chantier; de là, dans les écrits publiés, l'effort qui se trahit partout, que ses amis sont bien obligés de reconnaître. Et il n'aurait pas remarqué ce qui frappait tout le monde! Mais si, avec la vue nette des conditions d'une belle œuvre, il dut s'avouer qu'il était impuissant à l'exécuter, s'il se sentit de bonne heure, en pleine jeunesse, condamné à une stérilité lamentable, pour une âme comme la sienne, fière et hautaine, il ne pouvait y avoir de pire supplice. Ce grand mécontent de tout le monde fut d'abord mécontent de lui-même : c'est un mal qui n'a pas de remède. Du jour où il se fut jugé, il souffrit; mais il se tut.

Son découragement fut si profond qu'il ne trouva pas suffisant de déserter la littérature; il alla jusqu'à la maudire. Dès lors, la célébrité littéraire qu'il avait passionnément souhaitée ne lui paraît plus qu'une infamie illustre (1), que le châtiment

(1) Éd. Auguis, V, p. 291.

du mérite et la punition du talent (1). La profession d'homme de lettres devient à ses yeux le dernier des métiers. Son langage est amer, toutes les fois qu'il en parle. Il compare ses confrères « à des ânes ruant et se mordant devant un râtelier vide, pour amuser les gens de l'écurie (2). » Ce qui est significatif, c'est qu'il paraît vouloir tenter ailleurs la fortune. Il reconnaît qu'il a fait fausse route ; il songe à une autre carrière. Ses amis, dit-il, savent bien qu'il est propre à plusieurs choses en dehors des lettres (3). Quelques-uns d'entre eux se sont unis en effet pour le servir. Ils lui destinent probablement quelque poste diplomatique, comme celui que Rulhière tenait du baron de Breteuil, — à moins que ce ne fût une place dans les ministères, qui l'aurait retenu à Paris en lui donnant « les commodités de la vie (4). » De toute manière, on lui cherche une situation, comme il le demande. Mais Chamfort était un mauvais solliciteur ; il soutenait mal ceux qui s'intéressaient à lui. Au moment décisif, il hésitait : c'était sa maladie ordinaire. Il n'était plus sûr de désirer ce qu'on lui offrait ; il était dégoûté par avance de ce qu'il était sur le point d'obtenir. Il ne put donc pas, malgré les efforts de puissans personnages, prendre pied dans la diplomatie ou dans une fonction quelconque, et, comme il ne retourna pas à la littérature, sa vie fut complètement désemparée.

V

Pendant les tergiversations de ce caractère inquiet, défiant, irrésolu, la Révolution approchait. Tous les gens de lettres l'avaient préparée. Cependant elle fut pour presque tous une surprise, pour la plupart un cruel mécompte. Chamfort est peut-être celui qui l'a le mieux accueillie ; il lui est resté fidèle jusqu'au jour où, après en avoir été le partisan obstiné et le panégyriste enthousiaste, il en devint la victime. Il a dit dans le prologue d'un conte :

> Je fus toujours un peu républicain ;
> C'est un travers dans une monarchie (5).

(1) Éd. Auguis, I, p. 408
(2) *Ibid.*, V, p. 291.
(3) *Ibid.*, V, p. 270.
(4) *Ibid.*, V, p. 291.
(5) *Ibid.*, V, p. 144.

Républicain, c'est beaucoup dire : M. Aulard a montré qu'il n'y avait eu de républicains, en France, qu'après la fuite de Varennes. Chamfort voyait les abus du régime sous lequel on vivait, et il ne se faisait pas faute de les attaquer. Il demandait plus de tolérance en religion, plus de liberté en politique, plus d'égalité dans la distribution des charges publiques ; il voulait pour les citoyens une part plus grande dans la gestion de leurs affaires. Mais n'était-ce pas la pensée de presque tous ceux qui s'essayaient à écrire ? Qui d'entre eux la cachait ? Plusieurs même disaient leur opinion avec plus de violence que lui ; ils prenaient une attitude plus énergique, donnaient à leurs plaintes un ton plus agressif : on les trouve, en somme, plus *républicains* que lui.

Les gens de lettres de ce temps, pour vivre de leur plume, ayant à surmonter les mêmes difficultés, avec des moyens semblables, arrivaient à vivre un peu de la même façon. Ils se recrutaient d'ordinaire dans le même milieu. C'étaient des écoliers pauvres, dont l'instruction avait pu se faire à l'aide d'une de ces bourses qu'il y avait alors en assez grand nombre dans les collèges. On les attribuait souvent à de malheureux déclassés. En 1781, trois de ces anciens boursiers, qui étaient parvenus à l'Académie française, avaient une naissance irrégulière, et deux d'entre eux, d'Alembert et Chamfort (1), avaient été forcés de se fabriquer un père de toutes pièces, en lui donnant un nom. Les études finies, l'écolier était mis hors du collège, laissé dans la rue, sans fortune, sans asile, sans aucune de ces places, comme il y en a aujourd'hui, qui vous donnent au moins du pain, quand on n'est pas encore connu. Il n'existait pas, à cette époque, une armée de fonctionnaires, où le jeune homme pût se glisser sans bruit et attendre. Le journalisme demeurait modeste et ne devait se développer qu'avec la Révolution. L'enseignement était presque tout entier aux mains des congréganistes. Les libraires ne payaient guère les auteurs, et les comédiens, si une pièce réussissait, gardaient pour eux la meilleure part du profit. — Restaient les protecteurs. Ils étaient nombreux, à vrai dire, et illustres. D'abord le Roi : depuis Louis XIV, des pensions sur les Menus sont réservées aux écrivains. Puis les princes et les princesses, qui tiennent à imiter le Roi et s'attachent les gens de mérite

(1) Le troisième était Delille.

comme secrétaires de leurs commandemens. Puis les ministres : ils ont le flot des pensions et le font couler où ils veulent. Puis les diplomates, les grands seigneurs, les financiers. Ajoutez-y les grandes dames, qui se piquent de réunir plusieurs fois par semaine, à leur table, toute la littérature. Il y a partout des dîners dans Paris. Les gens de lettres en arrivent à perdre l'habitude de manger chez eux. Marmontel prend tous ses repas chez Mme Geoffrin, à la rue Saint-Honoré ; il finit même par y coucher et n'en plus sortir. L'abbé Barthélemy ne quitte pas Chanteloup, où il vit dans l'intimité des Choiseul. L'abbé Morellet s'installe pendant toute la belle saison chez Mme Helvétius, à Auteuil.

Chamfort, quelles que fussent ses dispositions naturelles, fit comme tout le monde. N'en soyons ni surpris, ni indignés : il ne pouvait guère faire autrement. Remarquons seulement qu'il paraît s'y être plié parfois d'assez bonne grâce. Mlle de Lespinasse, qui le rencontra revenant des eaux de Barèges où il avait été fêté dans la société des Choiseul, écrivait le 25 octobre 1774 : « Je vous réponds que M. de Chamfort est un jeune homme bien content; il fait bien de son mieux pour être modeste (1). » Remarquons aussi que ses protecteurs se trouvent surtout parmi les adversaires les plus décidés de la Révolution et que ces désaccords de sentimens, ces divergences d'opinions entre eux et lui ne semblent pas l'avoir beaucoup gêné : il y a du piquant et de l'inattendu dans l'existence de Chamfort. On se souvient que sa tragédie avait réussi à la Cour, sinon à la ville, que la Reine l'avait fort admirée, entraînant à sa suite l'admiration des courtisans, et qu'elle avait aussitôt gratifié l'auteur d'une pension de 1 200 livres sur les Menus Plaisirs. Un peu plus tard, la sœur du Roi, Madame Élisabeth, le prenait pour son secrétaire, ce qui lui rapportait encore 2000 livres. Les personnes qui avaient sollicité et obtenu cette place pour lui, appartenaient au cercle de Marie-Antoinette, à la coterie du Comte d'Artois et de la duchesse de Polignac. C'est là qu'il rencontra l'un des hommes les plus séduisans de l'époque, le comte de Vaudreuil, qui lui témoigna des égards particuliers et se lia étroitement avec lui. Il faut reconnaître, à la louange de tous les deux, que l'affection semble avoir été, de part et d'autre, sincère et profonde. Chamfort parle « de l'amitié la plus tendre qui se puisse imaginer (2). »

(1) *Lettres*, éd. Asse, p. 141.
(2) Éd. Auguis, V, p. 281.

Ce qui est sûr, c'est que, malgré son ombrageuse passion d'indépendance, il consentit à vivre avec son ami et alla s'établir à l'hôtel Vaudreuil.

Vers le même temps, il avait formé une liaison d'un caractère bien différent : il était devenu le confident et le collaborateur de Mirabeau. Dès 1783, nous les trouvons en relations familières. Mirabeau écrit pour vivre ; à Paris, à Londres, il multiplie les livres, les lettres, les brochures. Il a besoin que quelqu'un revoie ses improvisations et, comme Chamfort veut bien s'en charger, il l'en remercie avec cette exagération oratoire qui lui est habituelle. Il lui attribue généreusement « l'âme et le génie de Tacite, l'esprit de Lucien, la muse de Voltaire quand il rit et ne grimace pas (1). » C'est beaucoup ; mais Chamfort est beaucoup pour lui, en effet. Il n'est pas seulement un correcteur ; il est aussi un excitateur. Mirabeau était obligé d'être toujours en verve pour satisfaire aux exigences des libraires qui le poursuivaient sans relâche, et il lui fallait quelqu'un pour entretenir cette verve. Chamfort est « la tête électrique qu'il frotte sans cesse (2), » au contact de laquelle jaillissent les pamphlets. De là une sorte d'association entre ces deux esprits, l'un amer de nature, l'autre aigri par la persécution, tous deux extrêmes en leurs violences (3). Il est très vraisemblable que Chamfort a mis la main à la plupart des ouvrages de cette période que Mirabeau a signés et qui ont agité la France et le monde. Pour un seul, il a réclamé sa part : le *Pamphlet sur l'Ordre de Cincinnatus*, où, à propos de la tentative faite en Amérique de créer un ordre de noblesse, la noblesse en général et la nôtre en particulier étaient l'objet d'attaques véhémentes. En 1794, sous la Terreur, quand il fut à son tour accusé d'être un aristocrate, il rappela pour sa défense qu'il avait écrit « les morceaux les plus vigoureux insérés dans le livre sur l'ordre américain de Cincinnatus, ouvrage publié en 1786, et qui porta les plus rudes coups à l'aristocratie française dans l'opinion publique (4). »

Chamfort se trouve donc engagé à la fois dans deux partis contraires. Il arrive que, dans la même journée, il fréquente

(1) Éd. Auguis, V, p. 334.
(2) *Ibid.*, V, p. 406.
(3) La trace de cette association est restée dans dix-sept lettres qui nous ont été conservées de Mirabeau (voir Chamfort, éd. Auguis, V, p. 353 et suiv.).
(4) Éd. Auguis, V, p. 325.

deux mondes opposés, deux mondes à la veille de devenir ennemis, tout près de se jeter l'un sur l'autre. A l'hôtel Vaudreuil, il vit avec les privilégiés, n'entend faire que l'apologie de l'ordre établi ; on y repousse les réformes les plus raisonnables ; aux premiers mots prononcés pour amener une entente par des concessions mutuelles, le Comte d'Artois, entrant en fureur, aurait dit : « Est-ce que vous voulez nous *enroturer* (1)? » Chez Mirabeau on s'en prend aux abus, on attaque sans pitié la noblesse, on s'approche sans respect du vieil édifice monarchique ; on s'aperçoit alors combien « le colosse est creux et pourri, vernissé en dehors et vermoulu en dedans (2). » Ainsi, entre les deux sociétés le divorce est complet, l'opposition est de toutes les heures. Et pourtant, si nous en croyons sa correspondance, Chamfort partage également son temps et son cœur entre Vaudreuil et Mirabeau ; et cette étrange situation, il la fait durer plusieurs années de suite. Et, sans paraître en éprouver du scrupule, il emploie à combattre la Cour les loisirs qu'il doit aux pensions de la Cour ; il sort de chez l'ami du Comte d'Artois, dont il est le client, pour aller chez le futur tribun préparer la révolution. Le ministre Calonne, désireux de plaire à ceux qui le protègent, augmente le chiffre de ses revenus ; et c'est le moment où il collabore avec Mirabeau au pamphlet sur l'ordre de Cincinnatus. Il n'a sans doute pas sollicité cet accroissement de fortune ; mais il n'hésite pas à l'accepter (3).

Peut-être ce qui rassurait sa conscience, était-ce le sentiment qu'il avait, ou croyait avoir, qu'à ce jeu délicat il ne sacrifiait rien de son indépendance ni de sa dignité. Ses amis voudraient bien nous convaincre qu'il gardait la tête haute et la parole franche. Qu'importaient ces liaisons? pensent-ils. Il soutenait ses opinions devant les puissans, osait les contredire, était à l'occasion dur ou méprisant. C'était chose plaisante, va-t-on jusqu'à prétendre, « que l'humilité où il tenait l'élégant Vaudreuil, son patron (4). » Mais d'abord, qui sait, dans ces contradictions et cette brusque franchise, pour quelle part entrait le calcul? N'est-ce pas Chamfort qui a déclaré : Le monde estime ceux qui

(1) Éd. Auguis, V, p. 298.
(2) *Ibid.*, V, p. 306.
(3) Il est vrai qu'il ne sembla pas très ému quand il perdit ses pensions (voyez éd. Auguis, V, p. 310).
(4) Éd, Auguis, V, p. 349.

n'en font aucun cas, et c'est une recommandation auprès de lui que de le mépriser souverainement (1)? Quelque rudesse de langage, ou même un peu d'insolence, pouvait bien, de sa part, n'être qu'une suprême habileté et la meilleure manière de flatter des gens lassés des plates flatteries. Puis, quoi qu'on dise, nous aurons toujours peine à croire qu'il fût à l'hôtel Vaudreuil ce qu'il était dans l'intimité de Mirabeau, qu'il exprimât chez son *patron* les mêmes idées que chez l'autre, avec la même énergie, qu'il ne fût pas obligé d'acheter par des condescendances le droit à certaines boutades et de se taire souvent pour avoir la liberté de parler quelquefois.

Mais un jour devait venir où les questions se poseraient avec une netteté qui ne permettrait plus à l'équivoque de se prolonger davantage. De grands événemens s'annonçaient. C'était partout une fermentation des esprits. On ne parlait que de réformes politiques. Les assemblées provinciales étaient réunies; il était question des États généraux. « Le procès allait s'ouvrir entre 24 millions d'hommes et 700 000 privilégiés (2). » Il fallait prendre parti. Necker, alors ministre, convoquait une seconde Assemblée des notables pour déterminer la composition des États. A propos des discussions sur le doublement du Tiers, Vaudreuil pria Chamfort d'écrire quelque « badinage » qui jetât le ridicule sur les partisans du peuple. Cette demande, à elle seule, prouverait que Chamfort, malgré sa franchise affectée, n'allait point, dans ses conversations antérieures, jusqu'à découvrir à son noble ami le vrai fond de ses sentimens. Autrement, une pareille méprise se fût-elle produite? Mais, cette fois, il dit sa pensée et donna nettement à entendre que la proposition était indiscrète. « Il me serait impossible de faire un ouvrage plaisant sur un sujet aussi sérieux que celui dont il s'agit. Ce n'est pas le moment de prendre les crayons de Swift ou de Rabelais, lorsque nous touchons peut-être à des désastres. » Nous avons la lettre par laquelle il répondit à Vaudreuil (3); elle est affectueuse encore, mais décisive. Le lien venait de se rompre. On était en décembre 1788. Six mois plus tard, le 16 juillet 1789, Vaudreuil quittait Paris avec le Comte d'Artois : tous deux émigraient.

(1) Éd. Auguis, I, p. 378.
(2) *Ibid.*, V, p. 294.
(3) *Ibid.*, V, p. 293.

VI

Après 1789, Chamfort appartient tout entier, sans partage, à la Révolution. Qu'il ait persisté plus de quatre ans dans le parti politique embrassé aux premiers jours, pour qui connaît son caractère inconstant et sa mobilité, la chose ne laisse pas d'être surprenante. C'est seulement dans les derniers mois de sa vie qu'il revient à des idées plus modérées ; menacé lui-même par les événemens qui se déchaînent, il se montre effrayé et trouve qu'on va trop loin. Mais combien de ceux qui attaquèrent avec le plus de vigueur l'ordre ancien, combien, parmi les gens de lettres et les philosophes, ne l'auraient pas suivi jusque-là! Ni d'Alembert ni Voltaire, s'ils avaient survécu, n'auraient été avec lui. Il faut croire que sa rancune contre le régime déchu était bien profonde.

Les grandes journées du début le remplirent d'enthousiasme. Il s'écrie, dans une lettre de juillet 1789 : « Nous venons de vivre trente ans en trois semaines (1). » L'élan une fois donné, il n'a aucune hésitation; il trouve même qu'on ne marche pas assez vite; il devance son parti. Il « rit de pitié » des ménagemens que témoignent les patriotes aux commis de la Guerre ou des Affaires étrangères (2). Les excès qui suivirent et qui alarmèrent tant d'autres, ne le découragèrent pas. « Il faut savoir prendre son parti sur les contretemps de cette espèce (3). » Il le prenait assez facilement. Le surlendemain du 10 août, quand plusieurs de ses confrères s'enfuyaient à l'étranger ou se cachaient dans quelque trou de province, il se donnait le plaisir d'une excursion dans Paris : « J'ai fait ce matin, écrit-il à un ami, le tour de la statue renversée de Louis XV, de Louis XIV, à la place Vendôme, à la place des Victoires. C'était mon jour de visite aux rois détrônés ; et les médecins philosophes disent que c'est un exercice très salutaire. Vous serez sûrement de leur avis (4). » Puis, de la place Louis XV il pousse au château des Tuileries. Il y trouve un spectacle dont il est tout à fait réjoui ; « Le peuple

(1) Éd. Auguis, V, p. 306.
(2) *Ibid.*, V, p. 314.
(3) *Ibid.*, V, p. 320 (lettre du 12 août 1792).
(4) *Ibid.*, V, p. 317.

remplissait le jardin comme il eût fait celui du Prato à Vienne ou ceux de Potsdam. La foule inondait les appartemens teints du sang de ses frères et de ses amis, et percés de coups de canon renvoyés en réponse à ceux qui les avaient massacrés la surveille. » D'ailleurs, pas un mot de compassion pour la Reine, dont il s'était promis de ne jamais oublier les bienfaits; et voilà ce qu'il appelle « déférer à tous les souvenirs (1). » Il est probable que les spectacles de la rue ne lui faisaient pas toujours plaisir; mais il avait deux raisons pour les supporter. La première, c'est qu'il était persuadé qu'une grande révolution ne s'opère pas sans rude secousse : « On ne nettoie pas, disait-il, l'étable d'Augias avec un plumeau (2). » La seconde, c'est qu'il croyait, comme plusieurs de ses amis, mais d'une foi plus robuste encore, que la Révolution ne se porterait pas jusqu'aux dernières violences. Il comptait qu'elle s'arrêterait à temps; il avait confiance dans la raison. Même à l'époque où il n'était plus permis de se faire beaucoup d'illusions, quand Mme Roland voyait s'approcher la crise où son parti devait sombrer, il lui répondait : « Vous portez les choses à l'extrême... Ces gens-là se perdent par leurs propres excès; ils ne feront point rétrograder les lumières de dix-huit siècles (3). » Chamfort, si pessimiste d'ordinaire, devenait tout d'un coup d'un optimisme extravagant. Il fallut la Terreur, Robespierre et le séjour aux Madelonnettes, pour le détromper.

Malgré sa passion pour la République, Chamfort ne se jeta pas dans le mouvement : ce n'était point un homme d'action. Il ne se présenta pas, comme Marmontel, à l'Assemblée nationale. Il ne chercha pas à devenir membre de la Commune. Une seule fois, il fut citoyen militant. C'était en juillet 1791. « Après le massacre du Champ-de-Mars, entraîné, malgré mon état de maladie et de souffrance, par une force irrésistible, je courus aux Jacobins, moi vingtième ou trentième. J'ignore le nombre; mais la salle était alors déserte... Je fus admis parmi vous, dit-il dans une lettre *à ses concitoyens*, et même dans votre comité de correspondance (4). » Ce zèle ne se soutint pas. L'hiver approchait; sa « déplorable santé, qui lui interdisait les grandes assem-

(1) Éd. Auguis, V, p. 312.
(2) *Ibid.*, I, p. 448.
(3) Mme Roland, *Mémoires*, éd. Perroud, I, p. 179.
(4) Ed. Auguis, V, p. 333.

blées, » le força de rester chez lui ; et, comme la foule devenait tous les jours plus nombreuse aux Jacobins, il allégua qu'il pouvait se permettre de n'y plus aller. Il lui restait la ressource de soutenir ses opinions par la plume : c'est ce qu'il fit.

Passons sur ses *Tableaux de la Révolution*, collection de gravures qu'il était chargé par un éditeur de présenter au public avec des explications historiques; le texte servait à illustrer les images. Dans cette entreprise de librairie, l'historien était subordonné au dessinateur, et il est d'ailleurs très difficile aujourd'hui de distinguer ce qui a été véritablement l'œuvre de Chamfort. Car les événemens ont vite changé au cours de ces années révolutionnaires, et avec eux la manière de les juger; l'éditeur avait bien soin de changer, lui aussi, pour rester toujours au niveau des opinions qui régnaient; de sorte que le texte primitif a dû être plusieurs fois modifié. Quand Chamfort parle des services qu'il a pu rendre comme écrivain à son parti, il songe certainement à ses articles du *Mercure*. Il y travailla jusqu'à la fin.

On y voit naître un genre nouveau de littérature : la critique des ouvrages faite au jour le jour et insérée dans un journal qui paraît à date fixe. Au début du XVIIe siècle, ceux qui désiraient être renseignés sur le mérite d'une production nouvelle, sollicitaient l'avis d'une personne de goût. C'était en général sous forme de lettre qu'elle donnait son opinion. Ainsi Saint-Évremond, lorsqu'il avait à juger l'*Alexandre* de Racine. La lettre circulait dans la société de mains en mains, et finissait même par être imprimée. Peu à peu les journaux s'emparèrent de ces appréciations, dont le public était très friand. Le *Mercure* s'adjoignit, pour cette besogne hebdomadaire, La Harpe, Marmontel et Chamfort. Les articles de Chamfort sont de quelqu'un qui sait son métier, sans doute; mais, comme presque tout ce qui est sorti de sa plume, ils n'ont guère de relief ni de personnalité. Ici encore, cet homme, qui avait tant d'esprit quand il parlait, en manque lorsqu'il écrit. Lui reprochera-t-on d'y avoir fait plus de politique que de littérature? Les ouvrages dont il rendait compte se ressentaient tous de l'agitation où ils étaient conçus. Comment une nature, même moins ardente et passionnée que la sienne, aurait-elle pu rester à l'écart de la lutte des partis, se retrancher dans une critique d'une sereine indifférence et ne pas prendre prétexte des occasions qui s'offraient pour défendre des idées chères?

Parmi les ouvrages qui parurent alors, il en est un qui indigna bien des lecteurs et sur lequel Chamfort a, comme de juste, insisté : ce sont les Mémoires du maréchal de Richelieu. Ce retentissant personnage avait eu toutes les fortunes. Né à la fin du XVIIe siècle, assez à temps pour connaître les dernières splendeurs du grand règne, il avait traversé tout le siècle suivant et venait de mourir en 1788, avec cette société même qu'il personnifiait dans ses côtés les plus mauvais comme les plus brillans. Après sa mort, deux ouvrages furent publiés, qui avaient la prétention d'avoir été composés par lui, ou rédigés au moins sous ses yeux. Ils renfermaient de singuliers aveux, qu'on expliquait par ce mot prêté au vieillard, « qu'il avait la franchise hardie de se confesser au public et à la postérité. » On attribuerait avec plus de vraisemblance ce beau cynisme au désir de faire de l'éclat et au besoin qu'avait le maréchal, après avoir obtenu tant de succès en tous genres pendant sa vie, d'occuper encore le public du fond de sa tombe. Quoi qu'il en soit, les deux ouvrages furent dévorés, et Chamfort, pour battre en brèche l'ancien régime, n'avait qu'à reprendre, sans y rien ajouter, les histoires scandaleuses qu'ils contenaient : c'était une preuve assez accablante de la corruption d'une époque. Aussi l'un de ses articles se termine-t-il par ces mots : « Qu'il nous soit permis, en finissant, d'adresser à tout homme de bon sens et de bonne foi une seule question : Combien de temps pouvait subsister, sur les mêmes bases, une grande société dont le gouvernement, l'état politique et moral présentaient partout, et sous cent aspects différens, le tableau de vices, d'absurdités, d'horreurs et de ridicules qu'un petit nombre de pages vient de rassembler sous les yeux du lecteur, dans le cadre étroit de la vie privée d'un seul homme (1) ? »

Pendant qu'il se tenait en dehors de toutes les fonctions actives, la Gironde était arrivée au pouvoir. Le ministre Roland, qui avait dans ses attributions la Bibliothèque nationale, crut pouvoir donner les deux places de bibliothécaires, l'une à son ami Carra, l'autre à Chamfort (2). Aussitôt les jalousies s'allu-

(1) Ed. Auguis, III, p. 294.

(2) Roland avait partagé en deux la place de bibliothécaire. Elle était occupée auparavant par « un d'Ormesson, dont le nom effarouchait le nouveau régime et dont la médiocrité ne devait pas inspirer de regret. » (Mme Roland, *Mémoires*, éd. Perroud, I, p. 181.)

mèrent. Un de leurs subordonnés, un misérable, Tobiesen Duby, qui jouissait aux Jacobins d'une certaine faveur, profita de la défaite des Girondins pour les dénoncer tous deux au Comité de sûreté générale comme aristocrates. Ces actes de terrorisme qui les frappaient, eux et bien d'autres, ébranlèrent la confiance de Chamfort dans le triomphe assuré de la raison. Il s'apercevait que les gens sages sont loin de se faire toujours écouter et que, devant une foule excitée, c'est le sot qui triomphe de l'homme intelligent, quand il flatte les bas instincts populaires. Il se défendit par une « lettre à ses concitoyens (1), » où il invoquait son passé, sa haine ancienne pour la noblesse, son amour de l'égalité, « passion de sa vie entière, » ses principes républicains « bien antérieurs à la République. » Il protestait contre l'accusation d'avoir été lié avec Roland et les Girondins. Son patriotisme était de bien meilleure nuance. « Mes idées, disait-il, ont été en opposition absolue avec les leurs sur presque toutes les questions importantes, comme la garde départementale, le jugement de Louis Capet, l'appel au peuple et plusieurs autres. » Il n'en fut pas moins arrêté et incarcéré aux Madelonnettes. Relâché, mais placé sous la surveillance d'un gendarme, il se jura à lui-même de ne plus retourner en prison. Quand il sut qu'on voulait l'y reconduire, il essaya de se tuer. Avec ses pistolets d'abord, son rasoir ensuite, il se fit à la tête, à la gorge, aux cuisses, aux jambes, d'affreuses et maladroites blessures qui le laissèrent mutilé, mais vivant encore. Il traîna quelque temps, parut même se rétablir contre toute attente, puis finit par succomber le 24 germinal an II (13 avril 1794). On était si effrayé, dans cette triste période qui précéda Thermidor, que trois personnes seulement osèrent suivre ses funérailles (2).

Tel fut Chamfort, homme de lettres et politique. En politique, son rôle, tout compte fait, n'a été que médiocre. Malgré ses ardeurs républicaines, il a peu servi la République. Il sembla d'abord être de ceux qui se placeraient au premier rang dans la lutte. Après la Constituante, il rentre dans l'ombre et traverse ensuite la Révolution sans s'y mêler. Tout « en ne changeant ni de maximes ni de sentimens (3), » a-t-il vu, au contact des

(1) Éd. Auguis, V, p. 325 et suivantes.
(2) Ces trois amis courageux furent Van Praët, Sieyès et Ginguené.
(3) Éd. Auguis, V, p. 310.

événemens, s'amortir la vivacité de son premier enthousiasme? Sa santé toujours chancelante lui imposa-t-elle le repos? Voulait-il s'abriter contre les dangers auxquels, dans les temps troublés, expose la vie trop active? De toutes façons, il n'a pas réalisé les promesses de ses débuts. — Et de même en littérature, il demeure au second plan. Là aussi, il avait éveillé des espérances. A l'écouter dans les salons quand il causait, on le croyait réservé à un grand avenir. Dira-t-on qu'il n'a pu, comme écrivain, montrer toute sa valeur? Le temps ne lui a pas manqué cependant, ni l'occasion, ni la volonté. Il a suivi tous les chemins, battu tous les buissons pour faire lever le succès : rien ne lui a réussi. C'est que sa réputation dépassait son mérite : ce fut un homme d'esprit plus qu'un homme de talent. Pendant toute son existence, il y a eu désaccord entre ce qu'on attendait de lui et ce qu'il a donné. Il était trop intelligent pour ne pas le sentir; et ce désaccord causa son tourment, ce fut le mal qui rongea sa vie. Il eut d'autres raisons d'être misanthrope : celle-là fut certainement la plus forte. Ni sa naissance irrégulière, ni la gêne des premières années, ni la maladie qui l'éprouva cruellement, ne l'aigrirent autant que les déboires de sa carrière et ce sentiment d'irrémédiable impuissance. Sous l'ancien régime, on attendit le chef-d'œuvre poétique, qui inaugurerait le règne de Louis XVI : il a produit une pauvre tragédie. Sous le nouveau, on attendit l'action décisive, qui ferait de lui une des têtes de la Révolution; quand il fallut agir, il se déroba. Il fut et il restera pour la postérité un incomparable causeur, et son meilleur titre auprès d'elle, ce sont ses *Maximes et Pensées*, c'est-à-dire sa conversation encore, ses improvisations du jour jetées le soir sur un bout de papier.

GASTON BOISSIER.

L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES PRIVÉES

DEPUIS SEPT SIÈCLES

I

LE NIVELLEMENT DES JOUISSANCES

Supposez qu'un romancier, vers la fin du règne de Louis XVI, ait dévoilé sous forme de fiction, à la masse rationnée et agenouillée de l'ancien régime, tout ce que le siècle futur lui ménageait de bien-être et de dignité, et qu'il ait montré dans ce même livre comment les hommes de cet âge béni ne se verraient pas plus heureux; certainement on eût regardé ses imaginations comme des rêves et ses conclusions comme un sot pessimisme. On n'eût ajouté foi ni aux oracles miraculeux de ce devin, ni aux résultats maussades qu'il prédisait. Pourtant les uns et les autres se sont réalisés.

Par ce qui s'est passé hier nous pouvons augurer ce qui se passera demain. On changera nos costumes, on ne changera point nos figures. On pourra améliorer dix fois plus qu'on ne l'a fait la condition de la majorité des hommes; nos fils ne seront pas plus satisfaits par là que ne le sont nos contemporains. On peut tout nous promettre, on peut tenir tout ce qu'on nous promettra, nous pouvons tout attendre sauf le bonheur. Le bonheur, s'il est vrai, comme dit la sagesse antique, que « chacun le porte en soi, » chez qui se plaît à l'en faire sortir, il n'est au pouvoir de personne de le faire rentrer.

Les bonnes fées, réunies pour doter le XIX[e] siècle à son aurore, l'avaient gratifié des biens les plus précieux dans le domaine matériel comme dans le domaine moral. La mauvaise fée, celle que l'on oublie toujours d'inviter et qui se venge, survint à son tour et dit à ce siècle : « Tu auras tout cela, mais tu ne sauras pas en jouir. » Les fruits de l' « arbre de Science » sont-ils donc faits, comme dans le paradis terrestre, pour donner la mort, pour tuer les joies qu'ils procurent, en empêchant de les ressentir et en ne laissant que le sentiment de la privation?

I

Des diverses sortes d'inégalités humaines, les unes depuis cent ans ont été abolies : celles qui étaient d'ordre social et politique; les autres, d'ordre physique ou moral, continuent d'être acceptées, du moins jusqu'à ce jour : les Français supportent patiemment de n'avoir pas tous une bonne santé, de n'être pas tous d'une haute taille, de n'avoir pas tous une grande force musculaire et de n'être pas tous beaux et intelligens. Ils supportent de perdre des enfans alors que le voisin conserve les siens et de faire mauvais ménage avec leur femme, alors qu'ils voient des couples heureux.

Ce qu'ils ne peuvent supporter et ce que l'on n'a point aboli, c'est l'inégalité pécuniaire. Ils souffrent cruellement de n'être pas tous également riches ; le progrès, en accroissant les richesses, ne fait qu'accroître cette souffrance, parce qu'il est naturel à l'homme de se passer de tout ce qu'il ignore et il lui est naturel aussi de ne se passer de rien de ce qu'il connaît. Mais ce qui en soi n'est pas « naturel, » c'est ce que nous appelons nos « besoins. » Ceux qui nous paraissent de « première nécessité » sont tous artificiels ; la plupart étaient inconnus jadis et le sont encore sur les trois quarts du globe, où les habitans sont demeurés plus près de la nature. Nous trouvons « naturel » d'avoir des assiettes et des verres, d'avoir des bas et des souliers et de voyager dans un pays sillonné de routes. Nous avons tort, ce sont des inventions très extraordinaires. Il semblait naturel à nos pères qu'il n'existât rien de tout cela et, pourvu qu'ils ne mourussent pas de faim, ils s'accommodaient de l'existence.

Le « bien-être » ne tient vraiment qu'une place très secondaire dans la vie du commun des hommes ; il en tient une très

petite dans l'histoire des nations. C'est assez tard qu'elles se sont avisées d'y penser. Elles ont poursuivi longtemps des satisfactions d'un tout autre ordre; elles se sont passionnées pour tout autre chose et, dans sa marche lente, la civilisation, celle de l'antiquité aussi bien que celle du moyen âge, a recherché le *beau* bien avant l'*utile*. Elle a excellé à faire des statues ou des temples avant de faire des lampes ou des parapluies; elle a su écrire avant de savoir se chauffer et a découvert le pinceau avant la fourchette.

Ces hommes simples et brutaux, à notre estime, ont vécu pour l'idée plus que pour la matière; ils ont glorifié les noms des guerriers qui ont accompli les faits héroïques, dont les peuples le plus souvent ont souffert; et aussi les noms de ceux qui ont formulé des pensées ou créé des œuvres d'art, dépourvues d'utilité pratique. Quant aux noms de ceux qui les ont dotés des inventions les plus nécessaires, semble-t-il, à la vie, ils les ont laissés tomber dans l'oubli. De sorte qu'à examiner les faits au long des siècles, on s'aperçoit qu'il n'y a que les « idées » qui comptent. Bien que l'on puisse toujours soutenir qu'elles ne signifient rien, — puisque l'on ne peut prouver qu'elles servent à quelque chose, — c'est pour elles cependant que les hommes vivent; c'est pour elles qu'ils meurent, car on ne voit pas qu'ils se soient jamais fait tuer pour du « pain! »

De nos jours encore ceux qui semblent le plus attachés, soit à l'argent, soit aux plaisirs qu'il sert à payer, visent au fond une satisfaction purement idéale beaucoup plus qu'un besoin corporel. Ce n'est pas en vue du confort que ce propriétaire de 30 000 francs de rentes, tantôt travaille et risque son avoir, tantôt épargne pour l'augmenter: — il n'aura pas plus de confort avec 60 000 francs qu'avec 30 000. — Ce n'est pas au luxe que tend celui qui possède 100 000 francs de revenus et qui s'efforce de les doubler: — il ne doublera pas son luxe. — C'est au succès, à la conquête, qu'il dévoue ses énergies et, pour l'obtenir, il sait souffrir et se contraindre. C'est donc la recherche d'une joie *de l'esprit*, et non pas celle d'une joie *sensuelle* qui le fait agir.

Au bas de l'échelle, chez l'ouvrier et le paysan, ce n'est pas le souci du bien-être qui leur fait consacrer à l'alcool 7 ou 800 millions par an. S'ils sacrifient des « nécessités » tangibles, nourriture, mobilier, vêtemens, aux vapeurs de rêve que leur procure cet aliment-fantôme, c'est que, pour beaucoup d'entre

eux, les « besoins » que nous croyons primordiaux ne le sont pas; puisque, au lieu d'y pourvoir, des millions d'êtres préfèrent appliquer leurs salaires au bercement illusoire d'une moitié d'ivresse chronique.

Ainsi le bien-être matériel, dont je m'occupe ici, n'est pas seulement un sujet bien prosaïque et vulgaire; il semble même assez chimérique, puisque nous constatons que, pour les pauvres comme pour les riches, cette question de fortune et de dépenses est surtout *affaire d'imagination*.

Mais c'est par là justement que l'histoire des jouissances tirées de l'argent offre un intérêt de premier ordre et tout actuel, puisque c'est à l'*égalité* de ces jouissances que nos contemporains paraissent tenir le plus: les partis politiques n'ont guère d'autre problème en tête; ils l'ont baptisé « question sociale. » Et sous les étiquettes diverses de « socialisme, » « collectivisme, » etc., se sont formulés, à défaut de systèmes précis, de nobles programmes d'organisation de l'égalité, non plus seulement *devant la loi*, mais *devant la bourse*.

Jusqu'à ce que cette dernière égalité soit parfaitement établie, on affirme que les Français demeureront divisés en « classes, » et que ces classes lutteront pour arriver à ce que tous les citoyens puissent mettre une pareille quantité de viande dans leur pot-au-feu. Chacun convient qu'ils en peuvent mettre davantage qu'il y a cent ans; mais, si les recettes de la masse populaire ont augmenté deux fois plus que le prix de la vie, les revenus des bourgeois aisés ont augmenté trois ou quatre fois plus et ceux d'un petit groupe de richissimes ont augmenté six et huit fois davantage.

L'écart, disent les « égalophiles », n'a donc pas diminué entre les plus pauvres et les plus riches, il s'est tout au contraire accru; et il importe peu que les pauvres soient moins pauvres, si les riches sont plus riches. « La situation *absolue* de la classe ouvrière ne signifie rien, disent Lassalle et ses disciples; la seule qu'il faille envisager, c'est sa situation *relative* par rapport aux autres classes, dans le temps où vous vivez. » Il est clair que la distance est beaucoup moindre « entre les classes » chez les sauvages du centre de l'Afrique et du Brésil, que chez les Français ou les Anglais. On n'oserait dire que ces peuplades sont dans une situation socialement supérieure à la nôtre; mais peut-être préférerait-on que la généralité des hommes fût plus misérable, à condition qu'il y eût moins de différence entre eux.

Aux partis qui ne veulent et d'ailleurs ne peuvent *créer* aucune jouissance nouvelle, mais prétendent seulement mieux *répartir* les anciennes, il serait inutile d'objecter que si l'on avait fait le *partage* de celles qui existaient en 1790, le profit de l'opération eût été dérisoire, même pour les plus pauvres; tandis que la *production* de biens nouveaux par la science les a tous enrichis d'un héritage quasi surnaturel. Ces politiques vous répondraient que la question n'est pas là, que l'on n'a rien fait tant que l'on n'a pas diminué l'écart entre les conditions humaines.

L'histoire des budgets privés est seule capable de nous éclairer là-dessus, de montrer si le progrès économique, qui n'égalise pas du tout les « fortunes, » égalise au contraire les « jouissances » et, par suite, réalise sans violence et sans bruit ce nivellement du confortable que des législateurs bienfaisans se flattent d'obtenir à coups de bâton. De sorte que cette histoire des comptes de ménage, à laquelle on eût refusé naguère le nom même d'histoire et que l'on eût traitée de statistique anecdotique, répond assez bien aux préoccupations contemporaines pour prétendre marcher de pair avec le récit des combats, des conspirations, des négociations, des meurtres et des amours de vingt-cinq rois qui ont occupé le trône de France depuis Philippe-Auguste jusqu'à Louis XVI.

La succession des événemens ou des actes par lesquels ces princes ont signalé leur passage n'ont eu pour la plupart, sur la vie privée de leurs sujets, qu'une assez fâcheuse influence. Les vues d'ambition familiale des descendans de ce seigneur parisien qu'était Hugues Capet, poursuivies avec une inlassable persévérance à l'encontre de leurs voisins, ont agrandi leur fief qui a fini par devenir la France moderne; le besoin de fortifier leur pouvoir personnel à l'intérieur a transformé les vassaux, les bourgeois et les manans du plat pays en « sujets » uniformes; de quel prix les générations passées ont payé la paix au dedans et la guerre au dehors, l'histoire s'en est médiocrement enquise. Mais ces changemens territoriaux et politiques n'affectaient que le « citoyen; » l'homme privé, beaucoup plus important que l'homme public, s'en ressentait peu ou point.

Et de vrai, ce n'est ni par règnes, ni par siècles que l'on devrait chiffrer l'histoire pour marquer les étapes de l'humanité, pour apprécier en quoi l'individu d'une certaine date ne re-

semble pas à celui d'une certaine autre. La chute de l'Empire romain, le changement des dynasties, à plus forte raison la politique de tel ou tel monarque, ont eu sur l'état social de leur temps une répercussion cent fois moindre que telle évolution rurale, industrielle ou financière. L'abolition du servage, l'invention des armes à feu, celle de l'imprimerie, la baisse du taux de l'intérêt au XVIe siècle, la crue de la population au XVIIIe et la création des prairies artificielles ont eu, pour les diverses classes de la nation, des résultats effectifs incomparablement plus grands, et, par suite, plus dignes d'examen que toutes les contestations et les faits divers des souverains et de leur entourage, à l'intérieur ou à l'extérieur.

L'histoire, ainsi comprise et envisagée, exigerait à coup sûr une pénétration plus intime des âmes d'autrefois, une recherche plus longue et plus minutieuse de la vie journalière des humbles, plongée dans une ombre épaisse que les documens officiels n'éclairent nullement. Les témoins à interroger et à confronter sont par milliers.

Cette histoire pourrait être, je crois, aussi « littéraire » que toute autre; puisqu'il n'y a pas, quoi qu'on en dise, de genre proprement « littéraire. » — La géométrie devient telle si Pascal tient la plume, ou l'histoire naturelle quand Buffon en est l'auteur, et la métaphysique lorsque Sully Prudhomme la capte dans ses vers; aussi bien les genres d'imagination pure cessent-ils d'être « littéraires » lorsque la comédie n'est qu'une pochade, le romancier qu'un feuilletoniste et la poésie digne seulement du mirliton. — Mais peut-être que l'histoire anti-romanesque dont je souhaite l'avènement tentera peu les auteurs futurs, parce qu'ils consentiront difficilement à se passer de l'attrait du « récit » dramatique qui porte le narrateur sans effort, en même temps qu'il passionne le public. Si les générations nouvelles récrivent perpétuellement la vieille histoire, c'est que seule jusqu'ici elle a su plaire.

Nous sommes ainsi faits que l'aventure bruyante d'un seul personnage nous intéresse beaucoup plus que les vicissitudes silencieuses d'un peuple. Celles-là pourtant sont plus évocatrices d'idées, plus fécondes en conclusions et, comme elles sont d'ailleurs moins connues, quelques lecteurs braveront, j'espère, l'aridité de cette portion d'histoire pour nous suivre dans les ténèbres de l'évolution des dépenses privées.

II

Avant d'étudier l'emploi que chaque classe sociale, à chaque époque, a fait de son argent, il faut d'abord observer que la *nature* des divers besoins a beaucoup varié, en même temps que leur *importance respective* dans le budget se modifiait sous mille influences. Beaucoup de dépenses anciennes ont disparu, d'autres ont diminué ou augmenté, soit en *quantité*, soit en *prix*, enfin de nouvelles dépenses ont surgi. L'on conçoit aisément que l'effet de ces changemens n'était pas du tout le même pour toutes les bourses; la situation pécuniaire de tel ou tel groupe se ressentait plus ou moins de la suppression, de la réduction, de l'accroissement de telle ou telle dépense, *à proportion* de la place que cette dépense tenait précédemment dans son budget.

Dans les comptes de ménage aussi, beaucoup de chapitres se sont transformés, soit qu'ils répondissent aux *mêmes* besoins sous des noms *différens*, soit que les *mêmes* noms fussent donnés à des objets *différens* par leur substance. Lorsqu'on s'applique seulement à comparer le coût de la vie à diverses époques pour en déduire le pouvoir d'achat de l'argent, on est bien forcé de suivre à travers les âges des marchandises identiques et, tout en attribuant à chacune, — laine ou froment, bois ou chandelle, — une part correspondant à la place effective qu'elle occupe dans la vie du commun des hommes, on est tenu de maintenir cette part invariable au long des siècles.

Mais en réalité le *rôle* de chaque comestible, de chaque combustible, de chaque tissu et de presque tous les objets que l'on appelle « nécessaires » a varié considérablement selon les mœurs, les goûts, les conditions économiques, et surtout suivant les découvertes de la science. Et il n'est d'aucune conséquence que le prix des choses dont on ne fait plus ou presque plus usage ait haussé ou baissé; tandis qu'il est de grande conséquence que des matières nouvelles ou des systèmes nouveaux aient été créés, procurant, à très bon marché parfois, des jouissances jadis onéreuses.

Or ces révolutions ont été si nombreuses de nos jours que nous ne mangeons, nous ne buvons presque plus rien de ce que mangeaient et buvaient nos pères; l'histoire des denrées nous l'apprendra. Et non seulement l'alimentation, mais l'habillement,

l'ameublement, le logis, l'éclairage et le chauffage, pour ne parler que des besoins principaux, ont été renouvelés de fond en comble. De sorte que la vie matérielle des Français du moyen âge ou de la Renaissance n'est guère semblable à celle des Français de 1789, et que celle-là même n'est en rien comparable à la vie des Français actuels.

La transformation dans ce domaine est bien postérieure à la Révolution politique. Elle n'a même aucun rapport avec cette Révolution. Des faits incroyables s'étaient accomplis, la face du monde avait changé, la France s'était affranchie de routines séculaires, l'ancien moule social s'était brisé; nos armées victorieuses avaient bouleversé la vieille Europe, par leurs idées plus encore que par leurs sabres; mais, comme durant la première moitié du siècle les nouveautés scientifiques étaient demeurées nulles ou sommeillaient inappliquées, le bien-être de la masse française depuis la chute de l'ancien régime ne se trouvait nullement augmenté.

« Pourquoi es-tu triste, riche duc? dit la chanson de Garin au XIIe siècle. Tu as de l'or et des fourrures en tes coffres, des faucons sur les perches, des palefrois, des mulets, des roussins, et tu as battu tes ennemis. Tous tes vassaux sont prêts à marcher pour te servir. » Parmi les dépenses *disparues*, la plus notable est celle des frais militaires ; chaque particulier au moyen âge avait son « budget de la guerre, » autant que ses moyens lui permettaient de se l'offrir.

La sécurité des personnes et des choses, ce bien aujourd'hui commun et banal, était un luxe *privé :* donjons et forteresses, armes offensives et défensives, poudre, canons et coulevrines, gages de soldats et de capitaines ne figurent plus dans les comptes des millionnaires de notre république; et l'on n'y rencontre pas davantage les traitemens des chevaucheurs et « messagers de pied, » les appointemens des fonctionnaires de leur fief, juges et baillis seigneuriaux, de leurs jongleurs et ménestrels, de leurs « physiciens, » — médecins, — à demeure, et de leurs fauconniers. Ils ne s'habillent plus en cérémonie d'étoffes d'or et, lors des épousailles « en grand triomphe, » les riches mariées ne revêtent plus ces robes chamarrées de pierres précieuses, terribles harnais si couverts d'orfèvrerie qu'on n'eût su dire de quelle couleur était le tissu.

Ils ne tiennent plus table ouverte, leurs châteaux ne sont

plus peuplés d'un domestique innombrable et leurs écuries n'abritent plus un escadron de chevaux et de mulets. Ils ne possèdent plus de meubles d'argent massif; leurs revenus, encaissés sans effort, n'exigent plus de débours onéreux pour les frais de recouvrement et la « voiture » des espèces; s'ils empruntent, ils ne sont plus grevés d'intérêts exorbitans et n'ont plus à soutenir, pour conserver leur propriété, des procès perpétuels dont les débours constituaient une charge onéreuse et à peu près inévitable.

Car beaucoup d'anciennes dépenses, qui semblent au premier abord de pur luxe ou de superfluité, étaient au fond de nécessité réelle : le train militaire était indispensable à qui voulait faire respecter ses biens et sa personne. C'est pourquoi l'on voit si souvent, dans les anciens inventaires de mobiliers, plus de cuirasses que de matelas et plus d'arquebuses que de fauteuils; tout au contraire de nos jours où les panoplies sont pour la parure et les fusils pour le divertissement. Dans ce même manoir qui contenait trois bahuts et trente épées, il y a maintenant trente armoires et il n'y a peut-être pas une épée. Naguère on se fût passé d'un valet de chambre, mais non d'un écuyer.

La profusion des bêtes de selle et de trait n'était pas davantage une fantaisie : sans parler des chevaux d'armes, — le destrier était un besoin plus pressant au XIVe siècle que l'automobile au XXe, — il fallait, au moindre déplacement, nombre de palefrois, bidets, ronsins et sommiers, pour transporter une famille avec ses multiples bagages, puisque l'on n'était assuré de trouver en aucun gîte autre chose que ce que l'on y apportait. Et pour traîner, sur les mauvaises pistes qu'on appelait des chemins, ces superbes voitures de blanchisseur qu'étaient les chars féodaux, il fallait atteler à chacune quatre, six et huit chevaux.

Les lourds joyaux d'or et d'argent, c'était la réserve monétaire, la seule que l'on eût toujours sous la main, pour gager un emprunt urgent ou effectuer une dépense imprévue. Ils représentaient nos titres au porteur et nos dépôts dans une banque de crédit. L'entretien de messagers à domicile, c'était le seul moyen de correspondre; la seule chance d'être soigné ou diverti, c'était d'avoir son médecin ou son ménestrel; et la possession de vaisselle d'argent garantissait seule des assiettes propres, comme celle des fourrures pendant le jour et des tapisseries autour du lit durant la nuit préservait seule du froid et des courans d'air.

La plupart des luxes vraiment inutiles, enluminure de manuscrits, achat ou élevage de faucons pour la chasse et, dans des siècles plus rapprochés de nous, les objets d'art, peinture ou sculpture, coûtaient relativement très bon marché. Ce n'était rien, comparé aux luxes actuels correspondans. Les seules dépenses antiques qui n'aient pas d'analogues aujourd'hui étaient la somptuosité du vêtement masculin, et surtout la table, repues franches, ripailles solennelles où, plusieurs jours durant, des centaines de convives engloutissaient sans trêve ; usage conservé aux noces campagnardes longtemps après son abandon par les seigneurs et les bourgeois.

Ces dépenses disparues ont été remplacées par d'autres, que le riche a partagées avec la masse de la nation : aux frais de garde et de sûreté personnelle a été substitué l'impôt. Et l'impôt n'a pas seulement payé une armée et une police collective ; il a procuré à tous des biens que l'ancien riche ne pouvait obtenir avec sa fortune : des routes et des ponts, des villes hygiéniques et bien tenues, pavées, balayées, arrosées, éclairées, coupées de voies spacieuses pour l'agrément des riverains autant que pour la commodité des passans. Jusqu'au XVIII[e] siècle, qui n'avait pas le moyen de bâtir « entre cour et jardin, » pour soi seul, devait se résigner à vivre sans air et sans soleil au long de ruelles étroites et malpropres.

La satisfaction de ces besoins et de plusieurs autres par l'impôt fut un progrès *économique* autant que politique ; il ne suffisait pas que l'État fût assez organisé pour exiger de chacun des contributions proportionnelles, voire progressives ; il fallait que les contribuables devinssent *assez riches pour les payer*. Notre fiscalité contemporaine, appliquée par Charles le Sage ou par Louis XIV, n'aurait pas rapporté grand'chose.

Aux messagers et courriers privés ont succédé les postes, le télégraphe et le téléphone ; les jongleurs et musiciens du château, les conteurs ambulans sont représentés, suivant la fortune de chacun, par une loge à l'Opéra, un fauteuil d'orchestre, une entrée de café-concert ou les feuilletons du journal à un sou. Les physiciens domestiques, apanage de quelques privilégiés, ont été supplantés par des médecins et chirurgiens indépendans, vingt-cinq fois plus nombreux et accessibles à tous, quoique spécialisés par leurs études ou hiérarchisés par le talent.

III

A la transformation de ces dépenses anciennes les petits ont gagné plus que les grands; l'écart s'est amoindri par ce fait que le peuple a maintenant sa part de biens, naguère hors de sa portée, dont une élite avait le monopole. Entre toutes les métamorphoses, celle de la table a profité surtout aux moins fortunés pour cette simple raison que la nourriture tient dans leur budget une place incompressible. Qu'importe à la bourgeoisie aisée le prix du pain? Il absorbe 200 ou 300 francs chez les gens qui ont 10 000 francs de rente; chez les gens qui en ont 100 000, il ne prélève pas 1 000 francs. Mais chez l'ouvrier, le paysan, il exige le quart du revenu et davantage, à mesure que les bouches augmentent ou que les ressources diminuent.

Lors des famines, lors des renchérissemens excessifs du blé, c'est le pauvre qui a souffert, qui est mort d'inanition; la classe moyenne paie la surtaxe forcée en maugréant; à peine si la classe opulente s'en aperçoit. C'est un point capital dans l'histoire du rapprochement des classes, sous le rapport des jouissances, que l'énorme abaissement et la quasi-immobilité actuelle des prix du pain; puisqu'il n'y a pas, je pense, entre deux hommes, d'écart comparable à celui de mourir ou non de faim.

Le bon marché du blé a donc été un gain exclusivement populaire; il ne s'est pas traduit par une économie d'argent, mais par une révolution alimentaire : l'abandon spontané et quasi universel des pains noirs, bruns et gris pour le pain blanc, devant lequel les Français contemporains sont égaux, au moins autant que devant la loi. Aux riches, qui jadis n'en mangeaient pas d'autres, ce pain de pur froment coûte à présent deux ou trois fois moins; mais ce n'est pas le bon marché de cet article qui pouvait réduire sensiblement les frais de leur table.

Si le pain tient une place très différente *dans le budget alimentaire* de chacun de nous, l'ensemble de la nourriture représente, dans le total de nos dépenses, une part extrêmement variable, suivant le chiffre des fortunes : une famille composée par exemple de quatre personnes consacre à sa table 60 pour 100 d'un revenu annuel de 2 500 francs, 40 pour 100 d'un revenu de 5 000 francs, 25 pour 100 d'un revenu de 20 000 francs et 15 pour 100 seulement d'un revenu de 60 000 francs; bien qu'en

ce dernier cas l'effectif des commensaux soit doublé de quatre ou cinq domestiques.

Le contingent de la table, si divers à présent suivant les classes sociales, n'est pas demeuré identique pour chacune d'elles dans le passé : chez le travailleur manuel, le tiers du salaire suffisait pour la nourriture au xve siècle; il en fallait la moitié au milieu du xvie et, à la fin, les deux tiers, proportion qui varia peu jusqu'à la Révolution. Pourtant, loin de s'améliorer, l'ordinaire s'était réduit; la viande avait disparu des chaumières. Chez le bourgeois, chez le grand seigneur au contraire, le rôle de la cuisine s'amoindrit de siècle en siècle.

Question de mode d'abord plus que de sensualité : la bonne chère avait été le grand luxe du baron féodal, comme la grande chasse ou l'écurie de courses sont le luxe du millionnaire contemporain. Question de personnel ensuite : la clientèle, les hôtes ordinaires et extraordinaires du château étaient en foule, comme les tissus précieux étaient accumulés en abondance; mais les victuailles se renouvelaient plus vite que les costumes. Question de chiffres enfin : les mets recherchés étaient plus onéreux au moyen âge que de nos jours. Dans son budget de 1826, un pair de France qui jouissait de 60 000 francs de rentes dépensait pour le sucre, — sans parler des confiseries, — les trois quarts de ce qu'il dépensait pour le pain; et le sucre sous la Restauration coûtait 2 fr. 85 le kilo. Il coûtait 6 francs sous Louis XIV et 20 francs sous Charles VI (1); bien des denrées étaient dans le même cas.

La table du duc de Bourgogne Philippe le Hardi, qui avait 2 160 000 francs de rentes au xive siècle, ou celle du général des galères Pont-Courlay, qui avait 250 000 francs de revenus sous Louis XIII, accaparait une somme triple de ce que lui consacrent de nos jours des particuliers ayant les mêmes budgets. Au xviiie siècle où les goûts avaient changé, où le train n'était plus le même, le rôle des subsistances était plus borné : cependant la table du duc de La Trémoille, en 1788, équivalait presque au tiers de sa dépense totale : 90 000 francs sur 286 000; proportion qui serait aujourd'hui tout à fait extraordinaire, et qui pourtant est inférieure à celle que Mme de Maintenon assigne au chapitre des vivres, dans la lettre souvent citée où elle règle en détail les

(1) Tous les chiffres antérieurs à 1800 sont traduits en francs de nos jours d'après le pouvoir relatif de l'argent.

comptes de son frère, d'une façon d'ailleurs assez fantaisiste, comme nous aurons lieu de le constater.

Malgré la charge qu'il leur imposait, les hautes classes n'étaient ni aussi délicates, ni aussi prodigues pour leur vivre quotidien qu'on serait porté à le croire. Un ouvrier parisien répondait ingénument, il y a quelques années, au médecin des hôpitaux qui lui reprochait un amour immodéré de la bouteille et s'enquérait combien il buvait : « Mais pas trop, mes quatre litres par jour comme vous, parbleu ! » Ce prolétaire eût fort mal vécu à la Cour du roi Philippe le Long où mangeaient, en 1316, 408 personnes et où l'on consommait par jour 280 litres de vin seulement : soit seulement 70 centilitres par tête. Ce qui laisse supposer qu'une partie du personnel se contentait d'eau claire.

Mme de Maintenon regarde comme exorbitant qu'il faille à sa belle-sœur d'Aubigné « des confitures à la collation et du beurre à déjeuner. » Elle nous paraît bien sévère, pour un ménage qui a dix domestiques et dont la dépense journalière monte à 42 fr. 35, soit 3 fr. 50 par personne; chiffre fort raisonnable aujourd'hui, même à Paris. Les menus sont courts pourtant et ne prévoient, pour le dessert, qu'un plat de pommes et de poires, « qui passera la semaine en renouvelant les vieilles feuilles qui sont dessous. » Depuis cinq cents et même depuis deux cents ans, les riches et le peuple ont changé de nourriture; mais le changement a été beaucoup plus sensible chez le peuple, et l'on montrera comment il s'est opéré en examinant dans un prochain article chaque sorte d'alimens.

Tandis que la création ou la circulation d'une masse de subsistances nouvelles n'a eu d'autre effet que de procurer au riche une *économie*, elle a procuré au peuple une *jouissance*. Le peuple possède maintenant des choses que le riche seul possédait; le riche les paie seulement moins cher. La table du riche a changé de *prix;* celle du peuple a changé de *nature*. L'avantage positif dans cette évolution est tout entier du côté du peuple : avantage matériel, puisqu'il accède à des biens jusqu'ici hors de son atteinte; avantage moral aussi, puisque sa condition ne diffère plus autant de celle des classes supérieures.

IV

Or le même phénomène s'est produit dans tous les chapitres du budget populaire : si le travailleur avait vu seulement son salaire augmenter deux fois plus que le prix de ses anciennes consommations, il en pourrait consommer le double et ce serait déjà quelque chose. Mais on pourrait soutenir que la distance est toujours la même entre lui et les privilégiés de la fortune, que cette distance même a grandi, puisque les fortunes contemporaines ont triplé, quadruplé et que les richissimes actuels sont six ou huit fois plus riches que ceux d'autrefois. Et l'on aurait beau dire que ces nouveaux aristocrates d'argent sont des parvenus du travail et de la démocratie, ce fait brutal n'en subsisterait pas moins : qu'eu égard à la somme des besoins satisfaits l'inégalité irait croissant.

Mais les *substances* et les *procédés* dont usent les Français de 1909 pour s'habiller, se meubler, se chauffer, s'éclairer, voyager ou s'amuser, n'ont pas moins varié depuis cent vingt ans que les procédés et les substances dont ils usent pour se nourrir. De même que le pain, la viande, le poisson, les légumes, l'huile, le vinaigre, le sucre, les fruits, le vin, — sans parler des denrées exclusivement modernes, — consommés aujourd'hui par la masse de la nation, n'ont de commun que *le nom* avec les alimens ainsi désignés en 1789 ; de même une paire de draps ou de chaussettes, un costume ou un chapeau, des rideaux ou des tapis, des assiettes ou des cuillers, une bougie, une feuille de papier ou une gravure, tout en ayant gardé leur ancien sens, sont devenus, — et par la matière et par la façon, — des objets nullement comparables à ceux qui répondaient jadis aux mêmes besoins.

Peu importe qu'à de nouvelles acquisitions ait correspondu l'introduction dans le langage de *vocables nouveaux :* gaz ou calorifère, chemin de fer ou pétrole, télégraphe ou bicyclette ; les *vieux mots* conservés recouvrent tout autant de découvertes et de révolutions.

Le succès de ces révolutions et de ces découvertes était nécessairement lié à une consommation intense. Le XIXe siècle ayant, pour produire en grand et pour transporter en masse, évoqué le Génie de la Force et déchaîné le Génie de la Vitesse, ses esclaves-machines l'entraînaient. L'offre énorme ne pouvait être

absorbée que par le peuple innombrable ; et ce peuple, ne pouvant l'absorber qu'à très bas prix, la quantité créait le bon marché. Elle n'eût su exister sans lui. Par une conséquence forcée, le nombre, la foule urbaine et rurale, recueillit donc elle-même le plus clair bénéfice de ce gigantesque effort où elle collaborait de son bras.

Cet effort ne porta pas toujours sur des objets indispensables; il ne fut pas aussi efficace pour toutes les matières, parce que l'on ne peut donner des lois à la Science et lui dire : « Tu créeras de préférence ceci ou cela. » Le progrès a multiplié les étoffes, le linge, le café, les journaux, les fruits secs, le poisson salé, les tapis, la faïence, les couverts de ruolz, les dentelles-imitation ou les voyages circulaires, plus qu'il n'a multiplié les œufs, les gigots, les bottines ou les vastes logis dans les cités surpeuplées.

Cela tient à ce que jusqu'ici la demande de ces derniers articles égale ou même surpasse la production; car plusieurs, comme les souliers, ont haussé de prix depuis un siècle. Mais rien n'empêche de prévoir que l'élevage, le commerce et l'industrie mondiale, à l'aide d'engrais et de systèmes nouveaux, décuplent ou remplacent les bestiaux et les cuirs. Et, si l'on n'a pas encore trouvé le moyen de réduire le coût des matériaux et de la main-d'œuvre pour la confection d'une maison, autant qu'on l'a fait, par exemple, pour la confection d'une chemise, d'une lampe ou d'un morceau de sucre, la création récente de railways électriques aura pour effet d'élargir, d'étirer le sol urbain, en supprimant la distance du centre des villes à leurs banlieues.

Le peuple n'a vu diminuer ou disparaître aucune de ses anciennes dépenses d'agrément, — cela lui eût été difficile, il n'en avait guère. — Quant aux dépenses désagréables, comme les obligations militaires d'acquisitions d'armes, de garde bourgeoise et, plus tard, de logement des gens de guerre et de tirage à la milice, elles ont été remplacées par notre service obligatoire de deux ans; fardeau sans doute aussi lourd, mais d'un effet plus utile pour le bon ordre général.

Un certain nombre de marchandises lourdes, encombrantes ou promptes à se gâter, comme le bois, la paille, les fruits, qui ne circulaient pas et se trouvaient parfois à vil prix au lieu de production, ont enchéri, avec les moyens de transport, pour les consommateurs du voisinage. Quoiqu'il subsiste encore entre les

prix de nos diverses provinces des différences assez sensibles, il y en avait bien davantage aux siècles passés. La vie coûtait plus cher à Lille qu'à Paris sous Louis XIV. L'intendant de La Rochelle affirme qu'en Saintonge la viande, le vin, le bois, sont infiniment meilleur marché qu'en Bretagne. Pourtant, entre certains prix de la Bretagne et de la Provence, il y avait un écart du simple au double.

Que l'on pût tenir sa maison à Boulogne-sur-Mer pour moitié de ce qu'il en coûte à Londres, comme nous l'apprend un Anglais sous Louis XV, le fait est possible; mais que, suivant un autre voyageur les auberges de Metz fissent payer 3 fr. 40 le logement et un bon dîner sous Louis XVI, tandis que, pour un mauvais dîner et une chambre, les aubergistes de Nancy exigeaient 15 francs, voilà qui paraît plus difficile à admettre. Les touristes sont enclins à généraliser et, lorsque le docteur Smollet nous dit qu'à Paris, en 1763, tout est deux fois plus cher que seize ans auparavant, bien que la manière de vivre fût restée la même, nous savons qu'il exagère; la comparaison des prix accuse seulement une hausse de moitié.

A cette époque (1767) les invalides Canadiens, rapatriés en France, n'avaient pour vivre que la paie du soldat : 0 fr. 55 par jour, ou 0 fr. 33 avec le pain de munition en nature; pourtant, « ils sont bien portans et ne semblent pas dans le besoin. » Il fallait bien qu'ils vécussent alors avec ces 0 fr. 55 par jour; certains manœuvres ne gagnaient pas davantage. Mais comment « vivaient-ils? » Parmi la classe laborieuse d'aujourd'hui il y a vingt manières de « vivre, » parce qu'il y a vingt catégories d'ouvriers et de paysans.

Si les besoins de l'homme sont, hélas! tristement compressibles dans la misère, ils sont naturellement extensibles dans l'aisance. De sorte que personne n'a jamais pu ni ne pourra dire ce que c'est qu'une « dépense de luxe. » On ne saurait pas définir le « luxe » *en lui-même*, il n'existe que par rapport aux autres objets, aux milieux et aux circonstances : une côtelette ou un fromage étaient de grand luxe à Paris, à la fin du siège de 1871. Qualifierons-nous « luxueux » ce qui est inutile? Encore faudrait-il savoir ce qui est « utile, » ce qui même est « indispensable. » Une fourchette, un mouchoir, sont-ce des objets de luxe? Un miroir, une bicyclette, sont-ce des objets indispensables? Hier, du pain blanc et des vitres aux fenêtres

étaient un luxe aux yeux du même paysan pour qui sa carriole attelée d'un cheval est aujourd'hui une chose de première nécessité.

Rien ne s'oppose à ce que beaucoup de « luxes » actuels deviennent des « besoins » dans l'avenir; ni d'ailleurs à ce que, par une marche inverse des prix, des « besoins » usuels et communs naguère soient promus au rang de « luxes. » On en vit un exemple au XVIe siècle lorsque l'enchérissement de la viande força les classes populaires à y renoncer. La multiplicité des domestiques au XVIIe siècle, où les gages d'un laquais ne dépassaient pas 300 francs par an, correspondait à une moindre opulence que de nos jours; et les perles fines n'étaient pas, au XIVe siècle, une parure inaccessible aux classes moyennes, lorsque les grosses perles d'Orient coûtaient 70 francs et les petites 6 à 7 francs. La possession d'une tapisserie ancienne des Gobelins n'était pas, au début du règne de Napoléon III, l'apanage des fortunes exceptionnelles, lorsque les mêmes, qui se payent maintenant 200 000 ou 300 000 francs la pièce, se vendaient 400 et 500 francs aux environs de 1850. Les tapis persans, assez répandus parmi notre bourgeoisie contemporaine, lui échapperaient aussi le jour où les femmes de Perse, émancipées, cesseraient de travailler pour 0 fr. 20 par jour.

De quelque marchandise qu'il s'agisse, la baisse ou la hausse de son prix a cette conséquence de la déclasser, de la transférer de la catégorie somptueuse ou superflue à la catégorie usuelle, et réciproquement. Ces catégories n'ont donc rien de fixe, et les déclassemens ne s'opèrent pas toujours dans le même sens.

Nous assistons depuis soixante-dix ans à un développement inouï de l'aisance ; il n'en faudrait pas conclure que c'est là un phénomène naturel et quasi fatal de la civilisation, comme aux rosiers chaque printemps fleurissent des roses. Loin que les « progrès » poussent tout seuls, il faut que la Science les enfante un par un dans la peine. Tarde-t-elle à les réussir, à les imposer, le cours normal de la vie peut parfaitement appauvrir des populations, même libres et éclairées, mais grossissantes. On pouvait signaler vers 1830, comme un fait *évident*, que « l'artisan, à mesure que nous avançons, tire un moindre parti de son travail; » parce qu'en effet, si l'on comparait les salaires et les consommations de 1810, 1800 ou même 1790 à ce qu'ils étaient dans les premières années du règne de Louis-Philippe, on constatait que,

d'une époque à l'autre, le prix de la vie avait haussé plus que le taux des salaires.

Au commencement du Second Empire, en 1855, où l'ouvrier ne gagnait pas moitié de ce qu'il gagne en 1909, le prix des principaux objets d'alimentation, tiré des mercuriales officielles, des bulletins commerciaux et de divers comptes privés, était à peu près le même que de nos jours. Aussi la masse de la nation menait-elle un tout autre train. Le maçon parisien déjeunait alors d'une mixture de pain et d'eau chaude, sans beurre ni graisse, vulgairement baptisée de « soupe tourmentée. » Dans une famille bourgeoise, on remboursait à une « bonne » sa nourriture sur le pied de 1 fr. 25 par jour; ce qui ne signifie pas que sa nourriture coûtât moins cher qu'aujourd'hui, puisque le pain, le vin, la viande, les pommes de terre, etc., étaient aussi chers, mais que l'ordinaire d'une servante, il y a un demi-siècle, n'était pas du tout ce qu'il est présentement.

La famille dont il s'agit était celle d'un médecin de la capitale, dont la femme a tenu ses comptes de ménage, jour par jour, de 1840 à 1880. Et l'on constate, en feuilletant ses livres, que, dans les divers chapitres du budget, la plupart des articles de luxe coûtaient de 1845 à 1860 le même prix qu'en 1909. Seulement, ces articles seraient aujourd'hui beaucoup plus nombreux parce que le médecin actuel d'un rang équivalent à celui-là gagne beaucoup plus que son devancier.

V

Quel a donc été le résultat positif du progrès matériel pour le riche et pour le peuple? Quelle est de nos jours leur situation respective, par rapport à ce qu'elle était dans les siècles précédens? Et comment s'est effectué ce nivellement graduel des « jouissances, » parallèle et simultané à l'inégalité croissante des « fortunes? » Car un double phénomène s'est produit : augmentation du chiffre des richesses, réduction de prix des dépenses. Les découvertes de la science, appliquées par l'industrie, ont bouleversé le rapport des choses et leur valeur, aussi bien pour des objets dits « superflus » que pour des objets dits « nécessaires. » Il advient par suite que, le riche a beau être plus riche, il n'y a guère de jouissances dont il ait le monopole et, quoique la distance ait grandi entre un multi-millionnaire et un terrassier,

si l'on ne regarde que la somme d'argent qu'ils possèdent l'un et l'autre, cette distance a diminué si l'on envisage les conditions de leur vie. L'écart pécuniaire est plus grand, l'écart usuel et réel est plus petit.

Le riche semble doublement enrichi, si l'on veut, puisque son budget est plus gros et que sa vie est moins chère; mais la diminution du prix de sa vie le touche peu, elle ne lui procure pas de plaisirs positifs, elle le libère seulement d'une partie de ses charges. Et l'accroissement de sa richesse le touche également peu, puisqu'il n'en a pas l'emploi nécessaire et qu'il se crée pour l'employer de nouveaux besoins, de nouvelles dépenses, de moins en moins utiles et, pour les richissimes, tout à fait artificielles. On peut dire qu'en beaucoup de cas *l'ancien « luxe » du riche était jadis un « besoin, » et que les nouveaux « besoins » du peuple sont des « luxes. »* Ce sont les luxes anciens du riche et même des luxes que le riche ancien n'avait pas.

Le nivellement consiste donc en ceci : que le peuple a acquis plus de vrai bien-être, plus de luxe utile que le riche. La richesse a moins de jouissances véritables par-dessus la médiocrité, qui lui ravit ses anciens privilèges. La foule les possède désormais avec très peu d'argent, ce peu que le commun des hommes obtient aisément par son travail. Et l'argent, pour donner quelque chose, en est réduit à donner des biens de plus en plus factices.

Douterait-on de ce rapprochement des classes et de la différence, moindre que naguère, qui existe entre l'élite et la masse? Il suffit, pour s'en convaincre, de les regarder vivre aux temps passés et actuels, de voir comment l'une et l'autre étaient nourries, vêtues, meublées, éclairées, chauffées, logées, transportées, diverties ou soignées et comment elles le sont aujourd'hui. Il y a moins de différence entre un homme qui mange des truffes ou du raisin à 5 francs la livre et un homme qui mange de la charcuterie et une orange de deux sous, qu'entre ce dernier et un homme qui mange du pain sec; et il y en a moins encore entre ceux-ci qu'entre l'homme qui mange à son appétit et celui qui souffre de la faim.

Il y avait plus de différence entre le paysan éclairé d'une chandelle de résine et le seigneur éclairé par des bougies de cire, qu'il n'y en a entre un ouvrier éclairé au pétrole et un bourgeois éclairé à l'électricité. Ou, si l'on veut, il importe peu d'avoir vingt lampes ou d'en avoir une; mais il importe beaucoup

d'avoir une lampe ou d'être dans l'obscurité. Il importe également peu d'avoir des costumes garnis de point d'Alençon et créés par le grand couturier, ou seulement une robe de soie tramée coton et brodée à la machine, venant du magasin de confection; mais il importe beaucoup d'avoir une toilette élégante à bas prix ou de s'en passer.

L'écuelle de terraille ou de bois graisseux, dans laquelle mangeaient les pauvres gens des siècles passés, ressemblait plutôt à l'auge de leurs bestiaux qu'à l'assiette d'argent ou même d'étain des classes supérieures. Mais aujourd'hui l'assiette de faïence à 0 fr. 15 des tables les plus modestes diffère peu d'aspect et nullement de propreté de l'assiette de porcelaine la plus chère. Des murs lambrissés de papier peint à 0 fr. 50 le rouleau et ornés de chromos encadrés sont moins opulens que des panneaux tendus de soie et décorés de tableaux de maîtres; mais ils s'en rapprochent beaucoup plus que jadis une boiserie sculptée ou une tenture de cuir doré d'une muraille nue, crépie à la chaux.

Entre l'individu qui disposait de messagers privés ou qui, depuis l'invention des postes, payait un port de lettres aussi cher qu'une journée de travail, et l'individu à qui ses ressources interdisaient tout espoir de correspondre au loin avec un parent, il y avait un abîme. Maintenant, la conversation téléphonique du premier n'est séparée du pli affranchi à 0 fr. 10 par le second que par une simple nuance, un délai de quelques heures. De même, entre le voyage en troisième classe de l'un et le voyage en sleeping-car de l'autre, nulle dissemblance comparable quant à la durée, la facilité ou la fatigue, à celle qu'il y avait entre le voyage en litière, en « chariot branlant, » ou, plus récemment, en berline de poste, et le voyage à pied ou dans le panier suspendu entre les roues à l'essieu du coucou.

Bref, sous quelque point de vue que l'on envisage, depuis sept siècles ou tout simplement depuis cent ans, d'un côté les privilégiés de l'aisance et de la richesse, de l'autre les plus humbles salariés, qu'il s'agisse des plaisirs qu'ils peuvent prendre, des livres qu'ils peuvent lire, des remèdes qu'ils peuvent acheter et de tout l'ensemble des besoins que la civilisation permet de satisfaire, il est évident que l'écart entre eux a singulièrement diminué et diminue à chaque invention nouvelle. La bicyclette, par exemple, est beaucoup plus utile au pauvre que l'automobile au bourgeois,

et le Métropolitain donnera bientôt à tout prolétaire ce que le roman de 1840 présentait comme le faste inouï du « comte de Monte-Cristo : » une voiture à toute heure attelée et à ses ordres.

Ce ne sont pas les riches qui auraient pu tripler, quintupler, décupler depuis quatre-vingts ans la consommation française de cinquante marchandises diverses. Les riches sont peu nombreux : l'effectif des familles qui tirent *de leurs rentes ou de leur travail* un budget annuel supérieur à 10 000 francs est, je crois, peu supérieur à 160 000, et j'ai estimé à 360 000 ceux qui disposent de 5 000 à 10 000 francs par an (1). Ces 500 000 familles ne constituent pas le vingtième de la nation. Ce ne sont pas elles qui pourraient absorber des dizaines, des centaines de millions de kilos de froment ou de papier, de sucre ou de coton, en plus de ce qu'elles absorbaient précédemment.

Quel que soit le bon marché de certains objets, il arrive un moment où leur clientèle, saturée, se dérobe à un accroissement indéfini de la production. Le pain ne coûtât-il que deux centimes le kilo, l'ouvrier n'en mangerait pas dix kilos par jour, et le port des lettres ne coûtât-il rien du tout, les citoyens français n'en écriraient pas pour cela vingt fois davantage. C'est parmi les classes fortunées que la consommation des choses *nécessaires* a le moins augmenté, par ce motif que leurs besoins à cet égard étaient déjà largement satisfaits.

Une remarque s'impose dans cette histoire du nivellement des jouissances : l'animal humain que nous sommes, le seul, dans ce potager rocheux et sylvestre que nous disputons aux brutes, à qui la nature n'ait pas mis son couvert et taillé son costume, a transformé jusqu'ici quelque peu son sort. Mais, depuis l'époque où, logé dans des grottes et vêtu d'une peau empruntée aux fauves, il se nourrissait d'herbes crues ou de chairs massacrées, jusqu'à ce qu'il ait découvert la télégraphie sans fil et

(1) Voyez le tableau inséré à la page 358 du tome V de mon *Histoire économique de la propriété, des salaires*, etc. Le ministre des Finances, dans l'exposé des motifs du projet d'impôt sur le revenu, évalue à 187 200 le nombre des revenus supérieurs à 10 000 francs. En revanche, il ne porte qu'à 294 000 le nombre des revenus de 5 000 à 10 000 francs. — Ces estimations ne peuvent prétendre, jusqu'à nouvel ordre, à une exactitude mathématique, et je ne sais si les appréciations du gouvernement sont plus près de la vérité que les miennes. On ne saurait, en tout cas, m'accuser de réduire à l'excès le nombre des riches, puisque le chiffre de 527 000 donné par moi, pour tous les revenus au-dessus de 5 000 francs, est supérieur à celui de 481 000 indiqué par l'administration des Finances.

l'aéroplane, chaque pas fait par l'homme dans ce que nous nommons le « progrès » a été moins important que le précédent.

Je veux dire que chaque invention nouvelle a beau sembler, a beau être réellement, *plus merveilleuse en soi* qu'aucune des inventions antérieures, elle constitue, *au regard de l'état préexistant, une révolution* moindre. Elle apporte à la condition de l'humanité une mutation moins radicale que celles qu'y avaient apportées les étapes passées.

L'invention du langage avait été un pas plus important que celle de l'écriture, sur pierre ou sur écorce. Celle-là à son tour était une découverte plus précieuse que celle du papyrus ou des tablettes de cire. De là au parchemin, au papier de chiffon, au livre imprimé, puis au journal, à la pâte de bois, au clichage, aux machines rotatives et à la linotype, on voit clairement que le résultat obtenu pour l'expression et la diffusion des idées n'a pas correspondu, à chaque degré franchi, à la génialité qu'il a fallu déployer pour le franchir.

Et de même pour le transport des personnes et des marchandises : la grande trouvaille fut l'animal de bât ou de selle; après quoi, vint l'idée de la roue dont les conséquences, en fait de communication, dépassèrent beaucoup en leur temps celles que, dans le nôtre, ont eues les chemins de fer. La simple institution des postes a aussi rendu plus de services effectifs que le télégraphe ou le téléphone. La grande innovation, en fait de combustible, fut l'étincelle produite par le frottement du silex. Le briquet ou les allumettes amorphes ne sont rien en comparaison, ni même les calorifères à vapeur.

Depuis l'arc ou la fronde qui permettaient de se défendre et d'attaquer jusqu'aux armes de fer, à la poudre, aux mousquets et au canon de 320 millimètres; depuis la conception du filage de la laine jusqu'aux manufactures de textiles, d'un progrès à l'autre, la science a été croissant et l'intérêt décroissant puisque la vie était de moins en moins changée. Je ne sais si l'on trouvera dans l'avenir quelque chose de vraiment capital, comme la suppression des infirmités ou de la maladie; mais jusqu'à ce jour nous avons simplement perfectionné les besoins de nourriture, de logement, de vêtemens, de chauffage, d'éclairage, le besoin de nous remuer et de transporter les objets. Nous n'avons pas créé de nouveaux types de besoins *fondamentaux;* car on ne saurait appeler tels les bijoux, les arts, le théâtre ou le tabac.

Mais si la fertilité de notre imagination n'aboutit qu'à obtenir par des procédés nouveaux des satisfactions anciennes, c'est surtout pour les riches que l'effet de ces découvertes est *de plus en plus petit*. Ce qu'elles leur donnent n'est rien auprès de ce qu'elles leur enlèvent : le privilège de jouir seuls naguère de ce dont le commun des hommes jouit désormais. Un par un, les anciens monopoles de l'élite fortunée lui échappent et le peuple les conquiert; ses désirs s'éveillent aussi vite que ses prises s'étendent.

« Que faut-il à un nègre du Soudan, disait-on, il n'a pas de besoins; qu'on lui donne une chemise il ne souhaitera rien de plus. — Vous vous trompez, répondait un fin psychologue, lorsqu'il aura une chemise, il voudra faire faire sa photographie. » L'emploi que font les « besogneux » de l'Europe de leurs nouvelles disponibilités n'est pas toujours le plus judicieux : au lieu de faire faire leur photographie, ils s'alcoolisent. Ils ressemblent à ce berger de jadis qui disait en pataugeant dans la boue : « Si je suis jamais roi, je garderai mes brebis à cheval. » A la création d'un petit pécule ou d'une vie plus douce, beaucoup préfèrent l'indigence avec l'eau-de-vie à discrétion; ils « gardent leurs brebis à cheval. » Le bien-être cependant a fait son chemin; il a pénétré peu à peu des couches de plus en plus profondes qui, baignées dans cette ambiance, ne se doutent pas de leur luxe lorsqu'elles « mangent figues et dattes, » ce dessert de richard au temps du poète Villon, et lorsqu'elles achètent une montre d'argent ou d'or.

VI

Que fera donc le riche, maintenant que ce bijou, ayant cessé d'être précieux, est souvent remplacé dans son gousset par une montre d'acier bruni? Que fera ce riche actuel, à la fois plus garni d'argent que ses devanciers, et libéré d'une partie de ses charges par la baisse de prix de ses anciennes dépenses vulgarisées?

La fortune, incapable de donner la santé ou l'intelligence, ou la beauté, ou la gloire, donnait sous l'ancien régime le rang et la puissance, à tout le moins l'honneur et la considération. Désormais, l'opinion en interdit l'étalage; le train extérieur est passé de mode dans nos cités; les pompes nuptiales y seraient

ridicules et voici que les pompes funéraires deviennent déplacées. Les piétons, éclaboussés et respectueux devant les anciens carrosses à chevaux, regardent d'un œil sourcilleux les nouveaux carrosses à pétrole, et seul un autobus peut écraser quelqu'un impunément. Parmi les manifestations antiques de la richesse, beaucoup flattaient seulement la vanité; à ce titre elles n'étaient parfaites qu'à la condition d'être publiques et montrables. Ces jouissances disparaissent ou s'atténuent fort dès qu'on cesse de les afficher et qu'il les faut goûter à huis clos.

Puisqu'il n'en a plus d'autres, le riche devra s'en contenter : il y voyait clair avec ses deux lampes Carcel et son lustre de vingt-cinq bougies de stéarine, il y verra plus clair avec cinquante lampes électriques dont chacune a l'intensité de vingt bougies. Il avait des assiettes et des couverts d'argent, mais en petit nombre, et il n'en changeait pas à chaque plat; son argenterie sera plus abondante, ses porcelaines et ses cristaux fragiles exigeront plus de frais annuels qu'une inusable vaisselle plate Le loyer de son appartement, dans un quartier élégant de Paris, viendra s'ajouter à l'achat et à l'entretien d'une maison de campagne.

S'il voyage, ce ne sera plus à la distance de 20 lieues, mais à 200 ou à 1 000, et ces déplacemens, jadis rares, se renouvelleront plusieurs fois par an. La toilette de Monsieur coûtera moins qu'il y a deux siècles; mais, si Madame est coquette et se sert des grands faiseurs, elle se chargera de doubler en définitive le chapitre consacré à l'habillement par le ménage. Si ce ménage est fastueux pour sa table, s'il s'y fait servir des asperges en janvier à 40 francs la botte ou des vins de premiers crus à 1000 francs la pièce, s'il y veut voir des orchidées rares, renouvelées en permanence, il peut égaler avec peu de convives la dépense des tables d'autrefois avec leurs amas de chairs alignées en de multiples bassins. Si l'un des membres de la famille est malade ou doit subir une opération, et que l'on ait recours aux soins des praticiens le plus en renom, les honoraires seront dix ou vingt fois plus hauts que ceux dont se contentaient les médecins et chirurgiens du passé.

Telles seront, avec beaucoup d'autres, les nouvelles manières pour le riche de dépenser son superflu. Quelle en est, je ne dis pas l'utilité, mais simplement le charme positif? Qui ne voit combien il est réduit, et combien les jouissances sont vaines pour

ces quelques milliers de privilégiés. Ils ne sont pas davantage en effet, puisque les divers luxes que nous esquissons ici ne sauraient être l'apanage de la plupart des 85 000 familles françaises qui disposent de 10 000 à 20 000 francs par an et qu'une partie seulement des 77 000 familles qui ont plus de 20 000 francs de revenus peuvent payer quelques-unes de ces fantaisies.

Et la preuve que ces fantaisies n'ont pas en elles-mêmes grand attrait et que la bourgeoisie, riche ou aisée, capable de se les offrir, ne s'en soucie pas, c'est qu'elle se plaît davantage à faire des économies. Il est vrai qu'en agissant ainsi elle grossit sa fortune et s'éloigne, pécuniairement, du peuple dont hier elle est issue. Mais qu'importe une inégalité d'argent qui n'engendre plus une inégalité de réelles jouissances?

Montez plus haut en effet, jusqu'aux 5000 budgets privés de 100 000 à 200 000 francs; allez jusqu'au sommet de la pyramide des revenus combinés du capital et du travail, où figurent 1100 budgets supérieurs à 200 000 francs, et vous verrez combien plus conventionnel encore et de pure imagination est le luxe où doit se cantonner ce petit groupe d' « heureux » enviés. Les édits somptuaires que la monarchie promulguait assez naïvement, de loin en loin, « pour la réforme des dépenses superflues dans les maisons particulières du royaume, trains, tables, habillemens, meubles et jeux, où se glissent les abus et désordres, » auraient plus ample matière à fulminer contre les superfluités contemporaines.

Pourtant les censeurs royaux ne pourraient reprocher aux seigneurs de notre république de se ruiner par leur gaspillage, comme il arrivait à maints citoyens de l'ancien régime. Le cas est rare présentement; ce sont les spéculations malheureuses et le morcellement après décès qui se chargent de faire fondre les plus gros lingots. Qu'ils résistent plus ou moins ou soient remplacés par d'autres de formation nouvelle, leurs propriétaires, pour les employer, se réfugient dans des Fragonards ou des Gainsboroughs à 400 000 francs, dans des tentures des Gobelins à 300 000 francs, dans des yachts de grand tonnage aussi rapides que des paquebots, dans des chasses où 6000 faisans sont abattus en un jour, dans des écuries de courses peuplées de 200 ou 300 chevaux à l'entraînement, ou dans un boudoir dont l'entretien peut n'être pas moins dispendieux que celui du gibier ou des pur-sang.

Pour conquérir et conserver un siège au Parlement, celui-ci répandra ses largesses périodiques sur des milliers d'électeurs : pour régner dans la société d'un pays aristocratique, celui-là subventionnera l'héritier du trône par des prêts remboursables en politesses. D'autres seront collectionneurs et le champ alors sera sans limites : qu'il s'agisse de camées ou de médailles, de reliures, ou de bibelots, de bronzes ou de porcelaines, on pourra faire tenir des millions dans l'espace étroit de quelques vitrines. Et si, par une aventure plus fréquente qu'on ne croit, le richissime n'a aucun de ces goûts laborieux, s'il n'est ni sportsman, ni artiste, ni même vaniteux ; si c'est un homme qui voit trop le néant des choses et qui ne sait ou ne veut pas se donner « la peine de jouir » de sa fortune, il est obligé de l'accumuler jusqu'à ce qu'un partage la dépèce ou qu'un maladroit la dissipe. L'hyperopulence lui devient de nul prix, non qu'il la dédaigne, mais il ne la « sent » plus.

Quelque parti que prenne cette élite, sa capacité de consommation, pour énorme qu'elle soit, est sans intérêt parce que son objet est illusoire. Cette extrême supériorité d'argent ne donne plus ni des « commodités, » ni même des « beautés, » mais seulement des « raretés. » Elle ne donne pas les plus belles choses, mais seulement les plus chères : les portraits de l'école française du XVIIIe siècle n'étaient ni plus ni moins beaux il y a soixante-dix ans, lorsqu'ils se vendaient à vil prix, qu'aujourd'hui où leur vogue surpasse celle de toutes les autres peintures.

De ce qu'un Crésus actuel alloue à son jardinier-chef le double du traitement de 12000 francs que Louis XIV donnait à La Quintinie, il ne s'ensuit pas que l'horticulteur du XXe siècle soit plus savant ou plus habile. De ce que les meubles payés à André-Charles Boulle par le grand Roi, pour Versailles ou Trianon, n'aient jamais dépassé 5 à 6000 francs, tandis qu'une de ces mêmes commodes authentiques peut se vendre aujourd'hui cent fois plus, on n'en saurait conclure que le mérite de ces marqueteries ou de ces bronzes ait centuplé, mais seulement que le très grand luxe moderne a la « rareté » pour objectif, *parce qu'il ne peut plus en avoir d'autre.*

Dans une salle du musée Wallace, à Londres, se voient deux bureaux : l'un est la copie de celui de Riesener au Louvre, c'est une œuvre superbe exécutée en 1878 ; l'autre est une table Louis XV assez ordinaire, mais ancienne ou supposée telle. Si

demain ces deux bureaux étaient mis en vente, les « amateurs » mépriseraient le premier et s'arracheraient le second à prix d'or. Cette différence de traitement concrète la protestation du luxe actuel contre la jouissance démocratisée. Cette recherche forcenée de l' « unique » est un sentiment que nos pères n'ont pas connu, parce qu'ils n'étaient pas guettés comme nous par la reproduction et l'imitation.

Pourrait-on nier cependant le nivellement social des jouissances, parce qu'il continue d'exister une vingtaine de gens qui ont un yacht, une grande chasse ou une galerie de tableaux? Faut-il, pour que les Français soient heureux, qu'ils détiennent *tous* le meuble *unique*, ou qu'on brise ce meuble puisque tout le monde ne peut l'avoir? Il est des cas où le « plaisir de rareté » est indéniable, lorsqu'il s'agit de certains biens dont la foule ne peut user sans leur enlever une partie de leur charme : il serait sans doute plus agréable pour chaque Parisien de posséder le Bois de Boulogne à soi tout seul, ou avec un petit nombre d'amis, plutôt que d'en partager aux jours de fête la jouissance avec 500 000 propriétaires. Mais c'est justement la gloire du Progrès d'avoir créé cet encombrement, en rendant accessible à tous la promenade jadis éloignée.

Les seules jouissances que n'éprouveront jamais l'universalité des êtres sont les jouissances exceptionnelles; M. de la Palisse est le seul qui l'eût remarqué; personne autour de nous ne s'y résigne. Oserions-nous bien rire de cet enfant jaloux qui refuse les pâtisseries offertes à la table de famille en disant avec rage : « Le seul gâteau que je veuille c'est celui que mon frère a mangé! » Il est des jouissances négatives, on ne les nivellera jamais; pour beaucoup de nos contemporains, la seule privation vraiment insupportable, c'est de penser qu'il puisse exister un plaisir auquel ils ne goûtent pas.

V^TE G. d'Avenel.

M. ARTHUR BALFOUR

J'ai essayé ici, à plusieurs reprises, d'esquisser la physionomie des hommes d'État anglais qui ont, depuis vingt-cinq ans, occupé le devant de la scène politique. M. Balfour, qui commande, depuis 1891, les forces conservatrices dans la Chambre des Communes, qui a été trois ans premier ministre et qui semble appelé à le redevenir, M. Balfour que la mort de lord Salisbury et la retraite, peut-être définitive, de M. Chamberlain ont laissé seul en vue et en avant, loin en avant de ceux qui le suivent, M. Balfour était, dès longtemps, indiqué pour figurer au premier rang dans cette galerie. J'hésitais à l'aborder parce que je craignais de ne pas le comprendre. Vu à grande distance et d'après les mille impressions contradictoires que laissent dans l'esprit les propos de la conversation courante, M. Balfour m'apparaissait comme un problème vivant, une personnalité faite d'élémens inconciliables : un réactionnaire qui prêche la démocratie, un sceptique enragé de théologie, un politicien profondément dégoûté de la politique. Laquelle de ces deux manières d'être est la vraie? S'il est sincère, quelle énigme, et, s'il ne l'est pas, quelle comédie ! Si l'attitude est voulue, le geste artificiel, où cesse la nature, et où commence le rôle appris par cœur? La curiosité, finalement, l'ayant emporté sur le vague malaise qu'inspire une psychologie obscure et ambiguë, je me suis mis à étudier de plus près les actes, les paroles et les écrits de M. Balfour. Tout d'abord, il m'a paru qu'il était parfaitement sincère, plus sincère

que la plupart des hommes d'État que j'ai eu la bonne ou la mauvaise fortune de rencontrer. J'ai connu sa sincérité aux inquiétudes intellectuelles qu'il a témoignées. Il a trop douté pour n'être pas convaincu quand il affirme. L'énigme s'est évanouie, avant d'avoir été résolue, devant l'examen des faits, et ce qu'il en subsiste donnera peut-être quelque intérêt aux pages qui suivent. On y verra un homme qui lutte contre sa destinée pour la subir enfin, mais en la dirigeant.

Ces fatalités qui nous entourent et nous oppriment dès avant notre naissance ou qui nous suivent, pas à pas, jusqu'au jour où une liberté tardive a l'air de nous en émanciper, influences de l'hérédité, influences du milieu, influences de l'éducation, ont pesé sur Arthur James Balfour, à son entrée dans la vie, plus, peut-être, que sur aucun de nous. Il naît d'un mariage d'amour qui réunit une famille ancienne à une famille illustre. Les Balfour ont dans les veines le sang de plusieurs vieilles maisons écossaises. Un de leurs ancêtres est ce Maitland, comte de Lethington, qui fut secrétaire d'État de Marie Stuart, un des esprits les plus déliés et les moins scrupuleux de son époque. La mère, lady Blanche Gascoyne Cecil, descend du fameux ministre d'Elizabeth, tige des modernes Salisburies. Or, Maitland et Cecil, qui ont comploté ensemble l'union des deux royaumes, sont les inventeurs de l'impérialisme et, par conséquent, les deux plus anciens impérialistes que l'histoire connaisse. N'est-ce pas là, déjà, une prédestination?

Pourquoi lady Blanche donne-t-elle à son premier-né ce prénom d'Arthur? C'est pour rappeler le duc de Wellington qui l'a aimée, jeune fille, d'une affection galamment grand-paternelle, pour placer l'enfant, en quelque sorte, sous l'invocation du vieux héros, si passionnément monarchiste que, le jour du couronnement de Victoria (c'est une lettre de la marquise de Salisbury, mère de lady Blanche, qui nous livre ce détail), il était choqué de voir se détourner sur lui quelque chose de l'enthousiasme populaire qui était dû, pensait-il, à la Reine, rien qu'à la Reine. Remarquez, d'ailleurs, le millésime : 1848. C'est l'année des tempêtes politiques; un vent de révolution souffle sur l'Europe, les vieilles sociétés se réveillent, comptent leurs défenseurs, ramassent leurs forces pour la bataille suprême qui sauvera, à la fois, leur idéal et leur coffre fort. L'explosion républicaine ravive le sentiment monarchique, comme la Réforme

avait ranimé le Catholicisme. Non seulement l'atmosphère où naît l'enfant est saturée de loyalisme, mais il est lui-même le centre et l'objet d'une sorte de culte monarchique au petit pied. Les vingt fermes du grand et riche domaine de Whittingehame sont en fête, et des feux de joie s'allument sur les collines pour célébrer la naissance de l'héritier des Balfour. La maison où il vient au monde est moderne; moderne aussi cette grande fortune qui entoure son berceau : son arrière-grand-père est allé la ramasser au Bengale par les procédés ordinaires. Les roupies n'ont aucune peine à devenir aristocratiques dès qu'elles se sont transformées en guinées. Avec l'argent du Bengale, James Balfour, le « nabab » de 1780, a acheté l'ancienne terre seigneuriale des Douglas, avec tous ses souvenirs historiques, y compris le vieil arbre géant sous lequel une légende, — d'ailleurs mensongère,— veut que les assassins de Darnley aient tenu leur conciliabule homicide (1). Je n'en finirais pas si je voulais rappeler ici tout ce qui s'est passé dans ce coin de terre où toutes les vieilles pierres ont quelque chose à raconter, et où la pensée, — je l'ai éprouvé moi-même lorsque je séjournais à Dunbar, — s'oriente irrésistiblement vers les choses de jadis.

On devine maintenant quel esprit présida à l'éducation de l'enfant. On lui apprit à révérer, en toutes choses, l'autorité et la tradition. Son père disparut de bonne heure sans avoir pu exercer aucune influence sur la formation de son esprit, mais lady Blanche consacra toutes ses forces à l'éducation de son fils et à la gestion de la fortune patrimoniale. Assurément, ce n'était pas une femme ordinaire. J'essaie de la deviner d'après la biographie que lui a consacrée le vénérable recteur de Whittingehame et, surtout, d'après ce que je sais de son frère, le feu marquis de Salisbury. Sa dévotion au passé ne l'empêchait pas de comprendre les besoins de son temps. Elle en donna une preuve dont l'étrangeté fera sourire. A un moment où l'industrie cotonnière était menacée et où la misère était grande parmi les travailleurs du Lancashire, elle imagina d'astreindre ses enfans aux plus humbles fonctions de la domesticité. Arthur Balfour cirait ses souliers sans aucun enthousiasme et mangeait, avec moins d'enthousiasme encore, la déplorable cuisine de sa sœur. On se demandera peut-être si cette « leçon de choses » contribuait à

(1) C'est dans une salle du château de Craigmillar qu'a été signé le pacte en question, appelé, pour cette raison, *Craigmillar Bond*.

soulager, en quelque façon, la crise cotonnière, et il sera bien difficile de se répondre affirmativement. Mais tous les moyens sont bons pour apprendre aux enfans nés dans la richesse à travailler avec ceux qui travaillent et à souffrir avec ceux qui souffrent.

A douze ans, Arthur Balfour prononça son premier discours devant ses tenanciers du domaine de Whittingehame. Il ne faudrait pas conclure de là qu'il ait révélé, en cette circonstance, un précoce talent pour la parole. Rien ne serait moins conforme à la vérité. Le temps était encore bien loin où l'on devait consentir à saluer en lui un orateur. On nous dit qu'il s'acquitta convenablement de sa tâche. Comme il avait ciré ses souliers, il débita son discours, mieux, sans doute, car c'était, cette fois, une corvée de gentleman. Réaliser en lui cette image du gentleman qu'on proposait à ses efforts comme le but où il devait tendre, tel était son unique souci. Et, à ce sujet, je ne crois pas inutile de remarquer combien a été différente, chez les deux peuples qui se font face sur les deux rives de la Manche, la fortune d'un même mot. Un gentilhomme : cette expression exhale un parfum de mondanité, un peu écœurant comme tous les parfums et qui fait sourire notre jeune démocratie. En Angleterre, le mot s'est élargi démesurément dans la circulation quotidienne au point de signifier, tout simplement, un mâle, décemment habillé. Mais il conserve, pour les Anglais qui pensent, une partie de sa haute valeur historique : il évoque à leur esprit un mode d'existence sociale qui date des Plantagenets, qui atteignit sa perfection (perfection relative comme celle de toutes les institutions humaines) sous les Tudors, qui s'est lentement atrophié sous l'influence de l'évolution moderne, mais dont les vestiges, hier encore, couvraient toute l'Angleterre. La paroisse était alors l'unité élémentaire. Le gentleman, à la fois administrateur et justicier, gouvernait ce petit monde à part qui se suffisait à lui-même, au point de vue industriel et commercial. Il le gouvernait avec l'aide du clergyman. Chez nous, l'aristocratie, pendant les derniers siècles de la monarchie, n'a pas pu ou n'a pas su jouer ce rôle; ou, si elle l'a joué quelque part et quelquefois, on nous le laisse ignorer. Toutes les histoires écrites depuis 89 s'évertuent à attirer notre sympathie vers l'œuvre de centralisation accomplie par les rois, de Louis XI à Louis XIV, en s'appuyant sur le peuple. On nous forçait à applaudir, au collège,

toutes les fois que Richelieu faisait tomber la tête d'un grand. On nous disait, — sans le prouver, — que cette centralisation violente avait préparé la grandeur militaire de la France moderne, mais on oubliait d'ajouter qu'elle avait préparé, en même temps, le « règne des maltôtiers; » la phrase est du duc de Saint-Simon, mais le lecteur n'aura aucune peine à y découvrir des équivalens modernes.

En Angleterre, les classes manufacturières et commerçantes ont, par la Réforme de 1832, obligé la Propriété territoriale à partager avec elles le pouvoir politique ; mais elles ne se sont pas avisées de la calomnier, dans le passé, par une falsification systématique de l'histoire. Lorsque le jeune Balfour devint, à quatorze ans, un écolier de la vieille et fameuse maison d'Eton, il dut y trouver l'idéal du gentleman placé aussi haut qu'à Whittingehame et, comme à Whittingehame, dominé par le dogme chrétien qu'on ne mettait pas en question et qu'aucune discussion n'effleurait. A Eton, il eut pour camarade le futur lord Rosebery, qu'on nommait alors lord Dalmeny. Il fut le *fag* de lord Lansdowne, qui devait siéger avec lui dans les conseils du gouvernement et qui dirige, à cette heure, l'opposition dans la Chambre des Lords, comme il la dirige lui-même dans la Chambre des Communes. Pendant son passage à Eton, il ne se signala point par des succès éclatans, ni dans les classes, ni sur le terrain des sports. Il était de ceux que les mères nomment « un enfant délicat » et qu'on arrête, avec inquiétude, dès qu'ils semblent travailler avec trop d'ardeur ou jouer avec trop de passion. En 1866, à dix-huit ans, si je m'en rapporte aux chiffres donnés par M. Alderson, et qui m'ont un peu surpris, il entre à l'Université de Cambridge où il restera quatre ans.

II

Le collège choisi pour lui n'est pas l'aristocratique collège de *King's* où allaient, où vont encore les Etoniens et où ils retrouvaient l'esprit et les mœurs de leur première école. C'est à *Trinity* qu'il va s'établir, en plein milieu scientifique et dans une atmosphère où l'on respirait Darwin. C'était la brise du large au sortir d'une serre chaude. Le changement dut être d'autant plus vivement ressenti qu'à ce moment même, dans cette intelligence tardive, mais non paresseuse, s'éveillaient les facultés critiques.

Elles étaient tellement intenses et subtiles que les exercer dut être une joie et que les étouffer eût été une souffrance, presque une mutilation. Ai-je tort d'imaginer que, durant ces quatre années, Arthur Balfour traversa cette crise mentale à laquelle nul de nous n'échappe et dont le dénouement, dans un sens ou dans l'autre, décide de toute notre vie intellectuelle? Je suis réduit à mes propres conjectures, car M. Balfour n'a fait, sur ce sujet si grave, aucune confidence au public, et il ne faut, à cet égard, rien attendre des biographes anglais. Ils couvrent ces matières d'un pieux silence et se contentent de nous faire savoir à quelle date leur héros a obtenu le diplôme de bachelier et acheté celui de maître ès arts. Mais il dut, assurément, se passer quelque chose d'étrange dans l'âme de ce jeune homme imbu de principes absolus en religion, en politique, en morale sociale et individuelle, probablement en littérature et en art, puisque toutes ces choses forment un bloc, lorsqu'il s'aperçut qu'il était, en réalité, un sceptique impitoyable et irréductible dont l'esprit entrait en jeu d'une manière, en quelque sorte, automatique pour analyser, c'est-à-dire pour mettre en pièces toutes les idées qui s'offraient à lui. Il semble que cette situation ne pouvait avoir qu'une seule issue: l'émancipation totale de l'intelligence et la rupture, d'une façon plus ou moins amiable, avec le milieu éducateur et les traditions ancestrales. Mais je ne crois pas qu'Arthur Balfour se soit arrêté un seul instant à cette solution. Ce qui compliquait la crise, c'est qu'il n'était pas seulement un étudiant amoureux de vérité et rompu à la logique par quatre années d'études mathématiques; il était un gentleman, un des maîtres du sol, il devait à ceux qui vivaient sur sa terre l'exemple de la foi en l'avenir de la race, en la destinée de la société anglaise et surtout dans les croyances religieuses qui, depuis les jours les plus lointains, ont inspiré l'une et soutenu l'autre. S'il avait conscience de son indépendance intellectuelle, il n'avait pas moins conscience de sa responsabilité sociale. Il en est plus d'un que ce dilemme eût conduit droit à l'hypocrisie. Si M. Balfour s'était résigné à n'être qu'un intelligent hypocrite, comme beaucoup de ses contemporains, je pourrais clore ici cette étude à peine commencée, car la psychologie d'un hypocrite est une tristesse, si elle n'est une duperie. Mais il était résolu à demeurer, jusqu'au bout, sincère envers les autres, sincère envers lui-même. Sur un des aspects de cette situation, nous sommes

éclairés par ses paroles et par ses actes. Laissant inachevée la lecture d'un chapitre de Huxley ou de Herbert Spencer, il quittait ses amis de Cambridge pour retourner vers ses amis de Whittingehame. Le jour où il atteignit sa majorité légale, il fut intronisé, — le mot est de son oncle, le marquis, — comme un jeune souverain. Et, dès le lendemain, il s'appliquait à remplir ses nouveaux devoirs: il étudiait toutes les questions qui se rapportent à l'administration d'un grand domaine, décidait l'érection de divers groupes de cottages sur un plan moderne et projetait des améliorations de toute sorte dont les tenanciers devaient profiter encore plus que le propriétaire. Il faisait des conférences aux paysans, leur lisait, en les commentant à sa façon, les chefs-d'œuvre littéraires qu'il les jugeait capables de comprendre. Après quoi, il retournait à Cambridge et, enfermé dans son petit appartement de Trinity College, rouvrait ses livres et reprenait ses rêveries philosophiques au point où il les avait laissées.

J'ai appelé une « crise » cette existence ainsi partagée, mais elle fut bien différente, chez M. Balfour, de ce qu'elle a été souvent chez des esprits passionnés d'une autre race. On se rappelle peut-être en quels termes émus et solennels Jouffroy raconte l'orageuse nuit au cours de laquelle, dans son étroite chambre de l'École normale, il dit un adieu éternel aux croyances de sa jeunesse. Ce morceau a fait dire à Taine que Jouffroy, c'était Manfred conseiller d'État et haut titulaire de l'Université. Rien de tel chez M. Balfour. Il est impossible d'assigner une date précise à cette crise qui couvre bien des années, qui croît et décroît lentement et n'a d'autre manifestation extérieure qu'une sorte de dégoût d'agir et de découragement ironique qui est, d'ailleurs, l'attitude favorite de beaucoup d'étudians des vieilles universités. Mais cette attitude était plus marquée chez lui que chez tout autre et elle persista longtemps après qu'il eut quitté Cambridge en 1870. Il était en chemin de mener l'existence d'un curieux, d'un dilettante, à côté et en marge de la vie, ne prenant rien au sérieux, sinon ses devoirs de *landlord* et ses aventures métaphysiques, sans parler d'un autre penchant qui aidera, peut-être, à comprendre cette nature raffinée et complexe: je veux dire son goût pour la musique et, particulièrement, pour la musique sacrée. L'article qu'il a publié sur Haendel, en 1887, dans la *Revue d'Édimbourg*, fait voir qu'il avait poussé assez loin ses études sur l'histoire de la musique et sur le rôle successif des

grands maîtres. A Whittingehame, il a organisé sa résidence personnelle, de façon à pouvoir, quand la fantaisie lui en prend, se donner un concert à lui-même quand les hôtes du château se sont retirés dans leurs chambres et sans troubler le repos de personne. Un piano en fer est placé dans son cabinet de travail qui est contigu à sa chambre à coucher, et se prête à cette fantaisie. Ce trait, le choix du lieu et de l'heure, cette recherche de l'émotion solitaire achèvent la peinture d'une âme singulière qui, avec toutes les exigences d'un analyste minutieux et d'un dialecticien subtil, garde une ouverture par où sa pensée s'échappe vers l'infini de la rêverie.

Pour comprendre une existence humaine, fût-ce celle d'un ministre, il serait indispensable de savoir quel rôle y a joué la femme. Je ne ferai aucune question indiscrète. Je constate simplement que M. Balfour ne s'est pas marié. Parlant de la diffamation furieuse à laquelle il a été en butte lorsqu'il gouvernait l'Irlande, il a laissé tomber ce mot : « Si j'avais été assez heureux pour me marier, ils n'auraient pas manqué de dire que je battais ma femme. » Comme il y a beaucoup d'ironie dans la fin de la phrase, il doit bien y en avoir aussi un peu dans le commencement. J'incline à croire qu'il n'a tenu qu'à lui de se donner le bonheur dont il parlait. Je me rappelle avoir entendu des femmes parler de ses yeux et de ses mains. Au Parlement, derrière leur grille, elles l'avaient déjà remarqué, alors que les hommes ne faisaient encore aucune attention à lui. M. Balfour est-il resté célibataire par paresse, ou par système? A-t-il oublié de se marier? Je l'ignore. En tout cas, la femme n'est pas absente de sa vie. Au début, on a vu sa mère, lady Blanche, penchée avec anxiété sur son enfance. Elle disparaît en 1872 ; une autre femme prend sa place. C'est une sœur dévouée, miss Alice Balfour, qui partagera ses épreuves et ses triomphes, qui lui donnera quelques-unes des douceurs du mariage, c'est-à-dire l'intimité avec une âme féminine, les soins tendres et prévoyans, l'ingénieuse tendresse qui supprime les soucis matériels et partage ceux de l'intelligence.

Aux élections générales de 1874, lord Salisbury jeta son neveu dans le Parlement à peu près comme Mentor précipite son élève dans la mer pour l'obliger à nager et le séparer de la nymphe Eucharis. On lui trouva une circonscription où la majorité des électeurs étaient à la discrétion de la famille Cecil, et

qui le nomma sans scrutin. A peine fut-il entré dans le Parlement que sa première pensée fut de s'enfuir bien loin de Westminster. Pendant un an, il voyagea autour du monde et, quand il revint, après avoir erré sur toutes les mers et traversé plusieurs continens, c'est à ses paysans de Whittingehame qu'il s'en vint conter ses impressions de touriste. Il ne prononce son *maiden speech* que deux ans après avoir mis le pied dans la Chambre des Communes et ce *maiden speech* ne lui vaut aucun de ces complimens et de ces pronostics flatteurs dont les *leaders* du parti adverse font volontiers l'aumône aux débutans. En 1878, il accompagne à Berlin, en qualité de secrétaire particulier, son oncle, lord Salisbury, qui du ministère de l'Inde a passé aux Affaires étrangères, lors de la retraite de lord Derby. C'est là que l'Angleterre reprend, sans coup férir, la place qu'elle avait tenue en 1815 dans les conseils de l'Europe. La splendide impertinence de Disraeli fait rentrer dans l'ombre l'insolence brutale de Bismarck et montre au jeune secrétaire un grand homme d'État qui a derrière lui un grand Empire. Disraeli n'est pas cet homme-là, mais il joue le rôle en comédien consommé, comme un chef d'emploi du Théâtre-Français. Ce spectacle fait rêver Arthur Balfour et, de son côté, Disraeli a comme une intuition de l'avenir réservé au jeune homme. De retour à Londres, on l'entend quelquefois dans la Chambre des Communes. Il parle successivement, — ceci est caractéristique, — pour et contre les femmes; il soutient leur droit à l'égalité d'éducation avec les hommes, combat leurs prétentions à l'égalité devant le scrutin. Il propose une loi pour garantir aux non-conformistes ce qu'on pourrait appeler la liberté du cimetière : sujet funèbre qui, je ne sais pourquoi, a la propriété de mettre en verve les hommes d'esprit du Parlement. L'un d'eux est Beresford-Hope, un autre oncle de M. Balfour. Il contredit et taquine son neveu, pour l'obliger à parler, étant une des très rares personnes qui croient à l'avenir politique du député de Hartford. M. Balfour veut empêcher le ministre anglican d'imposer sa présence et ses rites à la dépouille d'un homme qui a professé le christianisme sous une forme un peu différente. « Que l'Église y prenne garde ! Si elle s'obstine dans cette politique égoïste et arrogante, ses jours sont comptés. »

L'avertissement est sévère, mais ce n'est qu'un avertissement, non une déclaration de guerre. En 1879, M. Balfour a publié un

volume intitulé *A Defence of Philosophic Doubt*. Ceux qui n'ont lu que le titre (c'est le cas de bien des gens, et il n'y a point de crime à cela, pourvu qu'on ne s'avise pas de juger le contenu du volume), ceux qui n'ont lu que le titre prennent M. Balfour pour un ennemi de la religion. Ceux qui ont lu le livre, ne sont pas bien sûrs de ce qu'il pense, mais inclinent à croire que, s'il ne prêche pas le christianisme, il le suggère. Cela suffit à l'Église anglicane qui est modeste sur la question des dogmes, afin d'être plus exigeante sur la question des recettes budgétaires. *Philosophic Doubt* marque, ce me semble, l'issue de la crise intérieure. Comment en est-il sorti? Il a appliqué ses facultés dialectiques et analytiques à la critique des systèmes de philosophie qu'il a trouvés répandus dans l'atmosphère ambiante, au positivisme, au déterminisme, au matérialisme pur et, non seulement, il a découvert des trous dans leur tissu, non seulement il s'est convaincu que ces systèmes se détruisent entre eux ou se ruinent eux-mêmes par leurs contradictions intestines, mais qu'ils reposent tous sur des postulats qui exigent de nous un acte de foi. Pourquoi donc renoncerions-nous, en faveur de ces doctrines, à une religion qui s'harmonise avec nos institutions sociales, fournit une base à notre morale, à notre esthétique, un aliment à nos légitimes espérances de bonheur final? Tout ce que la science apporte de positif aux doctrines du naturalisme peut être recueilli et encadré dans l'idée chrétienne. Telle est l'essence des opinions de M. Balfour qui s'esquissent déjà dans le *Philosophic Doubt*, et qui atteindront leur développement, prendront leur forme définitive dans les *Foundations of Belief*.

Il est donc en possession d'une conception centrale, d'un principe directeur, d'une règle de vie et de pensée. Mais au Parlement, il continue à montrer peu d'appétit pour la politique. A cette époque, le *Punch* mettait volontiers en scène *the languid young aristocrat*, un jeune homme aux traits fins, aux ongles scrupuleusement limés, au pantalon impeccable, mais dont l'attitude est molle, le regard vague et comme endormi, l'articulation indistincte, comme si sa paresse reculait devant certaines syllabes trop rudes à prononcer. L'interjection « oh ! » qui a tant d'énergie sur certaines lèvres, devient chez lui un gloussement rauque qui ne dépasse pas son faux-col. M. Balfour réalisait assez bien ce type pour les observateurs superficiels et malveillans. Ce n'était là, — ai-je besoin de le dire? — qu'une apparence. Ceux qui le

connaissaient, ceux qui avaient lu son livre, ce livre qui fouillait avec une si impitoyable perspicacité le dedans et le dessous de tous les systèmes, où il avait mis à nu toutes les vanités philosophiques de l'époque, se faisaient de M. Balfour une idée tout opposée et attendaient de lui des choses toutes différentes. Il allait bientôt leur donner raison.

III

Lorsqu'il rentra au Parlement en 1880, toujours comme représentant de Hartford, mais, cette fois, après une bataille électorale assez ardente, il retrouvait les libéraux maîtres du banc de la Trésorerie, qui est, à St-Stephen, le banc des ministres. Les rangs de son parti étaient bien éclaircis. Disraeli était allé se reposer sur les banquettes rouges de la Chambre des Lords; il réalisait son rêve, lui le juif vénitien mâtiné d'homme de lettres, de mourir au milieu de cette aristocratie qu'il avait servie, admirée, glorifiée et exploitée. A sa place, en face de Gladstone, siégeait un bonhomme qui était censé conduire le parti conservateur dans les Communes, mais qui, en réalité, laissait ce parti se désagréger dans l'inaction et l'ennui. C'est à ce moment que se révéla, avec un éclat qui tenait du scandale, la personnalité de lord Randolph Churchill. Jusque-là, M. Balfour avait servi son parti comme on sert une cause perdue, par point d'honneur, par fidélité aux ancêtres, aux principes, à tous les devoirs héréditaires. « Je suis, avait-il déclaré un jour dans le Parlement de 1874, un tory de la vieille école. » Or, il voyait les masses populaires entrer à flots dans le pays légal, inonder la politique comme un raz de marée. Le torysme avait vécu, l'avenir était aux radicaux, au delà desquels on voyait déjà s'approcher des couches encore plus avancées, comme les Huns après les Vandales ou les Burgondes et les Goths après les Huns. M. Balfour était dans la situation d'un soldat qui n'aperçoit plus rien à faire, sinon de se faire tuer. Seulement, pour couvrir et honorer la retraite, il aurait voulu quelques beaux combats d'arrière-garde. Rien de tel à attendre, sous le commandement de Stafford Northcote qui, bien loin d'organiser la victoire, désorganisait la défaite.

Lord Randolph changea l'aspect des choses et réveilla le Parlement. Tapageur, agressif, excessif, lançant autour de lui des

mots comme des obus, il ne se contentait pas de rendre la vie dure à M. Gladstone et même à son chef nominal, sir Stafford Northcote, il ouvrit un horizon à ceux qui, comme Arthur Balfour, s'étaient crus les derniers croyans d'un dogme qui finissait.

On donna, non sans une intention ironique, le nom de « quatrième parti » à la petite bande qui s'associa à lord Randolph pour créer un jeune torysme, en communication et en harmonie avec l'âme populaire et les besoins de la classe laborieuse. Mais cette appellation dérisoire devint un titre d'honneur lorsque leur œuvre eut réussi et que, grâce à eux, le parti Tory, qui n'était plus qu'un état-major sans soldats, eut, de nouveau, derrière lui une armée électorale, pleine de cohésion et d'enthousiasme. Comment ce résultat fut-il atteint? Surtout, comme il arrive d'ordinaire, par les fautes de leurs adversaires. La profonde déconsidération du radicalisme bourgeois qui avait fait la réforme de 1832 et de ses diverses formules, libre-échange, paix à tout prix, etc., ne pouvait échapper plus longtemps à un observateur aussi pénétrant que l'était, sous sa mollesse apparente, Arthur Balfour. Le radicalisme des réformateurs de 1832 avait dépassé, en optimisme et en infatuation, tous les groupes sociaux qui, à diverses époques de l'histoire, ont cru tenir des principes immuables et apporter à la société une organisation définitive. Il avait promis au peuple l'extinction du paupérisme par le développement de l'industrie, et voici que le développement de l'industrie avait aggravé le paupérisme d'une manière effrayante. Il avait affirmé que l'Angleterre gagnerait à se séparer de ses grandes colonies d'outre-mer pourvu que, en cessant d'être ses sujettes, elles restassent ses clientes, et voici que le lien économique semblait prêt à se briser même avant que le lien politique fût rompu. De là une désillusion profonde et universelle dont le parti conservateur devait profiter en se montrant plus soucieux que ses rivaux et plus intelligent du bien-être des classes populaires, en leur faisant voir que le salut et le progrès ne viendront, pour elles, que de l'autorité, bien comprise et bien exercée, non de la liberté sans limites.

Beaconsfield avait indiqué comment on peut s'y prendre en s'appropriant les mesures les plus hardies, proposées par le parti adverse : la réforme électorale de 1867 avait servi d'exemple. Mais la démocratie conservatrice, avec Beaconsfield, n'avait guère été qu'une phrase : lord Randolph était décidé à

en faire une réalité et une force. Une personne admirablement placée pour connaître les faits a assuré récemment au public que M. Balfour n'avait jamais été membre du quatrième parti. Cette personne jouit de l'heureux privilège que possède une moitié du genre humain et qui lui permet de voir ce qu'elle désire voir. Il lui convient et il lui plaît de nier aujourd'hui l'intime collaboration politique de lord Randolph avec M. Balfour; mais cette collaboration est prouvée par une autorité indiscutable et qui ne reçoit pas de démentis, par les procès-verbaux des séances du Parlement. Certes, M. Balfour ne devait pas goûter certaines façons de dire et d'agir qui, chez lord Randolph, rappelaient un peu trop ses sympathies américaines, ses cris, ses métaphores énormes, ses hyperboles monstrueuses et toute cette rhétorique hydrophobe qui désignait, un jour, M. Gladstone comme « le Moloch de Midlothian » et montrait l'honnête et vénérable homme d'État marchant dans une mare de sang jusqu'à la ceinture. Ces traits devaient singulièrement déplaire à M. Balfour, mais ne pouvaient l'empêcher d'apercevoir et d'apprécier la valeur morale, la parfaite sincérité et la haute intelligence de lord Randolph. Il s'associa donc très franchement à cette campagne qui lui rendit à lui-même la foi dans les destinées de son parti et dans les siennes.

Cette campagne ressemble assez à celle des *Cinq* dans notre Parlement français de 1857 à 1863. Mais, tandis qu'il y avait, parmi les Cinq, un médiocre et une non-valeur absolue, les quatre membres qui composaient le quatrième parti, lord Randolph Churchill, Gorst, Drummond Wolff et Arthur Balfour étaient tous des hommes distingués. Leur politique était double: elle était négative et positive. Elle se composait d'une tactique et d'une doctrine. La première, empruntée à l'obstructionnisme irlandais, consistait à harasser le gouvernement, à user sa force dans des discussions sans but comme sans fin. La seconde était l'interventionnisme qui remet aux mains de l'État toutes les questions relatives à l'organisation du travail, au lieu de laisser ces questions se régler toutes seules par la liberté, par la concurrence et en vertu des bienheureuses lois de l'offre et de la demande. La doctrine de l'interventionnisme a pris des aspects différens dans les différens pays qui en ont fait l'essai. Ici, elle a été monopolisée par le radicalisme, et là, elle a scellé l'alliance des gentlemen et du peuple contre le libéralisme bourgeois. Ce

fut le cas en Angleterre. En tous pays elle est la préface du socialisme ou, plutôt, elle est déjà un demi-socialisme.

C'est là ce qui devait perdre lord Randolph Churchill, et M. Balfour s'en aperçut à temps. Mais il ne se sépara de cette politique que quand elle eut donné tous ses fruits. De 1881 à 1885, le quatrième parti fit des merveilles et, au lieu de les comparer aux Cinq, j'aurais peut-être mieux fait de les comparer aux trois mousquetaires de Dumas et à leur ami d'Artagnan. Sans cesse sur la brèche, ils se multipliaient, toujours prêts, semblait-il, sur toutes les questions de politique étrangère ou de politique intérieure, et même sur les questions religieuses, comme dans la fameuse affaire Bradlaugh, où il se dépensa plus de théologie que le Parlement n'en avait entendu depuis les jours lointains du *Rump*.

M. Balfour prit souvent la parole, mais il était loin de produire le même effet que son brillant leader, lord Randolph, le noble démagogue. Un jour, il eut son succès d'hyperbole. Il s'agissait de ce qu'on a appelé le traité de Kilmainham. Parnell était en prison à Dublin, et le gouvernement lui avait fait quelques ouvertures, en vue d'obtenir par certaines concessions son concours pour pacifier l'Irlande à l'heure de sa libération prochaine.

Aux applaudissemens frénétiques de ses amis, M. Balfour déclara ce traité « unique dans son infamie. » Pourquoi unique et pourquoi infâme? C'est ce que je n'ai jamais pu comprendre, mais il paraît que c'était un crime, pour un ministre de la Reine, de s'entretenir avec Parnell, car M. Gladstone s'en défendit, la main sur le cœur et sur la conscience, comme si on l'avait accusé d'avoir dérobé les diamans de la Couronne pour les donner à une fille du promenoir de l'Empire. « Unique dans son infamie ! » J'ai tenu à citer ce mot parce qu'il constitue, à mon sens, le seul péché oratoire de M. Balfour. Il déteste l'hyperbole et donnait, récemment, une verte leçon à ceux qui en usent et en abusent. Il a raison : les mots exagérés conduisent aux actes excessifs, à moins qu'ils n'aboutissent à une ignominieuse retraite. Ils font quelquefois la fortune d'un orateur; ils ruinent la réputation du *debater*. Or c'était, visiblement, le genre de talent auquel aspirait M. Balfour. Dans son *Journal du Parlement*, qui sera précieux pour l'histoire, M. Lucy écrivait à propos de lui, vers la fin de cette période : « Arthur Balfour n'est pas orateur,

mais la Chambre s'attend à le voir devenir un bon *debater*, et c'est pourquoi elle lui accorde toute latitude pour s'entraîner et s'exercer. »

IV

Lord Randolph Churchill alla faire un voyage dans l'Inde en 1885, et c'est pendant son absence que se relâcha le lien qui unissait M. Balfour au quatrième parti. Il était rentré dans le giron de l'orthodoxie lorsque, certain soir de l'été de 1886, Gladstone fut mis en minorité sur une question sans importance à propos du budget et passa la main à ses adversaires. Une dissolution immédiate était impossible, mais lord Salisbury crut pouvoir former un ministère dans ces conditions anormales et gouverna, en effet, pendant quelques mois, sous le bon plaisir de la majorité libérale. Aux élections générales, M. Gladstone rentra triomphalement à Westminster, investi par le pays d'un nouveau mandat. Mais ce triomphe devait être de courte durée. Lorsqu'il s'agit de voter le bill qui constituait l'autonomie irlandaise, une trentaine de whigs, conduits par lord Hartington, et une quarantaine de radicaux ayant à leur tête Joseph Chamberlain abandonnèrent M. Gladstone sur le champ de bataille. Ce fut son Leipzig, sinon son Waterloo. Nouvelle dissolution, nouvelles élections. Les Unionistes étaient, cette fois, solidement établis au pouvoir; ils allaient, sauf une interruption de 1892 à 1895, le garder vingt ans.

Dans le gouvernement de 1886, M. Balfour fut d'abord secrétaire d'État pour l'Écosse. Il faut faire ici une distinction que nos habitudes parlementaires rendent malaisée à comprendre : M. Balfour faisait partie du ministère sans faire partie du Cabinet. Le ministère comporte plus de quarante postes fort inégaux en importance et subordonnés les uns aux autres; une douzaine, seulement, parmi les titulaires de ces postes, siègent dans le Cabinet, et ce sont ceux-là qui partagent avec le Premier la direction des affaires. En cette circonstance, M. Balfour avait décliné, dit-on, une place dans le Cabinet, dans la crainte qu'on n'accusât la famille Cecil de monopoliser, à son profit, les grandes charges de l'État. Cependant cette place, que repoussait sa modestie, lui fut attribuée un peu plus tard, sur la plainte de l'Écosse qui était humiliée, paraît-il, de voir son ministre dans

un rang inférieur. M. Balfour s'était mis, résolument, à étudier la question des *crofters*, lorsqu'il fut soudainement appelé à une tâche bien autrement difficile. Quand on sut qu'Arthur Balfour avait accepté la secrétairerie d'État pour l'Irlande, il y eut une sorte de stupeur parmi les Unionistes. « Quoi ! l'élégant, l'indolent Balfour dans ce poste de combat qui avait usé l'énergie et le courage de trois ou quatre hommes, pris parmi les plus intelligens et les plus intrépides! Le dernier en date, Hicks-Beach, venait de s'avouer vaincu et se retirait, à bout de forces. Balfour n'y tiendrait pas six mois! » Ses amis personnels tremblaient pour sa santé et pour sa vie. Dans la ménagerie irlandaise, Parnell le dompteur souriait et se préparait à lâcher ses fauves sur l'imprudent. C'étaient des risées féroces. Ils se vantaient d'avoir fait pleurer Hicks-Beach sur le banc ministériel : qu'allaient-ils faire de Balfour? Combien de temps mettraient-ils à le tuer, et à le dépecer? A quelle sauce le mangeraient-ils? Les surnoms injurieux pleuvaient : lys fané, araignée malade, Daddy les longues jambes, Monsieur J'embaume, sont les plus aimables et les plus inoffensifs. Lorsqu'il se leva, la première fois, pour répondre à une question insolente, un frisson de bonheur courut dans les rangs du *home rule*, et beaucoup d'Unionistes eurent une sueur froide. Le martyr entrait dans le cirque. Mais ils furent vite rassurés. M. Balfour était debout, très calme, parfaitement à son aise, avec une légère nuance de raillerie dans le regard et dans la voix. Pour un Français, il eût réalisé le vers de Sainte-Beuve :

Beau, frais, souriant d'aise à cette vie amère.

Sans relever une seule des insultes qui avaient accompagné la question, sans paraître les avoir entendues, il démontra froidement que les faits allégués étaient faux et s'assit. Quelques jours auparavant, pour faire plaisir à ses amis, il avait consulté sir William Jenner afin de savoir si son organisme physique pourrait résister à l'épreuve qui se préparait : « Bah ! avait dit le grand médecin, cela vous fera du bien. » En effet, M. Balfour ne s'est jamais mieux porté que durant ces quatre années où il occupa la secrétairerie de l'Irlande, de 1887 à 1891. Lorsque les députés irlandais s'aperçurent que ce petit sport quotidien paraissait réussir admirablement à M. Balfour, leur joyeux mépris se tourna en rage, et les épithètes changèrent de couleur. On s'était moqué, d'avance, de sa faiblesse; maintenant on dénonçait avec

indignation sa fermeté. Dans un discours prononcé à Haddington à la fin de 1887, M. Balfour s'amusait à énumérer tous les adjectifs infamans qu'on lui avait jetés à la tête, toutes les comparaisons dont on l'avait flétri : meurtrier, assassin, monstre altéré de sang, Néron, Caligula; le dictionnaire avait fourni ce qu'il contient de plus injurieux, l'histoire ce qu'elle garde de plus noir. Quand il eut assez montré son indifférence à ses insulteurs, il rompit toute communication personnelle avec eux et chargea son sous-secrétaire d'État, le colonel King Harman, de leur lire ses réponses. Quant à lui, il réserva son temps à la besogne sérieuse du département dont il était chargé et à l'accomplissement de sa politique irlandaise.

Quelle était cette politique? Il l'a définie lui-même lorsqu'il disait au début de son ministère : « En ce qui touche la répression, je serai aussi impitoyable que Cromwell; en matière de réformes, je dépasserai Parnell. » Cette phrase dut sonner étrangement aux oreilles d'un Parlement qui, depuis dix ans, n'avait su, à l'égard de l'Irlande, qu'osciller de la faiblesse extrême à l'extrême sévérité. Pour la première fois, on lui proposait d'allier l'énergie dans la répression à l'action bienfaisante et réparatrice, c'est-à-dire, tout simplement d'être juste pour l'Irlande.

Voici comment s'y prit M. Balfour pour réaliser sa menace et sa promesse. Il fit voter par la majorité unioniste une loi d'exception, dont l'application fut confiée à des tribunaux locaux, institués pour la circonstance. On pouvait en appeler de leurs arrêts par-devant les cours de comté. Mais ces procès, jugés sur place, n'offraient plus cette publicité bruyante qui les rend, même alors qu'ils aboutissent à une condamnation, plus profitables au condamné qu'à la justice. Ces tribunaux appliquèrent le *crimes act*, sans distinction de classes, aux fauteurs aussi bien qu'aux auteurs de tous les attentats contre l'ordre public et contre la propriété, au paysan barbouillé de suie qui avait enlevé ou mutilé des bestiaux comme au député qui avait prêché la révolte. En toute circonstance, M. Balfour couvrait la police irlandaise qu'on faisait responsable de tous les excès et qui remplit sa difficile mission avec d'autant plus de zèle et de sang-froid qu'elle se sentit protégée.

Plus M. Balfour étudiait le problème irlandais, plus il se persuadait qu'en Irlande, la question à résoudre est une question agraire. L'Irlande meurt de faim. Soulagez sa misère en

créant des industries qui la nourrissent, en lui rendant la propriété de cette terre d'où elle doit tirer sa subsistance, et l'agitation politique, qui est purement artificielle, tombera d'elle-même. M. Balfour parcourut l'Irlande et visita particulièrement les districts de la côte Ouest qui sont les plus pauvres et qui vivaient encore dans un état de demi-barbarie. On lui avait promis le plus mauvais accueil, et l'on disait que sa vie même serait en danger (1). Il n'avait pas attaché la moindre importance à ces sinistres prophéties, mais sa sœur avait tenu à honneur de l'accompagner dans une tournée qu'on disait dangereuse. Le voyage s'accomplit sans accident et donna à M. Balfour des impressions très diverses qu'il a racontées dans un discours, prononcé à Liverpool, peu après son retour d'Irlande : « Nous n'étions pas, dit-il, à la recherche du pittoresque, mais nous l'avons bien souvent rencontré sans l'avoir cherché. Je voudrais que vous vous fussiez trouvés avec nous dans certain village de la côte Sud du comté de Donegal. On nous avait prévenus que nous aurions là une belle vue. Nous suivîmes donc l'unique et étroite rue aux deux côtés de laquelle se serraient les huttes sordides. Nous vîmes les maigres moutons, tondus deux fois l'an, cherchant leur nourriture, sans la trouver, sur un sol aride; nous vîmes les paysans extraire de leur champ des pommes de terre pourries et toutes noires. Nous n'avions pas fait mille pas qu'un spectacle admirable s'offrait à nous, un spectacle tel qu'aucun autre coin du Royaume-Uni n'en présente, peut-être, un semblable. Nous étions au bord de la falaise; à nos pieds venaient mourir les grandes vagues de l'Atlantique; devant nous l'espace sans bornes, le rayonnement infini de la lumière. Quel contraste entre l'effroyable misère humaine et la splendeur de l'œuvre divine qui l'entoure!... » Et, à cette pensée religieuse, une autre succède qui n'est pas moins noble. C'est le ministre qui reprend la parole après le philosophe et l'artiste : « Il est impossible, quand on voit ces choses, de ne pas se dire que l'Angleterre a ici un grand rôle à jouer, un grand devoir à remplir (2). »

(1) On sait que l'un des prédécesseurs de M. Balfour, lord Frederick Cavendish, avait été assassiné par les « Invincibles. » Toutes les nuits, lorsque M. Balfour sortait du Parlement pour rentrer chez lui, sa route était éclairée, sans qu'il en sût rien, par des détectives discrets, dissimulés dans les angles obscurs. C'est à eux, peut-être, que l'Angleterre doit de posséder encore M. Balfour.

(2) En traduisant, j'abrège, quoique à regret.

M. Balfour avait apporté en Irlande un ou deux préjugés dont il se défit. On lui avait présenté les prêtres catholiques comme des êtres haineux et ignorans qui fanatisent le paysan et le maintiennent dans la superstition pour le gouverner plus facilement. Il trouva en eux des hommes de bonne volonté, intelligens des besoins et des ressources de la vie moderne et tout prêts à coopérer avec lui au relèvement et à la pacification du pays. C'est une leçon qu'il n'a jamais oubliée et, pour ma part, j'y vois la cause de cette sympathie envers les ministres de la religion romaine qu'on lui a reprochée plus tard.

En même temps, le ministre constatait qu'il avait bien jugé la situation, mis, comme on le dit, le doigt sur la plaie. Pour sauver l'Irlande, il aurait fallu, d'abord, la séparer de cette bande de politiciens qui parlent en son nom et qui la représentent si mal. Des avocats sans causes, des médecins sans malades, des agens d'affaires sans affaires, des écrivains qu'on ne lit pas, peuvent rêver un parlement autonome à College Green; mais, si l'Irlande était jamais un État séparé, ce serait le plus pauvre des États de l'Europe. Il n'y a que l'argent anglais qui puisse se dévouer au salut de l'Irlande. De l'argent qui se dévoue! L'expression peut sembler étrange; cependant, je ne l'emploie pas à la légère et je crois qu'elle paraîtra, tout à l'heure, pleinement justifiée.

M. Balfour voulait, ai-je dit, arriver jusqu'à l'âme irlandaise, abstraction faite de ses mandataires. On peut dire qu'il y réussit dans une certaine mesure. Car ce voyage, qui devait être une sorte de pilori ambulant, se changea presque en triomphe. Reçu partout avec respect, avec confiance, avec un commencement de gratitude, souvent avec enthousiasme, il rentra en Angleterre après cette étude sur le vif, bien déterminé à continuer son œuvre.

Je ne puis énumérer ici tous les détails de son administration et toutes les mesures législatives qui furent votées sous son inspiration. A une sèche nomenclature, le lecteur préférera, je crois, un aperçu des actes les plus importans qui mettra en relief les tendances générales et l'esprit de ce ministère de quatre années. Ces actes, auxquels les implacables adversaires de M. Balfour eux-mêmes ont été obligés de rendre justice, auxquels, dans une certaine mesure, ils ont collaboré, sont : 1° la création des *Congested district board*, et 2° la série des lois financières qui

a abouti au *Land Purchase bill*, c'est-à-dire au rachat de la terre irlandaise et à la mise en possession des propriétaires primitifs du sol. Le *Congested district board* est une institution dont le nom exprime mal la fonction. Ceux qui le composent reçoivent et accomplissent une mission civilisatrice; ils font, en quelque sorte, l'éducation industrielle et commerciale de ces pauvres gens, illettrés et à demi sauvages; ils leur apprennent à tirer parti des ressources naturelles placées sous leur main; ils fournissent aux pêcheurs et aux agriculteurs des méthodes et des débouchés, des moyens d'exploitation et de transport; ils vont partout, prêchant l'hygiène et la propreté, distribuant, avec des leçons de choses, des prêts d'argent qui permettent de remplacer les hideuses cabines de boue durcie, couvertes de chaume, par des habitations plus saines et plus commodes. Ont-ils réussi, ces missionnaires de M. Balfour? La statistique répond que, là où l'Irlandais gagnait un shilling, avant leur passage, il gagne aujourd'hui une livre et au delà.

Pour la question agraire, qu'il faisait passer avant toutes les autres, M. Balfour a procédé par trois ou quatre étapes législatives, tâtant le terrain devant lui et faisant des expériences dans un champ restreint et sur une humble échelle. La grande mesure est venue longtemps après qu'il avait quitté la secrétairerie de l'Irlande. Et pourtant, il m'est impossible de ne pas la rattacher à cette pensée de générosité et de justice qui gouverna son administration. La terre irlandaise aux Irlandais : tel est le principe. Il est absolument identique à celui de la *Land League*. Seulement, M. Balfour procède par voie légale, là où la Ligue employait les moyens révolutionnaires du fameux « Plan de campagne. » Les *landlords* fixent leur prix, une expertise officielle a lieu. Le fermier, en un certain nombre d'années, deviendra définitivement propriétaire au moyen d'un paiement annuel qui n'excède pas de beaucoup la quotité de ses fermages d'autrefois. Il a maintenant la certitude que toutes les améliorations introduites par lui dans le domaine lui demeureront acquises. Deux cent mille fermiers, sur un total de 350 000, sont aujourd'hui chez eux au lieu d'être les locataires d'un maître lointain. L'opération a demandé comme appoint, on le devine, une somme qui s'élèvera à plusieurs milliards et qui a dû sortir de la poche du contribuable anglais. Cette opération n'aura-t-elle que de bons résultats? Il est encore trop tôt pour l'affirmer.

Le paysan irlandais a-t-il les moyens matériels et l'intelligence, la persévérance laborieuse et cet amour de la terre qui lui seraient indispensables pour profiter de ce coup de fortune inespérée? Ne sera-t-il pas amené, avant peu, à devenir la proie de la sangsue locale, de l'usurier ou du spéculateur venu de Londres, qui exploitera sa misère et avalera, d'un coup, vingt fermes? Dans ce cas, l'Irlande serait livrée à des maîtres bien pires que les anciens et, suivant le mot de l'Écriture, le second état de cet homme serait pire que le premier.

Mais peut-être que ces sinistres prédictions ne se réaliseront pas et que l'œuvre de M. Balfour restera une œuvre entièrement bienfaisante et durable. Quoi qu'il arrive, il a fait plus que Gladstone pour l'Irlande et il nous laissera un grand exemple. Les vieux crimes se paient, cela est certain, mais le châtiment est, d'ordinaire, accompagné de violences qui en appellent et en enfantent de nouvelles. Une nation qui rachète spontanément une injustice de trois ou quatre siècles est un spectacle assez peu commun dans l'histoire, et la morale historique, si malade de nos jours, en reçoit, semble-t-il, quelque soulagement.

V

Par sa façon de traiter le problème irlandais, par la colère même de ses adversaires, M. Balfour était devenu le personnage le plus important de son parti. Personne ne fut donc surpris lorsque, à la mort de W. H. Smith, lord Salisbury donna à son neveu le commandement des forces unionistes dans la Chambre des Communes. Les deux autres candidats au *leadership*, M. Goschen et sir Michaël Hicks-Beach, s'effacèrent d'eux-mêmes et, cette fois, l'acclamation unanime du parti unioniste confirma le choix du premier ministre. Le Cabinet Salisbury tombait quelques mois plus tard, ayant été vaincu, aux élections générales de 1892, par ceux qu'on appelait alors les Gladstoniens, et on avait raison de leur donner ce nom, car Gladstone était, à lui seul, la force et l'unité de son parti formé d'élémens contradictoires. Ceux qui n'ont pas vu ces temps-là auront peine à comprendre et à croire que la personnalité magnétique du grand vieillard ait hypnotisé l'Angleterre au point d'obtenir d'elle une majorité prête à voter, — en dépit de ses propres répugnances, — ce bill absurde et antipatriotique qui accordait

à l'Irlande un Parlement séparé, tout en lui laissant sa place à Westminster avec la faculté d'y continuer le rôle déplorable qu'elle y jouait depuis quinze ans. Lorsque Gladstone usa les restes de son admirable talent oratoire à rendre vraisemblable et plausible ce projet de constitution, une des chinoiseries les plus compliquées qui aient jamais été soumises aux délibérations d'un parlement, c'est M. Balfour qui assuma la tâche difficile de lui répondre et lutta, pied à pied, contre la mesure fatale. Autant le vieil homme d'État était copieux et surabondant dans ses explications, autant il était enclin à mesurer le temps à ses critiques. Un soir, dans la discussion des articles, il appliqua à M. Chamberlain la clause draconienne du règlement qui coupait la parole aux orateurs, quand c'était le bon plaisir de la majorité de ne pas les entendre, et que, pour cette raison, on appelait la guillotine. Irrité, M. Chamberlain demanda la parole contre la clôture et prononça quelques paroles qui affolèrent les deux côtés de la Chambre. Il s'ensuivit une bataille à coups de poing à laquelle un grand nombre de membres prirent part et que les efforts réunis de Gladstone et de M. Balfour n'arrêtèrent qu'au bout d'un assez long temps.

On voit que la direction de l'opposition n'était pas une sinécure, et que, pour avoir quitté le banc de la Trésorerie, M. Balfour ne pouvait se considérer comme en vacances. Il trouva pourtant, pendant cette période de repos relatif, où il était, du moins, déchargé des soucis de la responsabilité, le loisir de publier deux volumes.

L'un était un recueil d'articles publiés dans des revues et de discours non politiques, prononcés en diverses circonstances. J'ai déjà fait allusion à l'article sur Haendel, écrit à propos du bicentenaire de l'illustre musicien. Un autre article a pour sujet l'examen de la vie de Cobden que lord Morley (alors M. John Morley) venait de publier. Il est très important de noter cet article et d'en remarquer la date. Il remonte à 1882 et nous montre quels étaient alors les sentimens de M. Balfour pour le célèbre agitateur dont il est, peut-être, destiné à détruire l'œuvre. Il condamne sans restriction la campagne en faveur de la paix à tout prix. En ce qui touche le Libre-Échange, sa froideur est significative. Pas un blâme, mais pas un éloge. Quant à Cobden, pour M. Balfour, il n'a jamais été un homme d'État : il n'a été que le missionnaire (peut-être M. Balfour n'a-t-il pas

été loin d'écrire : le commis voyageur) de l'idée libre-échangiste.

Parmi les discours que contient le volume, deux ont été prononcés lors de son installation comme recteur de l'Université de Saint-André et de l'Université de Glasgow. Le premier, critique courtoise, mais acérée, d'un livre paradoxal et quelque peu bourru de M. Frédéric Harrison sur le choix des livres, semble sourire. L'autre discours, au contraire, est dans une note grave et légèrement pessimiste. L'orateur y discute la notion de Progrès et laisse, en concluant, dans l'esprit de ses jeunes auditeurs, un doute décourageant sur l'efficacité de l'effort humain.

En 1895, M. Balfour publiait le livre intitulé *Foundations of Belief*, qui produisit une émotion dans le monde philosophique et qui assure une place à l'auteur parmi les penseurs et parmi les écrivains. Évidemment, son premier essai dans ce genre, *A Defence of Philosophic Doubt*, ne l'avait pas pleinement satisfait. Il apercevait les défauts de cet ouvrage où les matières sont rangées en assez mauvais ordre et où l'expression n'est pas toujours claire. Plus d'une des théories scientifiques auxquelles il avait fait allusion et qui, en 1879, semblaient universellement acceptées, — par exemple, la théorie de l'éther et des atomes, — se trouvait, en 1895, absolument discréditée ou vivement contestée. Mais ce que M. Balfour reprochait, je pense, à son livre de début, c'est qu'après avoir beaucoup détruit, il n'avait rien rebâti. L'auteur avait cru y introduire une partie affirmative et, à son grand désappointement, cette partie affirmative, personne ne l'avait aperçue. Par le fait, ceux qui liront ce volume, aujourd'hui assez rare et qui n'a jamais été réimprimé, pourront constater que l'écrivain, après avoir formellement annoncé qu'il va ramasser les résultats positifs de sa longue investigation critique et proposer à son lecteur quelques vérités définitives, retombe aussitôt dans la critique des systèmes et n'en sort plus.

Le second ouvrage est bien supérieur au premier pour la méthode, l'ampleur des vues, le talent d'exposition. L'attaque contre les doctrines matérialistes y est mieux circonscrite et plus habilement dirigée. Je ne puis entrer ici dans la discussion ou même dans l'analyse détaillée de cet important ouvrage, mais je crois pouvoir dire, sans être accusé d'exagération, même par les adversaires philosophiques de M. Balfour, que son livre est le

plus grand service qui ait jamais été rendu à tous ceux, — et ils sont nombreux ! — qui acceptent la science du XIXe siècle comme une acquisition sérieuse et permanente de l'esprit humain, mais refusent de l'identifier avec les systèmes philosophiques qui se réclament d'elle et qui s'offrent à nous comme ses conséquences logiques, directes, inévitables. Il suffit à bien des gens, et non des plus obtus, d'être convaincus qu'un postulat scientifique est un acte de foi, et que toute doctrine rationaliste débute par nous demander une abdication, au moins momentanée, de la faculté rationnelle, pour que ces doctrines perdent toute leur autorité et pour qu'ils retournent immédiatement vers des dogmes qui, comme je le disais plus haut, ont le mérite de répondre à nos besoins de bonheur individuel et de justice sociale, en même temps qu'ils fournissent aux vérités scientifiques le cadre qui leur convient. De sorte qu'au lieu de l'éternelle et insoluble antinomie, nous verrions devant nous cet axiome qui éclaire notre route : « Pas de science véritable sans religion ! »

On voit maintenant comment M. Balfour, né avec des facultés critiques très développées et destiné par sa naissance à être le champion de la tradition, en religion comme en politique, a mis d'accord sa nature et sa destinée et, comme tant d'autres, a trouvé, ou retrouvé la foi par l'opération de son scepticisme. Par l'emploi de ces facultés critiques, il est devenu un défenseur indirect, mais vraiment redoutable, du christianisme.

Il doit à ces mêmes facultés d'être devenu orateur et écrivain. L'effort constant, obstiné, méthodique pour formuler sa propre pensée ou pour pénétrer celle de l'adversaire dans ses nuances les plus subtiles ou dans ses parties les plus menues, ou dans ses conséquences les plus lointaines, a été la seule école littéraire et oratoire de M. Balfour, et c'est la meilleure de toutes. Pour convaincre, il fallait être compris et, pour être compris, il fallait être clair, précis, complet. Il est arrivé à l'éloquence et au style par la logique, sans passer par la rhétorique. On peut noter ce progrès, d'année en année, dans tout ce qu'il a dit et dans tout ce qu'il a écrit. Quand il a été absolument maître de l'instrument, il a pu jouer tous les airs qu'il a voulus et il a brillé dans tous les genres oratoires, même dans le genre académique, où ses qualités de dialecticien et sa distinction native ont introduit plus de substance et de sincérité que ce genre n'en comporte d'ordinaire. Je citerai comme exemple le

discours que lui inspira la disparition de Gladstone en 1898. Cette oraison funèbre présentait de grandes difficultés. Comment rendre justice à cette longue carrière, à cette belle vie, à ce grand caractère, comment apprécier une œuvre que sa fonction, depuis vingt ans, était d'entraver et de décrier? Il s'acquitta de sa tâche en des termes où l'habileté disparaissait sous l'émotion :

« Depuis soixante ans, dit-il, il n'y avait pas eu un seul grand mouvement dans l'ordre religieux, politique, social, économique, dans le monde de la littérature ou de la science, auquel M. Gladstone n'eût pris sa part et, quelquefois, une part dirigeante. » Il n'appartenait pas à M. Balfour, il n'appartenait encore à personne de juger définitivement son œuvre et de lui assigner sa place dans l'histoire. Mais ce dont il pouvait témoigner, ce dont tous ses collègues pouvaient témoigner avec lui, c'est que, durant deux générations, M. Gladstone avait été le membre par excellence, l'âme, le type, la personnification de ce Parlement, ancêtre et modèle de toutes les assemblées délibérantes du monde. D'autres avaient possédé, peut-être, une éloquence plus entraînante, une dialectique plus subtile, ou une plus pénétrante ironie; mais nul n'avait réuni, au même degré, ces dons si divers. « Était-il plus grand lorsqu'il parlait à l'improviste, sous l'inspiration des circonstances, ou lorsqu'il prononçait une harangue longuement méditée? Était-il plus admirable lorsqu'il maniait les chiffres du budget ou lorsqu'il développait les considérans d'un projet de loi? Il avait aussi ses minutes d'humour et son discours s'éclairait d'un sourire, car il avait à sa disposition, à toute heure et sous toutes les formes, les menus artifices comme les grands effets de l'orateur, les mots qui amusent, les mots qui illuminent, les mots qui transportent. Mais la force de ce grand maître de la parole consistait dans ce fait qu'il croyait et voulait toujours avoir raison, parler pour la vérité et la justice. C'est par là qu'il a élevé le niveau moral, rehaussé la dignité de cette assemblée. Le Parlement assistera encore à l'éclosion et à l'épanouissement de bien des talens politiques et oratoires, mais verra-t-il jamais un second Gladstone? »

La péroraison fut accueillie par un murmure approbatif qui disait, mieux que de bruyans applaudissemens, la profonde et religieuse sympathie de la Chambre. Rien ne manqua à l'émotion de ce solennel adieu adressé à l'homme illustre qui avait

rempli pendant un demi-siècle cette même assemblée de sa parole et de son influence, — pas même l'absence de ces Irlandais pour lesquels il avait compromis sa gloire et sacrifié le repos de ses derniers jours. Ils avaient refusé de s'associer à cette touchante unanimité d'une heure qui réunissait les partis dans un dernier hommage à Gladstone.

VI

Deux grosses difficultés attendaient, en 1895, les chefs du parti unioniste à leur rentrée au pouvoir. Le sentiment populaire qui leur avait valu une très large majorité était le désir d'être débarrassés pour longtemps, sinon pour toujours, du cauchemar de l'autonomie irlandaise. Ce programme était purement défensif, autant vaut dire négatif. Or, un gouvernement ne peut pas vivre six ans sur une négation; il est condamné à agir, et c'est là qu'il risque de se brouiller avec ses électeurs qui lui ont prescrit unanimement ce qu'il ne doit pas faire, mais ne s'entendraient pas sur ce qu'ils voudraient le voir faire.

L'autre question délicate consistait dans la nécessité et dans la difficulté de maintenir, — à présent que le danger du *home rule* était écarté, — l'accord intime entre les coalisés de 1886. Les vieux whigs étaient déjà à moitié absorbés. Au point de vue doctrinal, ils n'étaient plus séparés des purs tories que par des différences infinitésimales, et il semblait que les envies de dormir de leur chef, le duc de Devonshire, qui étaient proverbiales à Westminster, eussent engourdi tous ses adhérens. Mais il n'en était pas de même des radicaux unionistes auxquels M. Chamberlain communiquait son ardente vitalité.

Résoudre ces deux difficultés l'une par l'autre fut, sinon un trait de génie, du moins un acte de rare intelligence politique. Il s'agissait d'emprunter aux radicaux les idées qui pouvaient se concilier avec les vieux dogmes conservateurs. Je ne sais si M. Balfour fut l'inventeur de cette politique : en tout cas, il en fut le très habile et très constant exécuteur. Personne, du reste, ne l'y aida mieux que M. Chamberlain. Depuis son schisme, c'est-à-dire depuis dix ans environ, ce souple et vigoureux esprit avait évolué. J'ai raconté ici, il y a vingt ans, comment, dans la première période de sa vie parlementaire, il avait cherché à résoudre la crise industrielle (il y en avait une alors comme aujourd'hui !)

en ramenant le peuple vers les campagnes par la constitution d'une classe de petits propriétaires ruraux, comme dans la France actuelle ou dans l'Angleterre d'autrefois. C'est alors qu'il avait lancé la formule restée fameuse : « Trois acres et une vache. » Mais le peuple n'avait pas répondu à son appel ; l'agriculture, depuis le triomphe de la politique libre-échangiste, n'avait plus rien qui pût tenter les travailleurs. M. Chamberlain laissant la direction du mouvement à son fidèle lieutenant, M. Jesse Collings, jeta son activité dans une autre sphère. Il s'avisa que, pour faire vivre et prospérer l'industrie britannique, il fallait lui ouvrir de nouveaux débouchés et, surtout, lui assurer, dans les Colonies anglaises, des marchés privilégiés. Doué de ce qu'on pourrait appeler l'imagination politique, il voyait déjà ces grandes possessions lointaines telles qu'elles seront dans trente ou quarante ans, c'est-à-dire devenues des nations puissantes et, suivant un raisonnement inverse de celui auquel s'étaient tenus Cobden, John Bright et Gladstone, il se disait que l'intime alliance économique entre la métropole et ses colonies ne pourrait subsister qu'en s'appuyant sur une intime union politique. Mais quelle serait la formule, quelles seraient les conditions de ce nouvel organisme inconnu jusqu'alors, de cette fédération d'États séparés par les mers et les Océans et dont les intérêts se différenciaient tous les jours davantage, à mesure qu'ils croissaient en population et développaient leur énergie productive? Ainsi M. Chamberlain était amené à envisager ce problème de l'Impérialisme britannique, qui domine tous les autres, et si important, que nous sommes, avec les autres races du globe, intéressés à la solution qu'il recevra. C'est pour l'étudier que M. Chamberlain accepta le ministère des Colonies et, en cette qualité, il devint le ministre en évidence, comme M. Balfour l'avait été lorsqu'il était secrétaire d'État pour l'Irlande.

Une première tentative pour établir l'Union douanière, pour fonder, si je puis parler ainsi, l'Empire sur l'unité de tarifs, avait échoué lorsque éclata la guerre du Transvaal à la fin de 1899. Qu'on en fasse remonter la responsabilité à lord Salisbury et à M. Chamberlain, ou au président Kruger et au petit groupe de politiciens à courte vue qui recevaient son inspiration, M. Balfour est, en quelque sorte, hors de cause dans cette affaire.

Il n'était pas, comme M. Chamberlain, le grand moteur du

sentiment national; il n'avait point, comme lord Salisbury, la décision suprême; il n'avait de responsabilité ni dans la direction des opérations militaires, ni dans l'attitude observée par l'Angleterre envers les autres puissances. Son rôle, modeste par comparaison, quoique ingrat et difficile, consistait à diriger les discussions du Parlement, et qu'était la guerre des paroles à côté de la guerre véritable qui coûtait tant d'hommes et d'argent!

La paix, — une paix honorable pour les deux partis, — fut enfin signée à Vereinigen au printemps de 1902 et, l'année suivante, lord Salisbury quittait définitivement le pouvoir. Devenu chef officiel du Cabinet, M. Balfour ne fit d'abord aucun changement dans le personnel, ni dans le programme gouvernemental. C'est à ce moment que M. Chamberlain ouvrit sa campagne protectionniste. Il y avait été conduit par la logique de ses idées. Les deux politiques qu'il avait successivement soutenues, la repopulation des districts ruraux par la reconstitution de la petite propriété agricole, le resserrement du lien économique qui unissait la métropole et ses Colonies, s'y rencontraient et s'y confondaient dans une politique plus large qui les réalisait toutes deux. En relevant les tarifs et en accordant aux Colonies des droits préférentiels, avec réciprocité, on devait, suivant M. Chamberlain, raviver l'agriculture, en même temps qu'on assurait un marché permanent à l'industrie britannique et qu'on faisait sentir aux Anglais d'outre-mer la nécessité vitale de se rallier autour de la mère patrie. Pas d'Empire possible avec la liberté commerciale! Avec sa franchise habituelle, le grand orateur de Birmingham démasqua dès le premier jour et présenta à l'opinion ce système dans toute son étendue et avec toutes ses conséquences.

Il y eut une sorte de stupeur dans tous les partis et un désarroi visible dans les rangs des conservateurs. Pourtant, et bien que le libre-échange fût devenu une sorte de dogme national, placé en dehors et au-dessus de toutes les discussions, un groupe protectionniste, dont le chef était M. Chaplin, s'était perpétué dans le Parlement et possédait les sympathies, plus ou moins avouées, de lord Salisbury. Quel était, à cet égard, l'état d'âme de M. Balfour? Son article sur Cobden, dont il a été question plus haut, permettait de le pressentir. Évidemment, la politique nouvelle de son collègue ne fut pas pour lui, comme pour tant d'autres, une surprise, et j'incline à croire qu'il

était converti, d'avance, au nouvel Évangile. Mais son tempérament diffère de celui de M. Chamberlain et sa position officielle lui imposait certains ménagemens. Il n'était pas homme à dire, comme le Rabagas de Sardou : « Je suis leur chef, il faut bien que je les suive! » Mais il pensait, probablement : « Je suis leur chef, je ne dois pas marcher d'un tel pas qu'ils ne puissent me suivre. » Il prit donc l'attitude d'un homme impartial qui ouvre son esprit, pèse les argumens et réfléchit. Pour le laisser réfléchir plus tranquillement, M. Chamberlain quitta son poste dans le Cabinet et se fit, suivant ses propres expressions, « le missionnaire de l'Empire, » se prodiguant sans réserve et usant des forces qui déclinaient dans des tournées oratoires où il se heurta, plus d'une fois, à une brutale opposition.

Pendant ce temps, la période de l'*open mind* avait pris fin, car M. Balfour sentait l'impossibilité de se présenter devant les électeurs en interrogeant au lieu d'affirmer. Il s'établit donc dans une position à mi-côte, à égale distance entre le libre-échange et le protectionnisme à outrance. « Nous sommes entourés, disait-il, par des nations qui élèvent autour de leurs frontières un formidable rempart de tarifs douaniers. Par là elles ferment leurs marchés à nos produits pendant qu'elles nous inondent des leurs. Quel moyen avons-nous de nous défendre? Aucun. Si nous voulons négocier pour obtenir un adoucissement à ces tarifs, quelle concession avons-nous à offrir? Aucune, si ce n'est la clause dérisoire de la nation la plus favorisée. Montrons à ces nations, nos rivales et nos clientes, que nous pouvons user de représailles, répondre à leurs tarifs douaniers par d'autres tarifs douaniers. Elles seront alors plus traitables et, si nous abaissons de nouveau nos tarifs, ce sera pour obtenir du moins quelque sérieux avantage en échange. » C'est ce qu'on appelait la *retaliation policy*. Toute raisonnable et modérée qu'elle fût, elle se perdait un peu dans la politique, bien autrement nette et hardie, du « missionnaire de l'Empire, » comme la personnalité de M. Balfour dans celle de M. Chamberlain.

Le programme de celui-ci fut donc la plate-forme sur laquelle se livra la grande bataille électorale de janvier 1906 dont j'ai relaté ici, jour par jour, les incidens et les résultats. Elle aboutit à l'éclatante victoire des libéraux et, dans le cas de M. Balfour, la défaite totale du parti qu'il dirigeait se compliqua d'un échec personnel. Les électeurs de Manchester qui l'avaient appelé à

eux vingt ans auparavant et lui étaient restés fidèles depuis lors, l'avaient trahi cette fois et quand la session s'ouvrit, son absence, cruellement sentie par les siens, causa une impression pénible à ses adversaires eux-mêmes. Ce fut seulement au bout de quelques semaines que le leader, repêché par une circonscription de la Cité, reprit sa place sur le premier banc de l'opposition. Mais le parti unioniste n'était pas au bout de ses épreuves. Peu après, la retraite de M. Chamberlain le privait du plus puissant et du plus redouté de ses orateurs. Pendant plusieurs mois, la marée radicale battit son plein; puis elle demeura étale, puis elle commença à descendre. D'où vient ce prompt retour de l'opinion qui venait de se prononcer, d'une façon si peu équivoque, en faveur des adversaires de M. Balfour? De la même cause qui, en 1895, aurait pu compromettre le succès des unionistes et qui avait été alors conjurée par l'habileté de leurs chefs. Ce bloc amorphe et inorganique, cette majorité de janvier 1906, nommée sur un programme purement négatif, avait voulu donner satisfaction à tous les élémens dont elle se composait. Les mesures qu'elle a proposées à cette fin n'ont pas toujours satisfait les intéressés, mais elles déplaisaient visiblement aux groupes voisins et produisaient de l'irritation dans le pays. Tandis que M. Redmond et ses amis rejetaient, sans même la discuter, la loi de Dévolution, la Chambre des Lords mettait à néant la loi scolaire, la loi qui désorganisait la propriété en Écosse et la loi sur les cabarets. Et quand la majorité radicale faisait mine d'entamer une campagne contre la Chambre héréditaire, elle s'apercevait que le bon sens public était avec les Lords et que nul n'était disposé à la suivre. L'échec retentissant des candidats socialistes aux élections provinciales et municipales avait été un premier avertissement; les échecs répétés des radicaux aux élections partielles en ont constitué un plus sérieux encore. Même sur la question vitale du libre-échange, des symptômes d'hésitation et de désagrégation se sont produits récemment dans la majorité. Il n'est donc point impossible que les élections de 1911 ou de 1912 présentent un aspect entièrement opposé à celles de 1906 et que le piano de M. Balfour rentre triomphalement à Downing-Street.

Il n'y rapportera pas seulement son piano, mais un double programme de défense et d'action dont les articles sont connus d'avance, à ce point qu'on peut, sans avoir aucune prétention

au don prophétique, imaginer, d'un bout à l'autre, le discours du trône que M. Balfour, premier ministre, mettra sur les lèvres du roi Édouard. Maintien de la triple entente et de la politique de paix et d'équilibre en Europe; la flotte mise et tenue sur un pied qui lui permette de lutter sans désavantage contre deux des meilleures flottes étrangères combinées; le service militaire universel établi en prenant pour base le système suisse et en profitant de l'expérience faite sous M. Haldane, le créateur de l'armée territoriale. Réforme de la Chambre des Lords, mais par cette Chambre elle-même. Loi contre l'intempérance, mais sans toucher au privilège des débitans que le parti unioniste considère comme une propriété. Loi scolaire pour la protection des écoles libres, c'est-à-dire des écoles placées sous le patronage immédiat de l'Église anglicane. En Irlande, reprise de la politique inaugurée, en 1887, par M. Balfour lui-même : d'une part, répression énergique des attentats contre les personnes ou contre les propriétés; de l'autre, règlement de la question agraire dans le sens le plus favorable aux petits fermiers. Reprise, également, des mesures législatives en vue d'améliorer le sort des prolétaires (compensation pour les accidens, logemens insalubres, travail des enfans, retraites ouvrières, revision de la loi des pauvres, etc., etc.).

Au premier plan figurerait, cela va sans dire, la réforme douanière, définitivement adoptée par le parti conservateur, malgré la résistance d'une douzaine de députés, conduits par Lord Robert Cecil. M. Balfour, esprit modéré et réfléchi, mais nullement timide, a, comme on dit ici, cloué son pavillon au grand mât et, sur ce pavillon, on lit : « Relèvement des tarifs, droits préférentiels. »

Telles seraient, dans ses lignes générales, la politique unioniste si elle triomphait aux élections prochaines. M. Balfour, après l'avoir exposée et défendue devant le pays, aurait à la mettre en pratique. C'est alors que ses qualités d'homme d'État seraient véritablement mises à l'épreuve. Les quatre années durant lesquelles il a gouverné l'Irlande ont montré qu'il possédait à un haut degré quelques-unes de ces qualités, et non des moins précieuses : clairvoyance, décision, autorité. Mais il faut bien convenir que, comme chef du Cabinet, il a un peu manqué d'originalité. Il s'est laissé inspirer tantôt par ses amis, tantôt, mais plus souvent, par ses adversaires. Excellent leader d'oppo-

sition, son talent est fait surtout de critique et de contradiction. La critique, voilà la faculté maîtresse de M. Balfour, qu'il l'exerce dans le domaine de la philosophie pure ou dans celui de la politique au jour le jour. Mais ce qui le caractérise, c'est que cette méthode négative l'a toujours mené à un résultat positif. Il commence toujours par raisonner *a contrario*. « Si tel principe est faux, le principe inverse est, très probablement, vrai. » Il tourne toute question en un dilemme et l'on conçoit que trente-cinq années, passées à la Chambre des Communes où il n'y a jamais que deux solutions à un problème, où, sur toute chose, il faut en venir à voter radical ou tory, n'ont pu qu'ajouter à cette disposition native toute la force de l'habitude. Comme nous l'avons vu, les lacunes et les défauts du positivisme ont été, à ses yeux, autant de preuves indirectes et provisoires du christianisme. Or, quand on se trouve dans cet état mental, les preuves directes et définitives ne tardent jamais à venir. Tout de même, les vices et les inconvéniens de la liberté commerciale lui ont apparu d'abord et ont fait de lui un protectionniste, comme les inconvéniens du système opposé auraient pu faire de lui un *free trader*.

De sa nonchalance juvénile, M. Balfour a conservé une sorte de dédain poli qui ne messied pas à un chef. Il est devenu un très bon orateur et ne sera jamais un grand, vraiment grand orateur, mais il a encore le temps de devenir un grand ministre, si les circonstances l'y aident ou, plutôt, si elles l'y obligent. En tout cas, on peut lui appliquer le bel éloge qu'il a donné à Gladstone, et qu'il a si bien justifié : il est aujourd'hui le premier des parlementaires dans le premier des Parlemens du monde.

AUGUSTIN FILON

LES ÉPOQUES DE LA MUSIQUE

L'OPÉRA SYMPHONIQUE

Voici le dernier âge de la musique. J'entends sa forme la plus récente, celle d'hier, celle encore d'aujourd'hui, sinon peut-être, comme on l'a trop dit, celle de « l'avenir, » ou seulement (déjà certains signes le montrent) celle de demain. Le nom d'opéra symphonique, mieux que celui de drame lyrique, nous paraît propre à désigner le genre que nous allons étudier. Un opéra, par définition, et par une définition aussi large qu'ancienne, c'est toute pièce, toute action, sérieuse, tragique même, ou légère, — *Tristan* comme *Falstaff*, le *Barbier de Séville* ou *Fidelio*, — représentée par les sons. De plus, il semble bien que cette expression : « lyrique, » risque de conserver au lyrisme, c'est-à-dire au chant pour le chant, à la mélodie autonome, une part que, dans le drame musical, elle ne possède plus. L'épithète de « symphonique, » au contraire, met tout de suite au premier rang, dans le titre, l'élément qui, dans la réalité, s'est fait la première place. Ainsi les mots s'accordent mieux avec les choses. Ils leur ressemblent davantage. La poésie elle-même ne s'y est pas trompée.

> *Quando Wagner possente mille anime intona*
> *Ai cantanti metalli, trema agli umani il core* (1).

Dans l'opéra symphonique de Wagner, les métaux ne sont pas seuls chantans; les cordes, les bois y ont aussi leur voix avec leur âme. Mais quand les hommes, en l'écoutant, sentirent

(1) Carducci.

frissonner leur cœur, c'est la symphonie surtout qui les émut d'un frisson nouveau.

I

Nous avons dit : l'opéra symphonique de Wagner. Ce n'est pas tout à fait cela, ou plutôt ce n'est pas cela seulement. L'œuvre de Wagner est le sommet du genre. Mais plusieurs degrés y conduisent, et nous devons les gravir.

Le premier fut taillé dans le marbre italien, et Monteverde est le nom qu'il y faudrait inscrire. Dès le début du XVII[e] siècle, l'opéra vient à peine de naître dans un salon de Florence, et d'y naître, — nous l'avons vu naguère, — monodique et récitatif, que déjà la symphonie, ou l'orchestre, s'y introduit. Monteverde est l'auteur de cette introduction et s'il est vrai, comme on le dit communément, que la variété des sons, le timbre, soit le coloris de la musique, il est naturel aussi que le don lui en ait été fait par un maître vénitien. L'orchestre de Monteverde, d'après les indications que porte la partition de l'*Orfeo*, ne comprend pas moins de trente-six instrumens. De plus, on voit apparaître, dans l'œuvre du musicien d'*Orphée* et du *Couronnement de Poppée*, l'expression dramatique et sentimentale, autrement et plus brièvement dit, l'*ethos* de l'orchestre. Monteverde passe pour avoir employé le premier ce moyen et produit cet effet, le *tremolo*, que trois siècles ne devaient point user et dont Wagner lui-même, en de pathétiques momens, n'a pas dédaigné de se servir. Monteverde a tenté davantage. Par exemple, au second acte d'*Orphée*, la scène change et représente les Enfers. Aussitôt l'orchestre lui-même se renouvelle. « Ici, lisons-nous, font leur entrée les trombones, les cors; au contraire les violes et les petits orgues de bois gardent le silence. » Plus loin, un violon accompagnera le monologue d'Orphée d'une sorte de concerto ou d'improvisation éperdue, et nous trouverons encore en cette rencontre, à défaut des *leitmotive*, un essai de ce qu'on pourrait nommer les *leitinstrumente*, les instrumens conducteurs. Saisir les rapports de l'âme, ou du sentiment et de la passion, non plus, comme on venait de le faire à Florence, avec le récitatif ou le chant, mais avec les sonorités orchestrales, tel paraît bien avoir été le dessein de Monteverde. Anathèmes ou railleries. ses contemporains ne négligèrent aucun moyen de

l'en détourner. Il y persista malgré tout et la recherche de l'expression symphonique, ou du moins instrumentale, marque peut-être le premier point de contact, à travers un peu moins de trois siècles, de l'opéra primitif avec l'opéra wagnérien (1).

Franchissons plus de cent cinquante ans et passons tout de suite à Gluck. Ce n'est pas qu'en ce long intervalle, chez un Lully, chez un Rameau, quelques jalons ou quelques signes n'apparaissent encore. Au cours d'une étude récente et très développée sur le musicien de Louis XIV, M. Romain Rolland nous rappelle ou peut-être nous révèle dans les opéras de Lully certaines symphonies, faisant corps avec la pièce, y jouant un rôle. « Ce sont des sortes de grands paysages poétiques, — des paysages intérieurs, — la peinture de l'atmosphère morale qui enveloppe une scène... Une des parties les plus pures, les plus parfaitement belles » de l'œuvre du Florentin (2).

Rameau de même, si ce n'est davantage, se montre, au théâtre, symphoniste par quelque endroit. « Personnellement, et cela nous le savons par Maret, il s'intéressait moins au « vocal » qu'aux symphonies et aux divertissemens... Les symphonies se rattachent souvent à l'action, qu'elles complètent et commentent, et à laquelle elles se relient musicalement, puisque nombre de thèmes confiés à l'orchestre découlent de ceux qui sont exposés par les chanteurs. De la sorte, la symphonie prolonge l'effet vocal et ne rompt point nécessairement l'unité de l'œuvre (3). » Ainsi parle un des deux plus récens biographes du maître bourguignon. L'autre ne cite que pour y souscrire ce magnifique éloge de Chabanon : « Rameau, comme symphoniste d'opéra, n'eut jamais de modèle ni de rival, et nous ne craignons pas d'affirmer hautement qu'après toutes les révolutions que l'art pourra subir, lorsqu'il sera porté à sa plus haute perfection par quelque peuple que ce soit, alors même ce sera beaucoup faire que d'égaler notre artiste dans cette partie et de mériter d'être placé à côté de lui (4). »

(1) Sur Monteverde, précurseur de Wagner, consulter l'ouvrage de M. Romain Rolland : *Histoire de l'Opéra en Europe avant Lully et Scarlatti*, ch. IV.

(2) Voyez l'ouvrage de M. Romain Rolland : *Musiciens d'autrefois* (*Notes sur Lully*). Paris, Hachette, 1908.

(3) *Rameau*, par M. Lionel de la Laurencie, dans la Collection : *les Musiciens célèbres*. Paris, Laurens, 1908.

(4) *Rameau*, par M. Louis Laloy, dans la collection : *les Maîtres de la musique*, Paris, Alcan, 1908.

Nous irons cependant, sans nous arrêter, jusqu'à Gluck. Chez celui-là, nous trouverons des passages connus, des exemples familiers et qui feront image. Ils montreront mieux comment, dans l'opéra par nous autrefois qualifié de récitatif et verbal, l'orchestre ou la symphonie peu à peu s'insinue et tend à se fortifier.

Oui, la symphonie est là, quelquefois. Elle y est sous deux formes et comme à deux degrés. Elle y agit tantôt par la variété des timbres, tantôt par sa vertu propre, laquelle consiste d'abord dans la déduction ou le développement de l'idée musicale, et puis dans le partage de la musique elle-même entre les instrumens et la voix. Les effets de sonorité abondent chez Gluck et la plupart sont connus : c'est un hautbois qui suit ou plutôt qui perce de sa plainte telle déploration d'Alceste ou d'Iphigénie; c'est l'éclat, c'est l'aboi rauque des trombones, repoussant la suppliante et conjugale prière d'Orphée : *Laissez-vous toucher par mes pleurs!* De même chez Monteverde déjà les trombones avaient comme donné la première touche de la couleur infernale. L'instrumentation de Gluck est à peine moins sommaire : elle ne consiste que dans la réplique d'une note des cuivres à quelques notes de harpe, celles-ci bien frêles, mais pathétiques par leur fragilité même, dont le Ténare hurlant ne triomphera point.

Les deux tableaux de l'Enfer et des Champs Élysées se touchent, en même temps qu'ils s'opposent, au moins dans la partition, par deux épisodes symphoniques. Au théâtre, entre l'un et l'autre, il ne faudrait pas d'arrêt, pas d'entr'acte, et la symphonie alors assurerait également l'effet du contraste et celui de la continuité. Chef-d'œuvre instrumental, grâce au timbre à la fois mélancolique et sacré de la flûte, on peut regarder aussi le prologue élyséen comme l'un des chefs-d'œuvre de la mélodie symphonique : j'entends celle qui, loin de se répéter, se développe, se renouvelle et semble constamment s'engendrer elle-même.

Ailleurs, et plus d'une fois, le maître de la parole pure, de la parole nue, ou revêtue de peu de sons, a deviné que la symphonie serait un jour pour le verbe, non plus le vêtement et le dehors, mais le dedans et la vie. Ici paraît, à peine appuyé, mais déjà sensible, un des traits de l'idéal wagnérien. Mainte page de la seconde *Iphigénie* en est marquée. Dès le début,

au cours de l'orage que représente l'introduction, la voix de la prêtresse entre à l'improviste dans la symphonie et s'y mêle comme un instrument de plus. A peine est-il besoin de rappeler la scène des remords d'Oreste et, sur ces mots : *Le calme rentre dans mon cœur*, le démenti furieux que l'orchestre oppose au mensonge du parricide. Plus loin, au dernier acte du même ouvrage, on dirait que le développement d'un thème de Bach accompagne la prière d'Iphigénie à Diane. *Armide* aussi renferme tel passage où les deux élémens de la musique sont liés. A la fin du troisième acte, le brusque revirement de l'héroïne, sa chute soudaine de la haine à l'amour, est évoquée par l'orchestre non moins que par la voix. Tous les deux encore semblent se passer ou se prêter l'un à l'autre la phrase exquise de Renaud : *Allez, éloignez-vous de moi*. Enfin et surtout, je ne crois pas qu'il existe un morceau plus significatif à cet égard que la cantilène d'Orphée entrant au bienheureux séjour. L'intérêt symphonique ici ne le cède pas aux délices mêmes de l'instrumentation. Dans cet *andante* qui, par le mouvement, par l'ondulation du rythme, annonce vaguement la *Scène au bord du ruisseau*, de la symphonie *Pastorale*, autant que la voix, l'orchestre est mélodie, il est chant. Sans gouverner encore, il règne pourtant, et la beauté parfaite est ici l'objet, entre les pouvoirs ou les vertus sonores, d'un échange libre et d'un partage harmonieux.

L'opéra mélodique à son tour, — j'ai nommé celui de Mozart, — ne se confina pas étroitement dans la mélodie. Libre et souple, il s'échappe quelquefois au dehors. Grand symphoniste et grand dramaturge musical, l'auteur de *Don Giovanni* et de *Jupiter* savait soumettre l'un des élémens de son génie à l'autre, mais il ne l'y pouvait sacrifier. Nous ne citerons pas, — ils sont trop, — les « effets » dramatiques ou pittoresques de l'orchestre de Mozart. Déjà, parlant de l'*Enlèvement au Sérail* dans une lettre que nous avons rappelée naguère, le maître a lui-même analysé la valeur expressive et tout instrumentale de certain morceau. L'orchestre de Mozart est par momens, avant la scène ou plus que la scène, le véritable théâtre où se joue le drame ou la comédie de Mozart. Les premiers accords de *Don Giovanni* en signifient d'avance le dénouement terrible. C'est à l'orchestre que se poursuit et s'achève le suprême débat entre le convive de pierre et son hôte. Autant que la fameuse sérénade, j'appel-

lerais volontiers le duo du cimetière un chef-d'œuvre en partie double. L'orchestre à tout moment s'y moque des voix; elles tremblent, il raille, et, dans l'asile de mort, à travers les tombeaux, sans peur mais non sans malice, il fait rire et chanter la vie.

Mainte page de *Don Giovanni* commence en véritable symphonie. Avec ses « voix » ou ses « parties » multiples, ses épisodes qui naissent les uns des autres, ses thèmes développés, sinon transformés, le grand finale des *Noces* non seulement commence, mais se déroule ainsi tout entier. Symphonie encore, le divertissement à triple orchestre exécuté pour les noces de Zerline et de Mazetto. Mais surtout, c'est *la Flûte enchantée* où le souffle symphonique, le souffle allemand, passe pour la première fois. Sublime et familier, comique et mystérieux, — ou mystique, — tour à tour, le suprême chef-d'œuvre de Mozart porte à sa cime je ne sais quelles étranges lueurs. Un de nos confrères, M. Julien Tiersot, a su discerner autrefois dans la *Zauberflöte*, non seulement dans la musique, mais jusque dans le « poème, » dans les situations et les caractères, des pressentimens wagnériens. Le pressentiment symphonique n'y est pas le moins sensible. Premièrement, aucune ouverture de Mozart n'est symphonie au même degré que celle de *la Flûte*. Au cours de l'œuvre, de nombreux passages sont animés du même esprit, écrits dans le même style : entre autres, et plus que tout autre, pendant la scène de l'initiation, le grave et religieux duo des hommes d'armes. L'orchestre ici ne se contente pas d'accompagner : il exécute à lui seul, pour lui seul, à la manière de l'orchestre de Bach, un travail polyphonique et fugué, sur lequel se pose, en forme de choral, le thème austère des deux voix. Et cet orchestre, à la vérité, n'écrase ni même n'offusque le chant; il a cependant une vie, un sens, un langage propre, il est un des foyers, un des pôles de l'expression. — Mais, dira-t-on peut-être, que parlez-vous de Wagner et de l'avenir, quand c'est Bach et le passé que vous rappeliez à l'instant même! — Il est permis, s'il vous plaît, de les nommer parfois ensemble. Ces deux extrêmes se rapprochent et se rejoignent par quelque endroit. Wagner est l'héritier de Bach autant que son contradicteur, et c'est en se souvenant de l'un, que Mozart a pu le mieux annoncer l'autre et par avance, vaguement, lui ressembler.

Chez Beethoven, le Beethoven de *Fidelio*, nous allons trou-

ver des signes, ou des symptômes, plus précis encore et plus prochains. Wagner tout le premier, il y a près de cinquante ans, les a déjà reconnus. Comparant la situation et la dignité respective de la symphonie et de l'opéra du temps de Beethoven, il écrivait dans sa fameuse *Lettre sur la musique:* « Pour bien saisir ce que je veux dire, comparez la richesse infinie, prodigieuse, du développement dans une symphonie de Beethoven, avec les morceaux de musique de son *Fidelio.* Vous comprenez sur-le-champ combien le maître se sentait ici à l'étroit, combien il étouffait, combien il lui était impossible d'arriver jamais à déployer sa puissance originelle. Aussi, comme s'il voulait s'abandonner une fois au moins à la plénitude de son inspiration, avec quelle fureur désespérée il se jette sur l'ouverture et y ébauche un morceau d'une ampleur et d'une importance jusqu'alors inconnue! » Ce n'est pas une, c'est trois ouvertures qu'il fallut à Beethoven pour épancher la « plénitude » d'une « inspiration » qui dépasse en effet, ou déborde le cadre de l'opéra d'alors, et la plus considérable, la plus admirable des trois, celle à laquelle Wagner fait allusion, est bien, sous la forme symphonique, l'« ébauche » ou le raccourci du drame qu'elle annonce et que d'avance elle égale.

Fidelio sans doute, au moins dans l'ensemble, n'est pas un opéra symphonique; mais rien n'est plus facile que d'y signaler, en mainte scène, des traits ou des touches de symphonie. L'air si difficile, pour ne pas dire impossible, de Pizarre, à la fin du premier acte, l'est surtout à cause du rôle prédominant de l'orchestre et des assauts terribles que celui-ci constamment y livre à la voix. Dans le grand air de Léonore, les récits « obligés, » les ritournelles, ont une rare valeur instrumentale, et qui se rappelle cette page se souvient de sonorités (celle des cors par exemple) autant, peut-être plus, que de mélodies et de mouvemens. Dès le début de l'épisode, des prisonniers revoyant pour un instant la lumière, avant l'entrée des voix, les accords de l'orchestre semblent répandre le jour, et sous le chœur ensuite, à travers le chœur, un thème d'orchestre encore, pur et libre comme l'air, s'insinue et circule.

Plus on relit *Fidelio*, plus on y trouve de présages. L'introduction du second acte (la prison) n'a rien de commun avec la ritournelle d'un air à l'ancienne mode. Elle forme un vrai tableau symphonique, et lorsque le rideau se lève, c'est bien

comme dans une symphonie, et dans la plus douloureuse, que semble entrer de biais, sans préparation, le premier mot ou le premier cri de la voix. A la fin de la même scène, cette voix n'est pas loin de s'effacer devant l'orchestre, devant un instrument de l'orchestre, le hautbois, qui paraît tracer ici, moins avec des sons qu'avec de la lumière, la ligne principale de la rayonnante *coda*. Plus loin encore, qu'est-ce que le duo de Léonore et du geôlier creusant la tombe du captif? Presque une symphonie, où les deux voix se bornent à compléter l'harmonie, où l'orchestre expose et développe les thèmes, où c'est l'orchestre qui travaille, qui peine et qui gémit. Symphonie encore, et la plus dramatique, le quatuor du pistolet. Enfin et surtout, symphonie, symphonie avec chœurs, le suprême et sublime finale, ode à la joie conjugale, annonçant l'ode future à toute joie. Même plan déjà; déjà, dans de moindres proportions, même principe : un thème varié, que les variations accroissent, transforment à l'infini; l'esquisse en un mot de ce finale de « la neuvième, » où Wagner trouvera plus tard un point d'appui pour soulever le monde, pour établir dans le drame musical un ordre, un équilibre nouveau.

Cet équilibre, ou cet ordre, Weber, après Beethoven, le pressent et le prépare. Chef-d'œuvre d'originalité mélodique, le *Freischütz* en est un encore, et non moindre, d'orchestration et de symphonie. Quel admirateur du *Freischütz* décidera ce qu'il en admire davantage, et si la voix humaine ou celle des instrumens y a plus d'éloquence et de vérité, de naturel et de poésie. Le drame entier ne surpasse peut-être pas la seule ouverture. Il semble s'y concentrer d'avance en quelques épisodes, comme le *quatuor* mystérieux des cors ou le *vocero* pathétique de la clarinette éperdue. Inspirés, si ce n'est imités de l'air de Pizarre et de celui de Léonore, l'air de Kaspar et celui d'Agathe se partagent de même entre l'orchestre et la voix. Dès le début de l'air d'Agathe, avant que le premier soupir entr'ouvre les lèvres de l'inquiète fiancée, l'orchestre a déjà dessiné sa silhouette pensive. Et quand redoublent ses alarmes, l'orchestre encore, qui tinte ou qui se traîne, qui compte ou prolonge les sons, imite le cri régulier de l'oiseau nocturne, évoque les fantômes rampans de la Gorge aux Loups.

La Gorge aux Loups, voilà certainement l'un des premiers et des plus authentiques chefs-d'œuvre de l'opéra symphonique. Et

ce chef-d'œuvre, autant, sinon plus qu'une scène de drame, est un paysage. La nature est le sujet, et je dirais presque — tellement elle y est vivante, — le personnage essentiel, unique, l'héroïne enfin de cette musique-là. Aussi bien, pour ce modèle il n'y a que cet interprète, et, par la force des choses, l'histoire du paysage fut toujours liée à celle de la symphonie. L'orchestre avait teinté naguère, de nuances encore pâles et qui nous paraissent aujourd'hui pareilles à celles des tapisseries anciennes, les paysages de Gluck. L'orchestre de Weber use d'autres tons et d'autres touches; il possède un coloris autrement riche, autrement fort, et, jusque dans les gammes sombres, autrement éclatant. Symphonique par les timbres, cet orchestre ne l'est pas seulement ainsi. Les sonorités y ont leur valeur; elles ne constituent cependant que le dehors et l'ornement de la symphonie. Le fond même est symphonique : par là j'entends l'abondance et l'ampleur des thèmes, le renouvellement des formes sonores et leur correspondance avec les formes que le spectacle nous montre ou nous suggère. Ajoutez à tout cela l'usage des motifs rappelés, sinon des *leitmotive* encore, enfin la subordination à l'orchestre de la voix qui déclame ou qui parle plutôt qu'elle ne chante, et vous reconnaîtrez que, dans la hiérarchie des élémens sonores qui composent le célèbre épisode, la symphonie n'est pas loin d'occuper le centre ou le sommet.

Enfin, parmi les devanciers de Wagner, ne trouverons-nous pas un de nos compatriotes? Si : le dernier, et le plus proche du maître allemand, est des nôtres. Il se nomme Berlioz. Non pas tant peut-être le Berlioz de *Benvenuto Cellini* et des *Troyens*, le Berlioz du théâtre, que le Berlioz de *Roméo* et de *la Damnation de Faust*, le Berlioz de la « symphonie dramatique, » le plus original et, tout compte fait, le plus grand. Aussi bien, entre la « symphonie dramatique » et l'« opéra symphonique, » il n'y a guère qu'une interversion de mots, non pas le moins du monde une contrariété de nature, et les deux genres, au fond, peuvent être tenus pour voisins. Accroître, si ce n'est introduire l'orchestre et la symphonie dans la musique française ; prendre l'orchestre pour organe ou pour agent d'une musique avant tout expressive, d'une musique littéraire, d'une musique à programme et par là dramatique en quelque manière, dramatique à demi, tel paraît bien avoir été le rôle et l'honneur de Berlioz.

Il avait lui-même conscience de sa mission quand il écrivait,

à propos de son *Roméo*, ces lignes que rapporte le plus récent et sans doute le plus sûr de ses biographes : « Si, dans les scènes célèbres du jardin et du cimetière, le dialogue des deux amans, les *apartés* de Juliette et les élans passionnés de Roméo ne sont pas chantés, si enfin les duos d'amour et de désespoir sont confiés à l'orchestre, les raisons en sont nombreuses et faciles à saisir... Les duos de cette nature ayant été traités mille fois vocalement, et par les plus grands maîtres, il était prudent autant que curieux de tenter un autre mode d'expression. La sublimité même de cet amour en rendait la peinture si dangereuse pour le musicien, qu'il a dû donner à sa fantaisie une latitude que le sens positif des paroles chantées ne lui eût pas laissée, et recourir à la langue instrumentale, langue plus riche, plus variée, moins arrêtée, et, par son vague même, incomparablement plus puissante en pareil cas (1). »

Un ami de Berlioz, et qui fut un de ses apôtres, Joseph d'Ortigue, saluait à son tour en ces termes l'apparition de *Roméo :* « Que faire dans la symphonie après Haydn, après Mozart, après Beethoven?... Berlioz a fait autrement... Obéissant instinctivement à cette force des choses, qui, dans chaque ordre d'idées, entraîne tout élément à son but, il a trouvé le moyen de faire embrasser le drame lyrique et la symphonie dans une magnifique unité et de leur faire contracter une alliance intime... La symphonie et le drame ne demandaient pas mieux. »

Souscrivant à ces anciennes conclusions, et pour conclure lui-même, le moderne historiographe de Berlioz ajoute : « Par ces mots, Joseph d'Ortigue, mystique et avisé, critique et intuitif, n'était pas loin de définir le rôle de Berlioz dans l'histoire de la musique : servir, par son génie de l'expression orchestrale, à cette fusion du drame et de la symphonie d'où sont sortis, avant la fin du XIX[e] siècle, le drame lyrique wagnérien et le poème symphonique (2). »

On ne saurait, je crois, sans rien forcer ni fausser, mieux définir et consacrer la part, souvent incomprise ou méconnue, qu'il est juste d'accorder à Berlioz, symphoniste dramatique, dans la formation de l'idéal wagnérien.

(1) Cité par M. Ad. Boschot: *Un romantique sous Louis-Philippe. — Hector Berlioz*, Paris, Plon, 1908.
(2) M. Ad. Boschot, *Ibid.*

II

Si nouveau qu'ait paru cet idéal, il retenait encore, pour ainsi dire en suspension dans le courant ou dans le torrent de la symphonie, quelques parcelles de l'idéal, que dis-je! de plus d'un idéal ancien.

Maîtresse autrefois de certaines formes de l'opéra, il s'en faut que la parole soit toujours, dans l'opéra wagnérien, esclave de l'orchestre. En de nombreux passages, elle se dégage et même elle se passe de lui. C'est elle alors qui rapporte à soi, qui rassemble et concentre en soi la force, la lumière et la vie. Il en est ainsi jusque dans les œuvres les plus « avancées, » les plus purement wagnériennes, de Wagner. Au second acte de *Siegfried*, certains mots du jeune héros étendu sous le tilleul et rêvant à sa naissance, à son enfance orpheline, ces mots-là n'ont besoin d'aucun accompagnement, de nul commentaire instrumental, pour nous attrister et pour nous attendrir. A l'acte suivant, lorsque Siegfried vainqueur apparaît sur la cime des monts, la colossale polyphonie qui lui fit escorte à travers la flamme, se réduit, s'amincit jusqu'à n'être plus qu'un fil sonore, et, lui-même, d'une voix presque nue et comme dans le vide, prononce, timidement, son premier salut à la solitude des sommets.

Mais c'est *Tristan* surtout, dont l'unité, moins rigoureuse qu'on ne pourrait le supposer, admet dans l'ordre verbal d'heureux tempéramens. Sans parler de l'interminable soliloque du roi Marke, que d'épisodes, moins longs, où l'orchestre se relâche, s'entr'ouvre, pour laisser poindre et fleurir les mots! Comme elle est notée aisément, en notes légères, la causerie du premier acte entre Tristan et Brangaene, entre la fidèle messagère et le timonier hautain! Comme la parole s'y infléchit sans peine, au gré du souple discours que soutient avec réserve un orchestre respectueux! C'est ici l'un des endroits où l'on croit retrouver le souvenir de ce style moyen, de cette manière de s'exprimer partagée entre le langage et le chant, que les Allemands d'aujourd'hui nomment « *Singsprechen* » et que les créateurs de l'opéra de Florence appelaient « *un canto che parla* » ou bien encore : « *favellare in musica.* » Il arrive même que des passages non plus familiers, mais tragiques, le soient par l'effet et par la puis-

sance du verbe à peu près solitaire. Celle-ci confère à telles répliques de Tristan, de Kurwenal ou du pâtre (troisième acte) leur poignante, leur atroce beauté. Musique verbale, avons-nous dit. Nous dirions quelquefois musique nominale, et, par là, voici ce que nous voudrions dire. Vous savez quelle grandeur, quelle majesté, quelle émotion peut donner Gluck, en quelques notes, au nom de ses personnages, à celui de son Eurydice ou de son Iphigénie. Écoutez à son tour le Tristan de Wagner, blessé, conviant Iseult à le suivre en son royaume sombre. Vous-même, suivez mot par mot, note par note, son humble requête, et quand viendront les mots : « *Das bietet dir Tristan,* » voilà ce que t'offre Tristan, » dites si ce nom seul, prononcé, prolongé à l'allemande, ne devient pas, avec la plénitude ou l'infini d'un symbole, le nom de la tristesse elle-même.

Ce serait une autre question, autrement difficile aussi, peut-être plus vaine, de savoir ou seulement de chercher ce qu'il reste du genre ou de l'idéal mélodique dans l'opéra wagnérien. Et d'abord, il s'agirait de s'entendre sur la nature et sur les conditions de la mélodie elle-même, de connaître avec exactitude ce qu'il faut et ce qui suffit pour qu'il y ait véritablement une mélodie et, lorsqu'il n'y en a pas, ou lorsqu'il nous semble ne pas y en avoir, ce qui manque. « Madame, » dit Henri Heine, « avez-vous l'idée d'une idée ? » Une idée, même en musique, n'est pas chose aisée à définir. L'absence de l'idée, ou de la mélodie, il n'est rien qu'on ait reproché davantage à Wagner, comme à bien d'autres, soit avant, soit après lui. Il s'est d'ailleurs expliqué sur ce point aussi dans la *Lettre sur la musique*, où l'on trouve à la fois l'esthétique et l'histoire, en un mot la conception intégrale de la mélodie wagnérienne. Nous l'aborderons tout à l'heure. Nous verrons, malgré l'apparente contradiction des termes, qu'elle est, cette mélodie, essentiellement symphonique, c'est-à-dire qu'à peine énoncée ou formulée individuellement, elle se développe et se multiplie aussitôt. Il arrive néanmoins, et pour le moment nous ne prétendons rien d'autre, il arrive qu'une mélodie de Wagner, vocale ou instrumentale, se suffise à elle-même, se contente d'elle-même, et que, dans le seul contour de sa forme originelle, sans le transformer ni l'étendre, elle enferme sa complète et définitive beauté. Voilà ce qu'on pourrait appeler, dans l'opéra symphonique, les restes ou les reliques de la mélodie pure, de la mélodie en soi. D'un bout à l'autre de

l'œuvre de Wagner, de *Tannhäuser* à *Tristan* et à *Parsifal*, on pourrait en citer, en rappeler (car ils sont connus) d'innombrables exemples. Ce serait premièrement la « romance » de l'Étoile, dans *Tannhäuser;* dans *Lohengrin* ensuite, au second acte, la conclusion toute chantante, accompagnée à l'unisson par l'orchestre, du duo d'Ortrude avec Elsa; plus loin, dans *Lohengrin* encore et pendant le duo nuptial, l'invite amoureuse du héros entraînant Elsa vers la fenêtre où montent les parfums de la nuit. S'il est un reproche que les wagnériens plus wagnériens que Wagner adressent au *lied* du Printemps (premier acte de la *Walkyrie*), c'est d'être avant tout et plus que tout une mélodie. Accompagné symphoniquement, l'adieu de Wotan à Brünnhilde garderait pourtant, sans l'accompagnement, sa mélodique beauté. Le chant de la forge, au premier acte de *Siegfried*, a presque, même séparé de l'orchestre, la carrure strophique d'un thème de Haendel, et les triolets n'ajoutent qu'une parure extérieure, une sorte de frissonnante auréole à la cantilène enfantine qui, de la coupole du temple, au premier acte de *Parsifal*, descend vers le Graal empourpré. Enfin et surtout, qui dira l'effet mélodique, et rien que mélodique d'abord, — puisqu'elle résonne, et se traîne, et gémit, et se soutient seule dans le vaste silence, — de la complainte pastorale et marine par où commence le dernier acte de *Tristan!* Mélodie instrumentale ; mais qu'importe ! Mélodie aussi toute différente de la mélodie régulière, symétrique même, de l'ancien opéra. Mélodie libre et comme errante, mais si vaste et si profonde, qu'elle semble s'étendre et s'enfoncer à l'infini. « *Die alte Weise*, » murmure le mourant, qu'elle éveille, et ces trois mots signifient bien des choses. « *Die alte Weise*, » la « manière, » ou le « mode » d'autrefois. C'est la chanson de l'enfance, et non pas seulement de l'enfance du héros, mais de l'enfance des hommes, car elle a quelque chose des mélopées de la Grèce; c'est la chanson populaire, l'universelle chanson, et si peut-être, comme forme, elle n'est plus tout à fait une de ces mélodies que nous avons connues jadis, au fond et toujours elle est bien l'antique, l'éternelle mélodie.

Mais la mélodie de Wagner, à peine créée, aspire à la symphonie; elle en désire, elle en cherche le contact et le bienfait. Elle veut y entrer, s'y mêler et comme s'y perdre. Dès que la symphonie l'effleure, aussitôt sa beauté s'en accroît et s'en avive étrangement. Contre la note qui chante, il suffira parfois qu'une

autre, une seule, se pose. « *Luft! Luft!* de l'air! » s'écrie Iseult en furie, et la tenture qui fermait le pont du navire s'écarte, et, comme un souffle de brise, l'insouciante chanson du matelot arrive ou plutôt revient jusqu'à la vierge en courroux. Mais un grondement de timbales maintenant s'y ajoute et, pour faire la chanson tout autre, pour en renouveler, en élargir le sens, c'est assez de ce reste de colère au-dessous de ce calme et de cette sérénité. Au dernier acte, même rencontre, et la mélodie du berger, comme celle du matelot tout à l'heure, ne recevra que d'un vulgaire *tremolo*, c'est-à-dire de l'effet d'orchestre le plus sommaire, un surcroît prodigieux de pathétique et de poésie.

Nous ne voyons ici que le premier abord. Mais les deux élémens ne tardent pas à se fondre et leur pénétration réciproque forme peut-être le caractère par excellence, au moins dans l'ordre musical, du génie wagnérien. Wagner, disions-nous, s'en est expliqué lui-même. Dans sa *Lettre sur la musique*, il pose avant tout ce principe, « *que l'unique forme de la musique est la mélodie*, que sans la mélodie la musique ne peut même pas être conçue, que musique et mélodie sont rigoureusement inséparables. Dire d'une musique qu'elle est sans mélodie, cela veut dire seulement, pris dans l'acception la plus élevée : le musicien n'est pas parvenu au parfait dégagement d'une forme saisissante qui gouverne avec sûreté le sentiment. Et ceci indique simplement que le compositeur est destitué de talent, et que ce défaut d'originalité l'a réduit à composer son morceau de phrases mélodiques rebattues, et qui par conséquent laissent l'oreille indifférente. Mais, dans la bouche de l'amateur ignorant, et en présence d'une vraie musique, cet arrêt n'a qu'une signification : c'est qu'on parle d'une certaine forme étroite de la mélodie, laquelle appartient... à l'enfance de l'art musical; aussi, ne prendre plaisir qu'à cette forme doit-il nous paraître chose vraiment puérile. »

Cette mélodie, au sens large où l'entend Wagner, est, selon Wagner aussi, « le principe de la forme achevée de la symphonie de Beethoven. » Mais elle a pris, dans cette symphonie, un développement extraordinaire; elle y est devenue parfaite et voici comment. Avant tout, elle s'y est étendue « à toutes les parties de la symphonie, et c'est, à cet égard, la contre-partie de l'opéra italien. En effet, dans l'opéra, la mélodie se trouve par morceaux isolés, entre lesquels s'étendent des intervalles remplis

par une musique que nous n'avons pu caractériser autrement que par l'absence de toute mélodie; car elle n'a rien qui la différencie essentiellement du simple bruit. Chez les prédécesseurs de Beethoven, nous voyons encore ces lacunes fâcheuses s'étendre même dans les morceaux symphoniques entre les motifs mélodiques principaux...

« Les combinaisons de Beethoven, complètement originales et véritables traits de génie, eurent, au contraire, pour but de faire disparaître jusqu'aux dernières traces de ces fatales périodes intermédiaires, et de donner aux liaisons mêmes des mélodies principales tout le caractère de la mélodie... Le résultat, tout nouveau, de ce procédé fut donc d'étendre la mélodie, par le riche développement de tous les motifs qu'elle contient, jusqu'à en faire un morceau de proportions vastes et d'une durée notable : ce morceau n'est autre chose qu'une mélodie unique et rigoureusement continue. » Transportant alors de la symphonie pure au théâtre le procédé qu'il vient d'analyser, Wagner poursuit en ces termes : « Évidemment le symphoniste ne pourrait former cette mélodie, s'il n'avait son organe propre : cet organe est l'orchestre. Mais pour cela il doit en faire un tout autre emploi que le compositeur d'opéra italien, entre les mains duquel l'orchestre n'était qu'une monstrueuse guitare pour accompagner les airs.

« L'orchestre sera, avec le drame tel que je le conçois, dans un rapport à peu près analogue à celui du chœur tragique des Grecs avec l'action dramatique... Seulement, le chœur ne prenait généralement part au drame que par ses réflexions; il restait étranger à l'action comme aux motifs qui la produisaient. L'orchestre du symphoniste moderne, au contraire, est mêlé aux motifs de l'action par une participation intime; car si, d'une part, comme corps d'harmonie, il rend seul possible l'expression précise de la mélodie, d'autre part, il entretient le cours interrompu de la mélodie elle-même; en sorte que toujours les motifs se font comprendre au cœur avec l'énergie la plus irrésistible. Si nous considérons, et il le faut bien, comme la forme artistique idéale celle qui peut être entièrement comprise sans réflexion' et qui fait passer tout droit dans le cœur la conception de l'artiste dans toute sa pureté, si enfin nous reconnaissons cette forme idéale dans le drame musical qui satisfait aux conditions mentionnées jusqu'ici, l'orchestre

est le merveilleux instrument au moyen duquel cette forme est réalisable. »

L'orchestre, toujours l'orchestre. Si nous y ajoutons la symphonie, c'est-à-dire le développement, et puis, comme objet ou matière de ce développement, les *leitmotive*, ceux-ci n'étant d'ailleurs que l'équivalent ou l'expression musicale des motifs psychologiques, motifs d'action ou de passion, mentionnés ci-dessus, il semble bien que l'on trouve là, définis et rassemblés par Wagner lui-même, les principaux élémens dont se compose l'opéra wagnérien.

La symphonie, on le voit, en est l'ouvrière par excellence, ou plutôt la maîtresse et la reine. Rien n'y est en dehors de ses prises; elle y pourvoit, elle y suffit à tout.

Wagner nous rappelait tout à l'heure « avec quelle fureur désespérée » Beethoven, à l'étroit dans les formes de l'opéra de son temps, « se jette sur l'ouverture. » Tout affranchi qu'il soit de ces formes, que sa propre main a brisées, Wagner lui-même a pourtant besoin encore, comme Beethoven, de ce débouché ou de cet échappement. Les ouvertures de Wagner peuvent se rapporter à deux types: les unes se développent davantage en étendue; les autres, plutôt en profondeur. Les premières sont plus variées, elles racontent le drame à l'avance; les dernières, plus serrées et plus unes, plus strictement symphoniques, se bornent à le résumer. L'ouverture du *Vaisseau Fantôme*, celle de *Tannhäuser* ou celle des *Maîtres Chanteurs*, énumère plusieurs thèmes, les oppose ou les combine; un seul motif est toute la matière, organique et vivante, la cellule génératrice et singulièrement féconde du prélude de *Lohengrin* comme de celui de *Tristan*.

Le drame une fois commencé, la symphonie jalouse y fera siennes toutes choses: le dehors et le dedans, le spectacle autant que l'action; non seulement le caractère ou l'âme des personnages, mais leurs attitudes, leurs gestes, leur silence même, et jusqu'à leur souvenir, quand ils ne seront plus.

Wagner est un grand paysagiste. Musicien de la terre et des eaux, de l'air et de la flamme, le symphoniste de *Siegfried*, du *Rheingold* et de la *Walkyrie* a fait une part en son œuvre à tous les élémens de l'univers. « Un paysage est un état d'âme. » Mais un paysage peut aussi n'être qu'un état des choses. On trouve des exemplaires de l'un et de l'autre genre dans l'opéra wagné-

rien. Le prélude du *Rheingold*, purement descriptif, ne décrit que le Rhin. Mais, dès la première scène, les eaux du vieux fleuve s'animent de jeunes rires et d'ébats féminins. Une vue de printemps encadre le second tableau de *Tannhäuser;* un décor d'automne, le dernier; mais leur double beauté s'achève, là, par un cri de repentir, ici, par un sacrifice virginal, héroïque et silencieux. Paysage humain entre tous, le tableau de la retraite et de l'oblation d'Élisabeth est un paysage instrumental, où la voix n'a presque pas de rôle; c'est un paysage symphonique par l'usage et l'effet de thèmes reproduits et rapprochés. Plus instrumental que symphonique, le prélude du *Rheingold* consiste moins dans le développement d'un thème que dans la répétition d'un accord et dans un accroissement de sonorité. Continu, monotone à dessein, il n'en imite que mieux l'égalité d'un vaste et paisible courant. Une musique fort différente, plus symphonique également, enveloppe, comme le frisson et le murmure du feuillage, la rêverie de Siegfried et son dialogue avec l'oiseau. Tout autre encore, autour de Brünnhilde endormie, la symphonie pétille, s'allume et finit par s'embraser. Et puis, quelque chose qui n'est plus de la nature, mais de l'humanité, je ne sais quel principe de vie, et d'une vie supérieure, celle ici d'un Siegfried et là d'une Brünnhilde, s'ajoute et donne un surcroît de poésie, d'émotion, aux voix de la forêt comme à celles de la flamme. A travers la création, la créature alors est sensible; toutes les deux s'accordent et se répondent. Même caractère, même beauté morale dans la symphonie qui répand sur un matin d'avril et sur le front incliné d'une pécheresse repentante l'« enchantement » du Vendredi-Saint. Enfin, s'il est un paysage véritablement wagnérien, c'est bien celui qui s'ébauche et ne fait, pour ainsi dire, que passer au second acte de *Tristan;* c'est la forêt, c'est le ruisseau, c'est la chasse. Le dehors, ou le décor, n'est ici qu'un reflet, un écho de l'âme, de la passion d'Iseult, et voilà pourquoi la musique, loin d'y insister, l'indique à peine, en touches légères, fugitives et comme jetées au passage dans le torrent de la symphonie.

L'action aussi, que d'ailleurs elle soit matérielle et visible, ou psychologique et tout intérieure, a trouvé dans la symphonie wagnérienne la plus énergique, la plus puissante interprète. Un épisode comme l'arrivée du cygne, au premier acte de *Lohengrin*, a peut-être des précédens. Mais tel autre était sans exemple et

demeure encore aujourd'hui sans pareil. Songez au premier acte de la *Walkyrie*, au premier acte de *Siegfried*, à ce double et gigantesque *crescendo* de mouvement et de vie, à cette progression de forces diverses qui s'attirent ou se repoussent, qui se joignent ou s'opposent, jusqu'au paroxysme final qui toutes les rassemble et les unifie. Quelle action encore, à la fin du premier acte de *Tristan*, lorsque, dans un conflit universel, se précipitent, s'entre-croisent et s'entre-choquent les thèmes comme les événemens, comme les âmes, et comme, en chaque âme, les pensées et les passions. Il est très vrai, bien que tout le monde l'ait dit et redit, que la musique de Wagner excelle à représenter le devenir, l'approche, l'urgence, ou la fuite, en un mot l'élément en quelque façon dynamique plutôt que statique de l'être. Souvenez-vous d'Iseult agitant son voile dans la nuit et de la prodigieuse poussée sonore dont le dernier élan jette en ses bras le héros furieusement appelé. Une autre attente, autrement longue, autrement exaspérée, anime, enfièvre l'avant-dernière scène du drame d'amour et de mort. A partir de l'apparition du navire et du cri du berger le signalant jusqu'à l'entrée d'Iseult, une véritable symphonie se déchaîne. L'appel du pâtre en donne le signal, j'allais dire en opère le déclanchement. L'*adagio* qu'avaient formé les pages précédentes devient *scherzo*, puis finale. Je n'en connais pas de plus impétueux. Après quelle contemplation, quel transport et quel vertige! Tous les thèmes antérieurs, entraînés dans le tourbillon, s'y transforment non seulement au gré, mais à l'image de l'émotion, elle-même transformée. L'un, qui soupirait naguère une amoureuse rêverie, chante, hurle maintenant plus que la joie, l'ivresse, la folie d'amour. Tantôt il est lui-même, et tantôt son contraire : entendez qu'au lieu de monter, il descend alors, avec le même rythme, mais avec une violence, une fureur nouvelle. Un autre « motif, » d'amour encore, autrefois intime, intense, s'emporte maintenant et se disloque, secoué brutalement, comme le moribond sur sa couche, par un spasme trop fort et qui le brise. En vérité, ce n'est plus ici l'action, mais, suivant un mot de Gœthe, « la tempête de l'action, » que la symphonie exprime, ou plutôt qu'elle surpasse.

Pour peindre les caractères, elle ne possède pas de moindres ressources; elle ne déploie ni moins de puissance, ni moins de finesse, et quelquefois même, de subtilité. Sans refaire une

théorie aujourd'hui familière à tout le monde, il suffit de rappeler que le *leitmotiv*, élément, agent de la symphonie, est encore un précieux instrument d'analyse ou de psychologie musicale. Son pouvoir est double : participant de la musique et du langage, il s'adresse à l'esprit et au cœur. Signe rationnel et passionnel tout ensemble, les êtres, les choses nous deviennent par lui connaissables et reconnaissables; mais il nous les rend sensibles également, si ce n'est davantage. Il y a plus. Infiniment souple et comme ductile ou plastique, le *leitmotiv* prend des aspects, revêt des formes changeantes, sous lesquelles persiste et se retrouve pourtant l'unité, l'identité du fond, celle d'un personnage ou d'un fait. La symphonie enfin, étant multiple par nature, possède le privilège de pouvoir exprimer les choses non seulement tour à tour, mais ensemble. Elle a pour domaine, autant que la succession, la rencontre des états et des sentimens, leur concours, au besoin leur conflit. Voilà ce qui fait de Wagner, dramaturge symphonique, un des grands maîtres de la musique psychologique ou de la psychologie musicale. En transférant à la musique de théâtre, à la musique appliquée, le génie de la symphonie, de la musique pure, je ne dis pas qu'il ait créé des âmes plus humaines et plus vivantes, mais il a peut-être exprimé plus fortement ce qu'il y a de complexité, voire de contradiction, dans l'humanité, dans l'âme et dans la vie.

Ainsi la symphonie seule a permis au musicien de *Tristan*, dans une scène fort longue et cependant unique (premier acte), la représentation intégrale d'une figure comme Iseult. La symphonie encore et surtout a rendu possible, au terme d'un opéra, (*Tristan*), à la fin de la *Götterdämmerung*, c'est-à-dire de quatre opéras, cette espèce de synthèse colossale, où l'on dirait que reparaissent et se rassemblent pour la dernière fois tous les élémens et toutes les forces, tous les matériaux et toutes les pensées d'un ordre ou d'un monde gigantesque, idéal et réel en même temps, et qui va finir.

Plus éloquente que la voix, la symphonie de Wagner garde, sans la voix, son éloquence. Elle parle pour ceux qui se taisent, pour ceux que l'excès d'une sensation ou d'un sentiment, lassitude, surprise, amour, douleur ou joie, accable et rend silencieux. Et si d'une certaine manière il est vrai, nous le disions plus haut, que le drame wagnérien continue la Symphonie avec chœurs, de Beethoven, à d'autres égards, nous le voyons à pré-

sent, on pourrait soutenir qu'il la contredit et la dément. A la fin de sa carrière, pour remplir son plus vaste dessein et combler en quelque sorte son idéal, Beethoven a douté de l'orchestre et appelé le chant à son secours. Wagner, au contraire, devant l'ineffable, a désespéré de l'accent des lèvres humaines et préféré les voix de la matière, celles du bois et du métal, à celles de la chair et du sang.

Le *Vaisseau Fantôme* offre le premier exemple de ces silences parlans. Au troisième acte de *Tannhäuser*, l'orchestre accompagne et commente la muette sortie d'Élisabeth. Il rappelle et rapproche autour d'elle deux thèmes du passé, celui de son duo avec Tannhäuser et celui du chant d'amour de Wolfram. La symphonie ainsi nous remémore et la félicité trop brève de la jeune fille, et le chaste hommage qui lui fut, avant l'outrage impur, autrefois adressé. Dans la scène de l'interrogatoire, de *Lohengrin*, l'orchestre seul répond d'abord, à la place d'Elsa accusée de fratricide. Le duo nuptial, du même opéra, s'achève par un épilogue tout instrumental et qui donne une impression étrangement forte de désolation et de ruine.

Les drames suivans abondent en beautés du même genre : « chansons de gestes, » que l'orchestre chante, mais tableaux vivans, que fait vivre la symphonie seule, à la pantomime unie. Sous une hutte de branchages, devant un feu qui meurt, je vois Sieglinde apporter à boire à Siegmund épuisé ; j'entends le murmure et le courant des violoncelles, aussi pur, aussi frais que l'eau même de la muette libation. Muet pareillement, l'embrassement passionné, frénétique, dont l'orchestre entier, avec Wotan lui-même et plus ardemment encore, enveloppe Brünnhilde punie et pardonnée. Quelques instans après, c'est dans le silence toujours que le dieu consommera le paternel sacrifice, et, comme son étreinte suprême, taciturne sera son dernier baiser. En même temps que ses lèvres, l'orchestre seul le déposera sur les paupières virginales, d'où certains accords, descendans et chromatiques, sembleront aspirer lentement la lumière, la vie et la divinité.

Non moins que les dieux de Wagner, ses héros humains, un Tristan, un Parsifal, savent être sublimes en silence, par un silence que la symphonie anime et remplit. Absens même, la symphonie les évoque, et quelquefois elle nous les représente plus héroïques peut-être qu'ils ne paraîtraient et ne parleraient

devant nous. La musique seule de la chevauchée des Walkyries défie et dépasse de très haut toute mise en scène. Où pourrions-nous voir, entendre Siegfried aussi grand que le figure à notre imagination l'épisode de la « traversée du feu, » ou que la marche funèbre de la *Götterdämmerung* le rappelle à notre souvenir ! On dit la « marche, » mais c'est l'oraison funèbre qu'on devrait dire. Voilà peut-être le triomphe de la symphonie au théâtre, de la symphonie reprenant à grands traits et comme en un prodigieux raccourci, la vie et la fortune d'un personnage d'épopée.

Oh ! va, nous te ferons de belles funérailles !

Dans l'histoire du drame musical, je n'en sais pas de plus belles. Le héros qui n'est plus survit, revit tout entier dans les sons. Rien de lui n'est oublié ; que dis-je ! tout de lui se transfigure et s'immortalise. Voici toute sa carrière et tout son destin, la gloire de son origine, les rêves de sa jeunesse et les exploits de sa maturité, tous les fastes de sa gloire et jusqu'au tragique éclat de sa ruine. Il est mort, et la symphonie, qui jamais ne l'abandonna vivant, le suit au delà du trépas, le garde et le consacre. C'est le cas de répéter, et de reprendre pour devise d'une époque et d'une forme d'art, le vieux mot, si souvent cité, du moyen âge : *Symphonialis est anima.* La symphonie est l'âme du drame wagnérien, et l'âme délivrée des héros de Wagner demeure, à jamais, symphonie.

III

Est-ce à dire que l'opéra symphonique ait fixé pour toujours le type de l'opéra ? Non sans doute, et les paroles d'un Wagner même passeront. Chez nous, après avoir longtemps refusé de les entendre, on les a reçues et tenues, longtemps aussi, pour paroles d'Évangile. Parmi les musiciens de France, et non les moindres, d'aucuns se sont fait gloire d'obéir au commandement nouveau. Telle page, sinon tel chapitre de l'histoire contemporaine de notre art, semblerait copiée, ou traduite au moins, de l'allemand. Depuis quelques années, il semble que nous revenions à nous et que notre organisme élimine le principe, — je ne dis pas le poison, — wagnérien. Des symptômes apparaissent. L'avènement d'une œuvre telle que *Pelléas et Mélisande*, — à n'en considérer d'ailleurs que la nature et non le

mérite, — n'est pas le moins significatif. Un excellent historien de la musique écrivait récemment : « La victoire de *Pelléas et Mélisande* marque une réaction légitime, naturelle, fatale, — je dirai même vitale, — du génie français contre l'art étranger, surtout contre l'art wagnérien et contre ses maladroits représentans en France.

« Le drame wagnérien répond-il, d'une façon parfaite, au génie allemand ? Je n'en crois rien ; mais c'est là une question que je laisse à débattre aux musiciens allemands. Pour nous, ce que nous avons le droit d'affirmer, c'est que le drame wagnérien ne répond en rien à l'esprit français : ni à son goût artistique, ni à sa conception du théâtre, ni à son tempérament musical. Il a pu s'imposer par conquête, il a pu, il peut encore dominer l'esprit français par le droit du génie victorieux ; rien ne peut faire qu'il ne soit et ne demeure un étranger chez nous (1). »

Resterait à savoir, — et nous ne traitons pas ici la question, — si *Pelléas et Mélisande*, à plus d'un égard, est une œuvre aussi française que cela, si le changement qu'elle apporte ou qu'elle annonce est bien celui qu'il aurait fallu, qu'il faut encore souhaiter. Une chose au moins est certaine, c'est que le drame musical, une fois de plus, semble près de se transformer. Le rapport qui le constitue essentiellement (le rapport entre la poésie et la musique) est peut-être un problème éternel. Wagner en a proposé une solution : la solution par l'orchestre, par la symphonie, la solution par le nombre. Musique-foule, avait dit naguère, et très profondément, Amiel, parlant de la musique de Wagner. En cela cette musique est bien de son temps, et du nôtre ; elle y correspond, elle en rend témoignage. Mais d'autres époques pourront susciter d'autres témoins, et les croire. Après la pluralité, il n'est pas impossible que l'unité reprenne l'avantage. Pour nous, au terme de ces études, si nous regardons en arrière et si nous mesurons le chemin, nous verrons qu'il nous a conduit à l'opposé de notre point de départ. Depuis la monodie vocale de l'antiquité jusqu'à la polyphonie instrumentale moderne, toute l'évolution de la musique, en dépit de quelques arrêts ou de quelques retours, a tendu vers l'accroissement du nombre. Et sans doute il ne viendrait à l'esprit de personne de préférer ou de comparer seulement quelques mesures de je ne

(1) M. Romain Rolland : *Musiciens d'aujourd'hui*, 1 vol., Hachette, 1908.

sais quelle cantilène hellénique à la scène finale du *Crépuscule des Dieux*. Il y a trop loin entre les deux termes de la comparaison, et l'un surtout nous est trop étranger. Mais les anciens et simples chefs-d'œuvre, ceux qui nous sont connus, familiers même, ont-ils donc été surpassés par les chefs-d'œuvre, plus complexes, de notre temps? Remontons au delà, bien au delà des mélodies de Mozart ou des récitatifs de Gluck; allons jusqu'à tel répons de Palestrina, jusqu'à tel offertoire de la liturgie grégorienne. Alors que déciderons-nous? Ceci peut-être, que le mot de progrès, en art, cache une équivoque, si ce n'est un mensonge. Qui donc, ayant à juger, ou, comme on dit, à « situer » dans l'histoire l'œuvre gigantesque d'un Richard Wagner, ne s'arrêterait, ainsi qu'il nous est arrivé de le faire, à méditer sur cette page, récemment parue ici même, d'Eugène Fromentin, « Avant de posséder tous ses organes, l'art de peindre était vraiment admirable... N'a-t-il pas perdu autant que gagné à trouver des moyens d'expression plus savans? En devenant plus parfait, est-il devenu plus profond? Enfin n'est-il pas sorti de ses voies juste au moment de son plein épanouissement? C'est ridicule à dire, mais on voudrait qu'il eût acquis toute sa science en gardant toute son ingénuité; qu'il fût plus abondant, plus ample, plus capable de seconder les imaginations les plus larges et les plus hautes; plus souple pour servir aussi plus de tempéramens divers et revêtir plus d'idées; et que cependant il eût encore la chaleur intime et profonde, la sincérité grave et recueillie des premiers âges... C'est l'éternelle histoire de la jeunesse, jeunesse de tout, des races, des générations, des individus. » Autant que de la peinture, ne saurait-on parler ainsi de la musique à travers les siècles? Et surtout quand on vient de considérer le siècle qui s'achève et la musique de Wagner, cette musique où se sont multipliés à l'infini les élémens et les organes, les moyens et les effets, alors il est permis de douter et de se rappeler, sinon pour y souscrire, au moins pour y rêver, d'autres paroles encore que celles de Fromentin, plus vieilles et plus profondes : « *Multiplicasti gentem, non magnificasti lætitiam.* Vous avez multiplié la foule, vous n'avez point accru la joie. »

CAMILLE BELLAIGUE.

POÉSIE

JEANNE D'ARC

Si l'on pouvait, parmi les siècles de l'Histoire,
Choisir un siècle, un jour, pour y vivre en héros,
On voudrait, chevalier, forcer la prison noire
Où Jeanne d'Arc souffrait pour un roi sans mémoire,
Et regardait la France à travers des barreaux.

***

La prisonnière songe, — et son passé l'entoure :
C'est le soir; ses agneaux pleurent dans le bercail;
Elle sait que la France attend qu'on la secoure;
Elle entre dans l'Église; et, là, l'humble pastoure
Illumine son âme aux lueurs d'un vitrail.

— « Le sang des morts t'appelle et ne veut plus se taire,
« Jeanne!... Prends cette épée! et chasse le vainqueur!
« ... Ils foulent vos labours, leurs chevaux d'Angleterre...
« Fille de paysans, sauve la bonne terre! »
Ses yeux divins voyaient les rêves de son cœur.

— « L'incendie est partout; c'est partout la tuerie;
« Le sang couche les blés au revers des sillons! »
Et dans le cœur obscur de la vierge attendrie
Un amour merveilleux pour sa triste patrie
Flambait comme un vitrail où saignent des rayons.

— « La France est un bûcher où se meurt l'Espérance!
« Peux-tu voir tant d'horreurs avec indifférence?
« Eux-mêmes tes troupeaux comprennent le tocsin! »
Et la vierge sentit s'émouvoir en son sein
Une grande pitié du royaume de France.

***

— « Pourquoi, gentil Dauphin, pourquoi
Vous cacher derrière vos pages?
Vous aurez toujours l'air d'un roi,
Dans les plus simples équipages.

« Écoutez-moi, gentil Dauphin :
L'Anglais partout tient la campagne,
Mais Dieu, qui règne, exauce enfin
Saint Louis et saint Charlemagne :

« Tous les deux ils l'ont tant prié,
(J'en ai par lui bonne assurance)
Que, vous prenant en sa pitié,
Il veut, par moi, sauver la France. »

— « Paysanne, qui donc es-tu? »
— « Je ne sais écrire ni lire,
Mais lorsque j'aurai combattu,
Qui je suis — Dieu saura le dire!

« Pour vous porter l'ordre de Dieu,
J'ai, malgré ma famille en larmes,
Traversé le fer et le feu,
A cheval, comme un homme d'armes!

« Orléans m'appelle au secours...
Par saint Michel qui me protège!
Quand j'y serai depuis trois jours,
Les Anglais lèveront le siège!

« Nos rois, sur leur front vénéré,
Doivent montrer le sceau céleste :
Donc, à Reims, je vous sacrerai
Du nom de Roi — qu'on vous conteste!

« ... Pourquoi, gentil Dauphin, pourquoi
Vous cacher derrière vos pages?
Dans les plus simples équipages
Vous aurez toujours l'air d'un roi. »

*
* *

« Orléans! Orléans! nous te prendrons sans faute! »
... Dans son armure blanche et sur son cheval blanc,
    Jeanne, la sainte épée au flanc,
    Tient sa bannière droite et haute;
Et Glasdale l'insulte, orgueilleux mais tremblant...

Blessée, elle tomba... Lors, voyant sa bannière
Aux mains d'un écuyer flotter près du rempart,
    Elle y court, saisit l'étendard,
    Bondit sur les murs la première,
Et, là, cloue à ses pieds l'orgueil du Léopard.

« Montjoye et Saint-Denis! » — Sur un pont qui chancelle
L'épouvante a poussé le flot des ennemis...
    Le pont croule : Dieu l'a permis!
    Mais Jeanne, la bonne Pucelle,
Pleure « sur ces Anglais que le ciel a punis! »

Te Deum laudamus! — La ville est délivrée.
— « Mon épée est sans tache et mon cœur sans remords..
    « Je bouterai l'Anglais dehors,
    « Mais la vie humaine est sacrée!... »
Et la fille au grand cœur pleurait sur tous les morts.

On la voyait, bannière au poing, les yeux en larmes,
Dans la mêlée en feu, sur son haut cheval blanc,
Garder toujours l'épée au flanc...
Lorsque la Pitié prend les armes,
Son glaive sans fureur châtie en consolant.

***

Cathédrale de Reims, ouvre tous tes portiques!
... Hauts mitrés, et vêtus des larges dalmatiques
Pesantes de joyaux encastrés dans l'or fin,
Les évêques, debout sous les porches gothiques,
Au seuil du temple en fête attendent le Dauphin.

Et, du sommet des tours, voyant, par la campagne,
Venir Charles, — qu'un train magnifique accompagne, —
Tressaillantes d'amour, les cloches ont chanté!
Car il est l'héritier de notre Charlemagne,
Et Jeanne, dans ce jour, lui rend la royauté.

« Noël! » — Jeanne, en avant de l'escorte royale,
Tient en main, d'un grand air de gloire et de bonheur,
L'étendard dont la flamme, en plein ciel triomphale,
Salue avec orgueil la haute cathédrale :
« Il était à la peine, il doit être à l'honneur. »

« Noël! » — Et l'on dirait que la voûte s'écroule,
Tant est puissant l'écho du *Veni Creator*,
Quand le prieur élève, au-dessus de la foule,
Lourd de gemmes le cadre où luit la Sainte-Ampoule
Sous un bec de colombe, entre deux ailes d'or.

Au pied du maître-autel le Dauphin s'agenouille;
Douze puissans seigneurs représentent les pairs :
On se montre Vendôme, Alençon, La Trémouille;
Charles courbe son front, que l'huile sainte mouille;
Devant lui la couronne a lancé des éclairs.

D'Albret, près du Dauphin, porte droite l'Épée.
Quand l'archevêque pose, au front de Charles, roi,
La couronne longtemps par un autre usurpée,
Jeanne d'Arc, que les voix d'en haut n'ont pas trompée,
Rayonne... Et les clochers répondent au beffroi.

Les trompettes alors, pour sonner l'allégresse,
Érigent vers le ciel leur long col pavoisé...
Sous le porche envahi tout un peuple se presse,
Et Jeanne, aux pieds du roi qui, joyeux, se redresse,
Baise le bord du long manteau fleurdelisé.

*
* *

Charles VII est sacré; c'est par elle qu'il règne,
Mais, vaincue à Paris, elle est prise à Compiègne.

*
* *

Ainsi donc, la Guerrière au cœur miraculeux
A dressé l'étendard du Christ dans les ciels bleus;
Elle le tint si haut, par-dessus la mêlée,
Qu'il toucha l'azur seul, de sa flamme envolée!
Elle l'a gardé pur, candide, éblouissant,
Jamais éclaboussé d'une goutte de sang,
Tant sa main l'élevait plus haut que la bataille,
Intangible, à travers coups d'estoc et de taille,
Lances qu'on brise et noirs canons d'où sort l'éclair!

Sur les combats mouvans, plus grondans que la mer,
Fracas, plaintes, clameurs, corps à corps, chocs de troupes,
Flots houleux de chevaux lancés, poitrails sur croupes,
Monstrueux océan où hurlent des noyés
Que broie, au fond, une hydre aux millions de pieds,
Il planait, — l'Étendard, — invincible naguère,
Symbole de la paix sur l'horreur de la guerre,
Si surhumain, si haut, si providentiel,
Qu'il semblait accourir des profondeurs du ciel,
Et que l'Anglais, hanté d'épouvantes étranges,
Croyait le voir suivi par des légions d'anges!

Et quand elle eut, — puissant Dieu d'amour! en ton nom! —
Sur Orléans repris planté le fier pennon,
Elle courut à Reims, la guerrière idéale,
L'incliner triomphant devant ta cathédrale
Où le peuple des saints, dans la pierre sculpté,
Frémissait d'aise, à voir sa jeune sainteté...
La France alors, Seigneur, acclamait ta guerrière;
Tes prêtres assemblés ne criaient pas *arrière*,
Et l'Étendard de Jeanne entrait dans ta Maison.

Maintenant elle est seule, oubliée, en prison,
Nuit et jour enchaînée à son lit de souffrance,
Elle, l'ange divin qui délivra la France!
Et c'est en l'outrageant que les trois « houspilleurs »
Lui portent l'eau d'angoisse et le pain de douleurs.

*
* *

Son regard fixe a fait revivre devant elle
Les plus beaux souvenirs de sa gloire immortelle;
Son propre cœur dans l'ombre éblouissait ses yeux;
C'est fini!... Rien n'est plus, du passé merveilleux :
La grande vision brusquement s'est éteinte
Qui rayonnait tantôt, vivante et comme peinte,
Dans le cadre élargi des soupiraux étroits...
Plus rien... Le ciel du soir sous des barreaux en croix.

*
* *

Alors, Jeanne a croisé ses mains sur sa poitrine :
— « O sainte Marguerite, ô sainte Catherine,
« Et vous, grand saint Michel, regardez mon tourment!
« Je vous ai bien toujours obéi bravement;
« Ce que vous commandiez, je l'ai fait en son heure;
« Dites si vous voulez maintenant que je meure,
« Ou si nos chevaliers pensent toujours à moi,
« Et s'ils me reprendront pour me rendre à mon Roi?
« ... Si l'on m'oublie, alors, grands saints en qui j'espère,
« Je veux garder encor les troupeaux de mon père...

« ... Quelle est cette lueur?... Est-ce vous que je vois?
« Êtes-vous là?... Parlez!... j'ai besoin de vos voix...
« Comme on les entendait, là-bas, sous le grand chêne!...
« Seigneur, ma délivrance est-elle ou non prochaine?
« Hélas! je n'entends rien!... Hélas! Seigneur Jésus,
« Pourquoi, voyant mes maux, ne me parlez-vous plus?

Christ de Gethsemani, reconnais-tu ta plainte?
Toi seul pourrais le dire à ta guerrière sainte
Pourquoi ton Dieu, toujours, semble mourir en nous,
Quand nous voyons grandir, pleins d'angoisse, à genoux,
L'ombre sinistre où la trahison se consomme!
Dieu n'est-il donc en nous que notre foi dans l'homme,
Puisque au soir de Judas, toi-même, épouvanté,
Tu t'es senti mourir dans ta divinité?

Réponds à Jeanne, Christ, consolateur du monde!

Mais elle espère en vain que le ciel lui réponde :
A cause des geôliers, dont le rire est moqueur,
Elle entend mal la voix divine de son cœur.

***

Jeanne!... La Hire accourt! Dunois, d'Illiers, Xaintrailles,
Les voici tous, tes grands compagnons de batailles!
La France entière est là, sous ton horrible tour:
On t'arrache à la haine avec des cris d'amour!
Ils sont tous là!. tous ceux qui te suivaient au Sacre,
A Patay, quand ton cœur maudissait le massacre,
A Beaugency, devant Jargeau, dans Orléans...
L'honneur leur fait tenter des exploits de géans;
Ils ébranlent la tour qui croule en projectiles!
Les héroïsmes vains sont des gloires utiles,
Tous le savent! Et dans des grondemens de fer,
Jusqu'aux murs de Rouen roulant comme une mer,
Un peuple entier s'y brise en vagues démontées,
Les grandes actions valant d'être tentées...
Mais quoi!... la ville est prise?... on abaisse le pont?
— « Ah! mon Dieu m'entendait : la France me répond! »

Visions!... Charles Sept ne tente rien pour Jeanne,
Et c'est au nom de Dieu qu'un prêtre la condamne.

*
* *

Moines, prieurs, abbés, c'est l'affreux tribunal.
Cauchon préside, esprit rusé, prélat vénal,
Très illustre parmi les traîtres de l'histoire.
Discret, Bedford préside à l'interrogatoire :

— « Jeanne, je suis, de droit, votre juge.
— Nenni :
Vous vous faites mon juge, étant mon ennemi.

— Êtes-vous en état de grâce?
— Je souhaite
Ou bien que Dieu m'y garde, ou bien que Dieu m'y mette.

— L'entendez-vous encor, la voix qui vous leurrait?

— Oh! je l'entendrais mieux chez nous, dans la forêt!
Vos geôliers tourmenteurs m'en gâtent bien la joie.

— Où donc sont vos Esprits?
— Ici, sans qu'on les voie!
Et puissiez-vous, de leur lumière, être éclairés!

— Les Anglais sont chrétiens : et vous les abhorrez!

— Je ne déteste pas l'Anglais... mais qu'il s'en aille!

— Dieu défend de verser le sang?
— Dans la bataille,
Je dressais l'Étendard, bien haut, bien droit en main,
Afin de ne jamais verser le sang humain. »

Ainsi Jeanne sincère évitait tous les pièges.

— « Avouez-nous si vous aviez des sortilèges?

— Deux : amour de la France et mépris du danger.

— Vous marchiez sur les morts?
— C'est à Dieu de juger;
Il convient parler bas de ces grandes tueries.

— Tout en usant de charme et de sorcelleries,
Vous frappiez les Anglais?
— Mourans, je les pansais

— Vous prédisiez bien haut la victoire aux Français?

— Je criais : « En avant! » et j'allais la première.

— Pourtant l'Anglais triomphe et vous tient prisonnière?

— Pour réussir, il faut durer... Enchaînez-moi,
Vous n'enchaînerez pas la fortune du Roi,
Vous n'enchaînerez pas la fortune de France.

— Ainsi vous espérez contre toute espérance!...
Dieu hait-il les Anglais?
— Nous les mettrons dehors,
Dieu veut qu'ils sortent tous de France, sauf les morts;
J'ai mes conseils du Ciel, à qui je suis soumise.

— Il n'est conseils du Ciel que transmis par l'Église :
Le démon vous inspire, et vous risquez le feu!

— J'ai dit ce que j'ai dit : je sers d'abord mon Dieu! »

*
* *

Justice!... Éveille-toi, conscience du monde!
Et toi, terre des preux, cœur du monde chrétien,
Pousse le cri vengeur avant que ce feu gronde,
France! ou l'opprobre anglais va devenir le tien.

Permettras-tu qu'un si grand crime se consomme?
C'est une enfant; son cœur est plus pur que le jour.
Son rêve a dépassé les idéals de l'homme :
Seule au monde elle fut la guerrière d'amour.

Toi, Rouen, voudras-tu que cela s'accomplisse?
Veux-tu garder un sceau d'infamie à ton front?
Non, non! pour empêcher ta honte et son supplice,
D'eux-mêmes tes pavés, Rouen, se lèveront!

Le bûcher!... le bûcher!... le feu luit, le feu monte!
Le ciel va donc tonner et la terre s'ouvrir?...
Hélas! le sol gaulois n'a pas frémi de honte,
Et l'impassible azur laisse Jeanne mourir!

Mais les bourreaux, en la livrant vive à la flamme
Qui serpente et rugit comme un dragon d'enfer,
N'apprendront ni la mort ni l'horreur à son âme:
L'abandon fut son vrai martyre; il est souffert.

Elle a tout épuisé des affres d'agonie
Et lorsqu'elle apparaît, sous l'écriteau fatal,
Dans la flamme, splendeur de sa gloire infinie,
Déjà le haut bûcher n'est plus qu'un piédestal.

*
* *

Les soldats l'insultaient de cris et de bourrades...
En chemise, la mitre infamante à son front,
Elle allait, priant Dieu, tranquille sous l'affront.
Cauchon et Winchester trônaient sur des estrades.

De loin elle aperçut l'effroyable bûcher
Et comme, en un sursaut de révolte suprême,
La vierge s'arrêtait, se pleurant elle-même,
Elle dut, sous les coups, se remettre à marcher.

Elle retient les pleurs, mais un sanglot l'oppresse:
Quoi! tout ce peuple anglais, qui semblait attendri,
Vient pour la voir mourir, sans protester d'un cri!
... C'est toujours l'abandon qui, seul, fait sa détresse.

Le Dieu de Jeanne d'Arc, lui, cloué sur sa croix,
Vit pleurer à ses pieds la Femme maternelle,
Et la pitié d'en haut, qu'il fit descendre en elle,
Remonta vers son cœur, au moment des effrois.

D'abord, les yeux tournés vers son Père céleste,
Il cria : « M'avez-vous abandonné, Seigneur ? »
Mais baissant les regards et voyant son bonheur :
— « Non, non, vous êtes là, tant qu'un amour nous reste! »

Jésus-Dieu fut un homme, et Jeanne est une enfant...
Cependant il faudra que l'enfant surhumaine
Apparaisse, au milieu des flammes de la haine,
Rayonnante d'amour comme un Christ triomphant!

Et ce miracle fut. — Dans l'horrible assemblée,
Nul ne l'aime, et son cœur faiblit d'être tout seul ;
Son corps pur, cendre au vent, n'aura point de linceul...
Mais la vierge au grand cœur n'est pas longtemps troublée.

Sur l'échafaud, où la suivait son confesseur :
— « Vous lèverez la croix bien haut, — que je la voie! »
Puis, quand, furtif, le feu rampa, cherchant sa proie :
— « Mon père, descendez, » dit-elle avec douceur.

C'est du péril d'autrui qu'elle était alarmée,
Dans l'étrange moment de mourir par le feu,
Puis elle dit : *Jésus!* et, retournant à Dieu,
L'archange disparut dans l'immense fumée.

JEAN AICARD.

UNE FORME NOUVELLE

DES

LUTTES INTERNATIONALES

LE BOYCOTTAGE

Les nations, plus encore que les individus, sont dures aux faibles, dures aux vaincus ; si évident que soit le bon droit d'un petit État, s'il lui manque les moyens de le faire valoir, il est l'agneau de la fable : le droit, contre la force, ne vaut. La justice, dans les rapports internationaux, est difficile à définir ; il est encore plus malaisé d'instituer un tribunal pour en décider ; enfin, il serait à peu près impossible d'assurer l'exécution des sentences du tribunal. Mais l'histoire nous montre la variabilité, selon les temps et les pays, des élémens qui, pour les peuples, constituent la force : les armes ne suffisent pas à tout. La Hollande tint tête à Louis XIV, et l'on voit la Pologne conquise résister aussi bien à la germanisation qu'à la russification. Une puissance formidable réside dans la masse anonyme d'un peuple : toutefois, en général, cette puissance ne se connaît pas elle-même, elle ne devient consciente qu'en s'organisant. Les derniers événemens d'Orient nous offrent un très curieux et très significatif exemple des moyens par lesquels un peuple, qui s'estime lésé, peut obtenir justice sans recourir au canon et trouve, ailleurs que dans la guerre, le moyen de faire valoir ce qu'il croit être son droit. Le boycottage des marchandises austro-hon-

groises dans l'Empire ottoman, depuis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine jusqu'à la signature de l'accord austro-turc, marque une date dans l'histoire des relations des nations entre elles. Pour la première fois, en Europe, est apparue, sur le champ de bataille international, une arme nouvelle dont l'usage a déconcerté les diplomates, dérouté les chancelleries; le coup d'essai a été un coup de maître. On peut affirmer que le Cabinet de Vienne se serait résigné de moins bonne grâce à payer à la Turquie 52 millions et demi de francs, à titre d'indemnité pour l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, si le boycottage n'avait fait subir des pertes très sensibles au commerce austro-hongrois et n'avait menacé de l'exclure des marchés d'Orient. Les Turcs n'ont pas inventé le boycottage; ils n'ont fait qu'acclimater en Europe un procédé dont les Chinois, avant eux, s'étaient servis; ils ont créé un précédent qui aura des imitateurs, car il répond aux tendances de l'évolution économique et sociale de l'Europe contemporaine. L'expérience récente n'est pas seulement un accident dans la politique, elle est un commencement. C'est pourquoi il nous a paru intéressant d'en marquer ici l'importance, d'esquisser l'histoire du boycottage, d'analyser ses méthodes et d'indiquer ses possibilités d'avenir.

I

Il est des hommes qui, toute leur vie, courtisent la renommée: elle les fuit; d'autres, qui ne s'en souciaient guère, lèguent leur nom à la postérité: cette étrange fortune est advenue à l'Anglais James Boycott. En Irlande, en 1880, le capitaine Boycott était régisseur des immenses terres de lord Erne, dans le comté de Mayo, et il faisait valoir lui-même plusieurs fermes; très dur avec ses ouvriers, il les renvoyait brutalement, il lésinait sur les salaires; aux tenanciers, il refusait impitoyablement toute réduction des rentes; aucun sentiment d'une justice plus humaine ne tempérait les exigences de son droit. C'était le temps où Michael Davitt et Parnell organisaient la *Land League* et cherchaient l'occasion de manifester sa puissance par quelque coup d'éclat; ils s'avisèrent d'organiser, contre les rigueurs de Boycott, les représailles paysannes. Le mot d'ordre donné, l'excommunication prononcée, on vit, sur les terres de lord Erne, les bergers abandonner leurs troupeaux, les paysans se croiser

les bras en face des récoltes mûres, le maréchal ferrant refuser de ferrer les chevaux de Boycott, le boulanger de lui fournir du pain, le facteur de lui remettre ses lettres; autour du réprouvé le vide se fit, complet, menaçant; les haines accumulées contre le landlordisme se concentrèrent sur lui; le gouvernement envoya 2000 hommes pour le protéger et 50 ouvriers orangistes vinrent arracher ses pommes de terre. Mais la vie devenait impossible à la victime des justes vengeances irlandaises; Boycott dut s'enfuir, s'exiler en Amérique, aller chercher l'oubli pour sa personne, tandis que son nom retentissait dans le monde entier. Michael Davitt a raconté dans son livre *Fall of Feudalism in Ireland* comment le nom du régisseur de lord Erne devint un mot de la langue usuelle :

Le mot fut inventé par le Père John O'Malley. Nous dînions ensemble au presbytère de « The Malee » et je ne mangeais guère. Il le remarqua et m'en demanda la raison :

— Un mot me tourmente, dis-je.

— Lequel ? demanda le Père.

— Eh bien, dis-je, quand le peuple met à l'index un « grabber » (embaucheur), nous appelons cela « sociale excommunication, » mais nous devrions avoir un mot différent pour exprimer l'ostracisme appliqué à un landlord ou à un agent comme Boycott. Ostracisme ne peut faire l'affaire. Le paysan ne comprendrait pas le sens du mot et je ne puis en trouver un autre.

— Non, répliqua le Père John, ostracisme ne peut convenir.

Il fixa les yeux sur le sol, puis, après un silence, se frappa le front et dit :

— Comment cela irait-il, si nous l'appelions « boycotting? »

J'étais ravi :

— Dites à vos paroissiens, repris-je, d'appeler cela « boycotting. » Quand les reporters viendront de Londres ou de Dublin, ils entendront ce mot. Je vais à Dublin et je demanderai aux jeunes orateurs de la ligue de l'employer. Je l'emploierai dans ma correspondance avec la presse américaine et nous le rendrons aussi fameux que le mot « lyncher » aux États-Unis.

Depuis lors, la pratique du « boycottage » s'est généralisée; elle est devenue, entre les mains des paysans irlandais, une arme terrible (1). Au landlord, à l'éleveur de bestiaux, à l'intendant boycotté, à tout individu soupçonné de trahir la cause nationale et mis à l'index, toutes relations humaines sont interdites; il est réduit à s'exiler ou à vivre sous la protection continuelle de la police armée; il lui arrive même de recevoir de

(1) Cf. l'ouvrage de M. L. Paul-Dubois : *l'Irlande contemporaine et la question irlandaise*, notamment page 127. Perrin, 1907.

derrière une haie un coup de fusil mystérieux dont la justice n'arrive jamais à découvrir l'auteur.

D'Irlande, le mot et la chose se répandirent sur le continent. Si, d'ailleurs, le mot est récent, la pratique est vieille comme le monde; elle apparaît, depuis qu'il existe des sociétés organisées, à toutes les époques de grandes luttes sociales; son efficacité est d'autant plus grande que la société où elle sévit est plus solidement hiérarchisée et que les divers groupemens dont elle est constituée sont plus rigides et observent plus strictement leurs règles. Aux Indes, pays de castes, le *paria* est celui qui n'a pas de caste, qui ne fait partie d'aucune société organisée, qui n'a ni culte, ni droits, ni devoirs. Dans les cités antiques, l'exilé n'est pas seulement un homme privé du droit de fouler le sol de sa patrie, c'est un maudit; sans culte et sans foyer, les dieux ne le protègent plus, et il ne peut plus les prier, il est hors la religion, hors la société, hors la loi, il est *capitis minor*: il ne peut plus être propriétaire, il n'est plus ni époux ni père, il n'a plus droit au tombeau de ses ancêtres: « les anciens, écrit Fustel de Coulanges, n'imaginaient guère de châtiment plus cruel que de priver l'homme de sa patrie. » Dans l'Europe chrétienne du moyen âge, l'excommunication avait les mêmes terribles effets; en un temps où la société était fondée sur la religion, l'excommunication majeure ne privait pas seulement celui qui en était frappé de sa participation au culte, elle le retranchait de la société; il était interdit de lui parler, de lui vendre, de lui acheter, d'avoir avec lui aucune relation. On comprend que les plus puissans princes aient tremblé devant l'excommunication; elle était, aux mains des papes, pour la défense du droit et la protection des faibles, un puissant instrument de justice.

Les corporations de métier, au temps de leur plus forte organisation, ont connu et pratiqué la mise en interdit, appelée aussi damnation; le maître dont l'atelier était mis en interdit ne trouvait plus à embaucher un ouvrier; les compagnons s'avertissaient, par lettres, de ville en ville; l'atelier ainsi mis à l'index était souvent réduit à fermer. Dans le compagnonnage, l'expulsion ou *chassement* est la peine qui frappe le compagnon indigne; c'est l'interdiction de l'eau et du feu; le compagnon « chassé » ne trouvait plus accueil nulle part, il devenait un paria du monde du travail. Il était naturel que notre époque de grandes transformations sociales, de luttes ardentes entre les patrons, détenteurs du capital, et

les salariés, forts de leur nombre, vit reparaître les pratiques de la mise en interdit. Le mot « boycottage, » importé d'Irlande, désigne une généralisation, une systématisation, de la pratique de la mise à l'index des usines ou des ateliers qui n'accordent pas à leurs ouvriers les conditions réclamées par eux. Au Congrès de la Confédération générale du travail, tenu à Toulouse en septembre 1897, MM. Pouget et Delesalle ont préconisé, dans un rapport, l'emploi généralisé du boycottage.

Conflits agraires et nationaux en Irlande, conflits sociaux dans les pays industriels, le boycottage avait toujours été, jusqu'à ces dernières années, pratiqué dans des cas nettement délimités et circonscrits, entre individus ou collectivités appartenant à un même pays ; il n'avait pas encore fait son apparition dans les conflits internationaux. Les conditions de la vie des peuples ne s'y prêtaient pas. On n'avait jamais vu la rivalité des nations prendre, avec la même intensité qu'aujourd'hui, la forme d'une concurrence économique ; plusieurs des plus puissantes nations de la terre vivent presque exclusivement de leur industrie et de leur commerce ; une grève de consommateurs, une mise à l'index, sur les principaux marchés, des produits de l'une de ces nations, pourraient entraîner pour elle, en peu de temps, les conséquences les plus graves. Depuis longtemps aussi, du moins en Europe, les métiers n'avaient plus une organisation assez forte, assez disciplinée pour conduire l'opération difficile d'un boycottage étendu à toute une nation. On aurait le droit de dire qu'il était réservé à notre temps de voir le boycottage des marchandises devenir une arme dans les conflits internationaux, si les organisateurs anonymes du boycottage en Chine et en Turquie ne pouvaient se réclamer d'un illustre précurseur. Qu'est-ce, en effet, que le blocus continental, sinon le boycottage des marchandises et des bateaux anglais ? Sur toute l'étendue des mers, l'Angleterre ne reconnaissait d'autre droit que celui de sa force, elle saisissait, comme de bonne prise, les marchandises françaises même sur des navires neutres, elle traitait en prisonniers de guerre les matelots de commerce français, elle déclarait bloqués des ports sans y établir de blocus effectif ; bref, elle interdisait les mers à la France. Napoléon lui répond en boycottant ses marchandises dans tous les ports de la France et de ses alliés. Il est curieux de remarquer que cet essai grandiose de boycottage a déjà le caractère d'une riposte à une vio-

lation flagrante du droit des gens. Napoléon avait justement calculé que l'Angleterre ne pouvait vivre sans commerce, sans relations avec le continent; en le lui fermant, il pensait l'atteindre dans les sources mêmes de sa vie. Mais la Grande-Bretagne n'était pas encore devenue ce qu'elle est aujourd'hui, une immense usine qui ne saurait se nourrir sans acheter ses vivres à l'étranger ; son agriculture suffisait presque à sa consommation : elle souffrit, mais elle résista. Napoléon était, à vrai dire, seul à vouloir fermement le blocus; il l'imposa par l'ascendant de son génie et par la force de ses armées, mais il n'obtint jamais la collaboration spontanée, absolue, universelle, des peuples qui est indispensable au succès d'un boycottage ; même parmi ses sujets français, les intérêts privés, lésés par le blocus, favorisèrent la contrebande ; à plus forte raison dans les pays qui n'obéissaient que par contrainte. Le blocus continental est un boycottage voulu et imposé par un souverain malgré les répugnances des peuples; les boycottages d'aujourd'hui sont, au contraire, voulus et imposés par les peuples malgré les répugnances des gouvernemens, ou tout au moins sans leur participation officielle : c'est ce qui en fait la nouveauté, l'originalité et l'importance. La Chine et la Turquie vont nous en offrir deux exemples caractéristiques.

II

La Chine est le pays par excellence des associations. L'association naturelle, la famille, est la base de la société; le gouvernement impérial est l'image agrandie de la famille. Chaque individu est fortement encadré dans un réseau d'associations et de confréries qui règlent, mesurent et protègent son activité. Les travailleurs du même métier, les marchands faisant le même commerce, sont embrigadés dans des guildes solidement organisées; ces corporations, comme celles de notre moyen âge, ont leur culte, leur saint patron, leurs fêtes, leurs règlemens, leur syndic, leur tribunal, leurs pénalités; elles s'occupent de régulariser les prix et les salaires, elles savent, à l'occasion, provoquer des grèves, et, pour se protéger contre les exactions ou l'arbitraire des mandarins, elles pratiquent, depuis longtemps, le boycottage. A mesure que la Chine s'est ouverte aux étrangers, des conflits sont survenus où ceux-ci n'avaient pas toujours le beau rôle; pour résister à leurs exigences, les guildes organi-

sèrent des boycottages : on en cite quelques exemples où tous les efforts de la diplomatie ne purent venir à bout de la ténacité corporative. On n'a pas oublié, dans les chancelleries, le boycottage de la maison française Marty à Pakhoï. En 1904, deux maisons allemandes de Hankeou durent capituler devant un boycottage. On se souvient aussi des longues difficultés, des émeutes même, que provoqua, sur notre concession de Chang-Haï, la guilde des gens de Ning-Po pour une question de tombeaux (1). Ainsi se manifestait la puissance des guildes, mais jusqu'alors il ne s'agissait que de boycottages locaux et partiels. Il n'est pas besoin de redire ici comment la guerre sino-japonaise et surtout la victoire des Japonais sur les Russes ont éveillé le sentiment national et créé dans l'Empire du Milieu un grand mouvement de progrès et de réformes. La Chine emprunte les méthodes et les outils des étrangers afin de pouvoir, un jour prochain, se passer d'eux. Les incidens qui ont amené le boycottage des marchandises américaines d'abord, japonaises ensuite, ont manifesté avec éclat la transformation profonde qui pousse la vieille Chine dans des voies nouvelles.

Rappelons seulement que ce fut à l'occasion du renouvellement de la convention sur l'émigration des Chinois aux États-Unis qu'éclata brusquement le mouvement hostile aux Américains. Les États-Unis avaient toujours eu, avec le gouvernement chinois, les meilleures relations ; en un temps où les puissances européennes forçaient à coups de canon la Chine à ouvrir ses marchés, et se ruaient à l'exploitation de ses richesses, où l'on parlait en Angleterre du *Break-up of China*, les Américains s'étaient montrés particulièrement respectueux des droits souverains de l'Empire chinois et modérés dans leurs demandes de chemins de fer ou de mines ; ils n'avaient même pas de « concessions » là où les autres puissances en possèdent. Leur politique se bornait à réclamer la « porte ouverte » pour leurs marchandises. Ils occupaient le quatrième rang parmi les États fournisseurs de la Chine ; le chiffre de leurs ventes, en 1904, s'était élevé à 29 181 000 Haïkouan-taëls contre 17 163 000 en 1898 (2) ; elles consistaient surtout en cotonnades, farine,

(1) Voyez notre ouvrage *la Chine qui s'ouvre*, p. 254 (Perrin, 1900).

(2) Le Haïkouan-taël valait, en 1904, 3 fr. 60.

Importations :	Grande-Bretagne.	57 221 000	H.-taëls.
—	Japon.	50 164 000	—
—	Indes Anglaises	32 220	—

pétrole. Les Américains étaient aussi pour la Chine d'excellens cliens; leurs achats, en 1904, se montaient à 30 994 500 Haïkouantaëls contre 21 514 000 en 1893, ils consistaient en peaux, opium, laine, nattes et surtout soies et thé. De 1898 à 1903, le mouvement de la navigation entre les États-Unis et la Chine avait plus que doublé. Mais les Yankees, zélés partisans de la « porte ouverte » chez les autres, ne se font pas faute de fermer la leur, soit par des droits de douanes, soit par des règlemens sur l'immigration. On sait qu'ils mettent, à l'entrée des coolies chinois dans les États de l'Ouest, des restrictions très sévères. Au moment de l'Exposition de Saint-Louis, des Chinois de distinction qui se rendaient aux États-Unis furent arrêtés, traités comme des coolies, violentés, mensurés. Le patriotisme chinois renaissant jugea humiliantes et vexatoires de telles mesures d'exception contre la race jaune. Dans cette Union Nord-américaine, si accueillante aux Européens, l'homme jaune était traité en paria; une élite de Chinois, pénétrés de la grandeur et de l'antiquité de leur civilisation nationale, imbus des principes égalitaires de la philosophie occidentale, s'indignèrent d'une telle situation et résolurent d'exiger pour leurs compatriotes un traitement plus équitable; et, comme le gouvernement des États-Unis se refusait à toute concession, ils cherchèrent les moyens de l'y contraindre : le boycottage des marchandises américaines traduisit leurs colères et leurs espérances.

Le 10 mai 1905, dans un meeting tenu à Chang-Haï, le boycottage des marchandises américaines est décidé. En quelques jours le mot d'ordre est transmis aux principaux ports de l'Empire. Tous les témoins de ces incidens ont été frappés de la soudaineté du mouvement et de la rapidité avec laquelle il s'est généralisé. Les boutiques qui vendent des articles américains sont mises à l'index, des affiches engagent le public à n'acheter aucun produit venant des États-Unis, les négocians annulent leurs commandes, les corporations de portefaix refusent de travailler au déchargement des bateaux venant d'Amérique. Les journaux, qui dirigent le mouvement nationaliste et réformiste en Chine, mènent la campagne et, prêchant d'exemple, refusent d'insérer la publicité des maisons américaines. Les étudians, dont beaucoup ont vécu et étudié à l'étranger, se signalent par l'intransigeance de leur xénophobie et se font les propagandistes de l'anti-américanisme. Mais, étudians et journalistes sont

peu nombreux et sans organisation ; le succès du mouvement est dû surtout à la discipline des guildes ; le mot d'ordre de leurs chefs, transmis de ville en ville, propagé comme une traînée de poudre, est obéi aveuglément ; les négocians, même au prix de grosses pertes, ne font plus de commandes aux États-Unis et vont chercher dans d'autres pays les articles dont ils ont besoin. Il n'est pas jusqu'aux associations d'acteurs qui ne s'associent aux représailles : elles sont invitées, par les chefs des corporations, à prêcher, pendant les représentations, la lutte contre les Américains !

C'est à Canton, dans la grande métropole de la Chine méridionale, que le mouvement de boycottage trouve le terrain le mieux préparé pour son succès. Les Cantonais sont à la tête du mouvement réformiste et nationaliste ; ils n'ont jamais supporté qu'en frémissant le joug des Mandchoux et toutes les tentatives révolutionnaires ou particularistes ont trouvé chez eux des partisans ; nous avons raconté ici, en leur temps, les insurrections dirigées par Sun-Yat-Sen.

Dès la fin de mai, le boycottage, organisé par les guildes, est général à Canton. Le 20 juillet, dans un grand meeting, les Cantonais proclament leur résolution de n'acheter et de ne vendre aucun article de provenance américaine et de mettre à l'index tout Chinois qui entretiendrait des relations avec des Américains. Des placards, affichés sur les murs, enjoignent à tous les habitans, au nom du patriotisme, d'avoir à se conformer à ces résolutions ; de longs cortèges parcourent les rues avec des bannières dont les inscriptions dénoncent les méfaits des Américains et affirment le devoir pour tout Chinois de châtier leur insolence. A la fin d'août, quand le boycottage commence à se relâcher dans la Chine du Nord, il sévit plus rigoureusement que jamais à Canton : l'assemblée générale des guildes, qui conduit le mouvement, annonce qu'elle prendra à sa charge les pertes causées par les fluctuations des changes et indemnisera les négocians lésés par le boycottage ; elle fait installer des salles d'échantillons où sont exposées les marques boycottées et les produits similaires qui peuvent les remplacer ; les grandes maisons d'importation s'adressent en Australie, pour suppléer les farines américaines, et aux Indes néerlandaises pour le pétrole. Une proclamation conciliante du vice-roi, qui conseille d'ajourner à la fin de l'année la mise en pratique du boycottage, est lacérée. Les

journaux publient toute la correspondance échangée entre le vice-roi et le consul général des États-Unis : ainsi le public est pris à témoin et mis à même de juger de quel côté est le bon droit ; là encore se révèle l'esprit démocratique des guildes.

En septembre, un incident tragi-comique vient faire éclater la violence du sentiment populaire contre les Américains. M. Taft, alors secrétaire d'État, et miss Roosevelt, au cours de leur voyage dans les mers du Pacifique, arrivent à Canton. Les négocians américains espéraient que cette visite et les fêtes qu'elle ne manquerait pas de provoquer apaiseraient les esprits et les prépareraient à une conciliation. Il n'en fut rien. Tous les efforts du vice-roi ne réussirent qu'à sauvegarder la sécurité des illustres voyageurs. En vain, le vice-roi fit afficher une proclamation qui affirmait que « bien accueillir des hôtes est un, acheter ou ne pas acheter des marchandises est autre ; » les dispositions de la foule paraissaient peu conciliantes. La corporation des porteurs avait décidé, plusieurs jours d'avance, qu'elle refuserait ses services à la fille du président des États-Unis et au secrétaire d'État ; ni pour argent, ni par menace, il ne fut possible de trouver un seul porteur. Un missionnaire américain avait pris la précaution d'amener, de fort loin, des porteurs choisis parmi ses catéchumènes protestans ; dès qu'ils eurent reçu la consigne des chefs de leur corporation, ces paysans, comme les citadins, se croisèrent les bras. Miss Roosevelt, arrivée sur la canonnière américaine *Callao*, dut se résigner à débarquer, à quatre heures du matin, dans l'île de Shamien, où est situé le Consulat des États-Unis ; ; puis elle s'enferma sous la protection du drapeau étoilé jusqu'à l'heure de son départ, faisant à mauvaise fortune bon visage et riant des affiches placardées contre elle qu'heureusement elle ne vit pas et dont personne ne s'avisa de lui expliquer le sens injurieux et grossier. M. Taft, lui non plus, ne traversa pas la ville ; il alla voir le chemin de fer de Sam-Sui et se rendit à un banquet officiel où, dans un toast à la fois flatteur et menaçant, il rappela les services rendus par les États-Unis à la Chine, se plaignit que, malgré les traités qui assuraient la liberté du commerce, les marchandises américaines fussent traitées en ennemies, et laissa entendre que les États-Unis sauraient, même par la force, faire respecter leurs droits. Au moment de l'embarquement, une foule hostile accueillit M. Taft et miss Roosevelt avec des sifflets et des huées. Quelques Améri-

cains de leur suite, qui avaient cru pouvoir se hasarder dans les rues de la ville, furent criblés d'œufs et de fruits pourris. Telle fut la visite à Canton de la fille du président Roosevelt et de son futur successeur.

A quelque temps de là, le consul des États-Unis à Chang-Haï ayant imprudemment déclaré que le boycottage était inspiré moins par un sentiment patriotique que par l'intérêt de quelques négocians, un jeune étudiant cantonais, pour protester, à la manière chinoise, contre une telle calomnie, se suicida. On sait toute l'importance que prend, dans l'Empire du Milieu, une pareille manifestation. Dès que la nouvelle est connue à Canton, elle excite un enthousiasme délirant; un immense meeting s'organise; 200000 personnes avec des bannières portant des inscriptions à la louange du suicidé et à la confusion des Américains défilent devant un catafalque dressé dans la maison du défunt (17 novembre). Le surlendemain, une cérémonie funèbre est célébrée en l'honneur de l'étudiant martyr de son patriotisme; les écoles sont fermées, le commerce suspendu, une foule hurlante réclame l'élargissement des étudians arrêtés pour avoir affiché des placards injurieux contre miss Roosevelt et M. Taft.

La violence de ces incidens détermine les négocians cantonais, dont les intérêts souffraient du boycottage, à accepter une conférence où ils discuteraient avec des commerçans yankees les moyens d'amener un apaisement. Voici le programme préparé par le Comité des guildes pour la conférence: il est significatif:

1° Établir les droits imprescriptibles de l'homme.
2° Pourquoi sont institués les gouvernemens?
3° Quelle est la cause du boycottage?
4° Desiderata des Chinois.
5° Idées des Américains à ce sujet.
6° Comment rendre effective l'entente si elle s'établit.
7° Rédaction des procès-verbaux signés par les parties.
8° Programme des réunions futures.

On devine que, sur les deux premiers articles, le débat fut assez confus; on entendit de paisibles négocians, dans leur zèle à fonder sur des principes absolus le droit, pour leurs compatriotes émigrans aux États-Unis, à un traitement plus équitable, émettre les aphorismes les plus révolutionnaires; les Américains leur opposèrent l'inassimilabilité de la race jaune. Une pareille discussion n'était pas de nature à ramener le calme: le boycottage

continua de plus belle. En janvier 1907, plus d'un an et demi après le début du mouvement, un nouveau meeting décidait que le boycottage serait pratiqué à Canton plus rigoureusement que jamais et invitait les coolies à s'abstenir d'aller travailler à Panama pour une entreprise américaine. Le temps seul, et des événemens dont nous aurons à parler, finirent, tant bien que mal, par avoir raison de l'obstination patriotique des guildes cantonaises.

Canton fut et resta le principal centre de diffusion du mouvement. Dans les ports du Nord, l'influence plus proche du gouvernement central enraya la propagande anti-américaine dès son origine. Le boycottage ne dura à Tien-Tsin que quelques semaines et ne fut jamais très effectif. A Chang-Haï, au contraire, malgré l'influence des négocians européens jointe à celle du vice-roi, le mouvement continua et gagna les villes de l'intérieur. — A Pakhoï, ce furent des émissaires des comités de Canton et de Chang-Haï qui, le 11 septembre 1905, vinrent apporter le mot d'ordre aux guildes et sommèrent les négocians, d'abord récalcitrans, de se débarrasser des marchandises américaines; comme approchaient les fêtes de la huitième lune, à l'occasion desquelles les Chinois mangent en famille un gâteau de farine, les meneurs répandirent le bruit que les farines américaines étaient empoisonnées et que manger des gâteaux traditionnels serait faire œuvre de mauvais patriote. — A Hoï-hao (île d'Haïnan), même scenario: ce sont les envoyés des guildes de Canton, qui, dans une grande réunion publique, le 17 septembre, provoquent le boycottage et décident les bonnes gens de la ville à sacrifier à la patrie les « gâteaux de la huitième lune. » — A Hankeou, la grande métropole commerciale du Yang-Tse, où les Américains ont des intérêts considérables, le mouvement s'étend dès la fin de juin et gagne les principales villes commerçantes de l'intérieur ; le commerce yankee subit des pertes énormes. — A Amoy on affiche, le 22 juillet, sous le sceau des guildes, un placard très caractéristique où il est expliqué que: « si les Chinois ne persévéraient pas dans la campagne vigoureuse entreprise contre les produits américains, rien n'empêcherait la Grande-Bretagne, la France, la Hollande et le Portugal de persécuter les Chinois à l'instar des États-Unis. »

Même hors du territoire de l'Empire, les négocians chinois s'associent au mouvement anti-américain; jusqu'au Japon, en Indo-Chine et dans les Établissemens des Détroits, les commu-

nautés commerçantes chinoises prennent part au boycottage. A Hong-Kong, qui reçoit près de 50 millions de francs de marchandises américaines par an et qui les réexpédie dans l'Empire du Milieu, la Chambre de commerce chinoise (*chinese commercial Union*) s'émeut et veut, elle aussi, faire montre de son patriotisme économique; mais les autorités anglaises s'opposent à l'organisation du boycottage. La plèbe chinoise de Hong-Kong, où de nombreux réfugiés forment un élément turbulent et révolutionnaire, essaie, de son côté, des manifestations dans la rue que la police anglaise a beaucoup de peine à réprimer. M. Taft, à son passage dans l'île, écoute les doléances des commerçans chinois et américains et convient que les règlemens en vigueur à San Francisco sont trop rigoureux, mais il proteste contre le boycottage illégal et contraire aux traités. Son intervention n'empêche pas les commandes des négocians chinois aux États-Unis de diminuer dans de fortes proportions.

Il paraît avéré que, durant les premières semaines, le gouvernement de Pékin ne découragea pas le boycottage; peut-être même en fut-il secrètement l'instigateur. Dans plusieurs villes, les autorités inspirèrent les chefs des guildes, mais toujours assez discrètement pour pouvoir le nier. Presque partout on constata, au moins, la neutralité bienveillante des fonctionnaires. A Chang-Haï, à la fin du mois d'août, un délégué du ministre du Commerce, nommé Tchang-Tchien, vint s'aboucher avec les négocians chinois pour organiser le boycottage, tout en épargnant de trop grandes pertes au commerce; on le vit interdire l'achat des articles américains et infliger des amendes à des commerçans coupables d'en avoir acheté.

Lorsqu'il eut réuni quelques preuves de la complicité occulte du gouvernement chinois, M. Roosevelt prescrivit à M. Rockhill, ministre des États-Unis à Pékin, de déclarer au Ouaï-Vou-Pou que le gouvernement serait tenu pour responsable du dommage causé aux Américains; mais, en même temps, le président rédigeait un message conciliant où il annonçait que les règlemens en vigueur allaient être revisés dans un esprit de tolérance et de libéralisme. Le prince Ching, sur les instances de M. Rockhill, publia un édit interdisant le boycottage; d'autres édits suivirent celui-là : satisfaction platonique! Le mouvement antiaméricain était trop violemment déchaîné pour être arrêté d'un seul coup; le Ouaï-Vou-Pou, même dans son désir sincère de ne

pas pousser à bout les Américains, restait désarmé en face d'un mouvement conduit par les guildes et devenu populaire. A Canton, les proclamations du gouvernement furent lacérées; nulle part, sauf dans quelques ports du Nord, elles ne suffirent à apaiser les esprits.

L'action des diplomaties européennes fut moins utile encore; à Chang-Haï, le corps consulaire prit l'initiative d'une protestation auprès du tao-taï; à Pékin, le ministre d'Allemagne proposa à ses collègues une intervention collective, fondée sur l'article 14 du traité franco-chinois de Tien-Tsin, dont les dispositions ont été reproduites dans tous les traités entre la Chine et l'Europe. Mais comment intervenir dans une affaire qui résulte, non pas d'un acte du gouvernement chinois, mais de décisions prises par des associations commerciales sur qui le gouvernement, et à plus forte raison les étrangers, n'ont aucune prise? Le corps diplomatique s'abstint sagement d'une démarche qui ne pouvait aboutir qu'à de vaines paroles. Le boycottage suivit donc son cours, rigoureux dans quelques villes, plus relâché dans d'autres, mais dans l'ensemble dangereusement efficace; le commerce américain subit des pertes considérables que l'on évalue à plus de cent millions de francs (1), et le président Roosevelt dut amender les règlemens sur l'immigration des Chinois.

Les plus chaleureux encouragemens au nationalisme chinois étaient venus, durant toute cette crise, de la presse et de l'opinion japonaise; le commerce nippon espérait recueillir les bénéfices du boycottage et supplanter ses concurrens américains. Un diplomate européen pouvait écrire à son ministre : « Ces manifestations sont, sinon provoquées, du moins certainement organisées par les Japonais : *is fecit cui prodest.* » Les journaux prônaient le boycottage et avertissaient les Européens que le temps était passé où les peuples asiatiques subissaient sans protester les humiliations étrangères.

Tel, comme dit Merlin, cuide engeigner autrui,
Qui souvent s'engeigne soi-même.

L'incident du *Tatsu-Maru* allait bientôt prouver aux Japonais la vérité du vieux dicton.

(1) Ventes américaines en Chine pendant les sept premiers mois de :

1905	185 906 100	francs.
1906	103 060 955	—
Différence en moins. . .	82 845 145	—

Rappelons brièvement les faits : le 10 février 1905, dans la rivière de Canton, une canonnière chinoise visite un bateau des Messageries japonaises, le *Tatsu-Maru*, et le trouve porteur de quatre-vingt-seize caisses contenant chacune 24 fusils Mauser et de quarante-six caisses de munitions, le tout venant de Hong-Kong et destiné aux révolutionnaires du Kouang-Toung ; le vice-roi ordonne la confiscation du bateau et de la cargaison. L'affaire, en elle-même, était sans gravité, mais le baron Hayashi appartient à cette école d'hommes d'État japonais qui prétendent en imposer à la Chine par la force ; il prescrit à son ministre à Pékin de protester énergiquement contre la saisie d'un bateau qui se rendait à Macao, port portugais, et d'exiger que le navire soit relâché immédiatement, que des excuses soient présentées pour l'insulte au pavillon qui avait été amené et remplacé par le pavillon chinois, que les officiers de la canonnière soient punis et qu'une indemnité soit payée au *Tatsu-Maru* pour le retard subi par lui. Le gouvernement chinois, intimidé, cède (20 mars) ; sa faiblesse, et surtout l'âpreté hautaine, la mauvaise volonté évidente du Japon provoquent dans toute la Chine une violente explosion de colère. Dès le 10 mars, les Cantonais tiennent un meeting pour sommer le gouvernement de tenir bon et menacer les Japonais d'un boycottage. A la nouvelle de la capitulation du gouvernement, un nouveau meeting s'assemble ; la salle est toute tendue de blanc, en signe de deuil ; une foule immense proteste contre « la honte soufferte par le pays ; » le boycottage de tous les articles japonais est décidé et, séance tenante, les commerçans apportent sur la place et brûlent ceux qu'ils ont en magasin ; les coolies refusent de décharger les bateaux japonais et les guildes annoncent que tout commerçant convaincu d'avoir acheté des marchandises interdites sera frappé d'une amende de 500 dollars ; les enfans des écoles jurent de ne plus acheter aucun objet japonais. Quelques jours après (13 avril), dix mille femmes et jeunes filles, toutes vêtues de blanc, se réunissent dans un temple pour pleurer la honte nationale, s'engagent à se priver d'articles japonais et à stimuler la résistance patriotique de leurs maris et de leurs frères. Ni les ordres réitérés du gouvernement, ni les efforts des Japonais ne réussissent à arrêter le mouvement ; à Manille, à Hanoï, à Saïgon, aux îles Havaï, le boycottage s'organise ; à Hong-Kong, les vapeurs japonais quittent le port sans une tonne de marchan-

dises ni un seul passager chinois. Pendant le premier semestre de 1907, le commerce japonais avec les ports de l'Empire du Milieu, y compris Hong-Kong, avait été de 68 800 000 yen; il tombe, pendant le premier semestre de 1908, à 52 300 000 yen. Le gouvernement japonais, naguère si hautain, si exigeant, devient plus souple, plus accommodant; comprenant enfin qu'il a fait fausse route, il cherche à ouvrir les voies à un rapprochement et à regagner la confiance des Chinois; il va jusqu'à soutenir pécuniairement un négociant chinois de Kobé que le boycottage acculait à la faillite et à offrir, sans succès, 400 000 dollars au directeur de la Société municipale de Canton pour obtenir la levée de l'index. Ces bons procédés ne sont pas plus efficaces que les menaces: l'incident du *Tatsu-Maru* n'avait été qu'un prétexte à l'explosion du nationalisme chinois; le but des patriotes était maintenant de créer une industrie nationale, afin de se passer le plus possible du concours onéreux des étrangers, Japonais ou Européens. La Société municipale de Canton s'organise dans ce dessein, avec l'appui secret des autorités locales : une compagnie d'assurances contre l'incendie est créée avec des capitaux et un personnel chinois; une souscription est ouverte pour créer une compagnie chinoise de commerce et de navigation; on décide la fondation d'une fabrique d'allumettes, d'une manufacture de tissus; la guilde des pêcheurs, elle-même, dans son zèle patriotique, multiplie son activité, afin que la pêche chinoise puisse suffire à l'appétit chinois.

Si l'on a pu croire, après la guerre sino-japonaise, que les Nippons deviendraient les éducateurs de la Chine nouvelle, il n'est plus permis de conserver cette illusion: aujourd'hui, les réformistes et les patriotes chinois, avec l'appui secret du gouvernement, affirment leur particularisme intransigeant; ils sont résolus à se passer des étrangers, quels qu'ils soient, et à développer par eux-mêmes les richesses et les énergies de la vieille Chine. De tous les étrangers, le plus dangereux c'est le plus proche : un excellent observateur, M. Robert de Caix, écrivant dernièrement de Chine au *Comité de l'Asie française*, notait « la baisse de l'influence japonaise dans le Céleste-Empire et la hausse de l'influence américaine. » Les Japonais ont profondément froissé le sentiment national chinois renaissant; le boycottage de leurs marchandises n'a jamais complètement cessé et il recommence au moindre prétexte : en novembre 1908, des

troubles éclatent à Hong-Kong et les boutiques japonaises sont pillées; tout récemment, l'occupation par les Japonais, d'un îlot désert, aux confins de la Corée et de la Mandchourie provoque à Canton une nouvelle poussée de colère: aussitôt les affaires avec le Japon s'arrêtent; les commandes sont annulées.

Ainsi la pratique du boycottage est entrée dans les mœurs des Chinois, elle s'y implante et tend à devenir chronique. Le boycottage a été la pierre de touche de la solidarité chinoise; appliqué aux Américains, puis aux Japonais, il a manifesté et en même temps stimulé l'éveil du sentiment national dans l'Empire du Milieu. Le nationalisme chinois a ainsi donné un exemple qui aura des imitateurs; il a enseigné l'usage d'une arme nouvelle qui tend à devenir par excellence l'instrument de lutte du nationalisme économique.

III

L'Europe qui, dans les temps anciens, a reçu de l'Orient asiatique le principe de sa civilisation et de sa vie morale, va-t-elle aujourd'hui retourner à son école? On pourrait le croire en étudiant l'histoire du boycottage des marchandises autrichiennes dans l'Empire ottoman; elle reproduit, presque trait pour trait, les incidens qui ont marqué, en Chine, le boycottage des produits américains et japonais; nous y retrouverons la même cause initiale, les mêmes élémens d'organisation, de lutte et de succès : à l'origine, un abus de la force, un pays en pleine crise de transformation politique et sociale, des comités secrets et des corporations disciplinées, un sentiment national réveillé par l'aiguillon de l'étranger, par la propagande de quelques journaux et d'une élite d'hommes, un sens pratique très averti des contingences politiques joint à une étonnante débauche d'idées générales et de principes philosophiques, et, à la fin, le succès de l'arme nouvelle que l'organisation actuelle de la vie économique internationale a mise à la disposition des peuples. Lorsqu'il s'agit d'un mouvement populaire, les détails sont particulièrement caractéristiques : nous essaierons de relater les plus topiques.

Le 5 octobre 1908, l'empereur François-Joseph annonçait sa résolution d'annexer la Bosnie et l'Herzégovine; la veille, le prince Ferdinand s'était proclamé roi de la Bulgarie indépendante. Ainsi, deux provinces qui, théoriquement et en droit, fai-

saient encore partie intégrante de l'Empire ottoman, en étaient séparées. Dès le 8, à Galata et à Stamboul, la foule se porte devant les magasins autrichiens, criant qu'il faut les boycotter, empêchant les cliens d'y entrer. Le 10, le *Tanine*, l'un des organes dévoués au Comité Union et Progrès, publie un article intitulé : « N'achetez pas de marchandises autrichiennes! » qui, reproduit par tous les journaux de l'Empire, est comme le coup de clairon qui donne partout le signal du boycottage (1). A partir de ce jour-là, dans les ports et dans les grandes villes, à l'appel des comités jeunes-turcs, les maisons autrichiennes sont mises à l'index, les navires autrichiens ne peuvent plus débarquer leur cargaison; acheter des articles autrichiens devient un acte de trahison envers la patrie ottomane.

A Constantinople, sous les yeux des « patriotes » et du gouvernement, le mouvement reste particulièrement calme et pacifique; le docteur Riza Tewfik bey, membre du Comité, en est l'organisateur. Le 13 octobre, dans une conférence au théâtre des Petits-Champs, il engage le peuple à pratiquer sans merci le boycottage des magasins autrichiens, mais aussi à se garder de violences qui déconsidéreraient une juste cause : « Pour ne pas acheter dans un magasin, il suffit simplement de ne pas y aller. Il est absurde et superflu d'aller manifester devant ces magasins et crier que désormais ou n'y achètera rien (2). » A un grand meeting tenu le 13 octobre dans la cour de la mosquée du Sultan Achmet, des orateurs de toutes les nationalités, un Turc, un Grec, un Israélite, un Arménien et un Arabe, dénoncent la déloyauté de l'Autriche et prônent le boycottage; un grand cortège

(1) « N'achetez pas les productions avariées de l'Autriche qui, au moment où les Ottomans ont besoin de travailler dans le calme, se jette, avec son ordinaire et immonde avidité, sur la Bosnie-Herzégovine. N'achetez pas les marchandises frelatées de l'Autriche qui, au moment où les Ottomans attendaient de tous les États, de tous les peuples civilisés, de la sympathie, de l'encouragement, porte un coup de si grande détresse à la Nation. N'achetez pas les produits répugnans de l'Autriche qui, au moment où les Ottomans travaillent à établir leur gouvernement et leur administration sur des bases de justice et de droit, cherche à faire revenir le régime d'absolutisme, crée des troubles à l'intérieur et une guerre à l'extérieur, en foulant aux pieds les traités, le droit des gens. Oui, qu'aucun Ottoman ne donne un para pour les étoffes, les vêtemens, les chaussettes, les mouchoirs, les flanelles, etc., venant de l'Autriche. »

(2) Cité par M. Léopold Dor dans sa très intéressante conférence à la *Société d'études économiques de Marseille*, publiée sous ce titre : *Le Boycottage des marchandises et des navires autrichiens en Turquie et son influence sur le commerce français* (Marseille, Barlatier). Nous avons fait plus d'un emprunt à cette brochure.

parcourt Stamboul et Péra, et vient pousser des acclamations devant les ambassades de France et d'Angleterre. Le 18, un meeting d'israélites, auquel assistent plus de 3000 membres de la colonie juive, décide de participer au boycottage. Le fez, la coiffure nationale des Ottomans, dénoncé comme fabriqué en Autriche, est proscrit; on voit les « patriotes » déchirer publiquement leur fez rouge et arborer le fez blanc ou le kalpack d'astrakan noir; on parle de mettre au concours une coiffure nationale et l'on voit, dans les rues, à Constantinople, à Smyrne, à Trébizonde, des manifestans décoiffer les passans qui portent un fez rouge.

Mais le boycottage le plus efficace, ce furent les plus humbles et les plus pauvres des Ottomans qui l'exécutèrent. Les hamals et les mahonniers sont les auxiliaires indispensables du commerce : les hamals sont ces portefaix « forts comme des Turcs » que l'on rencontre, dans les rues étroites des villes d'Orient, ployant sous le poids d'invraisemblables fardeaux; les mahonniers sont les patrons de ces allèges ou mahonnes grâce auxquelles on charge ou on décharge les navires partout où ils ne viennent pas à quai. Hamals et mahonnadjis sont groupés en corporations puissantes et disciplinées. Dans tous les grands ports de l'Empire, ils décident de ne plus prêter leur concours aux bateaux autrichiens, ni à ceux des autres nationalités qui accepteraient des marchandises autrichiennes. Le 30 novembre, à Constantinople, quelques portefaix grecs ayant manqué à leur parole et accepté de travailler pour un vapeur du Lloyd, ils sont saisis, conduits devant le Comité de boycottage et contraints de jurer fidélité au mouvement; le même soir, hamals et mahonnadjis tiennent un grand meeting dans lequel tous jurent de rendre le boycottage encore plus rigoureux. Une surveillance organisée dans les principaux ports de l'Europe signale aux comités de boycottage l'embarquement de marchandises autrichiennes et pour peu qu'un navire, quelle que soit sa nationalité, tente de tromper la surveillance, il est lui-même boycotté et ne réussit pas à débarquer sa cargaison. Le commandant d'un vapeur français ayant embarqué par erreur à Constantinople une petite caisse d'armes de provenance autrichienne pour Trébizonde, est averti par les hamals que, s'il la garde à bord, son navire sera boycotté à Trébizonde. Jusqu'à la signature de l'accord austro-turc qui met fin au boycottage, les navires autrichiens, dans les

principaux ports de l'Empire ottoman, arrivent et partent sans pouvoir faire une seule opération commerciale.

A Salonique, d'où le mouvement révolutionnaire du 23 juillet était parti, le boycottage, secrètement organisé par des membres du Comité Union et Progrès, fut exercé avec une particulière rigueur; et pourtant, sur un marché où 65 pour 100 des marchandises importées sont autrichiennes, l'intérêt commercial des négocians entrait directement en lutte avec leur zèle patriotique. Le 11 octobre, des affiches invitent les négocians à rompre toutes relations commerciales avec les Autrichiens et somment la clientèle de déserter les magasins autrichiens; une édition supplémentaire du journal *Yeni Osr*, feuille semi-officielle, explique au public la nécessité et la légitimité du boycottage: « Le moins qu'une nation puisse faire, écrit-il, lorsqu'une autre puissance lui crée d'offensantes difficultés, c'est de manifester son mécontentement en ne traitant plus avec elle... D'ailleurs, au lieu de recevoir des marchandises de camelote provenant des fabriques autrichiennes, il serait à coup sûr plus logique de nous fournir de bonnes marchandises anglaises et françaises. » En quelques heures, le boycottage est complet, les magasins mis à l'index sont désachalandés. Le *Tyrol*, du Lloyd, étant arrivé de Trieste dans l'après-midi du 11, l'agent de la Compagnie envoie réquisitionner les mahonniers pour opérer le déchargement du navire; pas un seul ne se rend à son appel; la promesse d'un double salaire, pas plus que les menaces, ne peut décider à travailler ni un seul musulman, ni un seul de ces Juifs, d'ordinaire si âpres au gain, qui, sur les quais de Salonique, guettent l'arrivée des bateaux. Le Consul général d'Autriche se rend chez le vali et lui demande de requérir la police; Danisch bey lui répond qu'il réprimera sévèrement tout acte de violence, toute tentative de désordre, mais qu'il ne peut rien faire contre la grève des bras croisés. L'agent du Lloyd se rend alors chez un gros négociant de la place, destinataire d'une bonne partie des marchandises apportées par le *Tyrol* et l'invite à en prendre livraison puisque aussi bien il devra régler ses factures à Trieste; il n'obtient que cette jolie réponse: « Je ne vois nullement la nécessité de faire honneur à mes engagemens quand l'empereur d'Autriche vient de renier les siens. » Le *Tyrol* doit repartir sans avoir débarqué une tonne de marchandises. Un vapeur bulgare, arrivé le même jour avec 2000 sacs de

farine, n'est pas plus heureux : les portefaix bulgares ne consentent pas plus que les autres à enfreindre le mot d'ordre. Le 19, un bateau du Lloyd étant arrivé, le Consul général d'Autriche fait intervenir le grand rabbin qui réussit à faire commencer par ses coreligionnaires les opérations de déchargement ; à peine quelques ballots sont-ils à terre que surviennent des gens armés de bâtons qui font cesser le travail ; le vali, malgré sa promesse, s'abstient de faire intervenir la police. A partir de ce moment, le boycottage est définitivement organisé à Salonique, avec la complicité tacite du gouvernement et du Comité, et, jusqu'à la fin de la crise, il y est rigoureusement pratiqué.

De Salonique, le mouvement se propage à l'intérieur des vilayets macédoniens. A Üskub, la première ville importante turque que l'on rencontre après avoir franchi la frontière austro-hongroise, un télégramme de la Chambre de commerce ottomane de Salonique informe les négocians, le 13 octobre, qu'il a été décidé à l'unanimité d'annuler tous les contrats passés avec des fabriques autrichiennes et de refuser livraison des marchandises; aussitôt on décide de s'associer au mouvement, et cette résolution est proclamée dans toutes les mosquées à l'heure de la prière. Une affiche est apposée sur les murs par les soins du Comité : en voici la traduction :

Appel du Comité Union et Progrès à la population ottomane d'Uskub.

A nos chers concitoyens, prière instante !

Tout homme de cœur et de conscience sait que la patrie est chose plus sainte, plus chère que la mère, le père, en un mot que tout au monde. Frères ! ceci n'a pas besoin d'explications. Aucun Ottoman ne pourra supporter que les Autrichiens et les Bulgares, en apparence amis du gouvernement constitutionnel que nous avons obtenu, mais au fond nos ennemis les plus traîtres, manifestent leurs intentions perfides au moment même où nous avons le plus besoin de tranquillité, de paix et d'harmonie, qu'ils meurtrissent de leurs ongles grossiers les blessures que nous portons depuis longtemps au cœur, que, par leurs importations, ils prennent notre argent par millions pour ensuite nous insulter et nous menacer avec nos propres armes.

Ottomans, pour faire comprendre à ces ennemis perfides le bouillonnement de notre sang et la colère de notre conscience, n'achetons plus rien à Stein, Karlman, Tiring, Mayer, Bazar allemand, Orosdi-Back et autres établissemens semblables. N'achetons plus les marchandises pourries de l'Autriche et de la Bulgarie. Soyez persuadés que ce procédé fera sur eux une impression plus forte que la guerre. Tout Ottoman, qui sait ce que sont

l'honneur et le patriotisme, déchirera le fez autrichien qu'il porte sur la tête ; il achètera les produits de la fabrique ottomane de fez et les marchandises de Hereké. Ne couvrons pas et ne souillons pas le corps de nos enfans, espoir de la patrie, avec les guenilles autrichiennes, aussi froides que le suaire. Nous espérons ne jamais voir dorénavant d'Ottoman à bord des vapeurs du Lloyd ou de ceux de la Compagnie Bulgare.

Vive la Turquie libre! Vivent les peuples anglais et français! Périssent l'Autriche et la Bulgarie et toutes les nations qui les aideront!

Ces conseils impérieux sont suivis, mais avec les amendemens indispensables sur un marché qui reçoit presque toutes ses marchandises d'Autriche et de Hongrie. Les négocians décident d'abord de respecter les contrats signés, au moins jusqu'au mois de mars 1909. Mais, le 26 novembre, les Comités des six clubs de la ville (club albanais, club bulgare, club serbe, club grec, club israélite, club commercial turc) se réunissent et décident de former une Commission spéciale de douze membres pour maintenir les prohibitions contre les marchandises autrichiennes et bulgares; les marchandises commandées avant le 9 décembre et payées devront être livrées au Comité qui, pour empêcher la hausse, les revendra aux prix anciens en prélevant un léger bénéfice qui sera attribué aux destinataires. A la fin de janvier 1909, le boycottage devient plus rigoureux encore à Uskub, soit que les négociations ouvertes entre Vienne et Constantinople aient irrité certains élémens de la population, soit qu'on ait voulu dissimuler la part prépondérante qu'avaient les agens du gouvernement dans la direction du boycottage.

Dans les villes de l'intérieur, comme Monastir ou Okrida, le mot d'ordre est apporté de Salonique. L'élément albanais surtout se montre acharné contre l'Autriche. A Okrida, un boutiquier musulman apporte sur la place publique ses allumettes autrichiennes et les brûle au milieu de la foule enthousiaste. Scutari d'Albanie, en raison de sa situation géographique, ne reçoit guère que des marchandises autrichiennes; un comité de boycottage s'y constitue cependant et cherche à établir des relations avec l'Italie et la France; un agent est envoyé à Marseille; les commandes faites en Autriche sont annulées. Mais l'absence des articles autrichiens sur le marché est si préjudiciable à la population qu'à la première nouvelle des pourparlers entre Vienne et Constantinople, le boycottage s'apaise. Le populaire explique à sa façon la reprise des relations par un conte que colportent

les hodjas : l'empereur François-Joseph s'est rendu secrètement à Constantinople, il a obtenu une audience du Sultan et lui a exposé que le boycottage ruinerait les fabriques qu'il a créées à grands frais; il a ensuite supplié le Padischah, par égard pour ses cheveux blancs, de lui laisser la Bosnie et l'Herzégovine. Abd-ul-Hamid, qu'un songe a préparé à cette entrevue, a compassion du vieillard, il lui tire amicalement la barbe et fait droit à ses prières. Le témoin qui rapporte cette amusante histoire se demande non sans raison quelle idée peuvent avoir les bonnes gens de Scutari de la « Constitution? » A Andrinople, le boycottage des marchandises autrichiennes et bulgares est général; les négocians demandent qu'on leur envoie des marques similaires d'autres pays, de France de préférence; le directeur du lycée demande au consul l'adresse d'une maison française qui habillerait les élèves. Un marchand turc du vieux bazar, chef d'une confrérie religieuse, dirige le mouvement; avec une quarantaine d'hommes du peuple il surveille la gare et s'oppose au déchargement des marchandises prohibées. Le 8 décembre, un chariot chargé de sucre est assailli, les sacs sont ouverts, le sucre jeté sur la voie publique. Le vali déclare au Consul général d'Autriche qu'il ne peut rien faire contre un mouvement auquel les pouvoirs publics n'ont pas participé.

Smyrne a accueilli avec allégresse la révolution du 23 juillet; la ville est sous la direction des membres du Comité Union et Progrès; dès qu'elle a reçu le mot d'ordre, huit mille négocians s'entendent pour organiser un boycottage rigoureux qui s'établit sans troubles ni violences. Les négocians demandent vainement que les grandes maisons de commerce françaises leur envoient des voyageurs, ce sont des agens italiens qui viennent, expédiés par le musée commercial de Venise. Sur la côte de Syrie, où nulle part les bateaux n'arrivent à quai, il suffit, pour que le boycottage soit assuré, que les mahonniers refusent leur concours aux navires autrichiens. A Jaffa, à la nouvelle des incidens de Constantinople, les membres du Comité Union et Progrès tiennent une réunion dans la nuit du 12 au 13 octobre: l'*Euterpe*, du Lloyd, devait arriver le matin: quatre membres du Comité parcourent les cafés qui, par ce temps de Ramadan, sont remplis de consommateurs, et expliquent aux marins et aux bateliers qu'ils doivent faire œuvre de patriotes en refusant leurs services aux bateaux autrichiens; ils obtiennent une adhésion

enthousiaste; l'*Euterpe* ne peut pas même recevoir la visite réglementaire de « la Santé. » Sur le port, des orateurs, presque tous chrétiens, haranguent la foule, critiquant violemment l'Autriche et le Lloyd; l'un d'eux se laisse entraîner à une diatribe contre tous les étrangers « exploiteurs de la Turquie; » la poste autrichienne est envahie, les employés chassés, le fourgon et la boîte aux lettres jetés à la mer; le caïmacan et le commandant militaire obtiennent que l'*Euterpe* pourra débarquer la poste, mais les passagers doivent rester à bord jusqu'à Beyrouth. Dans la nuit du 13 au 14, des Turcs armés de kandjars et de revolvers parcourent les rues, criant: « Vive l'Islam! A bas les Giaours! » et tirant des coups de feu en l'air. Le lendemain, le *Saghalien*, des Messageries maritimes, opère sans difficulté ses opérations; un officier, descendu à terre avec la poste, est d'abord menacé par la foule qui le prend pour un Autrichien; reconnu, il est acclamé. Ces manifestations, plus bruyantes que dangereuses, n'eurent pas de suites; le boycottage fonctionna rigoureusement mais sans violences; pas une tonne de marchandises autrichiennes ne fut mise à terre jusqu'à la fin de la crise. Les événemens suivent le même cours à Beyrouth : l'arrivée des premiers bateaux est marquée par de petites émeutes, et le boycottage des magasins ne se fait pas sans quelque tumulte, puis les autorités rétablissent l'ordre; mais, à la fin de décembre, de nouveaux troubles éclatent; des bandes de bateliers parcourent les rues, détruisant les enseignes qui rappellent des produits boycottés, arrachant les plaques de compagnies d'assurances qui portent des emblèmes autrichiens, et, dans les cafés, se répandent en discours injurieux contre l'Autriche et François-Joseph; mahonniers et hamals, soupçonnant les gros négocians de la ville de favoriser des fraudes, n'écoutent plus le Comité de boycottage. L'accord austro-turc survient heureusement au moment où le nationalisme démagogique devenait dangereux. De même, à Tripoli de Syrie, dans les premiers jours de janvier, le patriotisme tend à se transformer en xénophobie; le 9, une bande parcourt les rues, saccage un magasin appartenant au drogman du vice-consulat d'Autriche et jette les marchandises à la mer. Des forcenés pénètrent dans un magasin turc, saisissent des sacs de sucre des raffineries de Saint-Louis, à Marseille, et, malgré la marque française apparente, jettent trente-quatre sacs à la mer; le mutessarif déclare au gérant du vice-consulat de France qu'il déplore l'erreur et consti-

tue une Commission qui fait restituer le sucre saisi et rembourser les sacs perdus.

Ces incidens tumultueux ont été des exceptions même dans les villes où ils se sont produits; les boycottages heureux n'ont pas d'histoire, et le récit de ces cas particuliers ne doit pas nous tromper sur la vraie physionomie du mouvement. Nulle part il n'y a eu de violences contre les personnes; le boycottage a été organisé comme s'il avait été une institution normale, légale, et il a fonctionné avec une discipline, une modération et en même temps une rigueur extraordinaires: c'est pourquoi il a été très efficace.

Pour le baron d'Æhrenthal, comme pour le commerce austro-hongrois, le boycottage a été une surprise; la diplomatie n'est pas habituée à cette escrime nouvelle qui met en face d'elle, au lieu d'un adversaire responsable, la foule anonyme des consommateurs en grève. Les négocians ne crurent pas, d'abord, à la durée du mouvement et les chambres de commerce, dans un élan patriotique, décidèrent de s'en rapporter au gouvernement du soin de protéger leurs intérêts. Mais, bientôt, les effets du boycottage commencèrent à se faire sentir; à la fin d'octobre, l'Association austro-hongroise d'exportation reçut un rapport inquiétant, et bientôt, de Trieste, de Fiume, de Budapest, des villes industrielles de Bohême, des plaintes s'élevèrent. Le commerce austro-hongrois, dont le principal débouché est dans les ports du Levant, était comme frappé de paralysie. Trieste surtout souffrait; les bateaux du Lloyd revenaient au port sans avoir pu débarquer un ballot et, au retour, les exportateurs refusaient de reprendre leurs chargemens. Déjà, au 10 décembre, 26 vapeurs chargés de marchandises autrichiennes étaient revenus sans avoir opéré leur déchargement; toute l'exportation de l'Empire ottoman, très active à l'automne, échappait aux bateaux autrichiens et hongrois; le trafic du Lloyd se chiffrait par 450 000 couronnes de moins, pour le mois d'octobre 1908, que pour le mois correspondant de 1907. La Compagnie des chemins de fer du Sud accusait, pour novembre, une diminution de recettes de 1 232 513 couronnes; on prévoyait, sur la place de Trieste, des désastres financiers et commerciaux. Une réunion de négocians, tenue à Vienne, rendant le gouvernement responsable de ce « cas de force majeure, » lui demandait d'indemniser les pertes du commerce et de l'industrie. On était loin

de l'abnégation patriotique des premiers jours ! La Chambre de commerce de Budapest insistait pour une prompte entente avec le gouvernement ottoman ou pour des mesures de répression. Les plaintes devenaient d'autant plus vives que le boycottage coïncidait avec une dépression économique générale : les tisseurs de coton d'Autriche et de Bohême, les imprimeurs sur étoffes, décidaient, dans une réunion, de restreindre de 15 pour 100 leur production ; la fabrique de fez de Strakonice (Bohême) perdait toute sa clientèle turque et égyptienne ; les sucreries et les raffineries de pétrole voyaient leur exportation s'arrêter brusquement ; les annulations de commandes déconcertaient la production et faisaient redouter aux industriels de perdre les marchés du Levant (1). On redoutait une extension du boycottage à l'Égypte, à la Serbie, au Montenegro ; les propriétaires roumains, exaspérés du refus de l'Autriche de leur accorder des concessions pour l'entrée de leur bétail, prônaient l'emploi du boycottage, si les négociations commerciales commencées avec l'Autriche tardaient à aboutir.

Négocians, industriels, armateurs, alarmés se tournaient du côté du gouvernement, réclamant une intervention énergique de la diplomatie ou des représailles économiques telles que l'interdiction de toute importation austro-hongroise en Turquie, au besoin même, une action navale et militaire. A Constantinople, le margrave Pallavicini, d'abord, parla haut, se plaignit vivement au ministre des Affaires étrangères et au grand vizir ; ceux-ci avaient beau jeu pour arguer de leur impuissance en face d'un mouvement spontané et populaire, et pour alléguer l'impossibilité d'obliger les Ottomans à acheter du sucre autrichien ou la corporation des mahonniers à décharger les bateaux du Lloyd.

(1) Voici quelques chiffres significatifs :

EXPORTATIONS AUSTRO-HONGROISES DANS L'EMPIRE OTTOMAN

	Novembre 1907.	Novembre 1908.
Fez	539 273 pièces	216 863 pièces
Confections pour hommes	796 quintaux	302 quintaux
Lainages	683 —	263 —
Sucre	578 837 —	431 115 —
Dentelles et broderies	207 —	135 —
Papier à cigarettes	2 908 —	854 —
Papier à imprimer	10 667 —	9 205 —

Le Dr Frédéric Karmienski, dans un article de la *Neue Freie Presse* du 6 janvier, visiblement destiné à rassurer l'opinion, reconnait que le chiffre de cent millions, dont on a parlé au Parlement, n'est pas exagéré et représente à peu près les pertes du commerce austro-hongrois pour les derniers mois de 1908.

Bientôt l'ambassadeur menaça, si le boycottage continuait, de quitter Constantinople, rompit les négociations entamées au sujet de la Bosnie et annonça qu'elles ne pourraient être reprises qu'après la cessation complète du boycottage. Le boycottage continua, plus rigoureux que jamais, le margrave Pallavicini resta à Constantinople et ce fut lui qui reprit les pourparlers qui aboutirent à l'accord austro-turc du 27 février. Le gouvernement de Vienne consentait à payer à la Turquie, pour l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, une somme totale de 54 millions de francs. Quelques jours plus tard, hamals et mahonniers recommençaient à décharger les bateaux autrichiens, le boycottage était fini : il n'avait pas été inoffensif.

IV

Les conflits internationaux tendent de plus en plus à devenir des conflits économiques ; il est donc naturel que les peuples empruntent leurs armes à la vie économique. Entre deux nations modernes, la sécurité du commerce est la condition essentielle des bonnes relations. Napoléon, le premier, avait compris qu'en ruinant le commerce d'un adversaire on pouvait l'amener à capituler; le plus grand homme de guerre des temps modernes a eu ainsi l'intuition d'une forme nouvelle de la guerre; nous venons d'en voir les premiers essais. Le baron d'Æhrenthal n'a pas eu que des raisons d'ordre économique de signer un accord avec la Turquie, mais ces raisons ont certainement contribué pour une large part à sa décision ; les plaintes des Chambres de commerce, des industriels, des négocians, des compagnies de navigation, de la presse, ne peuvent pas être restées sans effet. C'est là un événement nouveau et considérable. Il montre que, dans certaines conditions, la guerre économique ainsi comprise peut conduire au succès quand la guerre militaire conduirait inévitablement à l'échec. Militairement la Turquie était moins forte que l'Autriche-Hongrie, la Chine que le Japon ou les États-Unis.

Le boycottage, pour être efficace, pour être même possible, exige certaines conditions particulières que nous avons trouvées dans le cas de la Chine comme dans celui de la Turquie : le pays qui peut pratiquer avec succès le boycottage est celui qui est importateur de produits fabriqués, qui sert de débouché aux nations industrielles et qui, au contraire, pour sa nourriture, se suffit à

peu près à lui-même; s'il est industriel ou s'il a besoin des blés ou des riz de ses voisins, il s'expose à de dangereuses représailles. C'est pourquoi le boycottage ne peut être efficace qu'entre deux pays qui n'ont ni la même vie, ni la même organisation économique; entre deux grandes puissances européennes, il causerait, d'un côté comme de l'autre, des pertes et des souffrances sensiblement égales; il équivaudrait à une guerre de tarifs poussée jusqu'à la prohibition. Si donc le boycottage peut devenir une arme redoutable, il ne saurait être une arme utilisable dans toutes les circonstances; il restera toujours d'un maniement dangereux pour celui qui ne s'en servirait pas à bon escient; il pourrait, dans certains cas, faire plus de tort au boycotteur qu'au boycotté. Il ne faudrait pas croire que si l'industrie et le commerce austro-hongrois ont subi des pertes considérables, les négocians turcs n'aient pas éprouvé, eux aussi, des dommages importans; il convient de faire entrer en ligne de compte la hausse des produits boycottés qui oblige le consommateur à de gros supplémens de dépenses, et en outre les droits de douane que l'État n'a pas encaissés. La hausse, en Turquie, a atteint, sur certains marchés, jusqu'à 80 pour 100 sur le sucre, à 25 et 30 pour 100 sur le pétrole et le papier. Les affaires sont les affaires, disent les Anglo-Saxons; les Turcs et les Chinois mettent en pratique d'autres maximes; ils savent mettre même les affaires au service du patriotisme et ils ont montré qu'ils étaient capables de faire le sacrifice des intérêts particuliers au bien général.

Les effets du boycottage ne cessent pas le jour où reprennent les relations normales entre les deux pays en lutte. Le boycottage est, à ce point de vue, une forme du nationalisme économique : nous avons vu les Chinois créer chez eux des industries et chercher à se mettre en mesure de produire les articles qu'ils achetaient auparavant à l'étranger : c'est là du pur colbertisme. Les Turcs ont eu le même dessein; ils ont développé la fabrication nationale des fez; mais la période de boycottage a été trop courte pour permettre l'éclosion d'industries nationales que d'ailleurs la situation économique et financière du pays ne comporte pas. Les Turcs continueront donc à s'adresser à l'étranger; il est probable cependant que les Autrichiens ne recouvreront pas toute la clientèle qu'ils ont perdue; un mouvement national aussi vif que l'a été le boycottage en Turquie laisse après lui

des rancunes dont les effets sont durables; certains produits boycottés ont été remplacés par des articles similaires venus de pays concurrens; la Russie a vendu à l'Empire ottoman des sucres et des naphtes; l'Italie n'a rien négligé pour envoyer dans les ports turcs des échantillons et des voyageurs. Le commerce français a malheureusement trop peu profité de ces circonstances favorables; partout les comités de boycottage s'adressaient à nos consuls, la clientèle réclamait des articles français, les Chambres de commerce françaises de Turquie multipliaient leurs appels, un grand courant de sympathie portait vers nous le peuple turc et pouvait nous aider à reconquérir des marchés où jadis notre commerce régnait en maître : « La France n'a pas su profiter de l'occasion exceptionnelle que le boycottage lui offrait, écrit M. Ernest Giraud, président de la Chambre de commerce française de Constantinople..., il y a eu là un manque de décision, de courage, d'initiative, qui montre notre commerce bien peu armé pour affronter l'étranger. » Sans insister sur cette triste constatation, retenons que, même la crise passée, le boycottage peut encore faire sentir ses effets nuisibles au peuple contre lequel il a été dirigé.

Le succès du boycottage en Chine et en Turquie est un exemple qui sera, qui a déjà été suivi. Les grandes nations de civilisation européenne dont la fortune est fondée sur l'industrie et le commerce ne peuvent se passer de débouchés pour écouler les produits de leurs immenses manufactures; pour vivre, elles ont besoin de vendre; leur fermer un marché important, c'est les atteindre dans leurs intérêts essentiels; une grève générale des consommateurs, si elle était possible, les acculerait à une faillite rapide. Or l'expérience récente vient de montrer qu'il peut y avoir des grèves partielles d'acheteurs contre lesquelles ni la diplomatie, ni les cuirassés, ni les armées ne peuvent rien. La leçon ne sera pas perdue pour les peuples qui n'ont pas encore organisé leur production industrielle et qui achètent les articles fabriqués par les autres; l'exemple de la Chine et de la Turquie a mis à leur disposition un formidable instrument d'émancipation. On sait que, aux Indes, le partage du Bengale en deux provinces a violemment irrité les indigènes non musulmans dont le mécontentement s'est traduit par un essai de boycottage des produits anglais. Le mouvement *swadeshi* est un mouvement de nationalisme économique; jusqu'à présent l'administration anglaise a

réussi à prévenir le péril en pratiquant le vieux précepte : diviser pour régner ; mais il est certain que si jamais la grève du consommateur indou, ou du consommateur égyptien, devenait générale, la fortune de l'Angleterre serait menacée.

Le succès d'un boycottage n'exige pas seulement certaines conditions économiques, mais aussi certaines conditions morales. Pour vaincre la résistance des intérêts particuliers et imposer à tout un peuple une lutte de plusieurs mois, il faut toute l'énergie des passions neuves, toute l'allégresse qui transporte un peuple quand il se sent pour la première fois vibrer à l'unisson ; il faut aussi la discipline que donnent les organisations fortes : ce sont les comités jeunes-turcs qui ont dirigé le boycottage et ce sont les corporations qui ont assuré sa victoire. C'est par la lutte que les nationalités prennent conscience d'elles-mêmes : le mouvement du boycottage qui a réuni, dans un même élan patriotique, les Ottomans de toutes les régions de l'Empire et de toutes les religions, a été un puissant instrument de résurrection nationale ; quoi qu'il puisse advenir, la Turquie ne sera plus, après cette épreuve, ce qu'elle était avant.

Le boycottage n'est pas l'arme des peuples amorphes chez qui ne subsiste aucun organisme vigoureux entre l'État despote et l'individu isolé. Napoléon a échoué là où des portefaix ont réussi. Le concours de corporations fortement organisées et disciplinées a été, nous l'avons vu, l'élément principal du succès. Grèves, associations de fonctionnaires, sabotage, ligues d'acheteurs, grèves de consommateurs, boycottages, sont autant d'aspects d'une même évolution des idées et des formes sociales par laquelle la valeur de l'individu et son rôle dans la société lui viennent surtout de la profession qu'il exerce, du cadre dans lequel il est producteur et consommateur. Les vieilles formes périssent : vieille diplomatie qui ignorait les peuples, vieille philosophie qui ne connaissait que les individus, vieille conception de l'État et de l'autorité, vieille forme des guerres nationales. Le boycottage est un instrument de guerre qui permet, dans certaines conditions, aux peuples, même désarmés, de ne pas subir passivement les exigences des plus forts ; tel que les Chinois et les Turcs l'ont pratiqué, il a été, dans le domaine des relations internationales, un succès du nombre organisé.

René Pinon.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La béatification de Jeanne d'Arc est un événement de nature, en dehors de tout esprit de parti, à intéresser et à toucher la France entière. Quels que soient les dissentimens qui nous divisent, le patriotisme doit nous rapprocher dans un sentiment commun lorsqu'il s'agit de notre héroïne nationale. Jeanne a été l'incarnation la plus éclatante de l'idée de patrie dans notre histoire, la plus noble, la plus désintéressée, et finalement la plus douloureuse, puisqu'elle s'est résolue dans le martyre. Quel miracle plus extraordinaire que sa vie! L'enthousiasme des foules s'est produit à maintes reprises autour de personnages puissans qui ont su en profiter pour accomplir des prodiges; mais lorsqu'on songe à ce qu'était Jeanne, à ses origines, à son ignorance, à son sexe, à son âge, on reste confondu de l'audace heureuse avec laquelle la pauvre fille s'est jetée dans sa destinée glorieuse et tragique. A une époque comme la nôtre, où le mot de sur-homme est devenu à la mode, on se demande s'il n'y a pas là quelque chose de supérieur à l'humanité. Il est certain, en tout cas, que Jeanne a obéi à des inspirations qui présentent rarement un tel degré d'intensité. Que les voix qu'elle a entendues et suivies soient venues de sa conscience ou d'une source encore plus élevée, son esprit en a été illuminé. Ses mots historiques ont sur tant d'autres l'avantage d'avoir été réellement prononcés, et ils étonnent par leur bon sens, leur justesse, leur originalité pittoresque, avec une pointe de gaieté et de malice qui en fait des mots bien français. Mais tout ce qui plaît et séduit en elle ne doit pas nous faire perdre de vue la mission qu'elle a remplie. Elle ne s'en est pas laissé détourner un seul instant. Le contraste est saisissant entre l'œuvre, qui a été si grande, et la faiblesse de l'instrument qui l'a réalisée. Comment oublier enfin, dans notre société démocratique, que Jeanne d'Arc a été une simple

paysanne de Lorraine et que, de son cœur d'enfant du peuple, est sorti le cri de patriotisme le plus entraînant qui ait jamais retenti? Aussi appartient-elle également à tous les Français patriotes, sans qu'aucun groupe particulier, aucun parti, aucune coterie ait le droit de la dire plus particulièrement sienne.

Et certes, rien n'a été plus loin des intentions de l'Église catholique que d'accaparer sa gloire en la consacrant à sa manière. On sait que, depuis longtemps déjà, il était question de la béatification de Jeanne, et, si l'on devait s'étonner de quelque chose, ce serait du temps qu'il a fallu pour aboutir au dénouement. L'Église, qui invoque pour elle des promesses d'éternité, ne fait rien à la hâte : elle regarde passer les générations successives, sans être tentée de se mettre au pas d'aucune d'elles. Le procès de béatification de Jeanne a donc été très long; mais, une fois entamé, il ne pouvait pas avoir une autre conclusion que celle qui s'est enfin produite. Jeanne, en effet, a puisé toutes ses inspirations dans la religion de son temps, dont elle était profondément pénétrée. Elle était avant tout une croyante; elle a toujours écouté des voix lointaines; elle n'a pas cessé de regarder vers le ciel. Aussi les catholiques français auraient-ils été très contristés si Rome ne lui avait pas rendu justice. Elle a été victime des passions et des troubles d'une époque où tout était confondu. Aujourd'hui, avec la distance des siècles, avec le recul de l'histoire, ces confusions devaient être dissipées et il faut se féliciter qu'elles l'aient été. Les catholiques pourront voir désormais en Jeanne autre chose encore qu'une héroïne : le plus étroit, le plus détestable esprit de parti pourrait seul le trouver mauvais. Chacun est libre d'appliquer à Jeanne le genre de vénération qui lui convient, sans que la part qui est attribuée aux uns diminue celle qui continue d'appartenir aux autres. On dit cependant que notre gouvernement a donné des instructions pour que les fêtes de Jeanne d'Arc, à Orléans, n'aient pas cette année le même éclat que les précédentes. S'il en est ainsi, une pareille résolution ne saurait être trop sévèrement condamnée. On se rappelle, au surplus, que, depuis plusieurs années déjà, les libres penseurs et notamment les francs-maçons d'Orléans avaient émis des prétentions qui devaient contrarier et déranger les manifestations traditionnelles en faveur de la libératrice de leur ville. Nous verrons probablement cette année une nouvelle tentative du même genre; les précédentes n'avaient réussi qu'à moitié; qu'adviendra-t-il de celle-ci?

Peut-être le gouvernement, dont on connaît l'élévation d'esprit et de caractère, cherche-t-il, par cette mesure à prendre sa revanche

des paroles sévères que le Pape a prononcées sur lui. C'était, à coup sûr, le droit de Pie X de parler comme il l'a fait. Il n'est plus lié par aucun traité, par aucun concordat; il peut s'exprimer en toute liberté dans les limites que, seule, la prudence humaine indique et recommande. De même, en France, le clergé catholique n'a plus, envers le gouvernement, d'autres devoirs que ceux des autres citoyens. Le Saint-Père avait beaucoup à dire, et assurément il n'a pas dit tout, mais il n'a pas non plus tout retenu. Naturellement, il n'a nommé personne; on a pu, toutefois, deviner à qui il pensait lorsqu'il s'est écrié : « Non, il ne peut prétendre à l'amour, cet État, ce gouvernement, quel que soit le nom qu'on lui donne, qui, en faisant la guerre à la vérité, outrage ce qu'il y a dans l'homme de plus sacré. Il pourra se soutenir par la force matérielle, on le craindra sous la menace du glaive, on l'applaudira par hypocrisie, intérêt ou servilisme ; on lui obéira parce que la religion prêche et ennoblit la soumission aux pouvoirs humains, pourvu qu'ils n'exigent pas ce qui est opposé à la sainte loi de Dieu. Mais si l'accomplissement de ce devoir envers les pouvoirs humains, en ce qui est compatible avec les devoirs envers Dieu, rend l'obéissance plus méritoire, elle n'en sera ni plus tendre, ni plus joyeuse, ni plus spontanée : jamais elle ne méritera le nom de vénération et d'amour. » Ces paroles ont été prononcées en français, et c'est la première fois que Pie X s'exprimait publiquement dans notre langue. Quelque vive qu'ait été l'impression faite par son discours, un simple geste de lui en a bientôt produit une autre encore plus profonde : geste expressif, éloquent, par lequel il a tenu à distinguer la France permanente de son gouvernement passager, et à témoigner à celle-là d'autres sentimens qu'à celui-ci. Au moment où il traversait l'immense enceinte, porté sur la *sedia gestatoria* qui l'élevait au-dessus de la foule, un drapeau français s'est incliné devant lui : le Pape aussitôt l'a pris dans ses mains, l'a porté à ses lèvres et l'a embrassé longuement. L'effet de cette manifestation imprévue est difficile à décrire; une clameur formidable est sortie de 50 000 poitrines; l'enthousiasme a dépassé tout ce qu'on peut imaginer : impression toute naturelle et dont il est difficile, même à longue distance, même à la lecture refroidissante des journaux, de ne pas sentir quelque contre-coup, car il y avait là un hommage rendu à la France par le représentant de la plus haute puissance morale qui, malgré tout, reste encore dans le monde.

Il faut désirer qu'il sorte de tout cela une pensée d'union, mais il serait téméraire de l'espérer. La campagne qui a été entamée chez nous contre le catholicisme l'a été sous prétexte de réunir tous les

Français autour d'un même principe. Il y avait, disait-on, deux Frances : on voulait supprimer entre elles tout ce qui les empêchait de se rapprocher. On y a aussi mal réussi que possible : le fossé entre les deux Frances est plus profond, l'écartement entre elles est plus large que jamais. Nos sectaires continuent d'espérer que leur vœu sera enfin accompli lorsqu'ils auront définitivement détruit le catholicisme; mais le concours de Français qui s'est produit à Rome pour assister à la béatification de Jeanne ne montre pas ce résultat comme sur le point d'être atteint. On dit même que certains Italiens ont éprouvé quelque ombrage d'une aussi imposante, d'une aussi grandiose manifestation faite autour du Saint-Père. Ils peuvent se rassurer : personne chez nous ne songe à ébranler les bases, d'ailleurs inébranlables, sur lesquelles repose l'Italie contemporaine. Il y a en histoire des solutions définitives; mais certaines choses ne méritent pas un moindre respect, et l'amour que tous les hommes doivent porter à leur patrie respective en est une. Ces sentimens s'accordent fort bien d'un pays à un autre : ils doivent opérer entre eux un rapprochement fait d'estime mutuelle et de sympathie.

La quinzaine qui vient de s'écouler comptera dans l'histoire déjà si tourmentée de l'Empire ottoman : elle a dépassé en imprévu tout ce qui s'était produit jusqu'à ce jour. Nous ne voulons pas dire par là qu'il était impossible, ni même bien difficile, de prévoir que les élémens réactionnaires déconcertés pas la révolution de juillet dernier, mais restés nombreux, agissans et puissans, chercheraient à reconquérir le terrain perdu. La résignation soudaine avec laquelle le Sultan, après plus de trente ans de gouvernement absolu, avait accepté sa déchéance morale et politique, ne devait tromper que ceux qui voulaient être trompés. Il pouvait y avoir intérêt pour les Jeunes-Turcs à avoir l'air crédule et confiant, comme il pouvait y avoir intérêt pour le Sultan à avoir l'air satisfait de son sort ; mais, sous cette surface artificielle, les cœurs, puisqu'ils continuaient de battre, devaient être inquiets d'une part, et profondément ulcérés de l'autre.

Le Sultan, qu'il le voulût ou non, était un principe d'opposition dans l'édifice nouveau, trop nouveau en vérité pour être bien solide et dont les fondemens reposaient sur le sol sans qu'on eût eu le temps de le creuser pour les y incruster. Dans quelle mesure Abdul-Hamid a-t-il conspiré contre la Jeune-Turquie, on ne le sait pas encore et peut-être ne le saura-t-on jamais avec certitude; il est trop habile pour n'avoir pas caché soigneusement son jeu; mais comment n'au-

rait-il pas éprouvé des regrets, conçu des espérances, encouragé enfin des entreprises qui devaient lui restituer, sinon la totalité, au moins la plus grande partie de son pouvoir perdu? Au surplus, il suffisait que le Sultan vécût et qu'il continuât d'habiter Yldiz-Kiosk pour que tous ceux qui, après avoir profité des abus de l'ancien régime, avaient été brusquement sevrés de ses avantages et profits, tournassent vers lui leurs pensées. Et de quel côté il tournait lui-même les siennes, on peut le deviner. Comment les Jeunes-Turcs n'ont-ils pas prévu cet avenir inévitable au moment de leur triomphe du mois de juillet dernier? Comment n'ont-ils pas pris des dispositions efficaces pour en conjurer la menace? Tout leur était facile. L'enthousiasme qu'ils avaient provoqué était général et sans mesure. Ils pouvaient tout faire alors, moins encore peut-être à cause des espérances qu'ils avaient suscitées que de la délivrance qu'ils venaient d'opérer comme par enchantement. Depuis trente ans tout le monde, dans l'Empire, vivait sous la terreur, et la terreur à la fois la plus basse et la plus lourde, celle de la police secrète; on craignait de se montrer, de parler, de respirer trop haut; littéralement on étouffait. Le Sultan, d'ailleurs, ne tremblait pas moins que les autres: il éprouvait la terreur qu'il inspirait. Aussi lorsque, au milieu du silence général, un officier a eu l'audace de crier le mot de liberté et lorsqu'on a vu qu'il n'était pas supprimé sur-le-champ, l'explosion a été formidable. Contre qui était-elle dirigée? On ne le savait pas; on n'y avait pas pensé; le ressort trop comprimé s'était violemment détendu, beaucoup plus, semblait-il, en vertu d'une loi mécanique que d'une loi morale. Mais si le parti jeune-turc l'avait alors désigné au ressentiment du peuple, l'auteur de tant de maux aurait disparu sous la véhémence du flot, sans que personne eût eu le temps matériel de le secourir; et ce résultat une fois acquis aurait eu tant d'excuses qu'il aurait été définitif. Les choses se sont passées autrement. Les Jeunes-Turcs, soit par générosité, soit par un calcul que l'événement a déjoué, ont entouré le Sultan de respect; ils lui ont procuré des ovations à travers Constantinople; ils l'ont presque élevé sur le pavois, comme pour montrer à tout le monde qu'ils n'y avaient pas touché, — et cela a fait faire des réflexions à quelques Vieux-Turcs.

Il est arrivé depuis une chose inévitable : le gouvernement nouveau a fait naître des déceptions, a provoqué des mécontentemens. Ce qu'il y avait eu de merveilleux dans la révolution de juillet avait fortement frappé les esprits, surtout les esprits simples et naïfs qui sont si nombreux dans la foule. Que ne pouvait-on pas attendre

paysanne de Lorraine et que, de son cœur d'enfant du peuple, est sorti le cri de patriotisme le plus entraînant qui ait jamais retenti? Aussi appartient-elle également à tous les Français patriotes, sans qu'aucun groupe particulier, aucun parti, aucune coterie ait le droit de la dire plus particulièrement sienne.

Et certes, rien n'a été plus loin des intentions de l'Église catholique que d'accaparer sa gloire en la consacrant à sa manière. On sait que, depuis longtemps déjà, il était question de la béatification de Jeanne, et, si l'on devait s'étonner de quelque chose, ce serait du temps qu'il a fallu pour aboutir au dénouement. L'Église, qui invoque pour elle des promesses d'éternité, ne fait rien à la hâte : elle regarde passer les générations successives, sans être tentée de se mettre au pas d'aucune d'elles. Le procès de béatification de Jeanne a donc été très long; mais, une fois entamé, il ne pouvait pas avoir une autre conclusion que celle qui s'est enfin produite. Jeanne, en effet, a puisé toutes ses inspirations dans la religion de son temps, dont elle était profondément pénétrée. Elle était avant tout une croyante; elle a toujours écouté des voix lointaines; elle n'a pas cessé de regarder vers le ciel. Aussi les catholiques français auraient-ils été très contristés si Rome ne lui avait pas rendu justice. Elle a été victime des passions et des troubles d'une époque où tout était confondu. Aujourd'hui, avec la distance des siècles, avec le recul de l'histoire, ces confusions devaient être dissipées et il faut se féliciter qu'elles l'aient été. Les catholiques pourront voir désormais en Jeanne autre chose encore qu'une héroïne : le plus étroit, le plus détestable esprit de parti pourrait seul le trouver mauvais. Chacun est libre d'appliquer à Jeanne le genre de vénération qui lui convient, sans que la part qui est attribuée aux uns diminue celle qui continue d'appartenir aux autres. On dit cependant que notre gouvernement a donné des instructions pour que les fêtes de Jeanne d'Arc, à Orléans, n'aient pas cette année le même éclat que les précédentes. S'il en est ainsi, une pareille résolution ne saurait être trop sévèrement condamnée. On se rappelle, au surplus, que, depuis plusieurs années déjà, les libres penseurs et notamment les francs-maçons d'Orléans avaient émis des prétentions qui devaient contrarier et déranger les manifestations traditionnelles en faveur de la libératrice de leur ville. Nous verrons probablement cette année une nouvelle tentative du même genre; les précédentes n'avaient réussi qu'à moitié; qu'adviendra-t-il de celle-ci?

Peut-être le gouvernement, dont on connaît l'élévation d'esprit et de caractère, cherche-t-il, par cette mesure à prendre sa revanche

des paroles sévères que le Pape a prononcées sur lui. C'était, à coup sûr, le droit de Pie X de parler comme il l'a fait. Il n'est plus lié par aucun traité, par aucun concordat; il peut s'exprimer en toute liberté dans les limites que, seule, la prudence humaine indique et recommande. De même, en France, le clergé catholique n'a plus, envers le gouvernement, d'autres devoirs que ceux des autres citoyens. Le Saint-Père avait beaucoup à dire, et assurément il n'a pas dit tout, mais il n'a pas non plus tout retenu. Naturellement, il n'a nommé personne; on a pu, toutefois, deviner à qui il pensait lorsqu'il s'est écrié: « Non, il ne peut prétendre à l'amour, cet État, ce gouvernement, quel que soit le nom qu'on lui donne, qui, en faisant la guerre à la vérité, outrage ce qu'il y a dans l'homme de plus sacré. Il pourra se soutenir par la force matérielle, on le craindra sous la menace du glaive, on l'applaudira par hypocrisie, intérêt ou servilisme; on lui obéira parce que la religion prêche et ennoblit la soumission aux pouvoirs humains, pourvu qu'ils n'exigent pas ce qui est opposé à la sainte loi de Dieu. Mais si l'accomplissement de ce devoir envers les pouvoirs humains, en ce qui est compatible avec les devoirs envers Dieu, rend l'obéissance plus méritoire, elle n'en sera ni plus tendre, ni plus joyeuse, ni plus spontanée : jamais elle ne méritera le nom de vénération et d'amour. » Ces paroles ont été prononcées en français, et c'est la première fois que Pie X s'exprimait publiquement dans notre langue. Quelque vive qu'ait été l'impression faite par son discours, un simple geste de lui en a bientôt produit une autre encore plus profonde: geste expressif, éloquent, par lequel il a tenu à distinguer la France permanente de son gouvernement passager, et à témoigner à celle-là d'autres sentimens qu'à celui-ci. Au moment où il traversait l'immense enceinte, porté sur la *sedia gestatoria* qui l'élevait au-dessus de la foule, un drapeau français s'est incliné devant lui: le Pape aussitôt l'a pris dans ses mains, l'a porté à ses lèvres et l'a embrassé longuement. L'effet de cette manifestation imprévue est difficile à décrire; une clameur formidable est sortie de 50 000 poitrines; l'enthousiasme a dépassé tout ce qu'on peut imaginer : impression toute naturelle et dont il est difficile, même à longue distance, même à la lecture refroidissante des journaux, de ne pas sentir quelque contre-coup, car il y avait là un hommage rendu à la France par le représentant de la plus haute puissance morale qui, malgré tout, reste encore dans le monde.

Il faut désirer qu'il sorte de tout cela une pensée d'union, mais il serait téméraire de l'espérer. La campagne qui a été entamée chez nous contre le catholicisme l'a été sous prétexte de réunir tous les

Français autour d'un même principe. Il y avait, disait-on, deux Frances : on voulait supprimer entre elles tout ce qui les empêchait de se rapprocher. On y a aussi mal réussi que possible : le fossé entre les deux Frances est plus profond, l'écartement entre elles est plus large que jamais. Nos sectaires continuent d'espérer que leur vœu sera enfin accompli lorsqu'ils auront définitivement détruit le catholicisme ; mais le concours de Français qui s'est produit à Rome pour assister à la béatification de Jeanne ne montre pas ce résultat comme sur le point d'être atteint. On dit même que certains Italiens ont éprouvé quelque ombrage d'une aussi imposante, d'une aussi grandiose manifestation faite autour du Saint-Père. Ils peuvent se rassurer : personne chez nous ne songe à ébranler les bases, d'ailleurs inébranlables, sur lesquelles repose l'Italie contemporaine. Il y a en histoire des solutions définitives ; mais certaines choses ne méritent pas un moindre respect, et l'amour que tous les hommes doivent porter à leur patrie respective en est une. Ces sentimens s'accordent fort bien d'un pays à un autre : ils doivent opérer entre eux un rapprochement fait d'estime mutuelle et de sympathie.

La quinzaine qui vient de s'écouler comptera dans l'histoire déjà si tourmentée de l'Empire ottoman : elle a dépassé en imprévu tout ce qui s'était produit jusqu'à ce jour. Nous ne voulons pas dire par là qu'il était impossible, ni même bien difficile, de prévoir que les élémens réactionnaires déconcertés pas la révolution de juillet dernier, mais restés nombreux, agissans et puissans, chercheraient à reconquérir le terrain perdu. La résignation soudaine avec laquelle le Sultan, après plus de trente ans de gouvernement absolu, avait accepté sa déchéance morale et politique, ne devait tromper que ceux qui voulaient être trompés. Il pouvait y avoir intérêt pour les Jeunes-Turcs à avoir l'air crédule et confiant, comme il pouvait y avoir intérêt pour le Sultan à avoir l'air satisfait de son sort ; mais, sous cette surface artificielle, les cœurs, puisqu'ils continuaient de battre, devaient être inquiets d'une part, et profondément ulcérés de l'autre.

Le Sultan, qu'il le voulût ou non, était un principe d'opposition dans l'édifice nouveau, trop nouveau en vérité pour être bien solide et dont les fondemens reposaient sur le sol sans qu'on eût eu le temps de le creuser pour les y incruster. Dans quelle mesure Abdul-Hamid a-t-il conspiré contre la Jeune-Turquie, on ne le sait pas encore et peut-être ne le saura-t-on jamais avec certitude ; il est trop habile pour n'avoir pas caché soigneusement son jeu ; mais comment n'au-

rait-il pas éprouvé des regrets, conçu des espérances, encouragé enfin des entreprises qui devaient lui restituer, sinon la totalité, au moins la plus grande partie de son pouvoir perdu? Au surplus, il suffisait que le Sultan vécût et qu'il continuât d'habiter Yldiz-Kiosk pour que tous ceux qui, après avoir profité des abus de l'ancien régime, avaient été brusquement sevrés de ses avantages et profits, tournassent vers lui leurs pensées. Et de quel côté il tournait lui-même les siennes, on peut le deviner. Comment les Jeunes-Turcs n'ont-ils pas prévu cet avenir inévitable au moment de leur triomphe du mois de juillet dernier? Comment n'ont-ils pas pris des dispositions efficaces pour en conjurer la menace? Tout leur était facile. L'enthousiasme qu'ils avaient provoqué était général et sans mesure. Ils pouvaient tout faire alors, moins encore peut-être à cause des espérances qu'ils avaient suscitées que de la délivrance qu'ils venaient d'opérer comme par enchantement. Depuis trente ans tout le monde, dans l'Empire, vivait sous la terreur, et la terreur à la fois la plus basse et la plus lourde, celle de la police secrète; on craignait de se montrer, de parler, de respirer trop haut; littéralement on étouffait. Le Sultan, d'ailleurs, ne tremblait pas moins que les autres: il éprouvait la terreur qu'il inspirait. Aussi lorsque, au milieu du silence général, un officier a eu l'audace de crier le mot de liberté et lorsqu'on a vu qu'il n'était pas supprimé sur-le-champ, l'explosion a été formidable. Contre qui était-elle dirigée? On ne le savait pas; on n'y avait pas pensé; le ressort trop comprimé s'était violemment détendu, beaucoup plus, semblait-il, en vertu d'une loi mécanique que d'une loi morale. Mais si le parti jeune-turc l'avait alors désigné au ressentiment du peuple, l'auteur de tant de maux aurait disparu sous la véhémence du flot, sans que personne eût eu le temps matériel de le secourir; et ce résultat une fois acquis aurait eu tant d'excuses qu'il aurait été définitif. Les choses se sont passées autrement. Les Jeunes-Turcs, soit par générosité, soit par un calcul que l'événement a déjoué, ont entouré le Sultan de respect; ils lui ont procuré des ovations à travers Constantinople; ils l'ont presque élevé sur le pavois, comme pour montrer à tout le monde qu'ils n'y avaient pas touché, — et cela a fait faire des réflexions à quelques Vieux-Turcs.

Il est arrivé depuis une chose inévitable : le gouvernement nouveau a fait naître des déceptions, a provoqué des mécontentemens. Ce qu'il y avait eu de merveilleux dans la révolution de juillet avait fortement frappé les esprits, surtout les esprits simples et naïfs qui sont si nombreux dans la foule. Que ne pouvait-on pas attendre

d'hommes qui, dans l'espace de quelques heures, sans efforts apparens, par un simple geste, avaient renversé un gouvernement qu'on jugeait formidable, qui l'avait été en effet pendant plusieurs siècles et qui, dans ces dernières années, avait encore paru très imposant? De ce qu'on attendait d'eux, en sus du bienfait que la révolution avait procuré tout de suite, il faut bien reconnaître que les Jeunes-Turcs n'ont pas réalisé grand'chose. Sans doute on leur restait reconnaissant d'avoir renversé le régime de délation d'Abdul-Hamid, mais on se demandait s'ils étaient vraiment aptes à donner au pays un gouvernement, à la place de celui qui ne fonctionnait plus depuis que la pièce principale en avait été cassée. A cette question l'événement n'avait encore donné aucune réponse après dix mois d'attente, et on commençait à trouver le temps long.

De plus, par une fatalité inéluctable aussi, mais à coup sûr regrettable, le parti vainqueur s'est divisé dès le lendemain de sa victoire, sans même attendre qu'elle fût consolidée. Le Comité Union et Progrès, qui avait fait la révolution, n'a pas tardé à voir se former en dehors de lui, bientôt contre lui, un nouveau Comité qui a pris le nom d'Union libérale, et une lutte d'influence a commencé entre eux. Elle a été très active au moment des élections, et a tourné complètement à l'avantage du Comité Union et Progrès. Il a fait élire à peu près la Chambre qu'il a voulu et a combattu, à Constantinople même, la candidature du grand vizir Kiamil pacha. Kiamil n'a eu qu'un nombre de voix dérisoire, ce qui n'a pas empêché le Sultan de le maintenir au pouvoir, sans doute pour faire contrepoids au pouvoir des Jeunes-Turcs. Mais la situation de Kiamil était naturellement très faible, malgré la considération que sa vieille expérience lui avait acquise au dedans et encore plus au dehors : à la première occasion, les Jeunes-Turcs se sont débarrassés de lui au moyen d'une simple injonction qu'ils ont adressée au Sultan. Kiamil venait de modifier la composition de son ministère par une sorte de petit coup d'État dont il a fourni des explications embrouillées. On pouvait apercevoir l'action d'une volonté indépendante. Si les Jeunes-Turcs n'ont pas su gouverner, ils n'ont pas toléré qu'on gouvernât sans eux : le crime de Kiamil est d'avoir voulu le faire. Il a été remplacé par le candidat de la Jeune-Turquie, Hussein Hilmi pacha, ancien inspecteur général des réformes en Macédoine, où il avait donné l'impression d'un habile administrateur, d'un esprit éclairé, d'un homme distingué. Ce choix qui, à distance, nous avait paru bon, a soulevé sur place beaucoup de critiques; on a commencé à trouver que les prétentions du Comité Union et Progrès devenaient excessives;

on a dit que ce Comité, après avoir fait la révolution de juillet, aurait dû laisser au gouvernement du lendemain des allures plus libres; en fin de compte, Hilmi pacha s'est trouvé dans une situation très contestée, et l'opposition contre la Jeune-Turquie a pris dans une partie de l'opinion un véritable caractère de violence. Un incident particulier a produit, par surcroît, une impression profonde : le rédacteur en chef du journal « libéral » *Servesti*, Hassan Phemi bey, a été tué à coups de revolver sur le pont de Galata. Le meurtrier, qui portait, dit-on, l'uniforme d'officier, s'est enfui et n'a pas été retrouvé. Rien n'autorisait à rendre le Comité Union et Progrès responsable de ce meurtre, mais l'opinion publique se détermine par de premières impressions, souvent plus passionnées que justes. L'assassinat du malheureux journaliste a augmenté encore le malaise général, et si une pensée vigilante surveillait les événemens dans un lieu sombre, elle a pu croire que la situation arrivait à ce point de maturité où il suffirait d'une surprise comme celle du mois de juillet dernier, mais en sens contraire, pour mettre en cause les résultats de la révolution, ou plutôt pour les supprimer.

C'est alors qu'a éclaté l'émeute du 13 avril : les journaux l'ont racontée avec des détails très abondans dont il est encore difficile de contrôler la parfaite exactitude. Le seul fait certain est que Constantinople a été livrée pendant quarante-huit heures à la soldatesque. La révolution de juillet avait été le fait des officiers, la révolution d'avril a été celui des soldats. Non seulement les soldats n'étaient pas conduits par leurs officiers, mais on a raconté depuis l'événement que ceux-ci avaient été enfermés dans les casernes et que plusieurs d'entre eux avaient été lâchement assassinés : on a même parlé de plusieurs centaines de victimes. Les soldats, sans commandement apparent, se sont portés du côté du Parlement, dont ils ont criblé les murs de balles. Ils n'ont guère trouvé de résistance qu'au ministère de la Guerre, ou Séraskiérat, qui a été protégé par la cavalerie. Les mutins, il faut cependant le dire, auraient pu faire beaucoup plus de dégâts qu'ils n'en ont fait : ils ont tiré un grand nombre de coups de fusil, ils ont tué quelques passans, et après avoir fait parvenir au Sultan un certain nombre de réclamations que celui-ci était sans doute préparé à recevoir, ils sont rentrés dans leurs casernes, où une amnistie les a couverts aussitôt. Naturellement le ministère a été renversé. Hilmi pacha a été remplacé par Tewfik pacha.

La principale revendication des soldats a porté sur la loi religieuse, qui, d'après eux, n'avait pas été dans ces derniers mois assez stric-

tement respectée. Nous ne rechercherons pas s'il n'y a pas là une part de vérité. Peut-être les Jeunes-Turcs qui, exilés pendant de longues années, ont séjourné dans les grandes villes de l'Europe et y ont fréquenté des sociétés très libres d'esprit, étaient-ils devenus des Musulmans peu orthodoxes. En tout cas, il était facile de les en accuser. C'est de ce prétexte qu'on a usé pour exciter contre eux le fanatisme des troupes. On ne peut pas demander aux soldats turcs d'être des philosophes; ils croient qu'Allah est Dieu et que Mahomet est son prophète, et leurs idées ne vont pas plus loin. Il a suffi de leur rendre leurs officiers suspects d'indifférence en matière de religion pour qu'ils en égorgeassent quelques-uns et enfermassent les autres. Au premier moment la sécurité des députés a été gravement menacée. Leur président, Ahmed Riza, a dû chercher son salut dans la fuite, et beaucoup d'autres ont suivi son exemple. Un ministre avait été tué, un autre blessé. La défense était impossible. Il y a des momens où les balles pleuvent et où la mort vagabonde au hasard à travers la ville. Chacun alors songe à soi. A Constantinople, instinctivement, tous ceux qui se sont sentis en péril ont regardé et, aussitôt qu'ils l'ont pu, ont fui du côté de Salonique. N'est-ce pas de là qu'étaient partis le signal et le premier ébranlement de la révolution de juillet? Salonique est une ville intelligente et libérale. L'atteindre était sans doute le salut. Enfin, si une résistance devait se produire contre l'émeute militaire de Constantinople, c'était à Salonique qu'elle devait se former. Il y avait là un corps d'armée, il y en avait un autre à Andrinople dont l'esprit était resté fidèle à la Jeune-Turquie. On se demandait ce qu'allaient faire les champions du régime constitutionnel. L'émeute du 13 avril était évidemment dirigée contre eux; elle était la contre-partie, un peu caricaturale, de celle qu'ils avaient eux-mêmes fomentée en juillet, et qui avait alors si brillamment réussi. Accepteraient-ils leur défaite? Se résigneraient-ils à ne laisser dans l'histoire d'autre souvenir que celui d'une apparition fugitive, d'un météore qui, après avoir brillé un instant, s'était perdu dans la nuit?

A cette question, les Jeunes-Turcs n'ont pas tardé à donner une réponse catégorique : ils n'ont pas consenti à laisser confisquer la révolution qu'ils avaient faite. Convaincus d'ailleurs qu'ils avaient joué leurs têtes dans leur première entreprise, et qu'ils ne pouvaient les sauver qu'à la condition de rester les plus forts, ils ont pris la direction des corps d'armée de Salonique et d'Andrinople, ont fait appel aux volontaires qui voudraient se joindre à eux, en ont reçu effectivement un assez grand nombre, et ont marché sur Constanti-

nople. La concentration autour de la ville a été rapide et bien faite. Alors le Sultan, diplomate habile, mais trop confiant dans son habileté, a envoyé aux troupes des parlementaires pour essayer de la conciliation : en tout cela, il n'y avait qu'un malentendu qu'il serait facile de dissiper, car, au fond, les troupes de Salonique et celles de Constantinople voulaient la même chose. Mais les envoyés du Sultan ont été éconduits ; les officiers ont refusé de les entendre et encore plus, on peut le croire, de les laisser s'entretenir avec les soldats. C'est seulement à Constantinople qu'on s'expliquerait : les Jeunes-Turcs ne disaient pas comment. Le savaient-ils bien eux-mêmes ? Leur silence venait-il d'un parti pris déjà formé ou de l'irrésolution où ils étaient encore ? Il était assez difficile de le dire au milieu des manifestations en sens contraires qu'ils laissaient se produire autour d'eux et auxquelles, vraisemblablement, ils donnaient un encouragement égal.

La petite ville de San Stéfano, célèbre par un traité qui n'a pas duré, a pris de nouveau, au milieu des événemens actuels, une importance passagère. Sous la protection des baïonnettes constitutionnelles, les députés qui s'étaient sauvés de Constantinople s'y sont réunis en assez grand nombre pour donner l'impression d'un parlement. Ils y ont tenu des séances pour savoir ce qu'il convenait de faire du Sultan : fallait-il le laisser sur le trône ou l'en arracher ? Il semble que la réponse devait être subordonnée à la question de savoir quel rôle le Sultan avait joué dans l'émeute du 13 avril. Si les présomptions contre Abdul-Hamid abondent, il n'y a aucune preuve certaine. Aussi Chevket pacha, général en chef des troupes jeunes-turques, a-t-il déclaré jusqu'au bout que c'était une calomnie d'attribuer à l'armée la résolution de déposer le souverain. Mais, en même temps, la Chambre des députés émettait un vote en sens contraire : à ses yeux. le Sultan était coupable, et son abdication ou sa chute était nécessaire. Bien hardi qui aurait pu dire dès ce moment de quel côté pencherait finalement la balance ! Il est probable que, dans la pensée de tous, l'événement seul devait en décider : tout dépendrait de l'attitude d'Abdul-Hamid au moment décisif. Les Jeunes-Turcs ont certainement désiré entrer à Constantinople sans coup férir. Une apparence de guerre civile, une collision militaire était à leurs yeux un fait déplorable, qu'il fallait s'efforcer d'éviter, et c'est pour cela sans doute qu'après avoir concentré leurs troupes sous les murs de la capitale, ils se sont arrêtés avant de les franchir. Il y a eu tentative d'entente entre les deux généraux en chef, Chevket pacha du côté des Jeunes-Turcs,

et Nazim pacha du côté de la garnison de Constantinople; on a cru ou semblé croire qu'on s'était mis d'accord; mais il est douteux que Nazim pacha ait été maître de ses soldats. Chevket a adressé un télégramme au Sultan pour lui dire que « par suite de corruptions récentes dans la Garde impériale, le pouvoir du gouvernement avait été complètement annihilé, » et qu'il venait le rétablir : son respect était absolu pour la personne du Sultan. Abdul-Hamid s'est empressé de répondre qu'il s'agissait moins de sa personne dans les circonstances actuelles que des moyens de guérir les maux dont souffrait le pays : il ajoutait que l'accusation dirigée contre les soldats d'avoir été achetés était très grave, et qu'il était urgent de faire sur ce point une enquête sérieuse. « Si les soldats, ajoutait-il, touchaient de l'argent pour prendre parti dans des controverses politiques, on ne peut pas savoir combien de mal cela engendrera. » C'est par ces passes d'armes savantes, mais vaines, qu'Abdul-Hamid préludait aux derniers événemens qui allaient s'accomplir. Il est probable que son parti était pris de résister : en tout cas, la garnison de Constantinople y était décidée. Le vendredi 23 avril, lorsque le Sultan s'est rendu au sélamlik, — qui pouvait dire si ce n'était pas pour la dernière fois de sa vie? — les journaux ont constaté sur sa figure un air de résolution qui ne lui était pas habituel. On l'a acclamé comme d'habitude, comme on acclame tout le monde à Constantinople, comme on a acclamé vingt-quatre heures plus tard l'armée de la Constitution victorieuse. Le samedi, en effet, les troupes d'investissement ont pénétré dans la ville. Elles y ont rencontré une vive résistance ; autour de plusieurs casernes, le combat a été meurtrier, et, lorsque la journée s'est terminée, les batteries jeunes-turques dominaient et menaçaient Yldiz-Kiosk. Le bombardement semblait imminent; on disait que le Sultan s'était enfui, mais personne n'en savait rien ; et la nuit a couvert de ses ombres tragiques le mystère de ce que devait être le lendemain.

Le lendemain, toute résistance étant d'ailleurs impossible, les troupes qui défendaient Yldiz-Kiosk se sont rendues. On a dit d'abord que le Sultan leur en avait donné l'ordre, puis qu'il avait laissé la lutte se poursuivre jusqu'au bout. La première version semble la plus vraisemblable, car Abdul-Hamid savait bien que sa vie était en jeu et que, s'il brûlait imprudemment sa dernière cartouche, il en resterait encore à l'armée assiégeante pour se venger. Quoi qu'il en soit, le bombardement d'Yldiz-Kiosk n'a pas eu lieu ; l'armée assiégeante n'en a pas eu besoin pour s'emparer de la place ; le Palais et le Sultan sont tombés entre ses mains ; les Jeunes-Turcs ont été bientôt maîtres de tout, et on

s'est demandé avec une anxiété croissante ce qu'ils allaient faire de leur victoire. Tout Constantinople, où l'ordre commençait à se rétablir, a regardé du côté d'Yldiz avec la curiosité qu'on accorde à un mur derrière lequel il se passe quelque chose; mais que s'y passait-il? Nul ne le savait, et nous ne le savons pas encore au moment actuel. On ne peut pas croire à des nouvelles qui se contredisent d'heure en heure : il faut attendre. A parler franchement, le monde a été surpris le lundi matin, 26 avril, en apprenant qu'Abdul-Hamid vivait encore, qu'on ne l'avait pas tué, ou suicidé comme on a dit et fait autrefois. Puisqu'il vit encore, la probabilité est que son existence sera respectée; mais pour ce qui est de son pouvoir, il a certainement perdu les dernières parcelles qu'il en avait encore le 12 avril, et il est vrai que c'était peu de chose : à la dictature politique qu'il a exercée pendant plus de trente ans a succédé une dictature militaire qui s'exercera tout d'abord contre lui, très impérieusement. Sous quelle forme? Les Jeunes- Turcs renverseront-ils Abdul-Hamid? Le conserveront-ils sur le trône comme un prisonnier et un otage? Après lui avoir fait sentir la supériorité de leurs forces, compteront-ils assez sur sa soumission pour n'avoir pas besoin de sa démission? Estimeront-ils enfin que sa personne peut encore leur être utile, à la manière d'un vieux drapeau dont ils tiennent solidement la hampe? Tout est possible. Abdul-Hamid, à défaut de popularité, jouit d'un prestige personnel qu'il doit à la longueur de son règne, à la souplesse de son intelligence, à la fertilité de ses ressources, enfin aux ménagemens habiles qu'il a eus pour les puissances étrangères. Si certaines de ces puissances ont eu plus particulièrement à se louer de lui, surtout dans ces derniers temps, aucune n'a eu jamais à s'en plaindre gravement. Il a maintenu entre elles un certain équilibre dans lequel chacune, y compris la France, a trouvé son compte. Son despotisme soupçonneux a pesé lourdement, parfois cruellement sur ses sujets, mais sa politique a été favorable à l'Europe : — et c'est ce qu'on ne saurait oublier dans un moment où l'avenir apparaît pour le moins très incertain.

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet, l'Empire ottoman d'aujourd'hui tend naturellement à la dislocation, à la dissolution : le sultan Abdul-Hamid, avec ses qualités et malgré ses défauts, était le lien qui en maintenait encore réunies les parties divergentes. Nous espérons que les Jeunes-Turcs suffiront à la même tâche; mais ils ont encore à faire leurs preuves à ce sujet. Ils sont animés d'un ardent patriotisme, auquel ils ont même donné quelquefois la forme d'un nationalisme intransigeant; mais quels seront leur moyens d'action? Le Sultan avait

le très grand tort de massacrer de temps en temps ses sujets; mais beaucoup de ces sujets, livrés à eux-mêmes, ont une tendance à massacrer les étrangers et les chrétiens. Le sang coule sur plusieurs points de l'Asie Mineure; les Puissances ont été obligées d'envoyer des vaisseaux pour surveiller les événemens, ou pour y pourvoir. Tout le monde arabe est en effervescence. Des craquemens sinistres se font entendre. Les questions les plus redoutables se posent sur tous les points à la fois, sans qu'on aperçoive distinctement l'autorité morale, ou, à son défaut, la force matérielle propre à les résoudre. Les meilleurs amis de la Turquie, dont nous sommes, ceux qui la regardent comme nécessaire à l'équilibre et par conséquent à la paix du monde, ne sont pas sans appréhensions pour elle; ils lui doivent des avertissemens sérieux. Un vieux proverbe dit qu'on ne supprime définitivement que ce qu'on remplace. Quelque odieux qu'ait été à l'intérieur le régime hamidien, il faudrait le remplacer par autre chose que celui des pronunciamientos. La révolution de juillet dernier a été belle comme une féerie, comme un songe enchanté que le réveil dissipe; les secousses brutales du mois qui s'achève ont été sombres et sanglantes; c'est à elles qu'ont conduit les enivrantes, mais peut-être naïves espérances d'il y a dix mois? Les Jeunes-Turcs sont trop intelligens pour que ces réflexions ne se présentent pas à leur esprit comme au nôtre. Ils ont pris une immense responsabilité envers leur pays, envers l'Europe, envers l'histoire. Ils l'ont fait généreusement en juillet 1908, courageusement en avril 1909. Les voilà définitivement les maîtres, et nous les en félicitons. Mais, pour emprunter un mot à l'éloquent tribun dont les fêtes de Nice viennent une fois de plus de faire retentir le nom sonore, si l'ère des périls est passée pour eux, celle des difficultés commence : nous leur souhaitons d'être à la hauteur de ces difficultés.

P.-S. — Au dernier moment, les nouvelles de Constantinople annoncent la déposition d'Abdul-Hamid et la proclamation de son frère, Rechad Effendi, sous le nom de Mohamet V. Cette solution n'étonnera pas les lecteurs de notre chronique, dans laquelle nous n'aurions, si le temps nous permettait de le faire, que peu de chose à modifier.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.